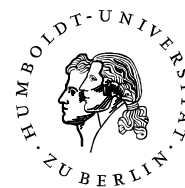


HUMBOLDT-UNIVERSITÄT ZU BERLIN

Landwirtschaftlich-Gärtnerische Fakultät

Schriftenreihe des Seminars für Ländliche Entwicklung



# Situation de référence pour le suivi axé sur les résultats

Etude réalisée pour le Programme de Lutte Contre la Pauvreté  
(LUCOP) de la Coopération Nigéro-Allemande

## Equipe SLE

Melanie Djédjé (chef d'équipe)

Jessica Frühwald

Silvia Martin Han

Christine Werthmann

Elena Zanardi

## SLE

Hessische Str. 1-2

D-10099 Berlin

Tel. +49-30-2093 6900

Fax+49-30-2093 6904

Email: [sle@agrar.hu-berlin.de](mailto:sle@agrar.hu-berlin.de)

<http://www.berlinerseminar.de>

## Etude commanditée par

GTZ – Coopération Allemande au  
Développement

DED – Service Allemand de Développement  
dans le cadre du Programme de  
Coopération Nigéro-Allemande

Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et  
Tahoua-Nord (LUCOP), Niger

DED, GTZ, KfW

Niamey/Berlin, décembre 2005

**SLE CENTRE DE FORMATION SUPERIEURE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL**

**Schriftenreihe des SLE (Seminar für Ländliche Entwicklung)  
Série de publications du Centre de Formation Supérieure pour le  
Développement Rural**

Herausgeber/ Editeur	SLE – Seminar für Ländliche Entwicklung (Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural)  Humboldt Universität zu Berlin Hessische Str. 1-2, D-10099 Berlin, Allemagne  Email: sle@agrار.hu-berlin.de Internet: www.berlinerseminar.de
Redaktion/ Bureau de rédaction	Dr. Karin Fiege SLE – Seminar für Ländliche Entwicklung
Druck/ Impression	Präsentation Plus Landsberger Str. 363, D-12623 Berlin
Vertrieb/ Distribution	Seminar für Ländliche Entwicklung Hessische Str. 1-2, D-10099 Berlin sle@agrار.hu-berlin.de
1. Auflage 2005/ 1 <sup>ère</sup> édition 2005	300
Copyright 2005	SLE – Seminar für Ländliche Entwicklung (Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural)
ISSN	1433-4585
ISBN	3-936602-22-0
Titelbild/ Photo de couverture	Assemblée villageoise à Kossorame (à gauche) (photo : Silvia Martin Han)  Seuil d'épandage à Algoumawa (en haut à droite) Greniers de mil à Jaja (en bas à droite) (photo: Elena Zanardi)

## Avant-propos

Le Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural (Seminar für Ländliche Entwicklung, SLE) de l'Université Humboldt de Berlin forme depuis plus de 40 ans des jeunes professionnels dans le domaine de la coopération allemande et internationale. Le SLE transmet pour cela, dans le cadre d'un cours de formation interdisciplinaire d'une année, les compétences nécessaires.

Des séjours de trois mois à l'étranger sont une composante importante de cette formation: les étudiants mènent des études innovatrices et effectuent des consultations pour des projets et organisations à l'étranger. Dans ce cadre, l'implication des différents acteurs sur place est considérée comme essentielle. Les résultats de ces études appliquées contribuent à la recherche de solutions aux problèmes de développement rural.

Au cours des années, le SLE a conduit plus de 100 projets à l'étranger dans plus de 60 pays. Les résultats des travaux ont été publiés dans une série d'études.

En 2005 les équipes du SLE ont mené des études au Pérou, au Guatemala, au Cambodge et au Niger. L'orientation vers les résultats et la réduction de la pauvreté représentaient les thèmes principaux de ces quatre projets.

La présente étude a été commanditée par la GTZ – Coopération Technique Allemande (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit) et par le DED – Service Allemand de Développement (Deutscher Entwicklungsdienst).

Prof. Dr. Uwe Jens Nagel

Doyen

Faculté d'Agronomie et d'Horticulture

Carola Jacobi-Sambou

Directrice

SLE – Centre de Formation Supérieure  
pour le Développement Rural



## Remerciements

La présente étude n'aurait pu être réalisée sans la contribution de nombreuses personnes qui ont fourni à l'équipe du SLE leur soutien et leur expertise. C'est avec beaucoup de reconnaissance pour leurs efforts et leur disponibilité que nous voulons les remercier.

Nos remerciements s'adressent en particulier à Mamadou Abdou Sani et Mouhamed Bachar, responsables du système de suivi-évaluation du programme LUCOP, qui ont accompagné notre étude dès la phase préparatoire à Berlin. Nous remercions également Sigfrid Schröder-Breitschuh, consultant indépendant, pour la formation en matière de Suivi-Evaluation dont il nous a fait bénéficié ainsi que Thomas Wolf de l'unité « Développement de l'entreprise » au siège de la GTZ, pour ses précieuses remarques concernant notre étude.

Nous avons infiniment apprécié le soutien de l'équipe entière de LUCOP-TI et de LUCOP-TAN ainsi que du chef de programme, M. Michael Lossner, pour leurs nombreux conseils, les discussions fructueuses, leur active participation aux ateliers organisés au Niger et non moins leur appui logistique et organisationnel qui a beaucoup facilité notre travail et notre séjour.

Nous remercions également Abdou Sirfi Katoumi, Barma Malam Kiari et Kaigama Adj, étudiants du Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA) de l'Université Abdou Moumouni de Niamey. Sans leur précieux appui lors de la collecte et de l'évaluation des données, les résultats n'auraient pas été aussi riches.

Notre reconnaissance s'adresse non moins aux agents de l'Etat, au niveau ministériel, régional et départemental, aux élus locaux et maires des communes de l'enquête, aux nombreux représentants des ONG, organisations et institutions avec lesquelles nous avons pris contact lors de l'étude, et enfin aux habitants des villages visités, pour leur collaboration et pour l'accueil dont ils ont fait preuve.

L'équipe a enfin infiniment apprécié le soutien de M. et Mme Idrissa pour la mise en forme du rapport de l'étude.

Merci à tous !



## Résumé

Les **Objectifs du Millénaire pour le Développement** (OMD), sont traduits dans le contexte du Niger par la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SRP), dans laquelle s'inscrit le programme « Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua-Nord » (LUCOP) de la Coopération Nigéro-Allemande. Le programme LUCOP, et bien d'autres programmes de développement, ont l'obligation d'assurer systématiquement le suivi et l'évaluation des résultats et des effets de ses interventions ainsi que de les rendre visibles. Cette **orientation vers les résultats** est également définie comme axe prioritaire dans le cadre d'actions stratégiques de la Coopération technique allemande (GTZ) pour le développement de l'Afrique subsaharienne.

La présente étude s'inscrit dans ce contexte avec l'**objectif** de rendre visible la contribution de LUCOP à la réduction de la pauvreté dans les régions de Tillabéri, de Tahoua et d'Agadez au Niger à travers l'intégration des résultats de l'étude dans le système de suivi axé sur les résultats du programme. Les **résultats attendus de l'étude** sont les suivants :

- Les **chaînes de résultats** pour la réduction de la pauvreté qui créent les liens entre les interventions et activités du programme et les indicateurs de la pauvreté, sont **élaborées** en collaboration avec les membres du personnel LUCOP pour les cinq composantes du programme.
- Une **situation de référence** qui témoigne de la pauvreté au niveau des **ménages/ exploitations agricoles** et des **communes** rurales dans les zones d'intervention du programme est documentée. Celle-ci se réfère aux indicateurs des chaînes de résultats et complète les données disponibles avec des enquêtes quantitatives et qualitatives.
- Des **propositions** sont faites pour améliorer, adapter et compléter le système de suivi du programme LUCOP tout en assurant les liens avec les dispositifs existants aux différents niveaux (local, régional, national) et, notamment, avec les systèmes de suivi des **stratégies nationales** (SRP, SDR).
- La présentation de l'étude a contribué à un meilleur positionnement de la Coopération allemande au Niger dans le contexte de la réduction de la pauvreté.

L'étude, notamment la situation de référence, devrait enfin constituer la base du système de suivi axé sur les résultats du programme.

Quant à l'objectif global de **LUCOP**, il est défini comme suit : les populations organisées, leurs organisations d'autopromotion, les collectivités décentralisées assument d'une façon efficace et efficiente leurs rôles en tant qu'acteurs dans le processus du développement socio-économique. Le programme se base sur les expériences précédentes de la coopération allemande. Il poursuit les interventions testées et réussies des anciens projets dans les domaines de la gestion des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire (composante 4) et les enrichit avec les composantes « élaboration et mise en œuvre de plans de développement » (1), « création et réhabilitation des infrastructures socio-économiques » (2), « décentralisation et développement communal » (3) et « dialogue politico-administratif » (5).

L'étude a été réalisée entre juin et novembre 2005. Du point de vue **methodologique**, afin d'atteindre les premiers résultats attendus, des ateliers organisés avec la participation des membres du personnel de LUCOP ont permis d'élaborer les chaînes de résultats pour les principaux produits des cinq composantes du programme avec l'application du modèle utilisé par la GTZ. Afin de déterminer la situation de référence, qui devrait constituer la base du système de suivi orienté vers les résultats de LUCOP, des enquêtes avec interviews semi-structurées ont été organisées avec les autorités au niveau national, régional et départemental ainsi qu'avec les élus locaux au niveau communal. Des assemblées villageoises ont également été conduites dans 14 villages sélectionnés dans la zone d'intervention du programme. Au cours de ces assemblées des critères définissant trois catégories de pauvreté de la population (les assez bien, les pauvres, les extrêmement pauvres), ont été identifiés. Des discussions en groupes restreints et des enquêtes au niveau des ménages ont ensuite été menées. Les données quantitatives et qualitatives collectées ont enfin été triangulées, complétées et enrichies avec des informations secondaires provenant d'échanges avec d'autres acteurs de développement et de la littérature existante en la matière.

Sur la base des **chaînes de résultats** élaborées lors des ateliers organisés à Niamey, une **analyse des indicateurs** existants de LUCOP a été effectuée. La pertinence et l'efficacité de ces indicateurs pour un suivi axé sur les résultats ont été examinées. Sur la base des constatations faites, des propositions ont été



formulées. Celles-ci concernent la re-formulation ou une nouvelle définition de certains indicateurs, l'identification de priorités parmi ceux-ci ainsi que les risques et les champs d'observations pour une adaptation du système de suivi du programme aux exigences actuelles. Les indicateurs de LUCOP et ceux de la SRP/SDR ont été également analysés afin d'identifier quels sont les liens existants entre les systèmes de suivi de leurs stratégies respectives et de concrétiser ultérieurement les efforts du programme pour une contribution au suivi de l'évolution de la situation de la pauvreté à l'échelle nationale.

Les enquêtes menées pour l'élaboration de la situation de référence fournissent une base pour le suivi axé sur les résultats des activités de LUCOP et témoignent de la pauvreté en milieu rural. L'analyse a été effectuée sur la base du concept des **quatre dimensions de la pauvreté et du bien-être** du DFID à savoir : les revenus, les acquis, les services de base et l'*empowerment*. Les résultats de l'enquête sont présentés avec cette logique dans le rapport et sont introduits par une analyse de la perception des **populations** de la pauvreté et de ses causes. La cause principale nommée concerne la dépendance de l'agriculture pour les stratégies de survie et l'environnement défavorable dans lequel celle-ci est pratiquée. Dans la dimension des revenus, il a également été constaté que la base primordiale du bien-être est la production agricole qui est soumise aux aléas climatiques et environnementaux échappant au contrôle de l'homme; l'agriculture constitue la première source de revenu pour tous les enquêtés, mais le poids des autres sources diffère selon les catégories de bien-être et selon les zones. Quant à l'accès aux facteurs de production agricole (terre, capital, main d'œuvre, intrants) et aux services de base (santé, éducation, eau potable), ils ne semblent pas être assurés pour tout le monde de la même manière mais seulement pour une minorité aisée. L'enquête témoigne également de la participation des populations au développement; elle est souvent encore limitée en ce qui concerne le processus de décentralisation et la planification ou l'initiation de projets propres aux collectivités. Il existe une interdépendance entre les quatre dimensions de la pauvreté; celle-ci est complexe, tout comme les dynamiques dans lesquelles les trois catégories de bien-être se trouvent impliquées et qui limitent leurs possibilités d'échapper à la pauvreté. Quant aux **communes**, dans leur rôle clé pour le développement depuis l'avènement de la décentralisation, elles accusent principalement un manque de ressources humaines qualifiées et de ressources financières suffisantes.

En **conclusion**, la présente étude, avec les chaînes de résultats, les indicateurs et les méthodes de suivi proposés, son analyse de la pauvreté en milieu rural et les informations collectées pour la situation de référence espère donner une contribution concrète à la nouvelle orientation vers les résultats du système de suivi de LUCOP. Ceci afin que le programme puisse atteindre de manière plus efficace les objectifs escomptés avec une utilisation optimale des ressources dont il dispose.

## Summary

The programme “ Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua-Nord “ (LUCOP), which represents the German-Niger cooperation in Niger, operates within the framework of the Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) based on the **Millennium Development Goals** (MDGs). Similar to other development programmes, LUCOP has committed itself to secure systematic impact orientation with regard to its own intervention, and to establish an impact-oriented monitoring and evaluation system to increase transparency. This **orientation on impact** is part of the German Technical Cooperation (GTZ) development policy strategy on sub-Saharan Africa, and constitutes the framework within which the study *Frame of Reference for a Result-Oriented Monitoring System* was carried out.

The aim of the study is to give more transparency to LUCOP’s contribution to poverty reduction in Niger, more precisely in the Tillabéri, Tahoua and Agadez regions, by integrating its outcome into the programme’s monitoring and evaluation system. The following **results** were to be achieved:

- The **results chains** leading to poverty reduction have been **established** for the five components of the programme in cooperation with the members of LUCOP.
- A **frame of reference** for the description of poverty at **local** as well as **household and farm levels** in the programme regions has been **documented**. It refers to the indicators of results chains and supplements existing data with quantitative and qualitative data research.
- **Proposals** for the improvement, adjustment and completion of the **monitoring system** have been **worked out**, while the relationship to the different levels (local, regional, national) and especially to the monitoring systems of national poverty reduction strategies (PRSP, SRP) has been secured.
- The presentation of the study has contributed to an improved positioning of German development cooperation in Niger concerning poverty reduction.

The outputs of the study, particularly the established frame of reference, will become the basis of impact-oriented monitoring in the LUCOP programme.

The overall **objective** of the programme is defined as follows: “ the population, their self-help organisations and decentralised collective bodies fulfil their roles as participants in the social and economic development process.” The programme is based on previous experience in German cooperation. It thus relies on proven past projects in the areas of natural resource management and food security (component 4), supplementing these with the components “ establishment and realisation of development plans ” (1), “ creation and rehabilitation of socio-economic infrastructural measures ” (2), “ decentralisation and local development ” (3), as well as “ political dialogue and donor coordination ” (5).

The study was conducted from June to November 2005. Workshops with LUCOP staff members to elaborate results chains for the main products of the five components, using the GTZ impact model, was part of the **methodology** employed to achieve the desired results. Furthermore, semi-structured interviews were carried out with the authorities at national, regional and departmental level, and with elected representatives at local level. This data was used for the elaboration of the frame of reference, which forms the basis of impact-oriented monitoring. In addition, village assemblies were held in 14 selected villages to identify three poverty criteria (well off, poor, extremely poor) as defined by the people themselves. The survey at village level contains interviews with selected focus groups and individual questionnaires at household level. The quantitative and qualitative data was crosschecked, completed, and supplemented by secondary data collected from literature and from dialogue with other development actors in Niger.

An **analysis** of the former **indicators** used by LUCOP was carried out using the **results chains** established in Niamey as a basis. The focus here was on the pertinence and efficiency of the indicators with regard to impact-oriented monitoring. The results of this analysis were used to formulate proposals for taking over or redefining some of the indicators. Moreover, the risks involved in achieving the assumed results and the fields of observation to be born in mind that derive from these risks were elaborated. A further monitoring system proposal refers to synthesized data sheets for key indicators of results.

Additionally the indicators used by the Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) and the Sector Strategy for Rural Development (SDR) were analysed to determine existing connections between these monitoring systems and the LUCOP system. This expressed the potential contribution of the programme to national and regional monitoring of the poverty situation in practical terms.

The data collected for the elaboration of the frame of reference constitutes the basis of LUCOP's impact monitoring and describes poverty in the rural areas. Analysed on the basis of the “ **four dimensions of poverty model** ” (DFID), it distinguishes between *income*, *assets*, *services* and *empowerment*. The research results describe the reasons for poverty as defined by the **population** itself. Dependency on agriculture, which is characterised by harsh conditions and represents the main source of income in the rural areas, is considered the principal cause of poverty. Thus income is seen as the factor with the greatest influence on poverty. Diversification of non-agricultural income-generating activities depends on the framework and social categories of the respective regions under review. Access to production factors (land, capital, work force, inputs) and services (health, education, drinking water) is by no means available to the entire population but is limited to a relatively prosperous minority. The research also explored the opportunities people have to participate in the development process, and discovered that this is still restricted to the planning and implementation of local activities initiated by external projects. Complex interdependencies between the four dimensions of poverty and the dynamics within each classification lessen the potential to overcome poverty. **Local** contributions to the development process, particularly in the context of the recent decentralisation, has been frustrated by a lack of human and financial resources.

**In summary**, the intention of this study, containing **results chains** and indicators, proposals on monitoring methods, poverty analysis of the rural areas, and information collected on the basis of the frame of reference, is to make a practical contribution to reinforce the LUCOP impact monitoring system. Effective use of current resources should lead to a more successful achievement of the desired aims of the LUCOP programme.



## Zusammenfassung

Die **Millennium-Entwicklungsziele** (MDGs) bilden die Basis der nationalen Armutsminderungsstrategie (PRSP) im Niger und sind somit Bestandteil der deutsch-nigrischen Entwicklungszusammenarbeit (EZ), die in diesen Rahmen durch das Programm „Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua-Nord“ (LUCOP) im Niger tätig ist. LUCOP verpflichtet sich, ebenso wie andere Programme der Entwicklungszusammenarbeit, die Wirkungen der eigenen Interventionen durch ein wirkungsorientiertes Monitoringsystem zu erfassen und systematisch zu dokumentieren. So definiert auch die deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit (GTZ) diese **Orientierung auf Wirkungen** als eine strategische Handlungsmaxime für die Entwicklungszusammenarbeit in Sub-Sahara Afrika.

In diesem Zusammenhang wurde die vorliegende Studie erstellt. **Ziel** ist es, den Beitrag LUCOPs zur Armutsminderung im Niger, d.h. in den Regionen Tillabéri, Tahoua und Agadez durch eine Integration der Studienergebnisse in das **Monitoringsystem** des Programms sichtbar zu machen. Folgende **Ergebnisse** sollten durch die Studie erreicht werden:

- Die **Wirkungsketten** zur Armutsminderung sind gemeinsam mit den Programmmitarbeitern für die fünf Komponenten des Programms **erstellt**.
- Eine **Referenzsituation** zur Beschreibung der Armut auf **kommunaler** sowie **Haushalts- und Betriebsebene** in den Programmregionen ist **dokumentiert**. Sie bezieht sich auf die Indikatoren der Wirkungsketten und ergänzt vorhandene Daten durch eigene quantitative/qualitative Datenerhebungen.
- **Vorschläge** zur Verbesserung, Anpassung und Vervollständigung des **Monitoringsystems** sind **erarbeitet**. Dabei ist der **Bezug** zu den verschiedenen Ebenen (lokal, regional, national) und insbesondere zu den Monitoringsystemen **nationaler Armutsstrategien** (PRSP, SRP) sichergestellt.
- Die Präsentation der Studie hat zu einer besseren Positionierung der deutschen Entwicklungszusammenarbeit im Niger im Hinblick auf Armutsminderung beigetragen.

Die Ergebnisse der Studie, insbesondere die erstellte Referenzsituation sollen schließlich die Grundlage für das wirkungsorientierte Monitoring des Programms LUCOP bilden.

Das Oberziel **LUCOPs** ist wie folgt definiert: „ Die Bevölkerung, ihre Selbsthilfeorganisationen und lokale Gebietskörperschaften erfüllen ihre entwicklungspolitische Rolle als Träger sozialer und wirtschaftlicher Entwicklung. “ Das Programm baut auf frühere Erfahrungen der deutschen EZ auf. So knüpft es an bewährte und erfolgreiche Vorgängerprojekte in den Bereichen des Ressourcenmanagements und der Ernährungssicherung an (Komponente 4) und ergänzt diese mit den Komponenten „Erstellung und Umsetzung kommunaler Entwicklungspläne“ (1), „Schaffung und Rehabilitierung von sozio-ökonomischen Infrastrukturmaßnahmen“ (2), „Dezentralisierung und Kommunalentwicklung“ (3) sowie „Politikdialog und Geberkoordinierung“ (5).

Die Studie wurde zwischen Juni und November 2005 erstellt. Um die gewünschten Ergebnisse zu erreichen wurde **methodisch** so vorgegangen, dass zum einen in **Workshops** mit den Mitarbeitern LUCOPs die **Wirkungsketten** für die Hauptprodukte der 5 Komponenten erstellt wurden. Dabei diente das Wirkungsmodell der GTZ als Grundlage. Zum anderen wurden qualitative und quantitative **Erhebungen für die Referenzsituation** durchgeführt. Semi-strukturierte Interviews wurden mit Vertretern staatlicher Institutionen auf nationaler, regionaler und departementaler Ebene als auch mit gewählten Gemeinderatsmitgliedern auf kommunaler Ebene durchgeführt. Zudem wurden in 14 ausgewählten Dörfern in den Programmregionen Tillabéri und Tahoua Dorfversammlungen abgehalten, um die Wahrnehmung von Armut aus Perspektive der Betroffenen zu erheben. Dabei wurden u.a. drei Armutskategorien (gut situiert, arm, extrem arm) von der Bevölkerung definiert. Die Erhebungen auf Dorfebene umfassten darüber hinaus Interviews mit verschiedenen Fokusgruppen und individuelle Befragungen von Haushaltsvorständen. Die so gewonnenen Daten wurden mit Sekundärdaten aus vorhandener Literatur und im Zuge eines intensiven Dialogs mit anderen Entwicklungsakteuren verglichen, vervollständigt und angereichert.

Auf Grundlage der erstellten **Wirkungsketten** wurde eine **Analyse** der von LUCOP bisher verwendeten **Indikatoren** vorgenommen. Dabei ging es vor allem um ihre Verwendbarkeit und Stimmigkeit hinsichtlich eines wirkungsorientierten



Monitorings. Die Ergebnisse dieser Analyse münden in Vorschläge zur Übernahme, Umformulierung oder Neudefinition einzelner Indikatoren. Des Weiteren wurden die Risiken hinsichtlich der Erreichung der angenommenen Wirkungen identifiziert und die von LUCOP im Auge zu behaltenden Beobachtungsfelder daraus abgeleitet. Ein weiterer Vorschlag für das Monitoringsystem bezieht sich auf zusammenfassende Datenblätter zu den wichtigsten Wirkungsindikatoren. Außerdem wurde eine Analyse der Indikatoren der nationalen Armutsminderungsstrategie (PRSP) und der Sektorstrategie für die ländliche Entwicklung (SDR) im Hinblick auf deren Verknüpfung mit dem Monitoringsystem von LUCOP vorgenommen. So konnte der mögliche Beitrag des Programms zum Monitoring der Armutssituation auf nationaler bzw. regionaler Ebene konkretisiert werden.

Die erhobenen Daten für die Referenzsituation stellen eine Grundlage für das Wirkungsmonitoring von LUCOP dar und beschreiben die Armutssituation im ländlichen Raum. Für die Analyse wurde das „**Modell der vier Dimensionen von Armut**“ (DFID) hinzugezogen, welches zwischen *Einkommen*, *Ressourcen*, *Basisdiensten* und *Empowerment* unterscheidet. Die Untersuchungsergebnisse orientieren sich an dieser Einteilung und beschreiben die von der **Bevölkerung** genannten Charakteristika und Gründe für Armut. Als Hauptgrund für Armut wurde die Abhängigkeit von einer durch ungünstige Umweltbedingungen gekennzeichneten Landwirtschaft genannt, welche die Haupteinkommensquelle der ländlichen Bevölkerung darstellt. Einkommen wird als die wichtigste, Armut beeinflussende Dimension gesehen. Eine Diversifizierung der auch außerlandwirtschaftlichen Einkommensmöglichkeiten hängt von den sozialen Kategorien und den Rahmenbedingungen der jeweiligen Untersuchungsregionen ab. Hinsichtlich des Zugangs zu Produktionsfaktoren (Boden, Kapital, Arbeit, Saatgut) und Basisdiensten (Gesundheit, Bildung, Trinkwasserversorgung) wurde deutlich, dass diese keinesfalls der gesamten Bevölkerung zugänglich sind, sondern nur einer relativ besser gestellten Minderheit. Die Studie beleuchtete zudem die Möglichkeiten zur Partizipation der Bevölkerung an Entwicklungsprozessen und stellte fest, dass diese häufig noch auf die Teilnahme an lokaler Aktivitätenplanung und -durchführung von außen kommender Projekte beschränkt ist. Es existieren komplexe Wechselwirkungen zwischen den vier Dimensionen von Armut und Dynamiken innerhalb der einzelnen Armutskategorien, welche die Möglichkeiten zur Überwindung von Armut mindern.

Der Beitrag der **Kommunen** zur Entwicklung, insbesondere im Rahmen der begonnenen Dezentralisierung, wird durch unzureichende Personal- und Finanzressourcen behindert.

**Zusammenfassend** sollte mit der Studie, den entwickelten Wirkungsketten und Indikatoren, den vorgeschlagenen Monitoringmethoden, der Analyse der Armut im ländlichen Raum und den Informationen, die durch die Referenzsituation gesammelt wurden, ein konkreter Beitrag zur verstärkten Ausrichtung auf wirkungsorientiertes Monitoring erbracht werden. Dies soll letztendlich dazu führen, dass die gewünschten Ziele LUCOPs durch eine effektive Nutzung der verfügbaren Ressourcen besser erreicht werden können.

# Table des matières

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>I</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>III</b>
<b>RESUME</b> .....	<b>V</b>
<b>SUMMARY</b> .....	<b>IX</b>
<b>ZUSAMMENFASSUNG</b> .....	<b>XIII</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS</b> .....	<b>XXIII</b>
<b>1 INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>2 LE CADRE DE L'ETUDE</b> .....	<b>3</b>
<b>2.1 Informations générales</b> .....	<b>3</b>
<b>2.2 L'orientation vers les résultats dans la coopération au développement</b> .....	<b>5</b>
2.2.1 La nouvelle orientation dans la coopération internationale.....	5
2.2.3 Le suivi axé sur les résultats.....	8
<b>2.3 Le programme LUCOP</b> .....	<b>9</b>
2.3.1 Les structures de LUCOP.....	10
2.3.2 Les objectifs de LUCOP et de ses composantes.....	11
<b>2.4 Les objectifs de l'étude</b> .....	<b>14</b>
<b>3 LE SUIVI DE LUCOP AXE SUR LES RESULTATS</b> .....	<b>17</b>
<b>3.1 Le modèle de résultats de la GTZ</b> .....	<b>17</b>
<b>3.2 Les chaînes de résultats pour le programme LUCOP</b> .....	<b>20</b>
3.2.1 Chaîne de résultats pour la composante 1 .....	21
3.2.2 Chaîne de résultats pour la composante 2 .....	22
3.2.3 Chaîne de résultats pour la composante 3 .....	23

---

3.2.4	Chaîne de résultats pour la composante 4 .....	24
3.2.5	Chaîne de résultats pour la composante 5 .....	26
<b>3.3</b>	<b>Le système de suivi de LUCOP et celui des stratégies nationales.....</b>	<b>27</b>
3.3.1	Indicateurs de l'atelier du 03-04 octobre 2005 .....	29
3.3.2	Indicateurs du tableau synoptique de planification non retenus par l'atelier du 03-04 octobre 2005 .....	32
<b>3.4</b>	<b>La liaison entre les chaînes de résultats et la situation de référence .....</b>	<b>34</b>
<b>4</b>	<b>L'APPROCHE METHODOLOGIQUE POUR LA SITUATION DE REFERENCE .....</b>	<b>41</b>
<b>4.1</b>	<b>Méthode employée.....</b>	<b>41</b>
4.1.1	Zone d'enquête et critères de sélection .....	43
4.1.2	Instruments utilisés .....	44
4.1.3	Participants .....	46
4.1.4	Démarche de l'enquête.....	47
4.1.4	Démarche de l'enquête.....	47
4.1.5	Défis et contraintes .....	48
<b>4.2</b>	<b>Le déroulement de l'étude.....</b>	<b>49</b>
<b>5</b>	<b>LA SITUATION DE REFERENCE .....</b>	<b>53</b>
<b>5.1</b>	<b>Aperçu général des trois départements de l'enquête.....</b>	<b>53</b>
<b>5.2</b>	<b>Les quatre communes enquêtées .....</b>	<b>57</b>
5.2.1	Aperçu général sur les communes .....	57
5.2.2	Résultats au niveau communal.....	60
5.2.2.1	Perception de la pauvreté.....	60
5.2.2.2	Ressources financières et humaines .....	61

---

5.2.2.3	Connaissances sur la décentralisation .....	61
5.2.2.4	Relations entre représentants et population .....	63
5.2.2.5	Collaboration avec d'autres acteurs du développement .....	64
5.2.2.6	Gestion des conflits .....	65
<b>5.3</b>	<b>Les villages et ménages visités .....</b>	<b>66</b>
5.3.1	Aperçu général sur les villages .....	66
5.3.2	Résultats au niveau des villages et des ménages .....	72
5.3.2.1	Perception de la pauvreté en général .....	72
5.3.2.2	Revenus .....	75
5.3.2.3	Acquis .....	81
5.3.2.5	Accès aux services de base .....	88
5.3.2.5	Empowerment .....	91
5.3.3	Interdépendances entre les dimensions .....	95
<b>6</b>	<b>RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES .....</b>	<b>99</b>
<b>6.1</b>	<b>Recommandations pour le système de suivi de LUCOP .....</b>	<b>99</b>
6.1.1	L'unité de suivi et évaluation .....	99
6.1.2	Quelques outils pour le suivi axé sur les résultats .....	101
6.1.3	Enquêtes approfondies sur l'impact des interventions de LUCOP sur la pauvreté .....	103
<b>6.2</b>	<b>Réflexions et perspectives .....</b>	<b>106</b>
	<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>109</b>
	<b>ANNEXES .....</b>	<b>119</b>
1)	Entretiens chronologiques .....	119
2)	Liste des interlocuteurs .....	123

3)	Termes de références.....	126
4)	Tableau synoptique de planification de LUCOP .....	131
5)	Tableau synoptique de planification de l'étude SLE .....	134
6)	SRP et SDR.....	136
7)	Chaînes de résultats pour les cinq composantes de LUCOP .....	145
8)	Cartes .....	151
9)	Les instruments de l'enquête .....	153
10)	Liste des intervenants recensés dans les départements .....	162
11)	Figures supplémentaires de la situation de référence .....	170
12)	Tableaux supplémentaires de la situation de référence.....	172
13)	Fiches synthétiques des indicateurs principaux.....	177

## Liste des figures

Figure 1 :	Orientation vers les objectifs.....	7
Figure 2 :	Orientation vers les résultats .....	8
Figure 3 :	Chaîne de résultats.....	18
Figure 4 :	Ligne de vie.....	45
Figure 5 :	Diagramme de Venn .....	45
Figure 6 :	Les quatre dimensions de la pauvreté.....	52

## Liste des tableaux

Tableau 1 :	Objectifs du Millénaire pour le Développement .....	6
Tableau 2 :	Les axes principaux de la SRP et LUCOP .....	27

---

Tableau 3 : Les axes stratégiques de la SDR et LUCOP .....	28
Tableau 4 : Critères pour la sélection des communes.....	43
Tableau 5 : Les villages choisis dans les communes .....	44
Tableau 6 : Nombre de participants.....	46
Tableau 7 : Les départements de l'enquête.....	55
Tableau 8 : Les communes de l'enquête .....	59
Tableau 9 : Les villages enquêtés dans la commune de Kourfey-Centre .....	68
Tableau 10 : Les villages enquêtés dans la commune de Gothèye .....	69
Tableau 11 : Les villages enquêtés dans la commune de Kalfou.....	70
Tableau 12 : Les villages enquêtés dans la commune de Bambèye.....	71
Tableau 13 : Répartition des enquêtés selon les catégories du bien-être.....	72
Tableau 14 : Les caractéristiques des trois catégories du bien-être .....	73
Tableau 15 : Les critères des bonnes et mauvaises années.....	74
Tableau 16 : Les dépenses des ménages .....	76
Tableau 17 : Suffisance de la production selon le nombre de mois d'auto-suffisance alimentaire .....	77
Tableau 18 : Nombre de repas dans la période de soudure .....	78
Tableau 19 : Stratégies de survie par ordre d'importance.....	79
Tableau 20 : Les modes d'accès à la terre .....	81
Tableau 21 : Disponibilité et utilisation des crédits .....	83
Tableau 22 : Disponibilité de la main d'œuvre.....	84
Tableau 23 : Participation aux travaux d'entraide.....	85
Tableau 24 : Utilisation des intrants agricoles .....	86

Tableau 25 : Nombre d'intervenants dans les villages visités .....	87
Tableau 26 : Les caractéristiques de santé selon les catégories du bien-être ...	88
Tableau 27 : La motivation pour l'envoi des enfants à l'école .....	90
Tableau 28 : Analyse des tendances.....	104
Tableau 29 : Matrice d'influence .....	105



## Liste des abréviations

<b>AHA</b>	Aménagement Hydro-Agricole
<b>ANDDH</b>	Association Nigérienne de Défense des Droits de l'homme
<b>AURA</b>	Auftragsrahmen
<b>BMZ</b>	Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
<b>CAD</b>	Coopération allemande au Développement
<b>cdr</b>	Chaîne de résultats
<b>CILSS</b>	Comité Inter-Etat de Lutte Contre la sécheresse au Sahel
<b>COFO</b>	Commission Foncière
<b>COFOB</b>	Commission Foncière de Base
<b>CM</b>	Conseil municipal
<b>CDMT</b>	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
<b>CNS</b>	Comité National de la Statistique
<b>CRESA</b>	Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture
<b>CS</b>	Case de Santé
<b>CSI</b>	Centre de Santé Intégré
<b>CSLP</b>	Cadre Stratégique de la Lutte contre la Pauvreté
<b>CT</b>	Conseiller Technique
<b>DD</b>	Direction Départementale
<b>DDDC</b>	Direction Départementale de Développement Communautaire
<b>DED</b>	Deutscher Entwicklungsdienst, Service Allemand de Développement
<b>DFID</b>	Department for International Development
<b>DGEP(PP)</b>	Direction Générale de l'Evaluation des Politiques, Programmes et Projets
<b>DMAE</b>	Direction des Mesures Anti-Erosives
<b>DSCN</b>	Direction des Statistiques et des Comptes Nationaux
<b>EZ</b>	Entwicklungszusammenarbeit, Coopération au développement
<b>FICOD</b>	Fonds d'Investissement pour les Collectivités Décentralisées
<b>FSL</b>	Fonds de Subvention Locale
<b>GRN</b>	Gestion des Ressources Naturelles
<b>GTZ</b>	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit, Coopération Technique Allemande
<b>HCRA/D</b>	Haut Commissariat à la Réforme Administrative et à la Décentralisation

<b>HCME</b>	Haut Commissariat à la Modernisation de l'Etat
<b>H/J</b>	Homme/jour
<b>HIMO</b>	Haute Intensité de Main d'oeuvre
<b>IBA</b>	Informations- und Bildungsbeauftragte
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>IRAM</b>	Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
<b>KfW</b>	Kreditanstalt für Wiederaufbau, Coopération Financière Allemande
<b>LUCOP</b>	Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua-Nord
<b>LUCOP-TAN</b>	Programme de Lutte Contre la Pauvreté Tahoua-Nord
<b>LUCOP-TI</b>	Programme de Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri
<b>MAE</b>	Mesures Anti-Erosives
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>MRA</b>	Ministère des Ressources Animales
<b>NIGETIP</b>	Agence Nigérienne de Travaux d'Intérêt Public pour l'emploi
<b>OAP</b>	Organisation d'auto promotion
<b>OCED</b>	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>ONG</b>	Organisation Non-Gouvernementale
<b>PAC-REP</b>	Programme d'Appui-conseil à la Réduction de la Pauvreté (Banque Mondiale)
<b>PASP</b>	Projet Agro-Sylvo-Pastoral
<b>PCD</b>	Plan Communal de Développement
<b>PCLCP</b>	Programme Cadre de Lutte contre la Pauvreté
<b>PDRT</b>	Projet de Développement Rural de Tahoua
<b>PIE</b>	Programme d'Investissement de l'Etat
<b>PMAE</b>	Programme des Mesures Anti-Erosives
<b>PMET</b>	Projet Mobilisation des Eaux de Tahoua
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PRSP</b>	Poverty Reduction Strategy Paper
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>ReNSE</b>	Réseau Nigérien de Suivi & Evaluation
<b>Rdv</b>	Rendez-vous
<b>RGP/H</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat

---

<b>S&amp;E</b>	Suivi et Evaluation
<b>SE</b>	Secrétaire Exécutif
<b>SDH</b>	Service de Développement Hydraulique
<b>SDR</b>	Stratégie de Développement Rural
<b>SIL</b>	Subventions aux Initiatives Locales
<b>SNRD</b>	Sector Network Rural Development, Africa
<b>SP-SRP</b>	Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
<b>SRP</b>	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
<b>TdR</b>	Termes de Référence
<b>TSP</b>	Tableau Synoptique de Planification
<b>UBT</b>	Unité de Bétail Tropicale



# 1 Introduction

L'orientation axée sur les résultats représente le nouveau défi de la Coopération allemande au Développement. Cette orientation au niveau d'un programme de développement doit garantir que les moyens mis à sa disposition sont utilisés de façon efficiente et effective. En même temps, elle doit permettre de mesurer la contribution de la Coopération allemande au développement social et économique du pays partenaire.

L'atteinte des objectifs globaux du millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies représente une grande priorité y compris l'objectif de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015. Depuis 2003, selon le nouveau cadre de contrat (AURA), les programmes de la Coopération allemande doivent montrer leur contribution à la réalisation de ces objectifs hautement agrégés du développement. Cette nouvelle tâche représente la raison de cette étude du Centre de Formation Supérieure du Développement Rural (SLE), dont les commanditaires sont la *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ) et le *Deutsche Entwicklungsdienst* (DED), en particulier le Programme de la Coopération Nigéro-Allemande Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua-Nord (LUCOP) au Niger. Dans ce cadre, LUCOP qui a démarré en janvier 2004 a l'obligation de démontrer de manière renforcée auprès du *Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung* (BMZ), quels sont les résultats qu'il a atteint. Ces résultats doivent assurer des liens avec les dispositifs existants à différents niveaux (local, régional, national), et notamment avec la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SRP) au Niger.

Le rapport représente les résultats d'une étude sur la situation de référence pour le système de suivi du programme LUCOP. La durée de l'étude était de quatre mois (de juin à novembre 2005) avec une phase préparatoire à Berlin/en Allemagne et un séjour de trois mois au Niger comprenant une phase de terrain de quatre semaines. Les investigations ont été effectuées par une équipe de quatre experts juniors du Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural (SLE) de l'Université de Humboldt, Berlin et trois étudiants du Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA) de l'Université Abdou Moumouni, Niamey, encadrés par une consultante en qualité de chef d'équipe.

L'objectif principal de l'étude était de constituer une base pour le système de suivi axé sur les résultats du programme LUCOP, notamment une situation de référé-

rence (voir chapitre 2 « cadre de l'étude »). Cette tâche englobait deux éléments: premièrement, l'élaboration des chaînes de résultats pour les produits principaux des cinq composantes du programme ainsi que la (ré-)formulation des indicateurs pour mesurer les effets du programme. Cet exercice a permis de faire ressortir les hypothèses d'effets dues aux prestations du programme (voir chapitre 3). Deuxièmement, il a fallu décrire un cadre référentiel pour le programme lui permettant d'observer l'évolution de la situation de pauvreté dans ses zones d'intervention (pour la méthodologie voir chapitre 4). Il n'était pas prévu de réaliser une étude de base large et exhaustive comprenant la collecte d'une multitude de données. Le choix fait était de se concentrer sur les aspects cruciaux des cinq composantes susceptibles d'influencer la pauvreté ou le bien-être des populations rurales tel que perçu par elles-mêmes (voir chapitre 5 pour la description de la situation de référence). Finalement quelques recommandations pour le système de suivi de LUCOP ainsi que certaines réflexions sur son approche sont développées dans le chapitre 6.

## 2 Le cadre de l'étude

Le Niger, pays partenaire de la Coopération allemande, et l'Allemagne ont négocié une stratégie d'intervention prioritaire de lutte contre la pauvreté en milieu rural qui a été rendue opérationnelle par le programme LUCOP. Le premier chapitre du présent rapport décrit, d'un côté, quelles sont les circonstances en relation avec la nouvelle orientation axée sur les résultats du programme qui justifient la raison d'être de cette étude et, de l'autre, ses objectifs ainsi que le cadre général dans lequel elle s'est déroulée.

### 2.1 Informations générales

Le Niger compte 11 060 291 habitants (RGP/H 2001) et se trouve en 2005 au dernier rang du classement du développement humain du PNUD (PNUD 2005). Le taux d'accroissement démographique moyen annuel est de 3,3 % et la densité moyenne de la population est de 8,7 hab./km<sup>2</sup> (République du Niger 2005:5). Celle-ci est très inégalement répartie sur l'ensemble du territoire avec une forte majorité rurale (84 % en 1994) ; la majorité vit dans la bande sud du pays favorable aux activités agricoles. L'espérance de vie est de 44,3 ans (PNUD 2005). La situation socioculturelle est caractérisée par un faible taux d'alphabétisation qui est de 9,3 % chez les femmes et de 25,1 % chez les hommes (The Economist Intelligence Unit 2004).

Le Niger est un pays enclavé dont les trois quart de la superficie sont situés en zone Saharienne. Le climat est de type tropical variant de semi-aride à aride. Le régime pluvio-thermique est caractérisé par une pluviométrie faible et variable dans l'espace et dans le temps et des températures élevées qui ont tendance à accentuer son aridité. On distingue quatre zones climatiques : la zone sahélo-soudanienne (1 % de la superficie totale du pays, 600-800 mm de pluie/an), la zone sahélienne (10 %, 350-600 mm), la zone sahélo-saharienne (12 %, 150-350 mm) et enfin la zone saharienne, désertique (77 %, <150 mm) (République du Niger 2003:5).

Face à la situation de dégradation des conditions de vie des populations, le gouvernement du Niger a adopté une Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en janvier 2002. Les objectifs de la SRP sont ceux d'une croissance économique, d'une réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté ainsi que de l'accès des pauvres aux services sociaux de base. La SRP repose sur trois grands prin-

cipes à savoir : la prise en compte du genre, la promotion d'une bonne gouvernance et la redéfinition du rôle des différents intervenants. Elle se compose en outre de quatre grands axes : une croissance économique durable et soutenue, un développement des secteurs productifs, un accès garanti des pauvres aux services sociaux de base, ainsi qu'un renforcement des capacités humaines et institutionnelles, la promotion d'une bonne gouvernance et la décentralisation.

L'exécution de la SRP dépend quant à elle principalement de la mobilisation des ressources financières dans le cadre d'une évolution graduelle vers « l'approche programme ». Afin de remplir les conditions préalables pour l'obtention du financement des bailleurs, le gouvernement a en outre déjà entamé deux réformes d'envergure avec l'introduction du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et de procédures pour la gestion des ressources des programmes.

Le dispositif de suivi-évaluation de la SRP peut être décomposé en deux sous-systèmes à savoir le système de suivi de la pauvreté et le système d'évaluation des programmes et projets. Il est alimenté par les opérations d'enquête et de recensement, les relevés administratifs ainsi que les rapports d'activités des projets. Le suivi de la pauvreté est assuré par l'Institut National de la Statistique (INS) tandis que le suivi des politiques et des stratégies sectorielles et des projets est effectué au niveau des ministères sectoriels par les structures en charge de la question en collaboration avec la Direction Générale de l'Évaluation des Programmes de Développement de Ministère de l'Économie et des Finances (DGEPD) (Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2005:8). Quant à l'interprétation et l'utilisation des résultats relatifs aux politiques et mesures de développement économique et social d'une part, et à la mise en oeuvre des programmes et des projets de développement d'autre part, elles seront assurées par le Secrétariat Permanent de la SRP (SP-SRP) avec des échanges entre le dispositif de pilotage et les responsables de l'exécution des programmes.

La SRP a également assigné au secteur rural un rôle de moteur pour la croissance économique du Niger. C'est dans le but de préciser les orientations de cette stratégie nationale et de lui conférer un contenu encore plus opérationnel concernant le milieu rural que le gouvernement a en outre défini en 2003 une Stratégie de Développement Rural (SDR) qui s'intègre dans la SRP. L'objectif général qui lui a été assigné est de réduire l'incidence de la pauvreté rurale de 66 % à 52 % à l'horizon 2015 en mettant l'accent sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles. Elle est constituée de



trois grands axes stratégiques (République du Niger 2003 : 24) : favoriser l'accès des ruraux aux opportunités économiques pour créer les conditions d'une croissance économique durable en milieu rural ; prévenir les risques, améliorer la sécurité alimentaire et gérer durablement les ressources naturelles pour sécuriser les conditions de vie des populations ; renforcer les capacités des institutions et des organisations rurales pour améliorer la gestion du secteur. Pour la mise en œuvre de la SDR, qui prévoit sept principes d'intervention, 14 programmes qui constituent des cadres de convergence progressive des interventions ont été définis (voir annexe 6 D).

Dans le but d'animer le processus de mise en œuvre de la SDR, suivre et évaluer l'atteinte des objectifs ainsi que d'assurer la cohérence des actions menées, un dispositif a été créé, sous l'autorité du Premier Ministre. Il comprend deux comités : le Comité interministériel de pilotage, instance opérationnelle de coordination sous la présidence d'un Ministre coordonnateur qui dispose d'un Comité technique et d'un Secrétariat Exécutif, et un Comité de concertation Etat - partenaires qui permet d'assurer la bonne coordination avec les partenaires techniques et financiers. Depuis la création de ce dernier comité, les représentants de LUCOP ont activement participé à ses différentes rencontres et se sont engagés pour l'élaboration de la même Stratégie de Développement Rural.

## 2.2 L'orientation vers les résultats dans la coopération au développement

### 2.2.1 La nouvelle orientation dans la coopération internationale

A l'occasion du Sommet du Millénaire en septembre 2000 à New York, 189 pays de la communauté internationale ont adopté solidairement une déclaration appelée la «Déclaration du Millénaire». Cette déclaration est connue sous l'appellation « *Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)* », et tous les pays participants ont convenu de les atteindre individuellement ainsi que collectivement jusqu'en 2015 (Nations Unies, 2000). De ce fait, les pays coopérants ont décidé de s'employer pour les huit objectifs prioritaires, entre autres la réduction de la pauvreté mondiale.

A partir de ce Sommet du Millénaire, les huit OMDs représentent la ligne directrice au niveau international pour la planification des projets et programmes dans la coopération au développement.

### **Tableau 1 : Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)**

(Source : Nations Unies 2005)

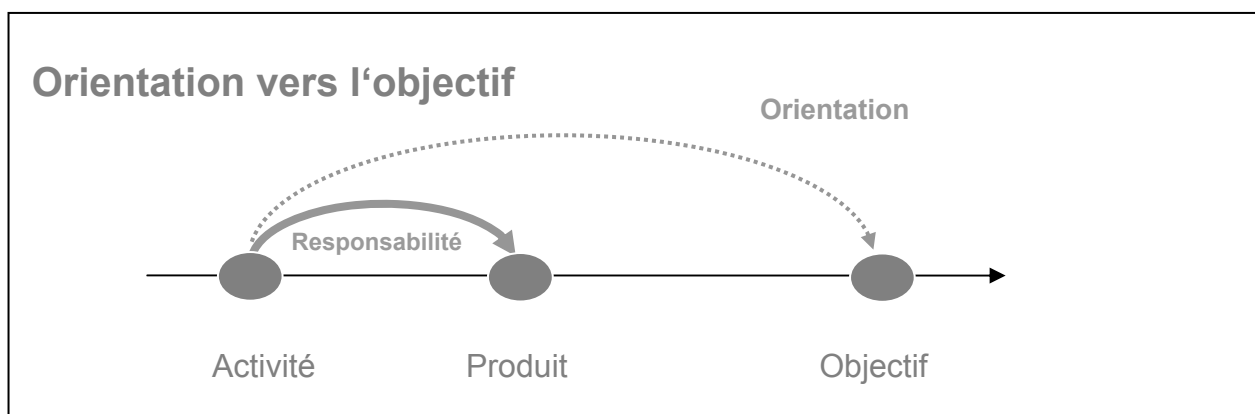
1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH-SIDA, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Dans le cadre de la discussion sur les OMD, ont été abordés les thèmes relatifs à l'efficacité des projets et programmes de développement et à leur contribution pour la réduction de la pauvreté au niveau international. La communauté internationale est de l'avis unanime qu'il n'est plus possible de poursuivre la coopération au développement sans que sa contribution à la réduction de la pauvreté et au développement économique et social ne soit attestée. Une bonne planification, des produits fournis en temps voulu ou des rapports optimistes ne constituent plus une justification suffisante. La coopération au développement doit prouver avec évidence sa contribution substantielle au développement des pays partenaires et l'utilisation efficiente des moyens mis à sa disposition. En outre, les contribuables dans les pays industrialisés demandent davantage des preuves crédibles que les moyens publics sont utilisés efficacement (OCDE/CAD 2003).

En 2003, la communauté internationale s'est prononcée dans la *Déclaration de Rome sur l'harmonisation*, sur une harmonisation de ses politiques, procédures et pratiques opérationnelles de ses institutions avec celles en vigueur dans les pays partenaires afin d'améliorer l'efficacité de l'aide au développement dans le but d'atteindre les OMDs. C'est-à-dire, l'aide au développement devrait s'aligner

davantage aux priorités des pays partenaires, tels qu'exprimés dans les stratégies de réduction de la pauvreté (OCDE/CAD 2003). La *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement* de mars 2005 souligne l'importance de l'harmonisation et de l'alignement de l'aide internationale aux politiques des pays partenaires, mais aussi celle d'une appropriation des programmes et la responsabilité mutuelle pour les résultats. L'augmentation de l'efficacité de la coopération au développement doit être rendue visible par une gestion axée sur les résultats et les buts de la communauté internationale. Ainsi une harmonisation des exigences en matière de suivi s'avère nécessaire (OCDE/CAD 2005).

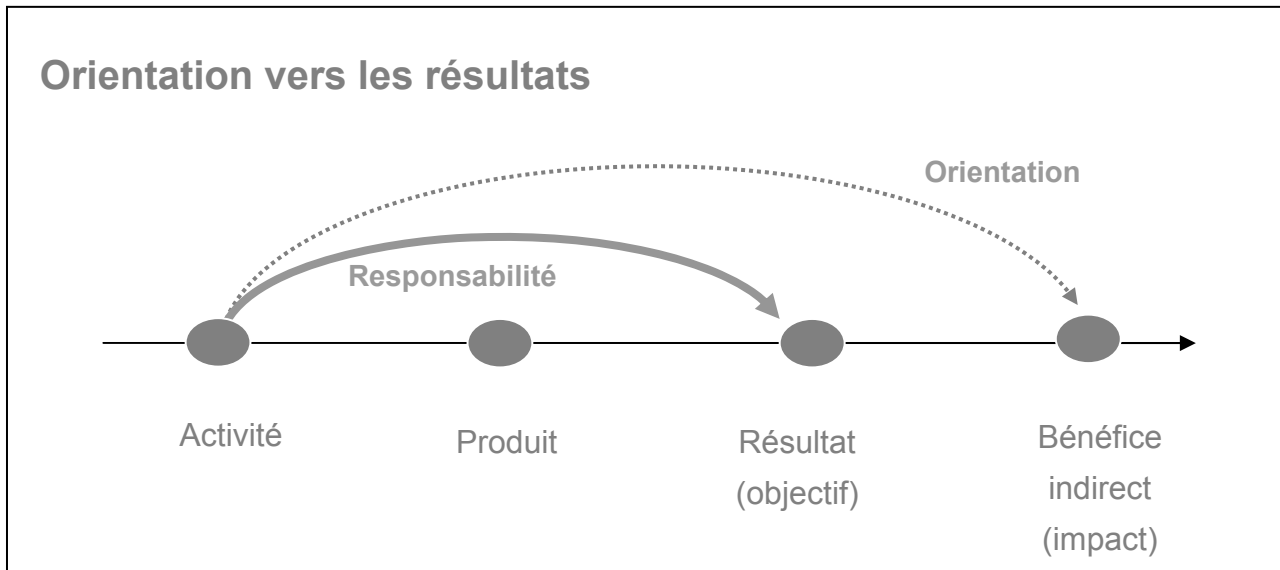
Ces discussions entraînent des modifications dans la coopération internationale et presque tous les bailleurs de fonds réagissent à ces nouvelles exigences. Jusqu'ici l'orientation dans les projets et programmes était axée vers les objectifs et la responsabilité se limitait au niveau des prestations ou produits fournis.



**Figure 1 : L'orientation vers les objectifs**

(Source : GTZ 2005, adapté selon Thomas WOLF)

Dans la nouvelle compréhension, la responsabilité des projets et programmes va au delà des prestations fournies et concerne l'atteinte des objectifs ou résultats escomptés. Cependant, l'orientation est dirigée vers le bénéfice indirect ou impact auquel le projet ou programme contribue à un niveau agrégé. Ainsi, les projets et les programmes sont tenus responsables de l'atteinte de leurs objectifs qui ont un impact plausible sur les objectifs globaux tels que la diminution de la pauvreté.



**Figure 2 : L'orientation vers les résultats**

(Source : GTZ 2005, adapté selon Thomas WOLF)

### 2.2.3 Le suivi axé sur les résultats

Comme conséquence de ces discussions, les bailleurs de fonds réadaptent leur système de pilotage des projets et programmes, ce qui entraîne des changements essentiels dans les systèmes de suivi et d'évaluation employés.

Le **suivi** est défini comme « processus continu de collecte systématique de données, sur base des indicateurs choisis, pour fournir aux gestionnaires et aux parties prenantes d'une action de développement en cours, des informations sur les progrès réalisés, les objectifs atteints et l'utilisation des fonds alloués » (CAD 2002:27). Le suivi s'adresse à toutes les activités qui ont pour but d'observer et de documenter, d'une manière systématique, l'exécution d'un projet ou d'un programme. La planification forme la base du système de suivi. Le suivi est fait à l'intérieur d'un projet, programme ou institution et il est appliqué par ses membres. Il s'agit d'une activité ayant pour but de piloter un projet/programme et d'assurer qu'il se trouve sur le chemin prévu. Il est en effet possible de suivre les activités, les produits, les processus de développement et aussi les résultats.

Une **évaluation** est une « appréciation systématique et objective d'un projet, d'un programme ou d'une politique, en cours ou terminés, de sa conception, de sa mise en œuvre et de ses résultats. Le but est d'en déterminer la durabilité et l'accomplissement des objectifs, l'efficacité en matière de développement, l'efficacité, l'impact et la durabilité. Une évaluation devrait fournir des informations crédibles et utiles permettant d'intégrer les leçons de l'expérience dans le processus décisionnel des bénéficiaires et des bailleurs de fonds ». (CAD 2002:21). Le terme évaluation est souvent associé au terme suivi; ce sont deux instruments de pilotage qui souvent utilisent les mêmes méthodes et procédures. L'évaluation, contrairement au suivi, est le plus souvent, appliquée par des consultants externes et neutres. Elle est utilisée surtout pour la justification des actions menées auprès des bailleurs de fonds. Le projet/programme est évalué dans sa totalité et non pas pour quelques composantes seulement.

**Le suivi axé sur les résultats** englobe toutes les activités de suivi d'une action de développement basées sur l'observation des résultats. Le suivi de la performance d'un projet ou programme, comme le CAD le définit, est un « processus continu de collecte et d'analyse de l'information, visant à apprécier la mise en œuvre d'un projet, d'un programme ou d'une politique au regard des résultats escomptés » (CAD 2002:30). Le but est d'éviter de perdre de vue les résultats désirés. Il ne suffit pas d'observer uniquement des résultats obtenus, mais il existe également l'obligation de suivre les changements induits par les prestations fournies. C'est ainsi que dans le suivi l'accent n'est plus mis sur les activités menées mais plutôt sur les résultats effectivement produits et sur le progrès vers l'objectif envisagé (OCDE/CAD 2004).

## 2.3 Le programme LUCOP

Le programme *Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua-Nord* (LUCOP) rend opérationnelle la stratégie d'intervention prioritaire de lutte contre la pauvreté en milieu rural négociée entre les gouvernements nigérien et allemand dans le cadre de la coopération au Développement.

Le programme veut apporter une contribution à la stratégie de lutte contre la pauvreté au Niger en particulier à travers ses trois axes essentiels suivants : le développement des secteurs productifs, l'accès aux services sociaux de base ainsi que le renforcement des compétences humaines et institutionnelles et l'appui au processus de décentralisation.

Le programme LUCOP, initié au début du processus de décentralisation, s'adresse essentiellement aux collectivités décentralisées, notamment les communes. Il intervient à la base par le biais de prestataires de service en se référant à des projets identifiés et programmés au cours de l'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD). Trois principes assument une importance particulière dans l'exécution des activités du programme. Le premier concerne l'approche dite de l'exécution contractualisée (l'approche « faire faire ») qui a, entre autres, comme effet bénéfique la mobilisation voire la professionnalisation de l'expertise locale nigérienne (Coopération Nigéro-Allemande mars 2005:45). Les deux autres principes se réfèrent à l'intervention sur demande au niveau des communautés à la base et des communes rurales, ceci sous condition de leur contribution à travers une mobilisation de leurs ressources propres.

Le programme, planifié pour une période de 12 ans à partir de janvier 2004, s'articule en **cinq composantes** :

- élaboration et mise en œuvre de plans de développement;
- création et réhabilitation des infrastructures socio-économiques;
- décentralisation et développement communal;
- gestion des ressources naturelles;
- dialogue politico-administratif.

En outre quatre thèmes à caractère transversal viennent s'y ajouter à savoir : la lutte contre le VIH/SIDA, le droit foncier et la prévention des conflits, la communication et le genre.

### 2.3.1 Les structures de LUCOP

Dans le cadre de l'exécution du programme LUCOP, la Coopération allemande regroupe ses trois instruments (coopération financière, technique et personnelle). Des experts nationaux et internationaux (GTZ, DED) appuient, conseillent et forment les prestataires de service locaux (ONG, bureaux d'étude, services techniques déconcentrés de l'Etat) dans la mise en œuvre des actions de développement. Les frais de logistique et de fonctionnement pour les prestations sont à la charge de la coopération technique. Le financement des infrastructures et des mesures prévues dans le cadre de la gestion des ressources naturelles est

cofinancé par la coopération financière (KfW) à travers le Fonds d'investissement aux collectivités décentralisées (FICOD). Ce dernier permet le financement d'infrastructures publiques, sociales et marchandes et appuie la mise en œuvre des ouvrages anti-érosifs et hydro-agricoles (MAE, seuils d'épandage) dans la zone du programme. Ces interventions sont effectuées de préférence par des petites et moyennes entreprises avec une forte utilisation de la main d'œuvre locale (méthode HIMO). Les autres composantes du programme appuient les populations dans la définition des priorités d'investissement et la formulation de requêtes de financement, ainsi que dans l'exploitation et l'entretien des infrastructures et des ouvrages par le renforcement de leurs capacités techniques et organisationnelles. Le programme s'adresse également aux collectivités décentralisées avec des activités de sensibilisation, des campagnes d'information et de formation et l'apport d'un assistantat d'accompagnement dans la réalisation d'activités clé, telles que la planification budgétaire, afin qu'elles puissent exécuter de manière efficiente les compétences qui leurs sont dévolues.

Le programme se décompose en **deux programmes régionaux**, LUCOP-TI et LUCOP-TAN, qui se concentrent respectivement dans la région de Tillabéri et dans celles de Tahoua et d'Agadez. Le programme régional LUCOP-TI intervient dans quatre départements à savoir: Téra, Tillabéri, Ouallam et Filingué qui se trouvent dans la zone agro-pastorale. LUCOP-TAN intervient quant à lui dans les départements de Tahoua, situé également dans la zone agro-pastorale, d'Abalak et de Tchirozérine, faisant partie de la zone pastorale, et le département d'Arlit, dans la zone montagneuse saharienne de l'Air.

### 2.3.2 Les objectifs de LUCOP et de ses composantes

L'objectif global de LUCOP est : *Les populations organisées, leurs organisations d'autopromotion, les collectivités décentralisées assument d'une façon efficace et efficiente leurs rôles en tant qu'acteurs dans le processus du développement socio-économique.*

C'est à travers ses cinq composantes que LUCOP contribue à atteindre l'objectif global du développement socio-économique.

## **Composante 1 : Elaboration et mise en œuvre de plans de développement**

**Objectif :** *Les populations rurales, leurs organisations et les collectivités décentralisées planifient de manière autonome leur développement et mettent en œuvre leurs stratégies de développement.*

Cette composante vise la participation des populations rurales aux planifications communales ou à l'élaboration des schémas d'aménagement sur la base d'une auto-analyse de leurs potentiels et de leurs problèmes. Ce but est à atteindre à travers le renforcement de leurs capacités à élaborer des planifications qui prennent en compte les intérêts de tous les groupes et de leurs capacités à veiller à ce que ces planifications soient prises en compte dans celles existantes ou futures au niveau départemental et régional ou dans les programmes sectoriels.

Cette composante vise également l'appui à la mise en œuvre et au suivi de la mise en œuvre des plans et des schémas élaborés. Le programme assiste les populations dans l'élaboration de stratégies et dans la formulation de projets d'investissement (initiatives économiques, aménagements ou infrastructures publiques) afin de mettre en œuvre les actions retenues en assurant leur gestion durable.

## **Composante 2 : Création et réhabilitation des infrastructures socio-économiques**

**Objectif :** *Les populations de la zone d'intervention du programme sont dotées en infrastructures sociales, publiques, marchandes et hydro-agricoles/mesures anti-érosives planifiées de façon participative.*

Le programme appuie les collectivités décentralisées pour la réalisation et la réhabilitation d'infrastructures planifiées avec la participation des populations à travers un fonds (FICOD) fourni par la KfW. Les objectifs spécifiques sont le financement et la réalisation d'infrastructures marchandes, publiques et sociales de bonne qualité ainsi que la création d'emplois temporaires par une utilisation de la main d'œuvre locale avec le concept HIMO dans le cadre de la pérennisation des acquis. Un accent spécifique est mis sur la bonne utilisation des infrastructures et sur leur entretien.



### **Composante 3 : Décentralisation et Développement communal**

**Objectif :** *Les Collectivités décentralisées exécutent de manière efficiente les compétences qui leurs sont dévolues.*

L'intervention du programme prévoit, outre la promotion de l'éducation civique, des formations dans les communes en faveur des élus locaux et du personnel administratif pour qu'ils puissent comprendre et assumer leurs responsabilités et rôles respectifs, ainsi que remplir leurs tâches. Un accent est mis sur la transparence des procédures et décisions ainsi que sur la communication entre l'administration communale et la population.

### **Composante 4 : Gestion des ressources naturelles**

**Objectif :** *Les agriculteurs et éleveurs mettent en valeur leurs ressources naturelles et gèrent leurs systèmes de production d'une manière durable.*

Cette composante vise la conservation des ressources naturelles et l'augmentation de leur productivité. Le programme assure, avec la participation des agriculteurs, la mise à disposition de l'appui-conseil, des moyens techniques et financiers nécessaires pour l'assainissement et la récupération des terres agricoles ainsi que l'aménagement des bassins versants à travers la construction de seuils d'épandage. Le renforcement des capacités des communes et des communautés villageoises est également visé en matière de gestion durable des ressources naturelles en proposant une différenciation des approches selon les systèmes de production. Dans ce contexte, le programme propose également de créer des espaces de négociation et de concertation afin d'élaborer et de mettre en œuvre des schémas d'aménagement des terroirs. Ces schémas visent dans la zone pastorale la sécurisation des règles d'usage des pâturages et des points d'eau y compris leurs aménagements et doivent faciliter les filières de production et de commercialisation des produits de l'élevage et des jardins d'oasis. Le programme prévoit aussi un appui aux commissions foncières (COFO et COFOB) afin qu'elles assument leur rôle dans la validation et l'enregistrement des droits fonciers, des conventions locales définies et négociées entre usagers ainsi que dans la délimitation de couloirs de passage.

## **Composante 5 : Dialogue politico-administratif**

**Objectif :** *Les décideurs politiques au Niger mettent en œuvre des stratégies et des politiques en prenant en compte des expériences sectorielles faites dans les zones du programme de la Coopération allemande.*

Le programme vise à travers cette composante la mise en valeur de ses expériences. Ceci afin de formuler des propositions avec d'autres partenaires auprès des instances décisionnelles nigériennes pour l'élaboration de stratégies cohérentes et appropriées aux réalités nationales. LUCOP veut assurer la prise en compte de la contribution de la Coopération allemande à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et la complémentarité du programme avec les interventions d'autres bailleurs.

### **2.4 Les objectifs de l'étude**

L'objectif global, à l'atteinte duquel la présente étude veut participer, est que le programme LUCOP contribue visiblement à la réduction de la pauvreté dans les régions de Tillabéri, de Tahoua et d'Agadez au Niger.

**L'objectif supérieur** de l'étude est formulé comme suit : le programme LUCOP intègre les résultats de l'étude SLE dans son système de suivi axé sur les résultats.

Enfin, **l'objectif direct** de l'étude s'articule de la façon suivante :

**l'étude SLE, notamment la situation de référence, constitue la base du système de suivi axé sur les résultats du programme LUCOP.**

Afin d'atteindre les trois objectifs ci-dessus mentionnés, quatre résultats sont attendus (voir aussi annexe 3 et 5) :

- Les **chaînes de résultats** pour la réduction de la pauvreté qui créent les liens entre les interventions et activités du programme et les indicateurs de la pauvreté, sont **élaborées** en collaboration avec les membres du personnel de LUCOP pour les cinq composantes du programme.
- Une **situation de référence** qui témoigne de la pauvreté au niveau des **ménages/exploitations agricoles** et des **communes** rurales dans les zones d'intervention du programme est documentée. Celle-ci se réfère aux indicateurs des chaînes de résultats et complète les données disponibles avec des enquêtes quantitatives et qualitatives complémentaires.
- Des **propositions** sont faites pour améliorer, adapter et compléter le système de suivi du programme LUCOP tout en assurant les liens avec les dispositifs existants aux différents niveaux (local, régional, national) et, notamment, avec les systèmes de suivi des **stratégies nationales** (SRP, SDR).
- La présentation de l'étude a contribué à un meilleur positionnement de la Coopération Allemande au Niger dans le contexte de la réduction de la pauvreté.

Quant aux bénéficiaires directs de l'étude, commanditée par le programme LUCOP, ils sont représentés par le directeur et le comité de pilotage du programme, les responsables du système de suivi et évaluation, également du FICOD, l'ensemble des conseillers techniques et enfin les prestataires de service.

La présente étude espère également atteindre, même si indirectement, les bénéficiaires suivants : la population, qui bénéficie des activités de LUCOP, le siège de la GTZ, du DED et de la KfW, le DED au Niger, le Comité de pilotage interministériel du programme LUCOP, le Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SP-SRP) au Niger, l'Université de Niamey ainsi que les étudiants du CRESA qui ont contribué à la collecte des données sur le terrain

dans le cadre de leur mémoire de fin d'études et, enfin, les réseaux professionnels nigériens et allemands (ReNSE, les groupes professionnels de la GTZ: SNRD, *Good Governance*).

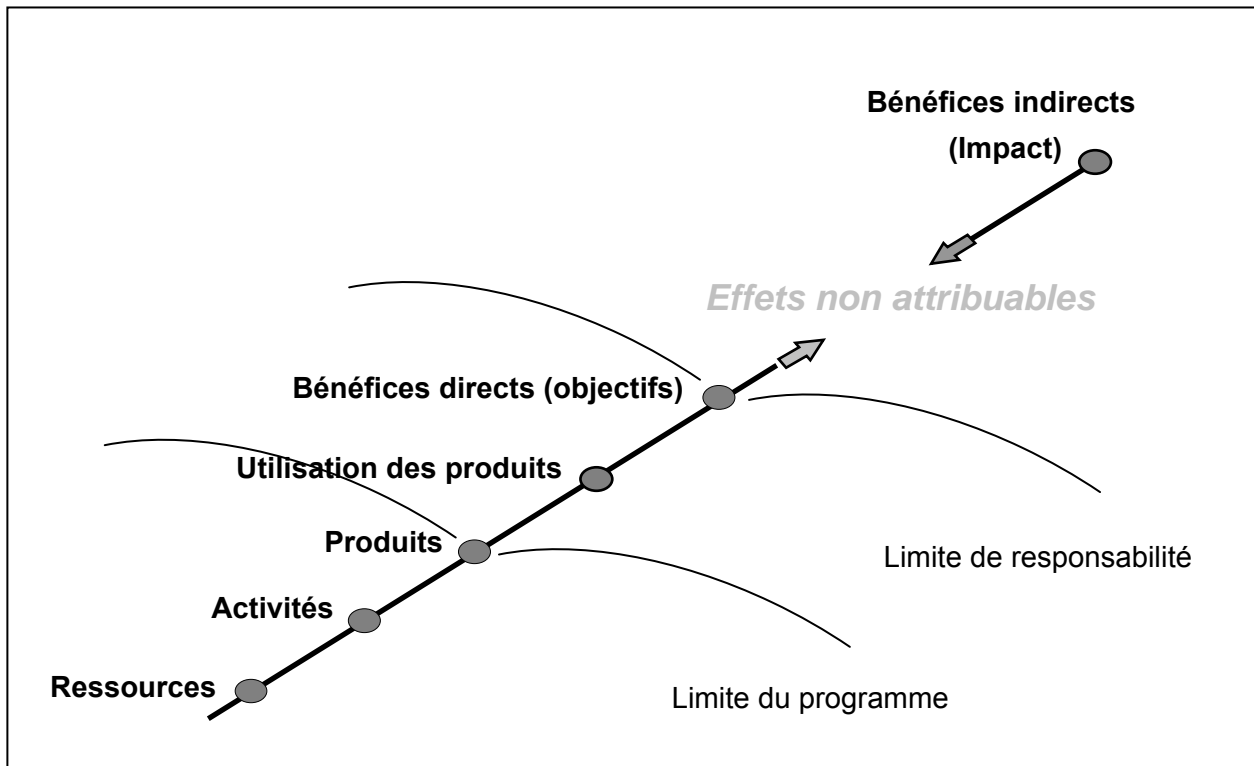
Le Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural (SLE) représente également un bénéficiaire important de l'étude qui compte parmi les nombreuses expertises et recherches qu'il effectue chaque année.

### 3 Le suivi de LUCOP axé sur les résultats

La discussion sur l'orientation de la coopération au développement vers les résultats est aussi menée au sein de la Coopération allemande et le BMZ retient que les principes d'actions élaborés dans la « Déclaration du Millénaire » ont des conséquences pour la planification des programmes, le pilotage, le suivi, l'évaluation, l'allocation des moyens et que la Coopération allemande doit réviser l'efficacité et l'efficience de tous les moyens déployés. Par conséquent, le BMZ a introduit un système étendu relatif aux objectifs à atteindre dans la politique d'aide au développement. Parallèlement, ses organisations d'exécution ont élaboré des systèmes mesurant les résultats et les objectifs atteints dans des projets et programmes. En outre, le BMZ constate, qu'il est nécessaire de les réviser et de les perfectionner constamment (BMZ 2004). Finalement, le BMZ a introduit un nouveau cadre de gestion des contrats et de la coopération, appelé AURA. Avec ce cadre, la gestion axée sur les résultats est devenue obligatoire dans les contrats entre le BMZ et la GTZ et la gestion axée sur les résultats fait aujourd'hui partie des principes directeurs du développement de la GTZ (GTZ 2004). En mai 2004, la GTZ a publié dans ce cadre un guide consacré au suivi axé sur les résultats. Le « Modèle de résultats » développé par la GTZ ainsi que les chaînes de résultats pour le programme LUCOP élaborés à l'aide de ce modèle sont décrits par la suite.

#### 3.1 Le modèle de résultats de la GTZ

Le « Modèle de résultats » se sert d'un graphique systématique pour expliquer la logique dans la sphère d'activités d'un projet ou programme. Ces **chaînes de résultats** établissent des relations de causalité entre les activités et les produits d'un projet/programme ainsi que les résultats qui en découlent. Elles ont pour but de visualiser les causalités existantes entre les activités et les résultats d'un projet/programme.



**Figure 3 : Chaîne de résultats** (Source : GTZ 2004, présentation simplifiée)

La distinction entre les différents maillons de la chaîne est relativement simple. En bas, on trouve les **ressources** qui représentent les contributions de la Coopération allemande et, éventuellement, d'autres partenaires au projet. Ensuite, on trouve les **activités**, qui sont effectuées de la part d'un projet ou programme de développement. Les **produits** résultant des activités sont ensuite mis à la disposition de tiers. Ils ne sont plus concentrés à l'intérieur du projet. L'étape suivante représente **l'utilisation des produits** par les groupes cibles. Dans le cas idéal, cette utilisation permet l'émergence d'un **bénéfice direct** (GTZ 2004). C'est-à-dire, c'est l'utilisation même des produits qui permet l'émergence d'un bénéfice direct. Enfin, tout au bout de la chaîne, on trouve le **bénéfice indirect**, aussi appelé impact.

Entre les bénéfices directs et les bénéfices indirects se trouve la **lacune d'attribution**. Les bénéfices directs peuvent être imputés au projet ou au programme et peuvent être définis comme étant l'objectif de celui-ci.

A partir de ce point là, il n'est cependant plus possible d'attribuer les bénéfices à un seul projet ou programme. Pour cette raison, on parle de bénéfices indirects. Ils sont, contrairement aux bénéfices directs, induits par la réalisation des objectifs dans l'environnement plus étendu du projet ou programme. Ils ne peuvent pas être clairement attribués aux activités du projet/programme (GTZ 2004). Les bénéfices indirects se présentent grâce à différentes interventions et non pas grâce à un seul projet/programme.

C'est pour cette raison que l'on parle de **la limite de responsabilité** au niveau du bénéfice direct. A partir de cette étape, le projet n'est plus responsable des impacts. Au niveau des produits, on trouve aussi une limite: **la limite du projet**. Cela veut dire que le programme ou projet a atteint sa limite d'influence. Bien que le projet soit responsable de livrer un produit adapté aux besoins du groupe cible, le projet n'a plus d'influence directe sur son utilisation ou la manière de son utilisation. Le programme en porte néanmoins la responsabilité qui s'arrête seulement au niveau des bénéfices directs.

Il faut ajouter, qu'il y a aussi des **risques** qui influencent le processus. Ces risques peuvent être à titre d'exemple des conditions climatiques, des changements sur les marchés ou aussi une guerre civile. Ces risques augmentent quand on s'éloigne du niveau des activités du projet/programme. D'autres risques se cachent dans les hypothèses de travail sur lesquelles la chaîne de cause – effet est fondée. On les suit à travers des champs d'observation qui en sont déduits et qui permettent de réagir à temps lorsque des effets négatifs se produisent. Ces champs d'observation pourraient également être appelés les « indicateurs de processus ».

**Les résultats**, dans le modèle, ne sont que des changements qui peuvent être attribués à un projet/programme. Le seul fait qu'un changement se produise ne suffit pas pour parler d'un résultat du projet ou programme. Pour parler d'un résultat, un lien de causalité tout au moins plausible doit exister. Les résultats peuvent être intentionnels ou non intentionnels, escomptés ou imprévus, positifs ou négatifs. Ils sont la conséquence des interactions sociales et ils concernent à côté du groupe cible aussi les partenaires et les intermédiaires ainsi que l'équipe du projet. Ceci dans tous les domaines d'activités du projet/programme.

La concrétisation des résultats à atteindre se réalise à travers la formulation des **indicateurs** qui précisent dans quelle mesure l'effet recherché devrait se produire dans le temps. Pour un suivi axé sur les résultats, les indicateurs nécessai-

res se trouvent au niveau de l'utilisation des produits, au niveau des bénéfices directs et des bénéfices indirects.

Ce « Modèle de résultats » est une simplification de la réalité; la chaîne de résultats est normalement traversée par des interactions intenses de différents acteurs. Les nombreux intervenants influencent chaque étape de la chaîne et subissent eux-mêmes ces influences en retour.

Dans les pays partenaires, les projets et programmes se trouvent dans un contexte très complexe. Pour cette raison, il est généralement difficile de prédire exactement quel serait l'impact induit par l'un ou l'autre de leurs produits (GTZ 2004). Il est encore assez facile de dégager les relations causales entre les activités et les produits d'un projet/programme mais il devient déjà difficile de les identifier simplement entre les produits et leur utilisation. Tous les systèmes de suivi se trouvent ainsi confrontés au défi d'attribuer l'impact de développement à ses causes véritables (GTZ 2004).

### 3.2 Les chaînes de résultats pour le programme LUCOP

A plusieurs reprises, l'équipe SLE s'est penchée, ensemble avec des collaborateurs de LUCOP, sur l'élaboration des chaînes des résultats pour les cinq composantes du programme. Dans un premier temps et à titre d'exemple, l'élaboration d'une chaîne de résultats pour la composante 4 a été effectuée à Berlin pendant la phase préparatoire de l'étude avec la participation des deux responsables du système de suivi et évaluation de LUCOP et le soutien d'un consultant (M. Schröder-Breitschuh). Un atelier sur les chaînes de résultats a été ensuite organisé à Niamey le 5 août 2005 avec la participation des différents responsables des sous-programmes et des volets de LUCOP-TI et LUCOP-TAN.

Pendant l'élaboration des chaînes de résultats de LUCOP, il est devenu rapidement clair qu'il n'était pas possible de les compléter en une seule journée dans le but également d'attribuer les indicateurs du tableau synoptique de planification (TSP) du programme (voir annexe 4) de LUCOP aux différents niveaux de la chaîne et de les préciser, voir compléter, en cas de besoin. Les indicateurs exacts sont en effet essentiels pour un bon fonctionnement du système de suivi et évaluation.



Par conséquent, un deuxième atelier a été organisé pour un cercle restreint les 3 et 4 octobre à Niamey. En se référant aux résultats du premier atelier d'une part et d'une formation sur le suivi axé sur les résultats dispensée à Ouagadougou en septembre d'autre part, des chaînes basées sur les produits principaux des cinq composantes ont été élaborées. Ensuite des risques ont été identifiés et des champs d'observation formulés, avant d'attribuer les indicateurs du TSP aux niveaux correspondants. Là où il était nécessaire, les indicateurs ont été reformulés pour une plus grande précision. Etant donné que la majorité des indicateurs existants se réfère au niveau des «activités» et des «produits» d'autres indicateurs ont été ajoutés notamment pour les niveaux «utilisation du produit» et «bénéfice direct».

Les chaînes de résultats pour les produits principaux des 5 composantes, issus du travail conjoint de l'équipe SLE et des collaborateurs de LUCOP sont présentées ci-dessous (voir aussi annexe 7). Elles pourront être complétées pour d'autres produits des composantes tels que la mise en place des COFO, l'appui accordé à la commercialisation des produits des oasis de l'Air, l'intégration des mesures contre le VIH/SIDA ou d'autres encore.

### 3.2.1 Chaîne de résultats pour la composante 1

#### Composante 1 *Elaboration et mise en œuvre de plans de développement*

##### Objectif:

Les populations rurales, leurs organisations et les collectivités décentralisées planifient de manière autonome leur développement et mettent en œuvre leurs stratégies de développement.

##### Produit principal:

Les Plans Communaux de Développement sont élaborés.

##### Utilisation du produit:

- La commune utilise le PCD pour négocier avec les PTF.
- La commune utilise le PCD comme outil de décision, planification et suivi – évaluation.

Bénéfice direct:

- Les investissements externes ont augmenté et sont mieux orientés selon les priorités définies dans les PCD.
- L'allocation des ressources propres de la commune tient compte des priorités définies dans le PCD.

Bénéfice indirect (impact):

- Le taux de recouvrement des impôts et taxes a augmenté.
- La population apprécie la performance des élus locaux par rapport aux actions réalisées selon le PCD.
- Les populations ont un meilleur accès aux services sociaux de base (eau, santé, éducation, marché etc.).
- La souveraineté de la commune a augmenté.

Champs d'observation:

- Taux des projets du PCD réalisés
- Projets réalisés hors du PCD
- Taux de projets financés par d'autres bailleurs
- Utilisation du PCD comme référence lors des sessions du conseil municipal
- Taux de conflits de compétences résolus

Indicateurs de bénéfice direct:

- Au moins 75 % des investissements de la commune sont issus des priorités définies dans les PCD à la fin des quatre ans de mise en œuvre du plan.
- Le volume des investissements externes selon les priorités du PCD a augmenté pendant la période de mise en œuvre du plan.

### 3.2.2 Chaîne de résultats pour la composante 2

Composante 2 Création et réhabilitation des infrastructures socio-économiquesObjectif:

Les populations de la zone d'intervention du programme sont dotées en infrastructures sociales, publiques, marchandes et hydro-agricoles/mesures anti-érosives planifiées de façon participative.

Produits principaux:

- Les infrastructures socio-économiques réalisées correspondant aux normes techniques et aux priorités des communes.
- Les communes et les bénéficiaires des infrastructures disposent de compétences à gérer et entretenir les infrastructures réalisées.

Utilisation du produit:

- Les communes et les bénéficiaires utilisent, gèrent et entretiennent les infrastructures conformément à la convention signée.

Bénéfice direct:

- Plus d'accès aux services sociaux de base
- Augmentation des échanges commerciaux au niveau interne et externe de la commune
- Augmentation de la production agricole/maraîchère dans la commune

Bénéfice indirect (impact):

- Amélioration du niveau d'instruction
- Amélioration de l'état sanitaire
- Amélioration de la qualité de l'eau de boisson
- Désenclavement des zones rurales
- Augmentation des recettes communales
- Augmentation de revenu monétaire et non monétaire des groupes cibles
- Amélioration de la sécurité alimentaire

Champs d'observation:

- Entretien des infrastructures
- L'accessibilité des différentes couches sociales aux services sociaux de base et aux infrastructures marchandes
- Dotation des services sociaux en personnel

Indicateurs de bénéfice direct:

- Les taux de fréquentation des écoles primaires, des cases de santé, d'accès à l'eau potable et d'accès à une route praticable à tout moment ont augmenté.
- Taxes collectées sur les marchés communaux ont augmentés

### 3.2.3 Chaîne de résultats pour la composante 3

Composante 3 Décentralisation et développement communalObjectif:

Les Collectivités décentralisées exécutent de manière efficiente les compétences qui leurs sont dévolues.

Produits principaux:

- Les élus locaux connaissent leurs rôles et attributions.
- Les décideurs traditionnels et les responsables des organisations d'autopromotion connaissent les rôles et compétences dévolus aux collectivités décentralisées.

Utilisation du produit:

- Les élus locaux appliquent leurs connaissances et leurs compétences pour une bonne gouvernance de la commune.
- Les décideurs traditionnels et les responsables des OAP s'impliquent de manière constructive dans la vie communale.

Bénéfice direct:

- Les communes fonctionnent selon les principes de la bonne gouvernance et avec le soutien des acteurs principaux.
- Les intérêts des différents groupes socio-professionnels et socioculturels sont pris en compte dans la vie communale.

Bénéfice indirect (impact):

- La commune acquiert des nouveaux partenaires grâce à sa bonne réputation.
- Les conditions socio-économiques de la commune sont améliorées.
- Les citoyens sont satisfaits de la mise en œuvre de la décentralisation au niveau de leur commune.

Champs d'observation:

- Nombre de cas de détournement des fonds communaux
- Poursuite du processus législatif en matière de décentralisation et son application
- Taux de participation aux sessions du conseil municipal
- Nombre de conflits ouverts entre le conseil municipal et les leaders (traditionnels et OAP)
- Participation des leaders aux sessions des commissions spécialisées thématiques

Indicateurs de bénéfice direct:

- Taux de conformité des budgets à la réglementation en vigueur
- Niveau de connaissance des populations par rapport aux décisions importantes du CM
- Niveau de satisfaction des différents groupes socio-professionnels et socioculturels par rapport à la prise en compte de leurs intérêts

### 3.2.4 Chaîne de résultats pour la composante 4

Composante 4 *Gestion des ressources naturelles*Objectif:

Les agriculteurs et éleveurs mettent en valeur leurs ressources naturelles et gèrent leurs systèmes de production d'une manière durable.

Produits principaux:

- Les agriculteurs et les éleveurs sont capables d'appliquer des techniques de production durable.
- Les terres sont aménagées.

Utilisation du produit:

- Les agriculteurs exploitent les terres agricoles aménagées d'une manière durable.
- Les éleveurs exploitent les terres sylvo-pastorales aménagées d'une manière durable.

Bénéfice direct:

- La production agricole augmente
- La production sylvicole augmente
- La production pastorale augmente
- Stabilisation des écosystèmes

Bénéfice indirect (impact):

- Augmentation de la sécurité alimentaire
- L'épargne familiale se crée. Les revenus monétaire et non monétaires des ménages augmente.
- Investissement dans la modernisation de la production
- Ralentissement de la dégradation des ressources naturelles
- La disponibilité du bois de chauffe augmente

Champs d'observation:

- Répartition des charges dans le ménage et dans la production agricole
- Accroissement de la population rurale
- Conflits fonciers
- Accessibilité des plus pauvres aux terres aménagées
- Evolution de la réglementation en matière de GRN

Indicateurs de bénéfice direct:

- Les surplus des rendements observés par le passé avec les projets PASP/PDRT sont atteints sur au moins 60 % des sites aménagés.
- Diminution de la profondeur de la nappe phréatique dans les bassins aménagés

### 3.2.5 Chaîne de résultats pour la composante 5

#### Composante 5 Dialogue politico-administratif

##### Objectif:

Les décideurs politiques au Niger mettent en œuvre des stratégies et des politiques en prenant en compte des expériences sectorielles faites dans les zones du programme de la coopération allemande.

##### Produit principal:

- Les expériences des composantes et des thèmes transversaux du programme LUCOP sont capitalisées, documentées, diffusées et introduites sous forme de proposition auprès des acteurs au développement.

##### Utilisation du produit:

- Les décideurs politiques prennent en compte des propositions faites par le programme LUCOP pour l'élaboration des stratégies et politiques.
- Les partenaires techniques et financiers, et les programmes similaires de la Coopération allemande s'inspirent des expériences de LUCOP.

##### Bénéfice direct:

- Des stratégies et des politiques nationales sont plus cohérentes et répondent aux réalités du monde rural.
- Gain de moyens et de temps des partenaires techniques et financiers, et les programmes de la coopération allemande dans la conception et la mise en œuvre d'actions de développement

##### Bénéfice indirect (impact):

- Meilleure acceptation des lois, règlements et stratégies par les populations, facilitant ainsi leur application
- Meilleure efficacité des PTF et autres programmes de la CA dans la mise en œuvre des actions de développement
- Meilleure allocation des ressources disponibles pour la mise en œuvre des actions de développement
- Meilleure visibilité de la Coopération Allemande au Niger

##### Champs d'observation:

- Politique nationale au Niger
- Participation des PTF aux échanges thématiques organisés par le Programme LUCOP
- Nombre de références faites sur les expériences du programme LUCOP

##### Indicateurs de bénéfice direct:

- Nombre de propositions faites par LUCOP qui sont prises en compte dans la modification du cadre règlement et/ou l'élaboration de stratégies et politiques nationales au Niger.

### 3.3 Le système de suivi de LUCOP et celui des stratégies nationales

Comme exprimé dans le Document de Stratégie de Partenariat Nigéro-Allemand, l'objectif de la Coopération allemande est non seulement de contribuer au programme d'action 2015 du gouvernement allemand, mais surtout d'appuyer le Niger dans la mise en œuvre de sa Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) qui est également en rapport direct avec les Objectifs du Millénaire pour une « diminution de la pauvreté » et une « exploitation durable des ressources naturelles ». La SRP a fourni le cadre pour l'intégration de la Coopération allemande dans la stratégie nigérienne de lutte contre la pauvreté comme représenté dans l'encadré ci-dessous (voir tableau 2).

**Tableau 2 : Les axes principaux de la SRP et LUCOP**

Les axes principaux de la SRP	La contribution de LUCOP
1. Une croissance économique durable et soutenue	Construction d'infrastructures marchandes et de pistes HIMO
2. Un développement des secteurs productifs	Récupération et aménagement des terres agricoles et des vallées, Appui aux filières agricoles (Aïr)
3. Un accès garanti des pauvres aux services sociaux de base	Construction d'écoles, de cases de santé et de forages
4. Un renforcement des capacités humaines et institutionnelles, bonne gouvernance et décentralisation	Appui à l'élaboration et mise en œuvre des PCD, Formation des élus locaux, Formation des prestataires de service

Comme précédemment mentionné, la SRP du Niger a en outre assigné au secteur rural un rôle moteur pour la croissance économique. C'est la Stratégie de Développement Rural (SDR) qui constitue le cadre de référence unique pour l'intervention publique dans le secteur rural. La Coopération allemande se concentre également sur la Lutte Contre la Pauvreté en milieu rural en particulier dans les zones de Tillabéri et de Tahoua-Nord, qui appartiennent à la région sahélo-saharienne. D'une part ces deux zones sont fortement marquées par la pauvreté rurale, mais d'autre part elles apportent une contribution déterminante à la production agricole du pays (Niger-Documents de Stratégie de Partenariat Nigéro-Allemand 2002). LUCOP s'insère dans la SDR plus précisément de la manière suivante (voir tableau 3) :

**Tableau 3 : Les axes stratégiques de la SDR et LUCOP**

Les axes stratégiques de la SDR	La contribution de LUCOP
1. Favoriser l'accès des ruraux aux opportunités économiques pour créer les conditions d'une croissance économique durable en milieu rural	Construction des pistes rurales et des infrastructures marchandes, Appui aux filières agricoles (Aïr), Appui à l'élaboration et mise en œuvre des PCD, Appui aux activités économiques par un fonds de subvention aux initiatives locales
2. Prévenir les risques, améliorer la sécurité alimentaire et gérer durablement les ressources naturelles pour sécuriser les conditions de vie des populations	Appui à l'élaboration des plans d'aménagement, Récupération des terres, Aménagement des bassins versants et des vallées, Appui aux techniques GRN, Appui à la sécurisation des droits fonciers
3. Renforcer les capacités des institutions publiques et des organisations rurales pour améliorer la gestion du secteur rural	Renforcement des capacités de planification et de mise en œuvre des PCD des communes, des OAP, des prestataires de service et des services de l'Etat

C'est en mars 2005 qu'une liste réduite d'indicateurs consensuels, au nombre de soixante (voir annexe 6 B), permettant le suivi de la SRP et tenant compte des OMD a été publiée. Le processus par lequel le S&E de la SDR doit être développé reste encore inachevé. Néanmoins, certaines actions ont été entreprises afin de mieux préciser les indicateurs de suivi proposés par l'IRAM dans une étude datant d'avril 2004 et qui doivent être validés. Huit indicateurs d'impacts<sup>1</sup> (p. ex. Taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans) et 32 indicateurs d'effets<sup>2</sup> (p. ex. Volume et valeur de la production des cultures irriguées) ont été jusqu'à présent identifiés (voir annexes 6 E et 6 F).

LUCOP possède également un dispositif de suivi dont une meilleure orientation vers les résultats constitue un objectif de la présente étude. Le programme dispose, depuis son démarrage, de 19 indicateurs (voir annexe 4) nécessaires afin d'apprécier l'atteinte progressive des résultats escomptés. Ces indicateurs ont fait l'objet d'une révision lors d'un atelier de travail pour l'élaboration des chaînes de résultats effectué le 3 et le 4 octobre 2005 au cours duquel 8 indicateurs principaux se référant aux cinq composantes du programme ont été retenus, reformulés ou identifiés. Les indicateurs de LUCOP pour lesquels il est possible

<sup>1</sup> Correspond au bénéfice indirect (résultat) dans la terminologie de la GTZ

<sup>2</sup> Correspond au bénéfice direct (résultat) dans la terminologie de la GTZ



d'établir un lien avec ceux retenus jusqu'à ce jour pour les stratégies nationales (SRP et SDR) sont successivement repris individuellement. Le niveau de la chaîne de résultats auquel se situe l'indicateur est également indiqué.

### 3.3.1 Indicateurs de l'atelier du 03-04 octobre 2005

#### Composante I : Elaboration et mise en oeuvre de plans de développement

Au moins 75 % des investissements de la commune sont issus des priorités définies dans les PCD à la fin des quatre ans de mise en œuvre du plan.		<b>Niveau :</b> Bénéfice direct
SRP	✓ Pourcentage des dépenses d'investissement réalisées par les collectivités par rapport aux recettes locales (Ind.59) du domaine « Participation sociale »	
SDR	--	

#### Composante II : Création et réhabilitation des infrastructures socio-économiques

75 % des infrastructures financées par le Fonds d'Investissement pour les Collectivités Décentralisées (FICOD) sont encore utilisées, gérées et entretenues correctement et conformément aux planifications trois ans après la mise en service.  <u>Nouvel indicateur proposé:</u> « 75 % des infrastructures (socio-économiques) financées par le FICOD sont encore utilisées, gérées et entretenues correctement et conformément aux conventions trois ans après la mise en service ».		<b>Niveau :</b> Utilisation du produit
SRP	--	
SDR	✓ Qualité et durabilité de la gestion des investissements collectifs liés à la ressource eau (Ind. d'effet n°2.a.1.3)	
Les taux de fréquentation des écoles primaires, des cases de santé, d'accès à l'eau potable et d'accès à une route praticable à tout moment ont augmenté.		<b>Niveau :</b> Bénéfice direct

SRP	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Nombre de km de routes construites et entretenues (Ind.24)</li> <li>✓ Pourcentage des villages desservis par une voie de communication praticable en toute saison (Ind.25) du domaine « Transport et communication »</li> <li>✓ Taux brut de scolarisation au niveau du primaire et du secondaire (Ind.29)</li> <li>✓ Taux d'achèvement du cycle primaire (Ind.30) du domaine « éducation »</li> <li>✓ Indice de parité filles/garçons dans les 3 cycles d'enseignements (Ind.60) du domaine « Participation sociale/genre »</li> <li>✓ Nombre de nouveaux consultants pour les soins primaires, ou taux d'utilisation en consultation curative (Ind.35)</li> <li>✓ Taux de couverture en infrastructures sanitaires (Ind.39) du domaine « Santé »</li> <li>✓ Taux de couverture des besoins en eau (Ind. 49) du domaine « Nutrition/Alimentation »</li> </ul>
SDR	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pourcentage des villages desservis par une voie de communication praticable en toute saison (Ind. d'effet n°1.b.6.1)</li> <li>✓ Taux de couverture des zones rurales en eau potable (Indic. d'effet n°2.b.3.1)</li> </ul>

### Composante III : Décentralisation et développement communal

Niveau de satisfaction des différents groupes socio - professionnels et socio-culturels par rapport à la prise en compte de leurs intérêts.		<b>Niveau :</b> Bénéfice direct
SRP	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Taux de satisfaction des usagers des services de l'Administration (Ind.54) du domaine « Gouvernance administrative et renforcement des capacités »</li> </ul>	
SDR	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Taux de satisfaction des usagers des administrations intervenant dans le secteur rural (Ind. d'impact 3.b.)</li> <li>✓ Degré de satisfaction des membres des organisations rurales vis-à-vis des services rendus par ces organisations (Indicateur d'effet n°3.a.1.2)</li> </ul>	

**Composante IV : Gestion des ressources naturelles**

Au moins 12.000 ha de terres sylvo-pastorales et 18.000 ha de terres agricoles à Tillabéri sont aménagées et récupérées.		<b>Niveau :</b> Produits
SRP	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Superficie des aires protégées (Ind. 18)</li> <li>✓ Superficie des aires reboisées (Ind. 19)</li> <li>✓ Superficie récupérée des terres dégradées (Ind. 20) du domaine « Développement rural et gestion des ressources naturelles »</li> </ul>	
SDR	✓ Proportion des terres récupérées et mises en valeur (Indicateur d'effet n°2.c.5.2)	
Au moins 600 ha de terres de vallées sont réhabilitées et mises en valeur par la construction des seuils d'épandage et 3.000 ha de terres sylvo-pastorales sont aménagées et récupérées au niveau de ces bassins versants (Tahoua).		<b>Niveau :</b> Produits
SRP	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Superficie des aires protégées (Ind. 18)</li> <li>✓ Superficie des aires reboisées (Ind. 19)</li> <li>✓ Superficie récupérée des terres dégradées (Ind. 20) du domaine « Développement rural et gestion des ressources naturelles »</li> </ul>	
SDR	✓ Proportion des terres récupérées et mises en valeur (Indicateur d'effet n°2.c.5.2)	
Les surplus de rendements connus à travers des sites d'observation sont atteints sur au moins 60 % des sites aménagés (collecte de données par échantillon).  <u>Nouvel indicateur proposé:</u> Les surplus des rendements (observés par le passé avec les projets PASP/PDRT) sont atteints sur au moins 60 % des sites aménagés.		<b>Niveau :</b> Bénéfice direct
SRP	--	
SDR	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rendements et volumes des productions agro-pastorales (Ind. d'impact 1.a.)</li> <li>✓ Degré d'appropriation par les producteurs ruraux des innovations (Ind. d'effet n°1.a.3.1)</li> </ul>	

### 3.3.2 Indicateurs du tableau synoptique de planification non retenus par l'atelier du 03-04 octobre 2005

#### Composante II : Création et réhabilitation des infrastructures socio-économiques

Les investissements d'entretien sont financés soit par les budgets réguliers soit par des réserves accumulées au niveau des organisations d'utilisateurs.		<b>Niveau :</b> Bénéfice indirect
SRP	--	
SDR	✓ Qualité et durabilité de la gestion des investissements collectifs liés à la ressource eau (Ind. d'effet n°2.a.1.3)	

#### Composante IV : Gestion des ressources naturelles

Les surplus des revenus générés par la gestion durable des ressources naturelles sont, au delà des dépenses pour la consommation, investis dans des mesures de conservation des ressources naturelles et dans la modernisation des systèmes de production.		<b>Niveau :</b> Bénéfice indirect
SRP	--	
SDR	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pourcentage de producteurs ruraux adoptant des pratiques préservant l'environnement (Ind. d'impact 2.c.)</li> <li>✓ Degré d'appropriation par les producteurs ruraux des innovations (Ind. d'effet n°1.a.3.1)</li> </ul>	
Les populations et leurs organisations se servent des prestations de service offertes par les Commissions Foncières (COFO et COFOB) pour clarifier des questions foncières et pour prévenir et résoudre des conflits liés au foncier.		<b>Niveau :</b> Utilisation du produit
SRP	✓ Pourcentage des conflits réglés (de travail et ruraux) (Ind.55) du domaine « Gouvernance administrative et renforcement des capacités ».	
SDR	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Proportion de producteurs ruraux détenant des titres de droit sur les ressources naturelles (Ind. d'effet n°2.c.4.1)</li> <li>✓ Nombre de conflits recensés / réglés liés à l'exploitation des ressources naturelles (terre, eau,...) (Ind. d'effet n°2.c.4.2)</li> </ul>	

Comme illustré dans les tableaux présentés ci-dessus, il existe effectivement des liens entre les indicateurs choisis pour le suivi des activités de LUCOP et ceux des stratégies nationales SRP et SDR. Plus précisément, il existe un lien avec la

SRP pour la composante 1; huit liens avec la SRP et quatre avec la SDR pour la composante 2; un lien avec la SRP et deux avec la SDR pour la composante 3 et, enfin, sept liens avec la SRP et huit avec la SDR pour la composante 4. Pour la composante 5, il n'est par contre pas possible d'établir des relations entre les différents outils de S&E car elle se réfère explicitement et spécifiquement à LUCOP. Il apparaît en outre que les relations existantes entre les indicateurs du programme retenus au cours de l'atelier de fin octobre et ceux des stratégies SRP/SDR sont plus nombreuses que celles qui ne considèrent que les indicateurs du tableau synoptique de planification de LUCOP.

Quant au premier indicateur de l'objectif global du programme (« Amélioration de la situation socio-économique des populations - selon IDH - dans les communes et terroirs d'intervention »), il se réfère à l'impact des activités à un niveau hautement agrégé. Par conséquent, LUCOP ne doit que démontrer la plausibilité de sa contribution à l'atteinte de cet objectif global. Les instruments du système de S&E de LUCOP ne sont pas en mesure de le relever au niveau régional et communal en raison de sa complexité; ce n'est que sur la base des données collectées par les institutions nationales que des liens de causalité plausibles existant entre les activités du programme et les résultats obtenus au niveau de l'objectif global, au-delà de la lacune d'attribution, pourront être établis.

Les données que le programme de la Coopération allemande collecte avec son dispositif de S&E ne pourraient cependant que partiellement contribuer à alimenter les systèmes d'informations nationaux. Le programme est uniquement en mesure de relever les données relatives à ses activités dans sa zone d'intervention. Celles-ci peuvent être cependant mises à la disposition des cadres régionaux et départementaux de suivi de la SRP<sup>3</sup>. Il est en effet vrai que « si la plupart des projets de développement rural disposent aujourd'hui d'un système de S&E, les informations qu'ils recueillent s'avèrent très difficiles à comparer et agréger à un niveau supérieur, en raison de la diversité des indicateurs et de l'hétérogénéité des méthodes de collecte. Cela constitue un obstacle sérieux au suivi de l'action publique que ce soit au niveau des programmes, à celui de la SDR ou à celui de la SRP» (Secrétariat permanent de la SRP, Avril 2004).

---

<sup>3</sup> Une première rencontre d'un tel cadre a eu lieu à Tillabéri en avril 2005 sous la présidence du Gouverneur et avec la participation des Services Techniques départementaux et des représentants des différentes organisations.

Il existe enfin deux autres indicateurs de la SRP et de la SDR, qui ne se trouvent pas en relation directe avec le dispositif de S&E de LUCOP, mais que le programme pourrait éventuellement alimenter avec les données relatives à ses activités :

Numéro		SRP
58	Indice de participation	Indicateur du domaine « Participation sociale »; il se réfère au pourcentage des hommes et des femmes membre d'au moins un groupement ou association quelconque. LUCOP est en contact avec différents groupements/associations dans les activités des composantes 2 e 4 du programme et a comme but le renforcement des OAP.
Numéro		SDR
Indicateur d'impact 3.a.	Pourcentage de ruraux appartenant à une organisation rurale fonctionnelle.	Indicateur relatif à l'objectif spécifique « renforcer les capacités des acteurs ruraux du troisième axe stratégique de la SDR. L'indicateur correspond au nombre de ruraux appartenant à une organisation rurale fonctionnelle sur le nombre total de ruraux dans l'ensemble géographique considéré. Il est exprimé en pourcentage. LUCOP est en contact avec différents groupements/associations dans les activités des composantes 2 e 4 du programme et a comme but le renforcement des OAP.

Il est à noter que certains indicateurs de la SRP et de la SDR se recouvrent partiellement. Dans le souci d'une harmonisation des dispositifs de suivi de ces deux stratégies et d'une meilleure utilisation des ressources disponibles, il serait entre autres souhaitable de regrouper les indicateurs qui visent à relever des données similaires (p. ex. Indicateur n°4 de la SRP et Indicateur d'effet n°1.a.2.1 de la SDR).

### 3.4 La liaison entre les chaînes de résultats et la situation de référence

Si les chaînes de résultats et notamment les indicateurs, représentent d'un côté la base pour le lien entre les impacts escomptés de LUCOP avec ceux des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, ils le sont de l'autre côté également pour la situation de référence. Celle-ci se veut de décrire la situation de départ par rapport à laquelle les futurs impacts des interventions de LUCOP doivent être mesurés.

Il est important de souligner que, pour la situation de référence, le niveau concerné dans les chaînes de résultats est celui des résultats, donc des bénéfices.

ces directs et indirects comme celui de l'utilisation des produits, et pas celui des activités ou des produits. Il est évident qu'une partie de l'enquête devait être consacrée à la perception de la pauvreté par les populations rurales ainsi qu'à leurs stratégies de survie et de sortie de la pauvreté. D'autres domaines d'enquête comme « la gestion des conflits » ou « la collaboration entre les communes et les acteurs de développement » ont été déduits des champs d'intervention du programme LUCOP en dépit du fait qu'ils n'étaient pas encore précisés sous forme de produits avec indicateur à l'appui. D'autres aspects ont été retenus en plus pour satisfaire les besoins en information des étudiants du CRESA associés à l'enquête avec leurs propres thèmes de recherche (sécurité alimentaire, élevage et productions agricoles, composition des ménages etc.).

Les tableaux suivants se réfèrent aux indicateurs retenus lors de l'atelier du 3 et 4 octobre 2005.

### **Composante 1 : Elaboration et mise en œuvre de plans de développement**

<b>Indicateurs</b>	<b>Domaines d'enquête</b>
Au moins 50 % des réalisations prennent en compte les intérêts spécifiques des femmes et des jeunes.	Intérêts spécifiques des femmes, participation (élus locaux, groupes focaux)
Au moins 50 % des réalisations prennent en compte les intérêts spécifiques des femmes et des jeunes.	Participation (élus locaux, groupes focaux)
Au moins 75 % des investissements de la commune sont issus des priorités définies dans le PCD à la fin des quatre ans de mise en œuvre du plan.	Planification du développement de la commune (élus locaux, groupes focaux)
Le volume des investissements externes selon les priorités du PCD a augmenté pendant la période de mise en œuvre du plan.	
Un an après l'installation des conseils municipaux, les procédures communales de prise de décision ont entraîné des décisions prioritaires d'investissement dans 75 % des communes touchées en milieu rural.	Connaissance de la décentralisation, ressources communales (élus locaux)

En ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de plans de développement communaux (composante 1), le programme se trouve encore au début du processus. Dans les quelques communes ayant déjà élaboré un PCD, le degré de participation des populations, leurs connaissances sur la décentralisation et leurs attentes et intérêts spécifiques étaient au centre de l'enquête. D'autre part, l'avis des élus locaux concernant l'importance des PCDs comme outils de planification des actions de développement avec la participation de la population a été relevé. En effet si les élus locaux accordent une importance appropriée aux PCDs, on peut présumer que les investissements seront faits selon les priorités qui y sont définies.

### **Composante 2 : Création et réhabilitation des infrastructures socio-économiques**

<b>Indicateurs</b>	<b>Domaines d'enquête</b>
Amélioration de la situation socio-économique des populations (selon IDH) dans les communes et terroirs d'intervention	Index de développement humain (statistiques)
Augmentation du taux de fréquentation des écoles primaires.	Accès aux services de base (groupes focaux, statistiques)
Augmentation du taux de fréquentation des cases de santé.	Accès aux services de base (groupes focaux, statistiques)
Augmentation du taux d'accès à l'eau potable.	Accès aux services de base (groupes focaux, transect, statistiques)
Augmentation du taux d'accès à une route praticable à tout moment.	Réseau routier (statistiques, observations)
Augmentation des taxes collectées sur les marchés communaux.	Ressources communales (élus locaux)
75 % des infrastructures socio-économiques financées par le FICOD sont encore utilisées, gérées et entretenues correctement et conformément aux conventions trois ans après la mise en service.	Accès aux services de base (groupes focaux)



Pour la composante 2, ce sont principalement les sources d'information secondaires (statistiques) ainsi que les entretiens avec les groupes focaux villageois qui ont permis de collecter les données nécessaires pour le cadre de suivi du programme. Ici, on a mis l'accent sur la perception du groupe cible final de LUCOP, c'est-à-dire là où les changements doivent se produire. D'autres données ont également été recueillies auprès des élus locaux afin de connaître leur perception relative à la dotation en infrastructures et à la situation de leur commune.

### **Composante 3: Décentralisation et développement communal**

<b>Indicateurs</b>	<b>Domaines d'enquête</b>
Taux de conformité des budgets à la réglementation en vigueur	Connaissance sur la décentralisation (élus locaux)
Niveau de connaissance des populations par rapport aux décisions importantes du CM	La participation, relations élus locaux-populations (élus locaux, groupes focaux )
Niveau de satisfaction des différents groupes socio-professionnels et socioculturels par rapport à la prise en compte de leurs intérêts	Intérêts spécifiques (groupes focaux)

Concernant la composante 3, les données ont été collectées au niveau des communes auprès des élus locaux ainsi qu'au niveau des villages. Il était en premier lieu nécessaire de connaître les appréciations des élus locaux concernant leur rôle et l'importance de la décentralisation au Niger. La participation de la population au processus de la décentralisation est un élément indispensable pour son succès. C'est pourquoi l'enquête s'est également investie au niveau des villages pour appréhender la connaissance des populations sur la décentralisation, leurs expériences avec le processus jusqu'ici et leurs attentes vis à vis de leur commune.

**Composante 4: Gestion des ressources naturelles**

<b>Indicateurs</b>	<b>Domaines d'enquête</b>
Les surplus des revenus générés par la gestion durable des ressources naturelles sont, au-delà des dépenses pour la consommation, investis dans des mesures de conservation des ressources naturelles et dans la modernisation des systèmes de production	Revenus, dépenses, sécurité alimentaire (questionnaire ménages)  Accès aux facteurs de production (groupes focaux, questionnaire ménages)
Les surplus des rendements observés par le passé avec les projets PASP/PDRT sont atteints sur au moins 60 % des sites aménagés	
Diminution de la profondeur de la nappe phréatique dans les bassins aménagés	(statistiques)
Au moins 90 % des agriculteurs utilisent les techniques d'exploitation durable des terres aménagées	Gestion durable des ressources naturelles (élus locaux, groupes focaux, exploitation agricoles)

Le suivi des résultats dans le domaine de la gestion des ressources naturelles (composante 4) demande des données très concrètes et à caractère technique sur les surplus des rendements et sur la diminution de la profondeur de la nappe phréatique dans les sites et les bassins aménagés. La collecte des données de base pour certains indicateurs est prévue dans un avenir proche comme par exemple l'estimation des superficies réaménagées dans la région de Tahoua. C'est pourquoi l'équipe du SLE a décidé de se concentrer essentiellement sur la collecte, au niveau des groupes focaux et des ménages, d'informations concernant l'accès aux facteurs de production agricole, les pratiques et cultures agricoles ainsi que la sécurité alimentaire.

**Composante 5: Dialogue politico-administratif**

<b>Indicateurs</b>	<b>Domaines d'enquête</b>
Nombre de propositions faites par LUCOP qui sont prises en compte dans la modification du cadre réglementaire et/ou l'élaboration de stratégies et politiques nationales au Niger	Pas enquêté.
Après leur capitalisation et documentation, les expériences du programme sont prises en compte lors de l'adoption du cadre réglementaire et des structures étatiques	Pas enquêté.

En ce qui concerne la dernière composante du programme, les données contenues dans ce rapport se réfèrent principalement au niveau communal et témoignent de la perception des élus locaux sur l'importance du dialogue politico-administratif ainsi que sur l'harmonisation des interventions des acteurs de développement en milieu rural. Les activités de LUCOP dans ce domaine ont également commencé, bien que partiellement, et leur appréciation est documentée dans la présente étude.

En conclusion, la situation de référence fournit des données qui se réfèrent aux résultats (bénéfices directs et indirects) du programme LUCOP et ainsi aux nouveaux indicateurs proposés pour le système de suivi axé sur les résultats. Malgré la modification du système de suivi et le fait que la situation de référence ait été établie avant le choix définitif des indicateurs, les données collectées fournissent une large base de référence utile pour des enquêtes à venir.



## 4 L'approche méthodologique pour la situation de référence

Comme base référentielle pour le système de suivi du programme LUCOP, une situation de référence est proposée par la présente étude. Contrairement à une étude de base (*base line study*), qui nécessite un éventail beaucoup plus élargi en ressources financières et humaines, une situation de référence n'est pas seulement moins coûteuse dans sa réalisation mais aussi plus avantageuse dans sa relation coûts – qualité de l'information. Bien qu'elle ne fournisse que des « tendances » sur une situation recherchée, celles – ci permettent quand-même de dégager une image assez proche de la « réalité » tant que l'échantillon a été sélectionné avec soin pour représenter les différentes facettes de la réalité de la zone à examiner.

### 4.1 Méthode employée

La situation de référence sur la pauvreté doit montrer les perceptions réelles des groupes cibles pour que le programme LUCOP puisse les prendre en compte telles qu'elles ont été perçues par les villageois. Elle constituera une base pour le suivi et l'évaluation des impacts des activités par rapport à la pauvreté et le niveau de vie de la population dans la zone d'intervention du programme.

La situation de référence dans les régions enquêtées doit émaner des populations elles-mêmes et non des hypothèses pré-formulées par LUCOP. C'est pour cette raison qu'une **approche participative** a été utilisée par l'équipe dans le cadre de l'enquête menée, ce qui a permis aux groupes cibles de s'exprimer et de formuler eux-mêmes les critères de leur état de pauvreté (Est-ce qu'il y a des différences entre eux? Qu'est ce que ça signifie d'être « extrêmement pauvre », « pauvre » ou « assez bien » ?).

Afin d'intégrer les différents points de vue l'enquête a été menée aux différents niveaux sollicités par les termes de références, notamment le niveau départemental, communal, villageois et de ménage.

La méthode de collecte de données sur le terrain est basée sur **4 éléments** d'appréciation :

- une partie qualitative avec des assemblées générales et interviews semi-structurées en utilisant des questions guides qui laissent de l'espace à des réflexions spontanées de la part des enquêtés pour qu'ils expriment leur propre point de vue;
- une partie quantitative avec des questionnaires structurés au niveau des ménages pour compléter des informations recueillies au cours de l'enquête avec plus de précision;
- des entretiens semi-structurés au niveau départemental et communal, avec les services techniques, les autorités administratives (les maires, les conseillers municipaux) et les partenaires au développement (les collaborateurs de LUCOP et d'autres projets/ONG) pour faire la comparaison des données collectées sur le terrain par l'équipe;
- l'exploitation des documents disponibles (les statistiques nationales sur la pauvreté, des documents du programme LUCOP etc.) en vue de disposer d'informations supplémentaires.

La **triangulation** à travers ces 4 éléments ci-dessus cités a permis de comparer les données collectées et celles existantes au niveau régional, départemental, communal et des projets/ONG pour faire ressortir des contradictions possibles ou pour confirmer les résultats de l'enquête.

Pendant l'enquête, l'équipe a consciemment évité les questions spécifiques (p. ex. sur les revenus, le cheptel en possession des villageois etc.) car il a été généralement prouvé que les villageois ne peuvent ou ne veulent pas donner des chiffres exacts, du fait qu'ils sont très sensibles à ce genre de questions.

Le but de l'enquête est surtout de donner des indications les tendances de l'état de la pauvreté des populations et sur les facteurs qui l'influencent dans les zones visitées. L'intention n'était pas de fournir des données exactes telles que sur le montant des revenus et des dépenses ou du nombre de cheptel. Ce genre d'informations quantitatives nécessite d'autres approches méthodologiques plus complexes qu'un simple questionnement. L'expérience a montré que le recensement des tendances qualitatives reflète souvent assez bien la réalité (voir p. ex. NEUBERT 1999). Ainsi les coûts élevés des enquêtes approfondies ne sont pas toujours justifiables et nous rejoignons ainsi, l'économiste John Maynard Keynes qui disait: « *It is better to be approximately right than precisely wrong.* »

#### 4.1.1 Zone d'enquête et critères de sélection

La zone d'enquête a été présélectionnée par LUCOP dans la zone d'intervention du programme surtout selon les critères de représentativité agro-écologique et l'importance démographique. Les départements de Filingué et de Téra dans la région de Tillabéri et le département de Tahoua, dans la région du programme régional Tahoua-Nord ont été retenus en commun accord avec les différents responsables de LUCOP suivant des critères de représentativité pour ces deux régions. L'étude s'est concentrée sur les zones agro-pastorales du programme, la zone pastorale et la zone de l'Air n'ont pas pu être prises en compte pour des raisons de calendrier.

Par rapport à la **sélection des communes et des villages** de l'échantillon, l'équipe SLE, le responsable de suivi et évaluation de Tillabéri ainsi que les personnels d'antenne de Tahoua ont effectué ensemble un choix selon des critères clé qui reflètent le mieux possible les différents visages de la zone. Ces critères semblent en même temps englober les facteurs les plus importants sur le niveau de vie et de pauvreté; ce qui devait être démontré par l'enquête (voir tableau suivant).

**Tableau 4 : Critères pour la sélection des communes**

Région	Tillabéri		Tahoua	
Commune	Gothèye (Dép. Téra)	Kourfey-Centre (Dép. Filingué)	Kalfou (Dép. Tahoua)	Bambèye (Dép. Tahoua)
Critères				
Zone agro écologique	zone du fleuve	agro-pastorale	agro-pastorale	agro-pastorale
Potentiel agricole	grand	faible	grand	faible
Accessibilité	goudron	enclavé	bonne	enclavé
Accès à l'eau	facile, mais pas potable	difficile, en profondeur	disponible et potable	difficile
Accès aux infrastructures	bon	mauvaise	facile	difficile
Appui de l'extérieur	beaucoup	peu	beaucoup	peu
Groupes ethniques	Djerma-Sonrai, Peulh, Gour-mantché	Kourfeyawa (Haoussa), Peulh	Haoussa, Peulh, Tuareg	Haoussa, Peulh, Tuareg

En ce qui concerne la sélection des villages dans chaque commune, l'équipe a appliqué les mêmes critères en ajoutant la taille des villages (petit, moyen, grand) et l'influence des anciennes activités des projets précédents, à savoir le PASP et le PDRT. Alors que le PDRT avait atteint une couverture de presque 100 % des villages du département de Tahoua, le PASP a touché 30 % des villages dans les 4 départements de la zone de Tillabéri; l'échantillon retenu reflète ces pourcentages. Ainsi, les 14 villages suivants ont été choisis:

**Tableau 5 : Les villages choisis dans les communes**

Gothèye	Kourfey-Centre	Kalfou	Bambèye
Saya	Chical Chignassou	Bagaye	Jaja
Boukagou	Itchiguine	Toudouni	Bagga
Kossoramé	Akoukou	Agoulmawa	Sabon Kalgo
	Goudey		Sansawatane

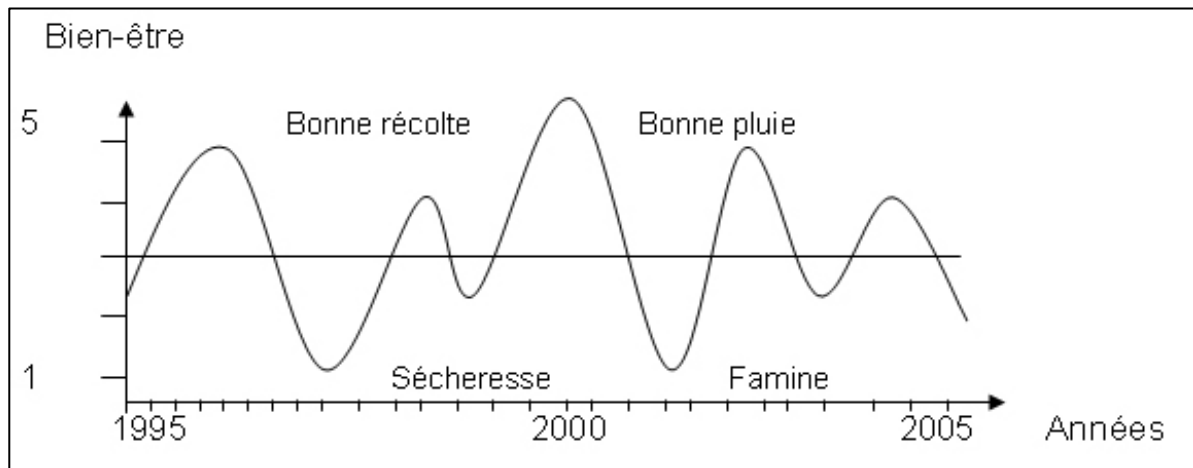
#### 4.1.2 Instruments utilisés

Pour l'enquête dans les villages, ce sont plusieurs instruments qualitatifs et quantitatifs qui s'orientent ou s'inspirent du modèle de MAPP (*Method for Impact Assessment of Programs and Projects*) de l'institut DIE (Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, voir NEUBERT 1998) qui ont été utilisés:

1<sup>ère</sup> étape : **Une assemblée générale** de 2 heures a été organisée avec tous les villageois (femmes, jeunes, hommes). Au cours de cette assemblée trois instruments ont été utilisés pour approfondir la connaissance des membres de l'équipe sur les conditions de vie des villageois:

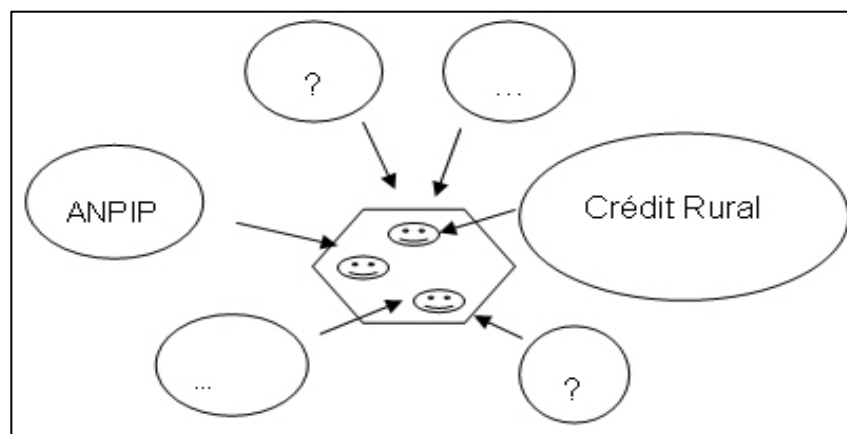
Pour mieux comprendre leur perception de la pauvreté il a été demandé aux villageois de dessiner une « **ligne de vie** » (dans le sable ou sur un tableau noir, si possible) en vue de recenser quels ont été leurs moments de bien-être pendant les 10 dernières années ainsi que leurs propres critères d'appréciation à ce sujet (voir figure 4).





**Figure 4 : Ligne de vie** (Source : NEUBERT 1998)

- I. Pour connaître les différences entre les **3 catégories/niveaux de bien-être**, il a été demandé aux participants de l'assemblée générale de définir leurs propres critères de classification du bien-être à savoir : « assez bien », « moyennement pauvre » et « extrêmement pauvre » et d'estimer la répartition de ces critères dans leur village (« Parmi 10 personnes de villages, combien sont assez bien, pauvres et extrêmement pauvres ? »).
- II. Pour identifier les **intervenants externes** selon leur importance pour le développement du village, le **diagramme de Venn** a été élaboré avec les villageois (voir figure 5).



**Figure 5 : Diagramme de Venn**

2<sup>ème</sup> étape : Avec l'objectif d'approfondir leurs connaissances sur les perceptions de la pauvreté des villageois, les membres de l'équipe ont animé des discussions semi structurées dans quatre **groupes focaux** selon les trois catégories de bien-être auparavant définies (assez bien, pauvre et extrêmement pauvre). Un groupe de femmes a été également constitué pour leur permettre de s'exprimer librement et faire ressortir leur point de vue spécifique sur leurs conditions de vie (voir annexe 9 A).

La 3<sup>ème</sup> étape a été consacrée aux **interviews individuelles au niveau des ménages**. Des questionnaires structurés ont permis de collecter des données d'ordre général sur : la taille des ménages, la production agricole, les revenus monétaires et non-monétaires, sur la sécurité alimentaire (voir annexe 9 D). Ainsi une image plus spécifique a pu être obtenue sur les situations individuelles selon le niveau de bien-être.

#### 4.1.3 Participants

Au niveau des assemblées générales organisées dans les 7 villages de la zone de Tahoua, il y a eu 927 participants (dont 377 femmes) et dans celles de Tillabéri 789 (dont 184 femmes). Dans les groupes focaux 540 personnes ont participé à Tahoua et 258 à Tillabéri; au niveau des ménages l'équipe a interviewé 92 personnes à Tahoua (dont 28 femmes, chefs de ménage) et 130 à Tillabéri (dont 34 femmes, chefs de ménage).

**Tableau 6: Nombre de participants**

	Tahoua	Tillabéri
Assemblées générales	927 (377 ♀ soit 34,7 %)	789 (184 ♀ soit 23,3 %)
Groupes focaux	540 (276 ♀)	258 (131 ♀)
Enquêtes de ménages	92 (28 ♀ soit 30,4 %)	130 (34 ♀ soit 25,2 %)

#### 4.1.4 Démarche de l'enquête

L'équipe d'enquête était constituée de 11 personnes : 4 experts junior du Centre de Formation Supérieur pour le Développement Rural (SLE) de l'Université de Humboldt à Berlin, 3 étudiants du Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA) de l'Université Abdou Moumouni à Niamey et 4 traducteurs. L'équipe s'est scindée en deux groupes régionaux pour réaliser l'enquête dans les zones de Tillabéri et Tahoua-Nord comprises dans la zone d'intervention de LUCOP : (voir annexe 1 B).

Pour se rendre compte de la perception de la pauvreté à différents niveaux (départemental/communal/local), chaque équipe a démarré les activités de l'enquête sur le terrain en prenant contact avec les **autorités administratives** (le gouverneur de la région et le préfet de chaque département en tant que représentante de l'Etat). Ceci afin de présenter les membres de l'équipe, l'objectif de l'étude et demander l'autorisation de collecter des informations générales sur la situation et le développement du département. L'équipe a rendu également visite aux **Directions Départementales des services techniques** (représentantes des ministères au niveau départemental) et aux **projets/ONG** qui interviennent dans la zone de l'enquête pour mieux comprendre leur perception de la pauvreté, leurs rôles et leurs activités par rapport au développement aux niveaux départemental, communal, rural/local (voir annexe 10). Pour s'informer sur l'avancement du processus de décentralisation, les membres de l'équipe ont eu des entretiens avec des **élus locaux** de chaque commune (le maire, le conseil municipal) qui ne sont pas seulement des groupes cibles du programme mais sont également concernés par toutes ses activités dans une approche communale.

Au **niveau villageois**, une visite a eu premier lieu était rendu au **chef du village et aux leaders d'opinion** en tant qu'autorités traditionnelles. A cette occasion les membres de l'équipe se sont présentés à ces autorités et ont exposé le contenu de l'étude; ils leur ont demandé également leur approbation pour travailler dans le village afin d'organiser le séjour de l'équipe et le déroulement des trois étapes de l'enquête villageoise.

#### 4.1.5 Défis et contraintes

La période de l'enquête n'était pas la plus favorable pour aller sur le terrain et effectuer une étude sur la pauvreté: le Niger faisait en effet face à une **sévère crise alimentaire**<sup>4</sup> qui a influencé gravement la vie quotidienne des villageois et par conséquent la perception sur leurs conditions de vie. Cette situation a amené l'équipe à changer d'attitude dans le questionnement pour être capable d'écarter l'influence de la famine dans la situation de référence (p. ex. « Comment se présente la situation dans une année normale ? »). Une deuxième contrainte liée à la première s'est présentée à l'arrivée de l'équipe en particulier dans deux villages du département de Téra (Saya et Boulkagou) où une grande partie des participants à l'assemblée générale ont quitté la rencontre rapidement après avoir réalisé que les membres de l'équipe n'étaient pas venus pour distribuer gratuitement des vivres. Les membres de l'équipe ont expliqué ce comportement par le fait que l'accessibilité de ces villages du département a conduit un grand nombre d'intervenants dans cette zone habituant la population aux distributions des vivres (spécialement pendant cette période de famine).

Un autre défi que l'équipe a dû surmonter sur le terrain était lié au fait que l'enquête s'est déroulée pendant la période d'hivernage; un moment où les paysans sont occupés par les travaux champêtres toute la journée, d'où leur indisponibilité à participer aux activités de l'enquête. A Filingué l'équipe a dû négocier pour pouvoir tenir les assemblées générales et les réunions des groupes focaux au moins pendant la nuit (de 21 à 23 heures) ou très tôt le matin (de 8 à 10 heures). A Tahoua, au contraire l'équipe a trouvé un cadre exceptionnel d'organisation où la population s'est rassemblée le jour même de son arrivée de 9 h du matin pour finir la procédure de l'enquête enfin d'après-midi. Cet avantage peut être expliqué par l'influence de l'ancien projet PDRT et son prédécesseur, qui étaient présents de manière intense pendant les vingt dernières années et ces projets n'ont entre autres pas seulement construit des hangars pour les réunions villageoises mais ont également contribué à habituer les villageois, hommes comme femmes, à l'organisation et à la participation aux réunions villageoises.

---

<sup>4</sup> La crise alimentaire était la conséquence de trois aspects centraux (parmi d'autres) qui se renforcent mutuellement: une mauvaise récolte en 2004, une attaque des criquets pèlerins dans les mois septembre/octobre 2004 et surtout l'hésitation de la communauté internationale à intervenir à temps pour empêcher une famine qui avait déjà été annoncée à la fin d'octobre 2004.

## 4.2 Le déroulement de l'étude

L'étude s'est déroulée en plusieurs phases :

**une phase préparatoire à Berlin** pendant les mois de juin-juillet 2005 où les termes de référence ont été clarifiés (voir annexe 3) avec la collaboration de Mme von Behaim (coordinatrice régionale de LUCOP-Tillabéri) et de M. Lossner (directeur du Programme LUCOP) qui ont rencontré l'équipe pendant l'élaboration du programme de cette première phase. En outre, les documents de base ont été étudiés, les hypothèses de travail discutées et la première chaîne de travail élaborée (sur la composante 4 : la gestion des ressources naturelles) avec le soutien de M. Schröder-Breitschuh (consultant en suivi axé sur les résultats) et des responsables du système de suivi et évaluation de LUCOP, M. Mamadou Abdou Sani et M. Mohamed Bachar.

Une deuxième **phase préparatoire** de deux semaines a eu lieu à **Niamey** (27 juillet – 10 août) où l'équipe a pris contact et eu des entretiens avec le personnel de LUCOP: Elle a également rencontré plusieurs personnes ressource et trois étudiants du Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA) de l'Université de Niamey qui effectuaient un stage auprès de LUCOP et qui ont soutenu l'équipe SLE dans l'enquête sur le terrain. En outre, l'équipe a finalisé avec ces derniers tous les instruments pour mener l'enquête et réalisé un test préliminaire dans le village de Komba à proximité de Niamey.

La **phase sur le terrain** a duré un mois (11 août – 10 sept). Les deux équipes SLE étaient soutenues par 4 traducteurs et les collaborateurs des prestataires de service à Filingué (ONG Albarka) et à Téra (ONG APOR).

La **phase d'exploitation des données recueillies sur le terrain** s'est déroulée à Niamey. Cette phase a été clôturée par la présentation finale des résultats de l'étude au personnel du programme LUCOP le 27 septembre 2005 et pour les partenaires techniques et financiers (PTF) le 29 septembre 2005. Une dernière présentation a eu lieu à l'ambassade d'Allemagne à Niamey le 10 octobre.

La **première ébauche du rapport** a été remise au LUCOP le 14 octobre 2005 à Niamey.

La présentation finale des résultats au niveau de l'Université d'Humboldt de Berlin a enfin eu lieu le 8 novembre et le rapport définitif a été soumis en décembre 2005.

### 4.3 Concept des quatre dimensions de la pauvreté

Quand il s'agit de traiter le thème de la pauvreté il a lieu de prendre en compte deux questions:

1. Pourquoi est-il nécessaire de décrire la pauvreté voir une situation de référence sur la pauvreté ?
2. Qu'est-ce que la pauvreté ? Que comprenons nous par pauvreté ?

La réponse à la première question est relativement simple: une **description de la pauvreté** est nécessaire tout d'abord pour identifier les différentes catégories de pauvreté et ensuite pour en comprendre les causes. Ceci afin de mieux pouvoir approfondir les différentes dimensions de la pauvreté et par conséquent de dégager des priorités dans les interventions d'un programme. En d'autres termes, une étude sur la pauvreté devrait être le point de départ pour chaque projet ou programme de lutte contre la pauvreté.

La deuxième question concerne la **complexité du phénomène de la pauvreté**, car en langage courant pauvreté est en premier lieu synonyme d'un manque d'argent. Pour mieux comprendre le problème de la pauvreté, il faut se rendre compte qu'on ne peut pas seulement considérer la sphère économique, c'est à dire de ne pas avoir au moins 1 USD (extrêmement pauvres) et 2 USD (pauvres) par jour pour couvrir ses besoins les plus élémentaires (PNUD 1997).

Si la définition de la pauvreté était limitée à une augmentation des revenus les stratégies de lutte contre la pauvreté dans le monde se concentreraient seulement sur une croissance économique.

Mais déjà dans les années 70', le **concept de la satisfaction des besoins de base** nous a montré qu'en dehors des revenus monétaires, il y a aussi l'accès à l'éducation, à la santé et à l'eau potable qui influence le bien-être d'une personne. Avec le temps, la majorité de la coopération internationale s'est accordée que la pauvreté est un problème complexe et multidimensionnel qui nécessite par conséquent des stratégies multidimensionnelles pour le combattre.

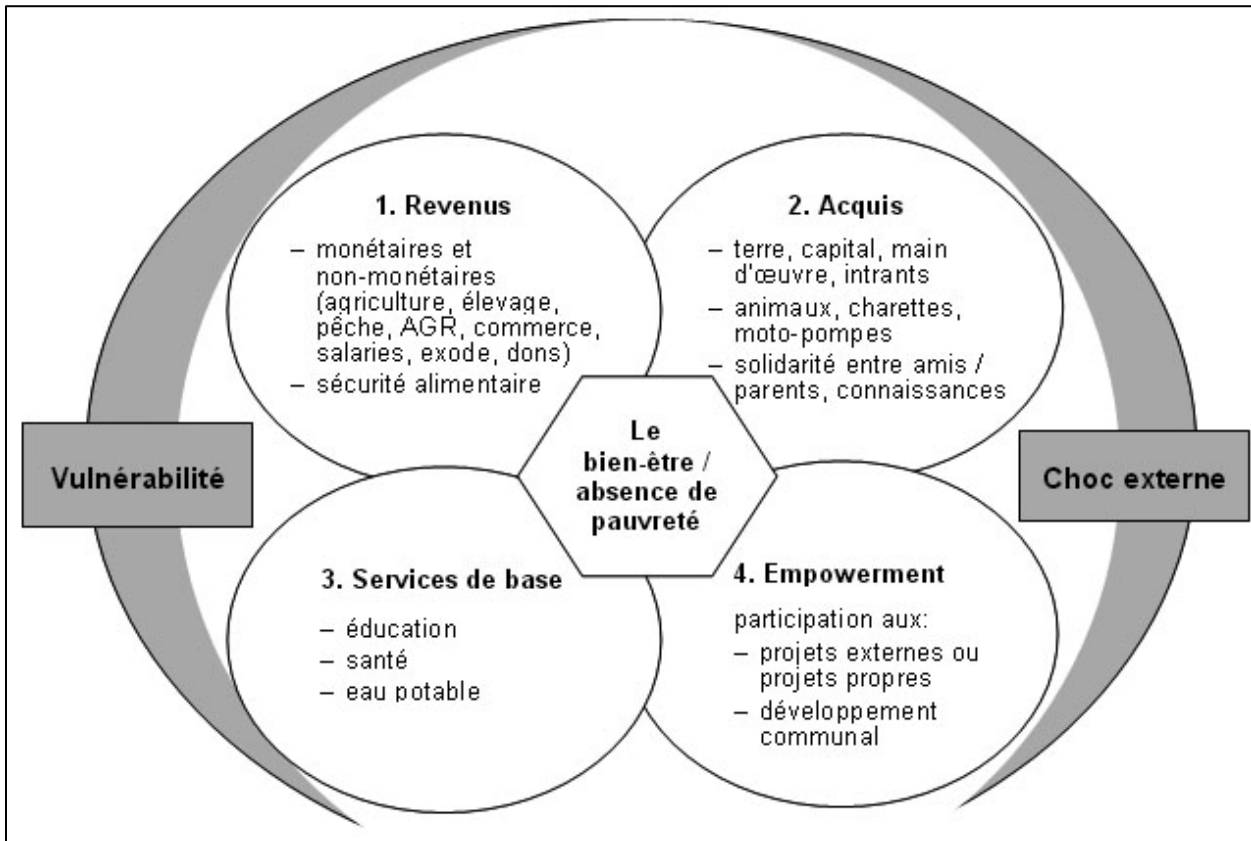
Si l'on comprend que la pauvreté est un **phénomène multidimensionnel** cela aidera à admettre que les facteurs économiques, sociaux et politiques qui la caractérisent sont intimement liés et s'influencent entre eux. Pour une meilleure compréhension de la pauvreté et pour une lutte plus effective et durable, il est indiqué de demander aux concernés mêmes quelle est leur définition « subjective » de la pauvreté. Pour cette raison l'approche participative a été favorisée

dans cette enquête tout en s'orientant selon l'approche de « *livelihood* » développée par le Département pour le Développement International (DFID 2001). Cette approche différencie cinq types de capitaux qui influencent le niveau de vie de l'homme:

- le capital humain : connaissances, capacité de travailler et santé
- le capital naturel : accès à la terre, aux espaces boisés, à l'eau et à l'air non pollué
- le capital financier: économies, crédits et autres ressources à investir y compris les contributions des exodants
- le capital physique : les infrastructures telle que les routes, les bâtiments, les adductions d'eau, l'équipement et les moyens de transport
- le capital social : les amis, la famille, les organisations sociales et d'autres personnes qui peuvent offrir un support.

Il n'existe donc pas des chaînes causes – effets simples expliquant l'apparition de la pauvreté. Celle-ci résulte plutôt d'une interaction entre plusieurs facteurs qui peuvent se renforcer mutuellement ou s'atténuer. Selon ce raisonnement, l'interdépendance de ces différents facteurs peut être illustrée avec quatre dimensions interposées qui influencent le bien-être ou la pauvreté de l'homme (voir figure 6) :

1. la dimension des **revenus** monétaires ou non-monétaires, qui résultent des activités de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des activités génératrices des revenus, du commerce, des revenus salariaux, des contributions des exodants ou des dons, mais aussi la sécurité alimentaire
2. la dimension des **acquis** qui regroupent l'accès à la terre, aux capitaux ou crédits, la main d'œuvre, les intrants, les d'animaux, les équipements productifs, mais aussi de la solidarité entre amis, la famille et les connaissances
3. la dimension des **services de base** : l'accès a l'éducation, à la santé, à l'eau potable
4. la dimension de l'**empowerment** : la participation aux décisions et aux activités visant le développement et l'amélioration des conditions de vie avec des projets externes, également au niveau communal ou des projets propres.



**Figure 6 : Les quatre dimensions de la pauvreté** (Source : DFID 2001)

Pour une meilleure compréhension de la pauvreté, il faut aussi toujours considérer la vulnérabilité des individus et les chocs externes qui sont des dimensions additionnelles influençant également le bien-être ou l'absence de pauvreté. L'idée de **vulnérabilité** représente la discrimination ou la marginalisation des individus en raison de leur sexe, de leur âge, d'un handicap, de l'appartenance à un groupe ethnique, de la taille de leur famille ou de l'âge de ses membres. Les **chocs externes** peuvent être des conflits, des crises économiques, des maladies ou des catastrophes naturelles comme les inondations ou les sécheresses. Ce modèle des quatre dimensions de la pauvreté a guidé l'équipe pendant la phase terrain pour le classement des informations fournies par les villageois et pendant la phase de dépouillement des données recueillies pour mieux comprendre la complexité de la perception de la pauvreté.



## 5 La situation de référence

Le présent chapitre se réfère explicitement à la documentation de la situation de référence regroupant les données qualitatives et quantitatives recueillies pendant l'enquête. Leur présentation suit la logique du modèle des quatre dimensions de la pauvreté décrit dans le chapitre précédent. La situation de référence est liée aux chaînes de résultats pour les cinq composantes du programme LUCOP (voir chapitre 3) puisque les hypothèses d'impact du programme se manifestent à ce niveau. Elle va au delà de l'enquête menée sur le terrain elle-même car elle doit constituer le cadre d'observation pour le suivi axé sur les résultats du programme LUCOP. En plus, elle réunit les différents points de vue des acteurs de développement sur le phénomène de la pauvreté dans la zone du programme. C'est pourquoi la situation de référence contient les résultats des recherches au niveau départemental, communal et villageois et au niveau des exploitations agricoles (chefs de ménage) ainsi que les données des sources secondaires.

### 5.1 Aperçu général des trois départements de l'enquête

Parmi les trois départements retenus pour la situation de référence, celui de Tahoua est le plus petit avec une superficie de 9.743 km<sup>2</sup> par rapport aux 24.558 et 20.220 km<sup>2</sup> des autres. Avec un nombre d'habitants similaire (345.851<sup>5</sup> / 404.086<sup>6</sup> / 493.454<sup>7</sup>) et une croissance démographique entre 2,6 et 3,1 %, Tahoua est confronté à la plus grande densité de la population avec 36 habitants/km<sup>2</sup> ce qui est sensible surtout dans la disponibilité des terres. Filingué est le département le moins peuplé avec une densité de 15 habitants/km<sup>2</sup>. En ce qui concerne la zone agro-écologique et les ethnies principales, les deux départements de Tahoua et de Filingué se ressemblent avec une zone agro-pastorale

---

<sup>5</sup> Toutes les informations sur le département de Tahoua dans ce chapitre sont tirées de l'Etude sur l'Approfondissement du Diagnostic – Région de Tahoua (Secrétariat de la SDR 2004a).

<sup>6</sup> Toutes les informations sur le département de Filingué dans ce chapitre sont tirées de l'Etude sur l'Approfondissement du Diagnostic – Région de Tillabéri, (Secrétariat de la SDR 2004b).

<sup>7</sup> Toutes les informations sur le département de Téra sont tirées de l'Analyse-Diagnostic de l'Arrondissement de Téra (Projet Micro-Réalisation / BAD 2002).

où les Haoussa sont majoritaires tandis que les Djerma-Sonrai constituent l'ethnie principale du département de Téra situé dans la zone à fort potentiel d'eau de surface avec le fleuve Niger et ses trois affluents (la Sirba, le Dargol et le Gorouol).

Le taux de scolarisation le plus faible est celui de Téra avec seulement 19 % en moyenne des enfants en milieu rural fréquentant une école (contrairement à 46 % dans la ville de Téra), alors qu'à Filingué on trouve le taux le plus élevé où la moitié des enfants a la possibilité de fréquenter une école. Dans les deux départements, les filles sont davantage exclues de l'enseignement primaire par rapport aux garçons et leur taux de scolarisation n'arrive qu'à 31,4 % à Tahoua, et 37,2 % à Filingué et le plus élevé à Téra avec 45,6 %.

Le taux de couverture sanitaire décrit le pourcentage d'habitants qui ont accès à un hôpital ou centre de santé intégré (CSI) dans un rayon de 10 km. Il est élevé dans le département de Tahoua avec 66,4 %, tandis que seulement 42,7 % et 31,1 % des habitants à Téra et Filingué ont la possibilité de se faire soigner dans un centre de santé pas trop éloigné.

A peu près la moitié de la population a accès à l'eau potable à Tahoua et à Filingué, mais à Téra seulement une personne sur trois peut trouver l'eau de bonne qualité.

Deux départements de l'enquête se trouvent dans une zone agro-pastorale où les activités agricoles dépendent surtout de la saison des pluies pendant les mois de juin à octobre tandis que le département de Téra est encadré par une zone fluviale avec un grand potentiel de pisciculture et la disponibilité de terres pour le maraîchage de contre-saison. D'autres atouts de cette zone sont représentés par l'élevage, l'existence de forêts classées, l'arboriculture, plusieurs sites aurifères et son accessibilité relativement bonne. D'autre part ses contraintes principales sont la dégradation accélérée des ressources naturelles, l'ensablement des plans et des cours d'eau, la prolifération de la jacinthe d'eau, du striga et sida-cordofilia, la présence de socle granitique et le manque d'eau potable.

**Tableau 7 : Les départements de l'enquête**

	<b>Tahoua (1)</b>	<b>Filingué (2)</b>	<b>Téra (3)</b>
Superficie	9.743 km <sup>2</sup>	24.558 km <sup>2</sup>	20.220 km <sup>2</sup>
Nombre d'habitants	345.851	404.086	493.454
Croissance de la pop.	2.62 %	2.9 %	3.1 %
Densité de la population	35,5 hbts/km <sup>2</sup>	15,4 hbts/km <sup>2</sup>	26,9 hbts/ km <sup>2</sup>
Principales ethnies	Haoussa, Tuareg	Haoussa, Djerma, Tuareg, Peuhl	Djerma-Sonrai, Tuareg, Peulh
Taux de scolarisation (4)	42,1 % (31,4 % ♀)	50,4 % (37,2 % ♀)	19 % (45,6 % ♀)
Taux de couverture sanitaire	66,4 %	31,1 %	42,7 %
Taux de couverture hydraulique	52,98 %	52,8 %	32,4 %
Pluviométrie (5/6/7)	200-400 mm/an	300-500 mm/an	300-500 mm/an
Caractéristiques agro-écologiques	zone agro-pastorale	zone agro-pastorale	zone du fleuve
Potentialités principales	infrastructures d'élevage, vallées	disponibilité des terres, dallol, marché de bétail	dispon. des terres, pisciculture, forêt classée, sites aurifères
Contraintes principales	indisponibilité des terres, ensablement d. points d'eau	dégradation des terres, enclavement, ensablement d. points d'eau	dégradation des ressources naturelles, prolifération de la jacinthe d'eau

(1) Secrétariat de la SDR 2004a; (2) Secrétariat de la SDR 2004b; (3) Projet Micro-Réalisation / BAD 2002; (4) Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisme 2005; (5) Stations Météorologiques de Tahoua, oct. 2005, (6) Direction Départementale de l'Agriculture de Filingué, sept. 2005; (7) Direction Départementale de l'Agriculture de Téra, sept 2005.

En ce qui concerne les potentialités du département de Filingué, on y trouve également une disponibilité relativement élevée en terres agricoles, une zone du dalol avec des bas-fonds et des cuvettes qui peuvent accumuler de grandes quantités d'eau et une zone d'élevage au nord avec des grands marchés internationaux de bétail. Les contraintes sont l'avancement du désert, le lessivage des sols et l'insuffisance des routes de désenclavement des villages.

Les potentialités du département de Tahoua sont constituées par ses infrastructures et équipements d'élevage (parcs de vaccination, abattoirs, séchoirs, cases de vétérinaire, fourrages), des points d'eau permanents naturels, les bas-fonds dans les vallées à haute potentialité agricole et des ressources fauniques riches et variées. Les principales contraintes du terroir sont surtout la pression démographique sur les ressources naturelles, la raréfaction des terres dans la partie est, l'ensablement des points d'eau, l'abattage abusif de bois vert, la faible productivité du cheptel, la dégradation des parcours pastoraux et l'enclavement de la zone.

Les trois départements souffrent également de l'érosion hydrique et éolienne accélérée, de l'ensablement des points d'eau, de l'insuffisance et de la mauvaise répartition de la pluviométrie (seulement de 200 à 500 mm par an (4)) et, au niveau socioculturel, des conflits d'utilisation des terres entre les agriculteurs et les éleveurs qui ne sont pas encore résolus (couloirs de passage non balisés).

Un nombre élevé de projets et ONG de développement dont certains ont été visités au cours de l'enquête (voir annexe 9) se trouve dans les trois départements. Bien qu'ils visent pour la plupart la lutte contre la pauvreté ils se distinguent considérablement non seulement par rapport à leurs domaines d'intervention mais aussi par rapport à l'étendue de leur zone d'intervention et à leurs moyens financiers. On y trouve par exemple le projet ANPIP (Association Nigérienne Pour la Promotion de l'Irrigation Privée) doté d'un budget triennal d'environ 38 millions de USD par la Banque Mondiale à côté de l'ONG « Aide et Action » intervenant dans quelques villages du département de Filingué pour le financement de fournitures scolaires avec des parrainages de 20 USD par enfant et par mois. On peut constater que les différentes organisations ne se connaissent guère et que les échanges voir harmonisations d'interventions ou d'approches sont rares malgré l'existence d'un objectif global commun. Ceci est également valable pour les services techniques départementaux qui ne sont pas en mesure d'assumer leur fonction de coordination des interventions au développement.

## 5.2 Les quatre communes enquêtées

### 5.2.1 Aperçu général sur les communes

Comme il a été précisé dans le chapitre précédent, pour atteindre les objectifs de l'étude, deux communes ont été sélectionnées dans chacune des régions visitées. Il s'agit des communes de Kalfou et de Bambèye pour la région de Tahoua, et de celles de Gothèye et de Kourfey-Centre dans la région de Tillabéri. Les communes de Kalfou et de Gothèye ont été choisies en raison de leur potentialité de développement socio-économique relativement bonne (potentiel agricole élevé, bonne accessibilité par la route, présence d'infrastructures pour les services de base, accès à l'eau, présence d'intervenants) par rapport aux communes plus défavorisées de Bambèye et de Kourfey-Centre. Deux communes à situation opposée ont donc été choisies pour chacune des régions enquêtées.

Située dans le département de Tahoua, la commune de Bambèye se trouve dans la zone sahéenne où l'érosion hydrique et éolienne ainsi que le ravinement des terres de culture constituent les principales contraintes pour l'agriculture. Celle-ci représente la principale activité de subsistance pour la quasi-totalité de la population qui est essentiellement sédentaire, suivie par l'élevage de type extensif et semi-extensif. La densité moyenne de la population est estimée à 36 habitants au kilomètre carré. Quant au secteur de l'éducation, le taux de scolarisation est de 47,36 % et les contraintes majeures sont notamment représentées par la mauvaise répartition des écoles dans l'espace et l'insuffisance en personnel enseignant. Dans cette commune, le taux de couverture sanitaire s'élève à plus de 50 % et celui de couverture des besoins en eau de consommation à 55,43 %. Le réseau de communication est très peu développé ainsi que les secteurs du commerce et de l'artisanat qui restent encore informels (Commune rurale de Bambèye 2005).

Comme la commune de Bambèye, celle de Kalfou se situe dans la zone agropastorale et est caractérisée par un climat typiquement sahéen. La densité de sa population est très élevée (58 hab./km<sup>2</sup>). L'agriculture constitue également la principale activité de subsistance de la population et malgré les différentes contraintes, elle se pratique aussi bien en hivernage qu'en saison sèche. Il existe des terres irrigables, des vallées et bas-fonds avec des sols relativement fertiles et plusieurs terres récupérées malgré le faible réseau hydrographique de la commune. Le commerce est peu développé et l'exode représente un phéno-

mène très important ; il est identifié comme activité socio-économique. Le taux de couverture en eau de consommation est de 48,2 %, celui de scolarisation de 49,66 % et celui de couverture sanitaire s'élève à 45,2 %. La densité du réseau routier reste faible (Commune de Kalfou 2005).

La commune de Kourfey-Centre, à vocation agro-pastorale, dans le département de Filingué est caractérisée par une très faible densité de la population (10,17 hab./km<sup>2</sup>). Les principales contraintes du terroir sont représentées par la dégradation des terres, l'inaccessibilité à l'eau et le manque de techniques agricoles modernes bien que la disponibilité des terres soit bonne. Le manque d'accès à l'eau ne donne guère de possibilité de pratiquer la culture de contre-saison. Le taux de couverture des besoins en eau potable est de 41,7 % (Rapport annuel des Services Techniques Départementaux de Filingué 2004) car celle-ci se trouve en réalité à une grande profondeur. Les infrastructures routières et marchandes ne sont que peu développées. Certains villages sont enclavés ou très difficilement accessibles (p. ex. Akoukou, situé à 70 km de Filingué, environ 2 heures de trajet en véhicule).

La commune rurale de Gothèye se situe dans le département de Téra, à l'intersection du fleuve Niger avec son affluent, la Sirba. Elle peut être divisée en trois sous-zones à caractéristiques homogènes, à savoir : le centre (Gothèye), le fleuve et la Sirba. L'activité dominante relève du secteur primaire (agriculture et élevage, dont la pêche). En dehors des cultures pluviales, les cultures irriguées et celles de décrues sont les modes de production les plus utilisés. Les systèmes de production restent encore majoritairement traditionnels avec quelques variantes semi-intensives (riziculture, contre-saison). Le commerce est généralement peu développé. Un quart des villages de la commune ne dispose pas d'une école. Au plan sanitaire, la commune dispose de quatre CSI et de huit CS (Commune rurale de Gothèye 2005) tandis que le taux de couverture en eau potable de consommation ne dépasse pas les 42,68 % (Commune rurale de Gothèye 2005) malgré la proximité du fleuve.

Les groupes ethniques tous confondus présents dans la zone de l'enquête sont les Djerma-Songhai, les Peuhls, les Gourmantchés ainsi que les Haussas et les Touaregs.

Le tableau suivant résume les principales caractéristiques des communes visitées :

**Tableau 8 : Les communes de l'enquête**

	<b>Bambèye</b> (Tahoua)	<b>Kalfou</b> (Tahoua)	<b>Kourfey-Centre</b> (Filingué)	<b>Gothèye</b> (Téra)
Nbr. d'habitants	83.765 (1)	81.583 (1)	184.240 (1)	79.859 (2)
Nbr. de villages	54 (3)	46 (4)	42	43 (2)
Densité de la population	36 hab./km <sup>2</sup> (3)	58 hab./km <sup>2</sup> (4)	10,17 hab./km <sup>2</sup> (5)	27 hab./km <sup>2</sup> (2)
Ecoles/classes	57/157 (3)	58/168 (4)	34/90 (6)	125/138 (2)
Elèves/enseignants	6.334/153 (3)	6.928/159 (4)	--	5538/147 (7)
CEG	1 (3)	2 (4)	3 (6)	13 (2)
Infrastructures sanitaires	5 CSI, 6CS (3)	3CSI, 8CS (4)	2 CSI/11CS (6)	4CSI/8CS (2)
Points d'eau traditionnels et modernes/forages	267/17 (3)	433/12 (4)	415/72 (8)	62/67 (2)
% de population située à moins de 5 km d'une route	10 (9)	74 (9)	25 (9)	70 (9)
Caractéristiques agro-écologiques	Zone de plateau et zone dunaire, glacis, vallées et bas-fonds, couvert végétal de type sahélien (3)	Plateaux, versants rocheux, glacis, formations dunaires, vallées, bassins versants, steppe arbustive et/ou arborée (4)	Zone de vallée sèche avec zone parc agro-forestier, zone de plateau (6)	Dunes à pentes douces, collines et plateaux latéritiques, bas-fonds et vallées, glacis, végétation arborée et herbacée (2)
Principales potentialités du terroir	Terres irrigables, vallées et bas-fonds aménageables, ressources humaines (3)	Terres irrigables, vallées et bas-fonds fertiles, terres récupérées, cheptel (4)	Disponibilité de terres agricoles, potentialité pour faire la culture de contre-saison dans les vallées et bas-fonds	Disponibilité de terres de culture aménageables, vallées, arboriculture, pisciculture (2)

(1) RGPH 2001; (2) Commune rurale de Gothèye 2005; (3) Commune rurale de Bambèye 2005; (4) Commune de Kalfou 2005; (5) Informations fournies par la Direction Départementale de Développement Communautaire de Filingué; (6) Informations fournies par l'ONG Karkara; (7) Informations fournies par l'ONG APOR; (8) Informations fournies par le Service de Développement Hydraulique de Filingué; (9) Coopération Nigéro-Allemande 2005.

## 5.2.2 Résultats au niveau communal

Les informations suivantes résultent des entretiens effectués avec les élus locaux dans les quatre communes choisies pour l'enquête. Dans le département de Filingué, le conseil municipal de la commune de Kourfey-Centre est constitué de 17 membres élus et celui de Gothèye du département de Téra de 18. Dans le département de Tahoua, les conseillers élus sont au nombre de 19 dans la commune de Bambèye et 20 dans la commune de Kalfou. Les conseils municipaux comptent chacun de 2 à 3 conseillères et 3 membres de droit (député, chef de canton et de groupement).

### 5.2.2.1 Perception de la pauvreté

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel et complexe. Il est donc difficile de lui donner une définition fixe et unique (Gouvernement du Niger 2002:16). Cependant la perception de la pauvreté par les conseillers municipaux ne diffère fondamentalement pas de celle des villageois recensés au cours des enquêtes dans les villages. Les causes de pauvreté nommées sont les mêmes : l'insécurité alimentaire, la dépendance vis-à-vis d'une agriculture à système traditionnel, l'absence d'opportunité de pratiquer le commerce ou d'autres métiers en dehors du secteur agricole, l'analphabétisme, le manque d'eau potable... La description que les conseillers municipaux donnent est, par rapport à celle faite par les villageois, plus globale et profonde dans l'analyse des liens de causalité existants entre les différents facteurs.

Tous les élus locaux estiment de bien connaître la situation des villages de leur commune et de posséder beaucoup d'informations utiles...

*« C'est pour cette raison que nous avons été élus. »*

...bien que leurs connaissances se limitent souvent à la seule réalité de leur village d'origine. Des réunions trimestrielles du conseil municipal ont lieu de manière plus ou moins régulière en fonction des moyens financiers dont dispose la commune. Ces rencontres sont perçues comme importantes pour l'échange réciproque d'information.

*« Chaque conseiller devrait connaître plus que la seule réalité de son village. »*



### 5.2.2.2 Ressources financières et humaines

La commune est la collectivité territoriale de base jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Pour l'exercice des compétences que lui confère la loi, elle dispose d'un budget, d'un personnel et d'un domaine propre tel qu'arrêté par la loi 2002-012 du 11 juin 2002. Cependant, les communes ne jouissent pas encore complètement de leur autonomie financière. Les communes n'ont pas assez de recettes pour pouvoir réaliser les dépenses prévues en investissement comme en fonctionnement. Leur principale source de financement est constituée par les taxes, les impôts et les patentes ainsi que par les fonds alloués de façon irrégulière par l'Etat. Une cause des recettes insuffisantes est à rechercher dans le taux de recouvrement des taxes qui est généralement bas (16 -17 % à Kalfou et Bambèye en septembre 2005) bien qu'il puisse rapidement augmenter après la récolte. Les seules stratégies financières évoquées pour l'augmentation des recettes de la commune sont l'augmentation et/ou l'introduction de taxes, impôts et patentes (p. ex. sur l'artisanat, les produits maraîchers exportés, les griots).

À noter que la décentralisation ne prévoit pas un désengagement total de l'Etat en matière de finances. Les communes devraient en effet pouvoir bénéficier de la contribution financière de l'Etat tant pour le fonctionnement que pour l'investissement. Cet appui ne leur a cependant pas encore été donné, ce qui constitue un danger pour le succès ou la continuation du processus de décentralisation; les communes dépendent de leurs propres initiatives pour couvrir les déficits budgétaires dont elles souffrent. Les dépenses de la commune concernent les deux sections distinctes du fonctionnement et de l'investissement. La première devrait couvrir entre autres les frais salariaux du personnel recruté. C'est principalement en raison des contraintes financières que les communes ne disposent pas encore de personnel. Ainsi c'est le maire en personne qui assume souvent à la fois le rôle de secrétaire général ainsi que d'autres fonctions.

### 5.2.2.3 Connaissances sur la décentralisation

Le conseil municipal possède les attributions essentielles suivantes (HCRA/D 2003 : 36) :

- le conseil municipal élit en son sein le maire et ses adjoints;
- il élabore et adopte le règlement intérieur;

- il se réunit et statue sur les affaires de la commune;
- il possède des pouvoirs de décision tel que l'examen et le vote du budget, l'adoption des plans d'urbanisme, des plans de développement économique et social, prend des décisions importantes concernant les compétences de la commune, autorise le maire à accomplir certains actes engageant la commune comme la passation des contrats;
- il contrôle le maire dans la gestion des revenus du patrimoine et du budget de la commune;
- il se prononce sur les affaires de la commune par délibération devant être rendues publiques par affichage conformément aux dispositions des articles 97 et 98 de la loi 2002-012 du 11 juin 2002.

Les connaissances des élus locaux sur leurs propres rôles et attributions varient d'une commune à l'autre. Tous les conseillers municipaux des communes visitées ont reçu au moins une formation de base sur la décentralisation. Les formations et informations, parfois simplement sous forme de brochures, qu'ils ont reçues sont insuffisantes et ne proviennent pas de l'Etat dans la plupart des cas, mais bien de projets (LUCOP, ANDDH). L'acquisition de connaissances relatives à leur fonction dépend donc pour les élus locaux de la présence d'intervenants alors qu'un des principes directeurs de la SRP concerne « la décentralisation effective des interventions dans l'optique d'un renforcement des capacités de décision et de responsabilisation à l'échelle locale<sup>8</sup> ».

Les conseillers municipaux occupent une place intermédiaire entre la population et les autorités administratives. Ils perçoivent principalement leur rôle comme celui de sensibilisateurs, médiateurs et représentants de la population auprès du maire et des autorités étatiques.

*« Nous sommes les yeux, les oreilles, la bouche et les pieds de la population. »*

Quant au rôle du maire, premier représentant de la commune, chef de l'administration municipale et président du conseil municipal, il est perçu par les conseillers municipaux comme étant ambigu. Il doit en effet à la fois donner un

---

<sup>8</sup> Des formations dans ce sens (dispensées par le HCME) sont planifiées à compter de la fin de 2005 pour les maires et deux de leurs adjoints.

appui-conseil aux populations, défendre leurs intérêts ainsi qu'exécuter les décisions du conseil municipal et gérer les affaires locales mais aussi, assurer le respect de l'autorité du gouvernement et agir au nom de l'Etat dans certains domaines précis.

#### 5.2.2.4 Relations entre représentants et population

Outre les obligations faites par la loi de rendre publiques les séances du conseil municipal, les élus locaux ont le devoir moral d'informer, d'associer la population au processus de prise de décision, d'initier des rencontres de concertation avec les catégories socioprofessionnelles ou les catégories représentatives de la population et aussi solliciter leur participation au développement local (HCRA/D 2003:44). Les conseillers municipaux sont conscients de l'importance d'effectuer des échanges avec la population; ils les définissent comme très importants et fructueux car...

*«...ils permettent de créer des liens et de bâtir la confiance. »*

Le contact advient lors de rencontres informelles (p. ex. au marché ou lors de cérémonies). C'est à ces occasions que la communication et l'échange d'informations a principalement lieu entre les élus locaux et la population. Ceci constitue par ailleurs un avantage pour les femmes en raison de leur participation plus active aux activités sociales.

Parmi les objectifs de la décentralisation au Niger, on retrouve la large participation des citoyens à la gestion des affaires publiques de leur collectivité ainsi que leur participation active aux décisions qui les concernent (Gouvernance locale et Réduction de la pauvreté au Niger). La communication entre la population et les conseillers municipaux produit, disent-ils, des informations qui passent ensuite par l'intermédiaire du maire avant de rejoindre le préfet. Selon les conseillers municipaux, c'est le maire qui structure les informations avant de les transmettre aux autorités étatiques. Il existe cependant une voie de communication parallèle à ce système qui passe à travers les autorités traditionnelles et qui est encore utilisée (p. ex. dans la commune de Kalfou). Elle relie la population au Préfet par le biais du chef de village et du chef de canton.

Mais, comme il a été souligné dans les documents relatifs à la décentralisation, celle-ci ne prévoit pas non plus un abandon des communes par l'Etat. Celui-ci a le devoir d'assister et de conseiller les communes dans l'exécution des tâches qui lui sont dévolues et d'exercer à travers ses représentants un contrôle sur les élus et leurs actes. Ces deux volets assistance-conseils et contrôle forment la nouvelle fonction de l'Etat pour la tutelle communale (HCRA/D 2003:47). La communication entre les communes et les instances supérieures reste cependant jusqu'à ce jour généralement assez limitée. Certains conseillers municipaux se plaignent en effet de la faiblesse de l'appui reçu par le département (préfet, services techniques) ainsi que de l'imprécision ou la non clarté dans la question des compétences respectives et de leur transfert. Ceci constitue un point nodal de la problématique de la viabilité des communes.

#### 5.2.2.5 Collaboration avec d'autres acteurs du développement

De la solidarité intercommunale dépend en partie la réussite de la décentralisation. Les rapports intercommunaux sont des relations que les communes peuvent entretenir entre elles pour promouvoir leur développement réciproque (Titre VI, article 145 de la loi 2002-012 du 11 juin 2002). Les rapports que peuvent avoir les communes sont des rapports de proximité, d'échange et de développement de services communs. Elles peuvent s'accorder pour le financement d'activités (p. ex. construction d'écoles), en investissant chacune une partie des ressources nécessaires aux réalisations, et pour l'exploitation commune de services publics comme la voirie, l'eau, les travaux publics, le ramassage et l'élimination des ordures ménagères (HCRA/D 2003:48). Les élus locaux sont conscients de ces opportunités de collaboration intercommunale. La communication entre les communes est cependant encore limitée bien qu'elle soit envisagée dans le but d'adopter des stratégies de développement conjointes (p. ex. jumelage, construction de pistes) surtout dans les communes de Kourfey-Centre, Kal-fou et Bambèye.

La décentralisation permet également de développer un nouveau type de relation entre les bailleurs de fonds (ONG, institutions de coopération au développement, etc.) et les autorités décentralisées. Les relations entre la commune et les partenaires au développement sont tout à fait libres tant qu'elles n'engagent pas la responsabilité de l'Etat et qu'elles respectent la légalité notamment en matière d'engagement financier de la commune ou par rapport aux conventions qui lient l'Etat à ces partenaires (HCRA/D 2003:70). La collaboration entre les élus locaux

et les projets ou ONG a déjà commencé surtout pour les intervenants qui opèrent dans le domaine de la décentralisation. Elle n'est cependant pas encore systématique. C'est ainsi que les communes ne sont pas toujours au courant des activités des partenaires au développement qui interviennent dans leurs terroirs (p. ex. Care International à Bambèye). Les conseillers souhaitent devenir les interlocuteurs principaux entre la commune et les intervenants. Ceci dans le but de mettre à profit leurs connaissances relatives à la situation socio-économique de leurs terroirs afin d'améliorer la répartition des bénéfices provenant de l'intervention des projets et ONG sur le territoire. La coordination des activités des différents partenaires au développement rencontre d'autre part souvent des difficultés. Les efforts de concertation entre certains bailleurs de fonds qui interviennent dans les mêmes domaines sont toutefois visibles et appréciés dans certaines communes; par exemple Care International et Enfants du Monde d'un côté, ainsi que LUCOP et PMET de l'autre dans la commune de Kalfou.

#### 5.2.2.6 Gestion des conflits

L'ampleur de la dégradation de l'environnement et la faible capacité d'accueil des différentes unités écologiques au Niger accentuent les conflits sociaux sur l'utilisation des ressources naturelles. Les problèmes fonciers se posent du fait à la fois de cette crise dans laquelle se trouvent les opérateurs ruraux et de la coexistence de plusieurs systèmes juridiques souvent contradictoires (Ministère du Développement agricole 2003 : 5). Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont une préoccupation au Niger comme l'est de façon générale la gestion de l'espace rural. C'est dans toutes les communes visitées que des conflits du premier type sont présents. Leur intensité semble varier d'une commune à l'autre; elle se présente par exemple de façon plus accentuée à Bambèye par rapport à Kalfou.

Il existe également des litiges liés au foncier. Ceux-ci apparaissent surtout dans les communes de Gothèye (conflits d'héritage) et Bambèye. Pour la résolution de ces conflits, c'est la voie traditionnelle qui est la plus utilisée malgré l'existence des commissions foncières dans certaines communes. Elle fait recours au chef de village ainsi qu'au chef de canton. La population rurale s'adresse donc encore aujourd'hui aux chefs traditionnels pour obtenir des preuves de droits fonciers. La conséquence d'une telle situation est la persistance d'une insécurité foncière pour les couches sociales les plus défavorisées (Sauter : 7). Le recours à la jus-

tice pour la résolution des litiges advient donc uniquement lorsque toutes les autres solutions ont échoué.

Plusieurs textes législatifs et réglementaires ont été élaborés en vue de créer les conditions pour une gestion rationnelle des ressources naturelles ainsi que pour permettre ou accompagner la mise en œuvre du code rural, bien qu'ils soient jusqu'à ce jour encore insuffisants. L'application de ces textes reste cependant encore très limitée notamment en raison de leur méconnaissance. Les conseillers municipaux eux-mêmes ne possèdent que des informations limitées en matière de gestion des conflits. Ils souhaiteraient recevoir une meilleure clarification sur les règlements en vigueur ainsi que sur leur niveau d'opérationnalisation.

Malgré les contradictions généralement existantes entre les modes peu respectueux d'exploitation du milieu naturel (p. ex. abattage d'arbre) et la nécessité de préserver l'environnement, certaines collectivités pratiquent avec succès la gestion durable des ressources naturelles contribuant ainsi à la prévention des conflits. C'est par exemple le cas de la commune de Kalfou où les populations appliquent des mesures rationnelles de préservation de l'environnement (respect des aires de pâturage, entretien des couloirs de passage).

## 5.3 Les villages et ménages visités

### 5.3.1 Aperçu général sur les villages

L'enquête sur la situation de référence a été réalisée au niveau de 14 villages pris comme échantillon représentatif dans les deux régions de Tillabéri et de Tahoua de la zone d'intervention du programme LUCOP. Dans chaque région visitée, 7 villages ont été retenus (voir les tableaux 9 à 12 ci-dessus).

Le village avec le nombre d'habitants<sup>9</sup> le plus élevé de l'étude est Bagaye (environ 5.000 hab.), suivent Boukagou (2.736 hab.) et Chical (1.581 hab.). Par contre, Akoukou représente le village le moins peuplé (353 hab.). Les présentes ethnies principales sont les Haoussa, en particulier dans tous les villages à Tahoua et dans presque tous les villages à Filingué. Les Sonrai se trouvent uniquement à Téra. La distance entre les villages et le chef lieu de leur commune

---

<sup>9</sup> Nombre d'habitants selon les données du Recensement Général 07/2005 ou selon chef de village (voir les tableaux 9 à 12)

varie entre 0 km (Chical) et 68 km (Boukagou). Quant aux trois catégories du bien-être (voir chapitre 5.3.2.1), 4 villages<sup>10</sup> sur 14 montrent une répartition extrême (minorité des assez bien); seulement 2 villages<sup>11</sup> sur 14 ont une répartition des différentes couches sociales relativement équilibrée.

Bagaye et Toudouni, ayant le plus grand nombre d'élèves (470 et 477 élèves respectivement), possèdent plusieurs écoles avec des classes en dur, à l'opposé du village de Akoukou avec une seule classe en paille pour 43 élèves. La grande majorité des élèves sont des garçons (voir chapitre 4.3.2.4), sauf à Saya où il y a une petite majorité de filles.

La disponibilité en infrastructures hydrauliques et sanitaires présente les différences les plus évidentes entre tous les villages visités. 3 villages<sup>12</sup> sur 14 n'ont pas de puits et 9 villages<sup>13</sup> sur 14 ne possèdent pas de forages ou bien ceux-ci sont non-fonctionnels. 3 villages<sup>14</sup> sur 14 n'ont pas de centre de santé intégré (CSI) dans un rayon inférieur ou égal à 10 km comme prévu par les standards du Ministère de la Santé au Niger. A Tahoua, aucun village visité ne dispose d'un CSI tandis qu'à Tillabéri, ce sont 3 villages<sup>15</sup> sur 7 qui en possèdent un.

Dans les trois villages de Saya, Toudouni et Bagga, la situation des infrastructures routières est bonne grâce à leur construction en matériaux stables (goudron, latérite). Par contre, les villages les moins accessibles et les plus enclavés sont Akoukou et Goudey à Tillabéri et Sansawatane à Tahoua. En ce qui concerne l'infrastructure marchande, 5 villages<sup>16</sup> sur 14 ont un marché hebdomadaire. La distance à parcourir pour atteindre les marchés voisins est en moyenne de 10 km.

---

<sup>10</sup> Ichtiguine, Saya, Boukagou et Bagaye

<sup>11</sup> Akoukou et Sansawatane

<sup>12</sup> Saya, Boukagou et Kossorame

<sup>13</sup> Ichtiguine, Akoukou, Goudey, Kossorame, Agoulmawa, Bagga, Jaja, Sabon Kalgo et Sansawatane

<sup>14</sup> Sansawatane (CSI à 14 km), Kossorame (CSI à 15 km) et Agoulmawa (CSI à 21 km)

<sup>15</sup> Chical, Ichtiguine et Boukagou

<sup>16</sup> Chical, Ichtiguine, Boukagou, Kossorame et Bagaye

**Tableau 9 : Les villages enquêtés dans la commune de Kourfey-Centre**  
(Département de Filingué dans la région de Tillabéri) <sup>17</sup>

	<b>Chical</b>	<b>Itchiguine</b>	<b>Akoukou</b>	<b>Goudey</b>
Nombre d'habitants	1.581	1.290	353	530
Principales ethnies	Kourfayawa (Haoussa)	Kourfayawa (Haoussa)	Kourfayawa (Haoussa)	Houssa, Peulh
Localisation (chef lieu)	0 km	22 km	52 km	57 km
Répartition des 3 catégories <sup>18</sup>	2 / 2 / 6	1 / 3 / 6	3 / 3 / 4	2 / 2 / 6
Nombre d'écoles / classes	1 / 7	1 / 5	1 / 1	1 / 2
Type de matériaux	4 dur, 3 semi-dur	dur	paille	dur
Nombre d'élèves	219 (193 ♂ / 98 ♀)	160 (122 ♂ / 38 ♀)	43 (24 ♂ / 19 ♀)	108 (72 ♂ / 36 ♀)
Infrastructures hydrauliques (puits / forages)	3 / 1	5 / 2 (en panne)	2 / 0	2 / 1 (en panne)
Infrastructures sanitaires (CS/CSI)	1 CSI / hôpital à 18 km	1 CSI / hôpital à 40 km	CSI à 10 km / hôpital à 70 km	CSI à 7 km / hôpital à 75 km
Infrastructures routières	moyenne (latérite, sable)	moyenne (latérite, sable)	mauvaise (sable)	mauvaise (sable)
Infrastructures marchandes (distance)	1 marché rural	1 marché rural	0 / marché à 6 km	0 / marché à 10 km

<sup>17</sup> Propres données et observations

<sup>18</sup> Assez bien / Pauvres / Extrêmement pauvres (voir chapitre 5.3.2.1)



**Tableau 10 : Les villages enquêtés dans la commune de Gothèye**(Département de Téra dans la région de Tillabéri) <sup>19</sup>

	Saya	Boukagou	Kossorame
Nombre d'habitants	1.182	2.736	pas de chiffre
Principales ethnies	Sonrai	Sonrai, Peulh	Sonrai
Localisation (chef lieu)	6 km	68 km	22 km
Répartition des 3 catégories du bien-être <sup>20</sup>	1 / 3 / 6	1 / 3 / 6	2 / 3 / 5
Nombre d'écoles / classes	1 / 4	1 / 5	1 / 3
Type de matériaux	dur	2 dur, 1 banco, 2 paille	dur
Nombre d'élèves	145 (67 ♂ / 78 ♀)	215	124 (67 ♂ / 57 ♀)
Infrastructures hydrauliques (puits / forages)	0 / 1	0 / 4	0 / 1 (en panne)
Infrastructures sanitaires (CS/CSI)	1 CS / CSI à 9 km (Larba birno) / hôpital à 10 km	1 CSI / hôpital à 83 km	CSI à 15 km / hôpital à 15 km
Infrastructures routières	bonne (goudron)	moyenne (latérite)	moyenne (latérite)
Infrastructures marchandes (distance)	0 / marché à 6 km	1 marché rural	1 marché rural

<sup>19</sup> Propres données et observations<sup>20</sup> Assez bien / Pauvres / Extrêmement pauvres (voir chapitre 5.3.2.1)

**Tableau 11 : Les villages enquêtés dans la commune de Kalfou**(Département de Tahoua dans la région de Tahoua)<sup>21</sup>

	<b>Agoulmawa</b>	<b>Bagaye</b>	<b>Toudouni</b>
Nombre d'habitants	1.500 (chef de village)	5.000 (chef de village)	2.641
Principales ethnies	Houssa	Houssa	Houssa
Localisation (chef lieu)	25 km	10 km	25 km
Répartition des 3 catégories du bien-être <sup>22</sup>	2 / 2 / 6	1 / 3 / 6	2 / 3 / 5
Nombre d'écoles / classes	1 / 3	3 / 7	2 / 9
Type de matériaux	2 dur, 1 paille	6 dur, 1 semi-dur	dur et paille
Nombre d'élèves	113 (80 ♂ / 33 ♀)	470	477
Infrastructures hydrauliques (puits / forages)	3 / 0	1 / 1	2 / 1
Infrastructures sanitaires (CS/CSI)	1 CS / CSI à 21 km (Kalfou) / hôpital à 50 km	1 CSI en construction/ CSI à 8 km (Kalfou) / hôpital à 39 km	1 CS / CSI à 10 km (Kalfou) / hôpital à 38 km
Infrastructures routières	moyenne (latérite)	moyenne (latérite)	bonne (latérite, sable)
Infrastructures marchandes (distance)	0 / marché à 3 heures	1 marché rural	0 / marché rural à 7 km

<sup>21</sup> Propres données et observations<sup>22</sup> Assez bien / Pauvres / Extrêmement pauvres (voir chapitre 5.3.2.1)

**Tableau 12 : Les villages enquêtés dans la commune de Bambèye**(Département de Tahoua dans la région de Tahoua) <sup>23</sup>

	<b>Bagga</b>	<b>Jaja</b>	<b>Sabon Kalgo</b>	<b>Sansawatane</b>
Nombre d'habitants	1.541	367	807	746 (selon chef de village)
Principales ethnies	Houssa	Houssa	Houssa	Houssa
Localisation (chef lieu)	30 km	12 km	8 km	15 km
Répartition des 3 catégories du bien-être <sup>24</sup>	2 / 3 / 5	2 / 2 / 6	2 / 2 / 6	3 / 3 / 4
Nombre d'écoles / classes	1 / 3	1 / 3	1 / 3	1 / 2
Type de matériaux	dur	-	2 dur, 1 semi-dur	dur
Nombre d'élèves	-	-	90 (61 ♂ / 29 ♀)	105 (85 ♂ / 20 ♀)
Infrastructures hydrauliques (puits / forages)	2 / 0	2 / 0	3 / 0	1 / 0
Infrastructures sanitaires (CS/CSI)	CSI à 8 km (Mogger) / hôpital à 32 km	CSI à 9 km (Bambèye) / hôpital à 23 km	CSI à 8 km (Bambèye) / hôpital à 40 km	1 CSI en construction / CSI à 14 km (Bambèye) hôpital à 40 km
Infrastructures routières	bonne (goudron, sable)	moyenne (sable)	moyenne (sable)	mauvaise (sable)
Infrastructures marchandes (distance)	1 marché rural dans le village voisin	0 / marché à 12 km	0 / marché à 8 km	0 / marché à 9 km

<sup>23</sup> Propres données et observations<sup>24</sup> Assez bien / Pauvres / Extrêmement pauvres (voir chapitre 5.3.2.1)

## 5.3.2 Résultats au niveau des villages et des ménages

### 5.3.2.1 Perception de la pauvreté en général

#### Les catégories du bien-être

Au Niger, la pauvreté des revenus indique que 85 % de la population possèdent moins de 2 USD par jour, et plus de 60 % de la population ont même moins de 1 USD par jour pour survivre (PNUD 2005). Prenant en compte cette définition internationale de la pauvreté, on peut constater de manière générale que tout le monde est pauvre mais selon la perception des villageois enquêtés il y a aussi des différences à prendre en compte. Dans les 14 villages visités, l'équipe a pu constater trois catégories du bien-être : **les assez bien, les pauvres et les extrêmement pauvres**.

**Tableau 13 : Répartition des enquêtés selon les catégories du bien-être**

Catégories du bien-être	Tillabéri	Tahoua	Cumul
Assez bien	15 %	16 %	15,5 %
Pauvre	30 %	28 %	29 %
Extrêmement pauvre	55 %	56 %	55,5 %

A Tillabéri tout comme à Tahoua, les extrêmement pauvres dépassent la moitié de la population totale.

Les caractéristiques de ces catégories varient en fonction de l'environnement. En décrivant les tendances parmi les trois catégories, la sécurité alimentaire, la possession d'animaux et la disponibilité de la main d'œuvre sont les caractéristiques les plus souvent mentionnées (voir tableau 14 et annexe 12 A).

En ce qui concerne le niveau absolu de ces trois catégories il y a des différences entre les villages enquêtés, notamment dans la zone du fleuve dans le département de Téra. Dans cette zone, le niveau du bien-être est généralement plus élevé que dans les deux autres départements de l'enquête. Même les extrêmement pauvres vivent relativement mieux grâce aux différentes opportunités de revenus secondaires dont ils disposent (p. ex. la pêche, la riziculture, la culture de contre-saison).

**Tableau 14 : Les caractéristiques des trois catégories du bien-être (extrait)**

<b>Assez bien</b>	<b>Pauvres</b>	<b>Extrêmement pauvres</b>
Manger 3 fois par jour	Manger 2 fois par jour	Manger 1 fois par jour
La production suffit jusqu'à la prochaine récolte.	La production suffit jusqu'à janvier / mars.	La production suffit pour quelques semaines / jusqu'à décembre.
Plus de 10 bovins, plusieurs ovins et caprins	Avoir quelques chèvres, moutons et de la volaille	« Même pas un poulet » / quelques volailles
Acheter la main d'œuvre	Vendre la main d'œuvre	Vendre la main d'œuvre

Selon les résultats de l'enquête sur les ménages, les pauvres et les extrêmement pauvres peuvent également posséder quelques bovins. Quand bien même, le nombre d'animaux dont ils disposent est relativement inférieur par rapport à celui de la catégorie des assez bien comme cité pendant les assemblées générales et les groupes focaux.

### **Les facteurs influençant le bien-être**

La base primordiale du bien-être est la production agricole. Elle est soumise entre autres aux aléas climatiques et environnementaux échappant au contrôle de l'homme. Pour la plupart des villages la dernière décennie est caractérisée par une alternance brusque des bonnes et des mauvaises années (voir annexes 11 A et B, voir chapitre 4.1.2). Il n'y a pas beaucoup de bonnes ou mauvaises années qui se succèdent ce qui empêche une continuité des activités économiques et contribue à un bouleversement socio-économique permanent.

Dans la zone de l'enquête, les années relativement mauvaises par rapport aux bonnes années sont estimées à 7 sur 11 à Tahoua et à 6 sur 10 à Tillabéri. En plus, il est possible d'affirmer que le vécu des villageois correspond à la pluviométrie des 10 dernières années dans les trois départements visités (voir annexe 11 C).

Les critères le plus souvent mentionnés par les villageois pour qualifier les années de bonnes ou de mauvaises sont inscrits dans le tableau suivant :

**Tableau 15 : Les critères des bonnes et mauvaises années**

Climat	<i>« Assez de pluie / mauvaise répartition de la pluie / insuffisance de pluie / sécheresse »</i>
Environnement	<i>« Attaques de criquets, d'oiseaux, d'insectes / inondations / le fleuve était en crue »</i>
Sécurité alimentaire	<i>« Bonne ou mauvaise production agricole / famine »</i> A Tahoua les famines ont des noms : p. ex. Malacaa <i>« Je te prends dans mes bras. »</i>
Santé	<i>« Beaucoup de maladies humaines / maladies jusqu'à la mort / rougeole, méningite, cholera, diarrhée »</i>
Activités génératrices de revenus	<i>« Le commerce n'a pas marché / peu d'exode / prix bas pour les animaux / bon prix pour les animaux »</i>
Relations sociales	<i>« Disparition de la solidarité entre et envers les extrêmement pauvres / la mosquée était vide / beaucoup de mariages »</i>

### **Les causes de la pauvreté**

La cause principale identifiée est la dépendance d'une agriculture de subsistance qui est principalement basée sur les cultures pluviales. Les cultures de contre-saison ne sont pas partout praticables. En outre, la production agricole dépend des aléas climatiques (voir ci-dessus). De manière générale, les causes de la pauvreté sont surtout attribuées à l'environnement défavorable, en tout premier lieu le climat (mauvaise pluviométrie, sécheresse).

On peut distinguer d'autres causes de la pauvreté selon la zone de l'enquête; p. ex. à Tillabéri, les enquêtés ont mentionné les attaques d'insectes et autres ennemis des cultures, l'enclavement (à Filingué) et la dégradation des sols (à Téra). Dans la zone d'enquête de Tahoua, l'accent est mis sur la dépendance de l'agriculture de subsistance et le manque d'opportunités dans d'autres secteurs

commerciaux ce qui permettrait d'avoir une source de revenu supplémentaire. La volonté de Dieu comme cause de pauvreté a été évoquée plusieurs fois par toutes les catégories du bien-être.

Toutes les personnes interviewées dans les groupes focaux ont attribué la pauvreté à un manque de biens et d'opportunités (p. ex. manque d'animaux, manque d'AGR, manque d'outils, manque de cultures de contre-saison, manque de banques céréaliers etc.). La situation familiale (polygamie, cérémonies, familles nombreuses bien que les revenus des exploitations agricoles augmentent avec le nombre d'actifs) a été également citée. En outre, quelques groupes focaux ont évoqué le manque de solidarité ou d'entraide ainsi que la dégradation des relations sociales. Finalement, le manque d'initiatives et la paresse ont été également mentionnés:

*« Celui qui dort, qui ne travaille pas. »*

L'idée d'une dépendance de la volonté de Dieu a été rencontrée dans les deux zones de l'enquête et ceci indépendamment de la catégorie de pauvreté. Par contre, le sentiment de ne pas pouvoir influencer son statut de pauvreté se retrouve surtout chez les extrêmement pauvres:

*« On hérite la pauvreté, on est né pauvre. »*

Néanmoins, tous ne s'abandonnent pas au fatalisme:

*« On ne peut pas rester assis les bras croisés. »*

### 5.3.2.2 Revenus

#### **Les revenus des ménages**

Les sources de revenus sont les mêmes pour tous les ménages enquêtés. L'agriculture se trouve en première position, suivent le commerce, les activités génératrices de revenu (petit commerce, vente de bois, travail agricole rétribué) et la contribution de l'exode. L'agriculture est la principale activité pour la quasi-totalité des chefs d'exploitation enquêtés et constitue la première source de revenu pour tous les enquêtés (93,5 % à Tillabéri et 94 % à Tahoua). Le poids des autres sources diffère selon les zones visitées: le commerce (4,6 % à Tillabéri et 2 % à Tahoua) et l'artisanat (0,7 % à Tillabéri et 2 % à Tahoua) (voir annexes 12 B et C).

Bien que l'élevage soit de moindre importance comme source de revenus, tous les ménages enquêtés le pratiquent (voir annexe 12 D). La grande majorité d'entre eux possède des bovins, surtout les assez bien (100 % à Téra, 93 % à Filingué et 63 % à Tahoua). A Téra, même 59 % des extrêmement pauvres en possèdent, ce qui correspond à peu près au pourcentage de celui des assez bien à Tahoua (63 %). En outre, l'élevage camelin a été constaté chez les assez bien à Tahoua (19 %).

### Les dépenses des ménages

La majorité des ménages dans la zone de l'enquête utilisent leurs ressources tout d'abord dans l'achat de la nourriture (à Tahoua 100 % des assez bien et extrêmement pauvres, 90 % des pauvres, à Tillabéri 51 % des assez bien et 54 % des extrêmement pauvres) ce qui confirme l'insuffisance de la production agricole. En deuxième lieu, l'achat d'habits a été mentionné et en troisième l'achat d'animaux<sup>25</sup> pour 17 % des assez bien à Tillabéri (voir tableau 16 et annexe 12 E). D'autres voies de dépenses ont été également citées comme par exemple la santé, les cérémonies et les condiments.

**Tableau 16 : Les dépenses des ménages**

Région	Ordre	Assez bien	Pauvres	Extr. pauvres
Tillabéri	1	Nourriture (51 %)	Habillement (44 %)	Nourriture (54 %)
	2	Habillement (30 %)	Nourriture (34 %)	Habillement (34 %)
	3	Achat d'animaux (17 %)	Contribution aux cérémonies (14 %)	Condiments (12 %)
Tahoua	1	Nourriture (100 %)	Nourriture (90 %)	Nourriture (100 %)
	2	Habillement (93 %)	Condiments (32 %)	Habillement (51 %)
	3	Condiments (93 %)	Remboursement des crédits (8 %)	Condiments (16 %)

<sup>25</sup> L'achat d'animaux est considéré comme une forme d'épargne pour anticiper et se prémunir des crises (mais pas comme une stratégie de survie).



## Sécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire est le premier critère de distinction entre les trois catégories du bien-être. Elle s'est généralisée au cours des dix dernières années étant uniquement atténuée par la possibilité de pratiquer les cultures de contre-saison dans les différentes zones agro-écologiques enquêtées: dans la zone du fleuve à Téra et dans les zones agro-pastorales avec bas-fonds ou vallées aménagées à Filingué et Tahoua. Même les extrêmement pauvres vivent relativement mieux grâce aux différentes opportunités de sources de revenus secondaires dont ils disposent (la pêche, la riziculture, la culture de contre-saison).

De façon générale, les résultats de l'enquête au niveau des ménages ont fait ressortir que la production agricole ne couvre pas les besoins alimentaires des ménages. Toutefois, la situation d'insécurité alimentaire est plus critique chez les pauvres et les extrêmement pauvres où la grande majorité des ménages produisent des quantités suffisantes pour à peine 3 à 5 mois (voir tableau 17). Pour les assez bien, qui n'ont pas l'auto-suffisance alimentaire, la production couvre 7 à 10 mois de l'année.

**Tableau 17 : Suffisance de la production selon le nombre de mois d'auto-suffisance alimentaire**

Département	Assez bien		Pauvres		Extr. Pauvres	
	Production suffisante %	Prod. insuffisante % (Nbre de mois)	Production suffisante %	Prod. insuffisante % (Nbre de mois)	Production suffisante %	Prod. insuffisante % (Nbre de mois)
Filingué	67	33 (7)	29	71 (7)	21	79 (5)
Téra	33	67 (8)	10	90 (6)	53	47 (4)
Tahoua	37,5	62,5 (10)	38	62 (4)	14	86 (3)

Il a été constaté que la production agricole ne suffit plus pour nourrir la grande majorité des ménages des pauvres et des extrêmement pauvres et même pour les assez bien. Tandis que tous les assez bien mangent au moins deux fois par jour, plus du tiers des ménages extrêmement pauvres ne mangent qu'une seule fois par jour. A Tahoua, 12 % seulement de ces derniers mangent 3 fois par jour.

**Tableau 18 : Nombre de repas dans la période de soudure**

Nombre de repas	Assez bien (%)			Pauvres (%)			Extr. pauvres (%)		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Filingué	0	7	93	0	52	48	35	50	15
Téra	0	25	75	6	50	44	32	44	24
Tahoua	0	19	81	15	38	47	44	44	12

En cas de pénurie, la nourriture est recherchée au niveau des personnes proches et empruntée auprès des commerçants. Cela contribue à l'insécurité alimentaire des villageois extrêmement élevée même dans les bonnes années. Ici, surtout les extrêmement pauvres, sont souvent obligés de rembourser les crédits de nourriture contractés pendant la période de soudure avec leurs maigres récoltes.

L'aide reçue des exodants est d'une grande importance pour les familles dans toute la zone de l'enquête. Les deux types d'exode rencontrés sont: l'exode de survie à la recherche de nourriture qui est plutôt de courte durée (quelques mois après l'hivernage) et l'exode à long terme (une ou plusieurs années) pour avoir un revenu familial supplémentaire.

De façon générale, les contributions répétées des anciens projets d'aide alimentaire et d'approche « food for work » aux revenus des ménages sont d'une grande importance pour les habitants de la zone de l'enquête, notamment pour ceux de Tahoua.

### **Stratégies de survie**

Les moments critiques dans l'année touchent les trois catégories du bien-être en même temps. Cependant, chacune a développé ses propres stratégies de survie pendant la période de soudure, bien qu'elles ne soient pas nombreuses. Elles varient selon la nature de l'environnement écologique et/ou socio-économique. Les résultats de l'enquête des ménages ont confirmé les tendances identifiées lors des entretiens avec les groupes focaux (voir tableau 19). Par exemple, dans la zone du fleuve à Téra, la période de soudure commence deux mois plus tard

(mars) par rapport à Filingué (janvier) grâce aux cultures de contre-saison. Les stratégies principales sont en tout premier lieu en la vente d'animaux (36 % à Tillabéri et 43 % à Tahoua) et le petit commerce (11 % à Tillabéri et 12 % à Tahoua) pour les assez bien (voir annexe 12 F). Les ménages pauvres enquêtés à Tillabéri ont mentionné la vente d'animaux comme étant leur stratégie de survie la plus importante (42 %). La vente de leur main d'œuvre a en outre été citée par les pauvres de Tahoua (32 %) et les extrêmement pauvres des deux régions enquêtées (35 % à Tillabéri et 20 % à Tahoua).

**Tableau 19 : Stratégies de survie par ordre d'importance (tendances)**

<b>Tillabéri</b>	<b>Tahoua</b>
<b>Assez bien (Téra et Filingué)</b>	<b>Assez bien</b>
1. Petit commerce 2. Vente d'animaux 3. Exode + stock de vivres (à Téra)	1. Recherche de crédit (nature/argent) 2. Vente d'animaux et de la main d'œuvre + cueillette des herbacées (Bambèye) + entraide (Kalfou)
<b>Pauvres (Téra)</b>	<b>Pauvres (Bambèye)</b>
1. AGR (la pêche, le maraîchage) 2. Vente d'animaux et de la main d'œuvre 3. Vente de bois	1. Vente de la main d'œuvre 2. Vente du bétail 3. Recherche de crédit
<b>Pauvres et extr. pauvres (Filingué)</b>	<b>Pauvres (Kalfou)</b>
1. Petit commerce 2. Vente de la main d'œuvre 3. Cueillette des herbacées	1. Entraide 2. Recherche de crédit
<b>Extr. pauvres (Téra)</b>	<b>Extr. pauvres (Bambèye et Kalfou)</b>
1. AGR (la pêche, le maraîchage, fabrication des briques) 2. Solidarité des amis/parents 3. Cueillette des herbacées	1. Cueillette des herbacées 2. Vente de la main d'œuvre 3. Vente de bois/de fourrage + entraide

En outre, il a été constaté la tendance des pauvres à gérer l'utilisation dans le temps de la quantité de nourriture disponible (réduire le nombre de repas, jeûner, emmagasiner, ne pas rembourser les crédits avant la récolte).

La coupe, la collecte et la vente du bois représentent une stratégie de premier choix pour les pauvres et les extrêmement pauvres et même de certains assez bien dans la zone de l'enquête à Tahoua. Lorsque les paysans n'ont que du bois à vendre sur les marchés, on peut par ailleurs présumer qu'ils font face à des grandes difficultés.

La majorité des assez bien utilisent massivement l'exode et la vente des animaux comme stratégies spécifiques. Par contre, les extrêmement pauvres doivent vendre leur main d'œuvre comme premier recours.

En ce qui concerne les femmes, elles ont des occupations différentes par rapport à celles des hommes. Il s'agit de la cueillette d'herbacées comestibles, la gestion des économies et de la nourriture disponible dans la famille (rationnement, achat d'aliments à bon marché même si peu appréciés tels que le son de mil, le manioc, le tourteau), la vente de leur main d'œuvre ou celle de leurs enfants dans les autres ménages (pilage, corvées). Toutefois, elles aussi cherchent l'aide auprès des parents, notamment les exodants.

### **Les moyens pour réduire la pauvreté**

Dans les villages choisis, différentes stratégies ont été observées pour tenter de réduire la pauvreté en fonction des groupes sociaux.

Pour la plupart des assez bien c'est la possibilité de pratiquer les cultures de contre-saison qui atténue la pauvreté; suivent ensuite l'amélioration des techniques agricoles (p. ex. techniques modernes, semences améliorées, produits phytosanitaires, moto-pompes etc.) et l'amélioration de la filière de production agricole jusqu'à la commercialisation et l'écoulement des produits (pistes, marchés).

De façon générale, les pauvres comme les assez bien souhaitent améliorer les techniques de production agricole. Par contre, les extrêmement pauvres et les femmes dans les villages visités estiment que ce sont surtout les activités génératrices de revenus en dehors du secteur de l'agriculture qui donnent une solution d'issue. Il s'agit notamment du commerce, de l'artisanat, de l'emploi pour les pauvres, de l'embouche, du petit commerce et des travaux cash for work / food for work ou HIMO (travaux à haute intensité de main d'œuvre avec qualification professionnelle) dans la zone de l'enquête à Tahoua.

En conclusion, des attitudes différentes entre les groupes sociaux ont été observées. Les assez bien voudraient investir davantage dans l'agriculture et intensifier la production agricole. Par contre, les extrêmement pauvres et les femmes cherchent à quitter l'agriculture. En effet, ce sont les très pauvres qui le plus souvent perdent leur production, souvent hypothéquées d'une année à l'autre pour rembourser les crédits contractés auprès des commerçants, et en dernier recours même leurs terres de culture qui ne produisent pas assez pour couvrir les besoins de subsistance des familles.

### 5.3.2.3 Acquis

L'accès aux facteurs de production agricole représente la deuxième dimension influençant le bien-être. Il s'agit plus précisément de la terre, du capital, de la main d'œuvre, des moyens de production et des relations sociales. L'accès à ces facteurs ne semble plus être assuré pour tout le monde mais seulement pour une minorité aisée.

#### La terre

Les résultats de l'enquête ont montré que le mode d'accès à la terre se fait pour la plupart des villageois par héritage. Presque la totalité des assez bien a hérité des champs (à l'exception du département de Filingué avec 93 %), mais seulement 88 % des pauvres et 76 % des extrêmement pauvres dans le département de Téra. La même tendance se retrouve dans le département de Filingué et de Tahoua (voir tableau 20). On peut en conclure que l'accès à la terre par héritage n'est pas assuré pour tout le monde.

**Tableau 20 : Les modes d'accès à la terre**

Département	Assez bien					Pauvres					Extrêmement pauvres				
	H %	A %	L %	P %	DH %	H %	A %	L %	P %	DH %	H %	A %	L %	P %	DH %
Filingué	93	27	13	20	0	90	14	5	14	10	88	9	0	6	3
Téra	100	24	62	12	0	88	0	27	33	11	76	3	11	32	9
Tahoua	100	13	13	0	6	100	12	0	15	0	84	10	0	10	2

H : Héritage    A : Achat    P : Prêt    L : Location / AHA    DH : Droit de la hache

Selon les résultats des groupes focaux, il en ressort que là où la disponibilité des terres est bonne tout le monde peut y accéder. C'est le cas surtout dans la zone de l'enquête à Téra et à l'est de Filingué. En outre, dans les deux départements mentionnés, ce sont surtout les assez bien qui ont accès à de nouveaux champs par achat (24 % à Téra, 27 % à Filingué) et la différence des pauvres et des extrêmement pauvres. Les différences entre les catégories du bien-être sont plus frappantes que celles entre les départements.

Le nombre de types de champs dans la zone de l'enquête a fait ressortir qu'il y a des différences évidentes entre les trois départements: à Filingué et à Tahoua presque tous les champs sont de cultures pluviales, tandis qu'à Téra ils ne représentent que deux tiers de la totalité (voir annexe 12 G). La culture de contre-saison est possible dans certains villages de Filingué et de Tahoua<sup>26</sup>. Dans la zone agro-pastorale de Tahoua, presque un quart (23 %) des assez bien a des champs de culture de contre-saison. Par contre, les pauvres et les extrêmement pauvres en ont moins de 10 % à exception de Téra où les extrêmement pauvres ont des champs de cultures de contre-saison dans 16 % des cas. Une autre particularité à Téra concerne la pratique des aménagements hydro-agricoles (AHA) / rizière pour toutes les trois catégories du bien-être, en particulier pour les assez bien (21 %). L'abondance des champs aptes à la culture de contre-saison, notamment dans la zone du fleuve à Téra, permet même aux femmes d'y accéder facilement.

En ce qui concerne la superficie estimée en moyenne par ménage, à Filingué les champs agricoles sont relativement beaucoup plus grands que dans les autres départements. A Téra et à Tahoua, les champs de cultures pluviales ont à peu près la même taille.

Les cultures principales dans la zone de l'enquête sont les mêmes pour toutes les catégories du bien-être: en premier lieu se trouve le mil, suivant ensuite le niébé et le sorgho. Ce qui frappe, c'est la grande diversité des cultures à Téra pendant la saison des pluies (le riz, le maïs, la courge, la patate, la mangue) contrairement à Tahoua où cette diversité n'existe que pour les cultures de contre-saison.

---

<sup>26</sup> Cultures de contre-saison : à Filingué dans les villages de Itchiguine et Goudey et à Tahoua dans les villages Bagga, Bagaye, Algoumawa et Toudouni

## Le capital

En ce qui concerne le capital, les crédits octroyés par les projets de développement sont surtout accessibles pour les femmes. Ceux-ci sont investis dans la production agricole, dans l'élevage et pour la réalisation d'activités génératrices de revenus, notamment l'embouche ovine et le petit commerce. De manière générale, les crédits auprès des commerçants sont surtout accessibles pour les assez bien et les pauvres et utilisés surtout en cas d'urgence dans toute la région visitée. La zone du fleuve à Téra est une exception, toutes les catégories du bien-être, même les extrêmement pauvres, ont accès aux crédits auprès des coopératives pour l'aménagement hydro-agricole (voir tableau 21) des rizières.

Selon les résultats de l'enquête au niveau des ménages, les assez bien ont plus accès au crédit provenant de différentes sources. A Tahoua, en particulier, ils y ont accès à travers les ONG et les projets. Chez les extrêmement pauvres, les principales raisons de non accès au crédit sont la méfiance des donneurs de crédit, l'absence de partenaires et le manque de possibilité de donner une caution.

**Tableau 21 : Disponibilité et utilisation des crédits**

Département	Assez bien	Pauvres	Extr. pauvres	Femmes
Filingué	I (en cas d'urgence)	I (en cas d'urgence)	I (en cas d'urgence)	P, I (embouche, petit commerce)
Téra	C (engrais, pro- duits phytosani- taires)	C (engrais, pro- duits phytosani- taires)	I (engrais)	P (embouche, maraîchage)
Tahoua	I	I (petit com- merce)	I (petit com- merce, en cas d'urgence)	P, I (embouche, petit commerce)

P : Projet I : Individus (parents/amis, exodants, commerçants) C : Coopératives (AHA)

## La main d'œuvre

Selon les résultats des questionnaires au niveau des ménages, pour certains ménages enquêtés, la main d'œuvre familiale est insuffisante (voir tableau 22). Cela a confirmé la tendance observée dans les groupes focaux. L'emploi de la main d'œuvre augmente avec la richesse et ce n'est qu'une minorité des assez bien qui vend sa main d'œuvre (6 à 8 %). Les assez bien peuvent acheter de la main d'œuvre supplémentaire, notamment des pauvres et des extrêmement pauvres (65 % des extrêmement pauvres à Filingué vendent leur main d'œuvre, 68 % à Tahoua et 72 % à Téra). Par contre, ces derniers sont plutôt obligés de vendre leur main d'œuvre pour assurer leur survie en période de soudure :

Pauvres :

*« On doit travailler deux jours ailleurs et quatre jours dans son propre champ. »*

Extrêmement pauvres :

*« On doit travailler une semaine ailleurs et deux jours dans son propre champ. »*

**Tableau 22 : Disponibilité de la main d'œuvre**

Département	Assez bien			Pauvres			Extrêmement pauvres		
	MOF suffi- sante %	MOF ven- due %	MOS em- ployée %	MOF suffi- sante %	MOF ven- due %	MOS em- ployée %	MOF suffi- sante %	MOF ven- due %	MOS em- ployée %
Filingué	39	6	100	57	47	52	65	65	14
Téra	58	8	75	43	17	67	28	72	23
Tahoua	25	0	75	80	58	23	86	68	12

MOF : Main d'œuvre familiale      MOS : Main d'œuvre saisonnière

Dans les départements de Filingué et de Téra, les extrêmement pauvres participent beaucoup plus aux travaux d'entraide que les pauvres et les assez bien (voir tableau 23). Dans le département de Tahoua, c'est l'inverse: plus on est



aisé, plus on participe à ces travaux. La participation aux travaux d'entraide est guidée par la capacité de pouvoir en organiser. En effet, seulement ceux qui ne peuvent pas financer l'organisation des travaux champêtres (avec de la nourriture) ne participent pas à l'entraide qui représente un système traditionnel de gestion des périodes de pointe des travaux champêtres pourtant apprécié.

**Tableau 23 : Participation aux travaux d'entraide**

Département	Assez bien	Pauvres	Extr. pauvres
	Entraide %	Entraide %	Entraide %
Filingué	60	62	82
Téra	62	66	85
Tahoua	69	66	52

### Les moyens de production

L'intrant agricole le plus utilisé est la fumure organique bien que son utilisation décroît des assez bien vers les extrêmement pauvres (voir tableau 24). Les intrants agricoles, surtout l'engrais minéral, sont disponibles partout où il y a des cultures de contre-saison et des aménagements hydro-agricole (AHA) en particulier dans la zone du fleuve à Téra, dans les vallées de Filingué et dans la commune de Kalfou à Tahoua. L'opportunité d'un marché d'intrants permet l'émergence des vendeurs ambulants dans les sites mentionnés. Dans ce cas, les intrants agricoles sont utilisés par toutes les catégories du bien-être. L'utilisation des engrais dans le département de Tahoua et Téra s'explique par la pratique des cultures de contre-saison.

*« On n'utilise pas des engrais parce qu'on ne les trouve pas sur le marché. »*

Quant à l'emploi des pesticides et des semences améliorées, leur utilisation est limitée dans toute la région de l'enquête. Les herbicides sont utilisés dans les rizières dans le département de Téra par les pauvres et majoritairement par les extrêmement pauvres (23 %).

L'utilisation des semences améliorées de mil et de niébé est plus répandue dans la zone de l'enquête à Filingué (15 % des extrêmement pauvres, 29 % des pauvres et 33 % des assez bien). A Téra, ce sont les semences améliorées de riz qui sont utilisées par 15 % des extrêmement pauvres, 27 % des pauvres et 12 % des assez bien.

**Tableau 24 : Utilisation des intrants agricoles**

Département	Assez bien				Pauvres				Extr. pauvres			
	F %	E %	P %	S %	F %	E %	P %	H %	F %	E %	P %	H %
Filingué	67	7	13	33	62	10	19	0	62	3	12	0
Téra	87	50	37	12	77	33	16	5	70	29	20	23
Tahoua	94	31	6	0	88	15	4	0	70	10	6	0

F : Fumure organique    E : Engrais    P : Pesticides    S : Semences améliorées    H : Herbicides

De plus, la possession des animaux représente un indicateur capital du bien-être. On a remarqué une tendance de manière générale selon laquelle les assez bien possèdent plus de 10 bovins, plusieurs ovins et caprins. Les pauvres ont quelques petits ruminants comme des chèvres, des moutons et de la volaille et quelques fois 2 à 3 boeufs. Par contre, les extrêmement pauvres ne disposent d'aucun animal (« même pas un poulet ») ou seulement de quelques volailles. La zone du fleuve à Téra représente encore une fois une exception où même les pauvres et extrêmement pauvres peuvent posséder quelques bovins ou des petits ruminants.

### Les relations sociales

Dans un milieu pauvre, les personnes et institutions de recours se font rares. La solidarité semble reculer (sens d'abandon); cette tendance se note surtout par rapport aux couches les plus favorisées bien que l'entraide entre les pauvres continue d'exister. Chanceux sont ceux qui ont un parent fonctionnaire en ville ou à l'étranger.

Par contre, la solidarité entre les femmes semble être encore bien présente en milieu rural dans toute la zone de l'enquête. Les relations d'aide mutuelle parmi les assez bien (ainsi qu'avec la famille et les amis) paraissent stables et sont utilisées non seulement en cas de besoin mais aussi pour prévenir des pénuries alimentaires, comme ce fut de nouveau le cas en 2004.

Dans la zone visitée à Tillabéri, les personnes de recours sont le plus souvent les exodants suivis par les autres membres de la famille au niveau du village. Cependant à Tahoua, c'est d'abord l'aide extérieure (de l'Etat ou des projets/ONG) qui est sollicitée, suivent ensuite, comme pour Tillabéri, les membres de la famille bien que ce recours soit moins accentué dans le groupe des assez bien par rapport à celui des pauvres et des femmes.

Les villages bien accessibles (route de bonne ou moyenne qualité, p. ex. goudron, latérite)<sup>27</sup> peuvent compter sur un nombre d'intervenants plus élevés que les villages enclavés<sup>28</sup> (voir chapitre 5.3.1).

**Tableau 25 : Nombre d'intervenants dans les villages visités**

Villages / Tahoua	Bagga	Jaja	Sabon Kalgo	Sansawatane	Agoulmawa	Bagaye	Toudouni
Nombre d'intervenants	9	5	8	2	6	7	8
Villages / Tillabéri	Chical	Itchiguine	Akoukou	Goudey	Saya	Boulkagou	Kosso-rame
Nombre d'intervenants	11	7	3	3	6	4	3

Dans toutes les régions, les enquêtés ont également fait allusion à Allah comme solution de recours dans les moments critiques :

« On se confie à Dieu, on demande l'aide de Dieu. »

<sup>27</sup> Villages bien accessibles : Chical et Saya (Tillabéri), Bagga et Saban Kalgo (Tahoua)

<sup>28</sup> Villages moins accessibles : Akoukou et Goudeye (Tillabéri), Sansawatane (Tahoua)

### 5.3.2.5 Accès aux services de base

La troisième dimension qui influence le bien-être est l'accès aux services de base. Selon les résultats de l'enquête, les différentes catégories de pauvreté n'ont pas le même accès aux services de base comme la santé, l'éducation et l'eau potable.

De manière générale, l'état de santé est une caractéristique importante dans la classification du bien-être. Selon les standards de l'Organisation Mondiale de Santé et le Ministère de Santé au Niger, la distance entre un village et un centre de santé intégré (CSI) devrait être au maximum de 10 km pour assurer un taux de couverture de services de base suffisant.

En plus, l'état de santé aussi bien physique que psychique est une caractéristique importante dans la classification du bien-être :

**Tableau 26 : Les caractéristiques de santé selon les catégories du bien-être**

Assez bien	Pauvres	Extr. pauvres
Avoir une bonne santé, avoir la peau lisse	Pas d'argent pour acheter des médicaments	Avoir beaucoup de maladies, pas de santé
Etre joyeux, avoir l'esprit tranquille, pas de soucis	Enfants mal éduqués, celui qui ne quémande pas	Avoir honte de sortir, avoir des soucis, pas de tranquillité

Les bénéfices de la médecine moderne sont connus par la quasi-totalité de la population enquêtée. Dans la zone de l'enquête à Tahoua, il n'y a que 2 villages<sup>29</sup> sur 7 qui disposent d'une case de santé (CS) tandis qu'à Tillabéri, ils sont au nombre de 4 villages<sup>30</sup> sur 7 à avoir soit une case de santé soit un centre de santé intégré (CSI) avec un médecin et plus d'équipement. Seulement pour les assez bien, le CSI semble être le premier recours en cas de maladie. La présence d'un CS/CSI n'assure pas tout simplement son utilisation par tout le monde. La fréquentation des CS/CSI et de l'hôpital dépend tout d'abord de la

<sup>29</sup> Dans la région de Tahoua, seulement les villages Algoumawa et Toudouni ont une CS.

<sup>30</sup> Dans la région de Tillabéri, les villages Saya et Boulkagou ont une CS, les villages Chical et Itchiguine ont un CSI.

disponibilité d'argent. C'est en particulier le manque de moyens financiers qui empêche surtout les extrêmement pauvres d'y accéder en cas de besoin. Pour cette raison, la médecine traditionnelle et les vendeurs ambulants sont bien répandus, surtout pour les pauvres et les extrêmement pauvres :

*« La médecine traditionnelle est le dispensaire des extrêmement pauvres. ».*

Sans moyens financiers on est souvent livré au destin tragique :

*« Si on n'a pas les moyens la personne malade reste à la maison en attendant la mort. »*

Là où les relations sociales sont encore intactes, on peut emprunter de l'argent ou bien effectuer une collecte d'argent en cas de maladie grave d'une personne pauvre.

Une contrainte majeure citée dans tous les villages enquêtés est le manque de médicaments et l'insuffisance du personnel soignant :

*« Les CS ne donnent pas de satisfaction, elles sont trop petites et il n'y a pas de bons produits. »*

## **L'éducation**

En ce qui concerne l'éducation, tous les villages visités possèdent une école primaire (voir chapitre 5.3.1). Néanmoins, les infrastructures existantes ne peuvent pas accueillir tous les enfants des villages. L'accès à l'école est surtout réservé aux garçons, notamment dans la zone de l'enquête à Tahoua. Même à Tillabéri, dans 6 villages sur 7 la majorité est représentée par des garçons<sup>31</sup>.

Selon les résultats de l'enquête de ménage, seulement une minorité des chefs d'exploitations est alphabétisée (5 % dans les deux régions Tillabéri et Tahoua). A Tillabéri, la majorité des interviewés n'a jamais fréquenté une école quelconque (64 %), tandis qu'à Tahoua cela en concerne à peu près la moitié (46 %).

---

<sup>31</sup> Dans toute la zone de l'étude, uniquement le village de Saya dispose d'une faible majorité d'écolières (78 filles, 67 garçons).

De façon générale, le mode d'instruction le plus accessible demeure l'école coranique: 25 % à Tillabéri et 35 % à Tahoua (voir annexe N° 9 E).

Les raisons avancées pour le faible taux de scolarisation actuel sont le besoin de la main d'œuvre familiale et la crainte de la perdre en raison du fait que les enfants sont déconnectés des réalités de la vie au village.

Les contraintes principales évoquées au niveau de l'éducation primaire sont d'une part le manque d'enseignants et d'autre part la mauvaise qualité de l'enseignement<sup>32</sup>.

*« Les enseignants ne restent pas au village et les volontaires ne sont pas bien formés. Nous envoyons tous nos enfants à l'école mais il n'y a pas assez de classes. Après 2 ou 3 ans, s'ils n'ont pas atteint un certain niveau intellectuel, l'Etat les chasse sans savoir lire et écrire correctement. »*

Une motivation importante pour l'envoi des enfants à l'école réside dans l'amélioration des perspectives pour un exode futur grâce à la connaissance de la langue française.

**Tableau 27 : La motivation pour l'envoi des enfants à l'école**

Assez bien	Pauvres	Extr. pauvres
Devenir intelligent, être éveillé, devenir fonctionnaire, ingénieur, commerçant, mieux réussir dans l'exode	Apprendre à lire et à écrire, améliorer et moderniser l'agriculture, mieux réussir dans l'exode	Devenir ministre, enseignant, médecin, appuyer des parents, mieux réussir dans l'exode

En particulier, les enfants des assez bien ont plus de possibilités de continuer leurs études. Les écoles secondaires sont moins accessibles pour les pauvres et les extrêmement pauvres (charges trop élevés, manque de tuteurs, corruption).

<sup>32</sup> Une étude réalisée par le projet SOUTEBA a fait ressortir que seulement 5 % des enfants qui sont allés à l'école jusqu'à la sixième classe maîtrisent le programme d'enseignement (d'après un entretien avec une assistante technique du projet SOUTEBA en septembre 2005 à Niamey).

## **L'eau potable**

La disponibilité de l'eau potable varie beaucoup entre les départements visités. Elle est bonne à Tahoua (5 villages sur 7)<sup>33</sup> et à Filingué (4 sur 4)<sup>34</sup>, bien que l'eau se trouve à une grande profondeur (parfois jusqu'à 65 m). Dans la zone du fleuve à Téra, les trois villages visités ne disposent pas de puits; deux tiers de la population n'ont que de l'eau de mauvaise qualité (eau du fleuve, eau des mares). A Filingué, la qualité de l'eau est souvent bonne car l'eau provient de nappes phréatiques très profondes (Chical, Itchiguine); à Tahoua sa qualité n'est pas toujours assurée (Agoulmawa, Jaja).

Toutes les catégories du bien-être ont accès à l'eau potable des forages existants. Le prix de l'eau potable varie entre 5 FCFA (Tillabéri) et 10 FCFA (Tahoua) par seau de 20 litres.

### **5.3.2.5 Empowerment**

Le renforcement des capacités de la population à travers une participation active aux décisions concernant leur cadre de vie représente la quatrième dimension ayant des effets sur le bien-être. La décentralisation, la participation aux activités de développement, les initiatives des populations, l'appréciation des interventions externes et les attentes des villageois envers la commune en font partie.

### **La participation aux activités des projets de développement**

Les villageois ont pris l'habitude de contribuer aux activités de développement initiées par des projets. Leur contribution advient surtout sous forme de main d'œuvre (travail physique, p. ex. réalisation des mesures anti-érosives) lors de l'exécution des projets.

---

<sup>33</sup> Villages dans la région de Tahoua avec une bonne disponibilité d'eau : Bagga, Sabon Kalgo, Sansawatane, Bagaye et Toudouni.

<sup>34</sup> Villages dans la région de Tillabéri avec une bonne disponibilité d'eau : Chical, Itchiguine, Akoukou et Goudey.

*« Les projets demandent quels sont nos besoins, ensuite nous participons avec notre force physique. »*

Leur contribution est aussi souvent financière.

*« Pour avoir un crédit on paie 250 FCFA pour les frais de dossier. »*

Par contre, la planification ou l'initiation de projets de développement propres restent toujours l'exception comme dans le département de Tahoua où les populations sont dotées d'un plus grand esprit d'initiatives qu'ailleurs. La planification des activités à réaliser au niveau des villages est généralement répandue. A Tahoua, une grande familiarité avec les méthodes participatives de planification a été constaté. Sans doute, celle-ci peut être attribuée à l'utilisation intense et prolongée dans le temps des méthodes participatives du projet PDRT (Projet de Développement Rural de Tahoua). Dans ce département, on trouve deux villages<sup>35</sup> dans lesquels la population a initié et réalisé une multitude de projets propres.

### **Les initiatives des populations pour le développement**

Les initiatives propres des populations pour les projets de développement sont généralement limitées.

Il existe cependant des exceptions comme dans le département de Tahoua, ancienne zone d'intervention du PDRT (Coopération Nigéro-Allemande) où les villageois font preuve de nombreuses initiatives (p. ex. réparation de pistes, creusement de puits, reboisement, délimitation couloirs de passage, constitution de caisses d'épargne etc.), ainsi que de grandes capacités organisationnelles. Les populations continuent à appliquer les mesures de gestion des ressources naturelles (GRN), ce qui représente un succès pour l'appropriation de connaissances. Selon l'enquête au niveau des ménages, tous les villageois enquêtés à Tahoua utilisent des mesures anti-érosives dans leurs champs de cultures. L'attentisme du passé dans la région de Tahoua semble avoir été surmonté et remplacé par un esprit de collaboration marqué des populations envers les projets de développement. Dans cette zone, peut également être appréciée la continuation des activités de gestion des ressources naturelles, après la fin du projet

---

<sup>35</sup> Jaja et Toudouni



PDRT, ce qui représente un succès pour l'appropriation de connaissances de la part des villageois et une preuve de la viabilité des mesures de GRN pour le développement durable. Ici, l'appui externe intense, en particulier du PDRT, a été considéré par les populations comme un facteur important pour la diminution de la pauvreté.

### **L'appréciation des interventions externes**

Les intervenants ne sont pas tous appréciés de la même manière par les populations. Ceux qui s'investissent dans la lutte contre la pauvreté de façon directe, c'est à dire avec un effet immédiat sur la sécurité alimentaire ou bien sur l'augmentation des revenus (« food for work », GRN) sont les plus appréciés. Par contre, les projets offrant la formation ou sensibilisation sur certains domaines (p. ex. décentralisation) ne sont pas estimés de la même manière. Les intervenants pris en compte dans l'enquête sont ceux qui ont été nommés par les villageois eux-mêmes. La liste des acteurs pouvait donc être incomplète ou non-actuelle; elle reflète toutefois la perception des populations sur les interventions qui ont eu lieu dans le temps dans leurs terroirs.

Plusieurs projets de développement, ONG et services étatiques interviennent en milieu rural. Mais leurs interventions ne sont pas réparties sur le territoire de manière uniforme. Le nombre d'intervenants varie non seulement en fonction des difficultés d'accessibilité des villages mais aussi en fonction des potentialités naturelles de développement des terroirs qui attirent les interventions externes. Les villages difficilement accessibles ou sans grandes potentialités semblent être marginalisés.

Les facteurs influant l'appréciation des intervenants par les villageois sont:

- le domaine d'intervention (agriculture, GRN, crédit),
- le nombre élevé des bénéficiaires touchés (agriculture, GRN, santé),
- la durée de l'intervention (fournitures scolaires vs. mesures anti-érosives).

## La décentralisation

Les élections communales ont marqué le commencement du processus de décentralisation au Niger et ont permis aux villageois d'acquérir les premières connaissances en la matière. Les premiers échanges avec les représentants qu'ils ont élus (les élus locaux et le maire) ont eu lieu et devraient aboutir dans un premier temps à l'élaboration progressive de plans communaux de développement (PCD) dans toutes les communes.

La décentralisation est encore toute jeune. Les possibilités qu'elle offre pour une participation des villageois au développement local ne sont pas encore connues et/ou réalisées. Il existe en général des connaissances rudimentaires sur la décentralisation. Celles-ci semblent toutefois être faibles chez les femmes et leur besoin en information semble être encore plus prononcé (aussi bien à Tahoua qu'à Tillabéri). Même dans le département de Téra, les connaissances sur la décentralisation sont très faibles bien que la commune de Gothèye dispose d'un PCD et que la participation des représentants de la population pour sa rédaction ait été assurée.

Les femmes du village Saya:

*« Nous ne connaissons ni les conseillers ni le maire de la commune.  
Les conseillers ont refusé de parler avec nous. »*

Malgré l'approche participative utilisée pour l'élaboration des PCD, la participation active ou passive (information) de toutes les couches sociales n'est pas forcément assurée. Toutefois, les villageois ont en général reçu suffisamment d'informations pour se faire une idée sur les nouvelles procédures en cours.

## Les attentes des villageois envers la commune

Les attentes vis-à-vis de la commune varient selon le degré de connaissance sur la décentralisation mais aussi en fonction des efficiences des élus locaux. Jusqu'à l'heure actuelle, les communes se font connaître surtout à travers les impôts levés auprès des citoyens. Les attentes envers la commune sont multiples. Elles se concentrent dans les domaines suivants:

- infrastructures marchandes, en premier lieu,
- infrastructures routières, en deuxième lieu et ensuite,
- infrastructures sociales et hydrauliques,
- production agricole et sécurité alimentaire (intrants, magasins de stockage).

Il s'agit des mêmes attentes qui ont toujours été adressées aux projets. C'est un changement du destinataire / interlocuteur cible. Cette tendance a été confirmée par les résultats de l'enquête de ménage: les aspirations principales mentionnées par les assez bien dans les deux régions enquêtées se réfèrent à l'intensification de la production agricole (« *Faire un stock de réserve* » 28 %, « *Faire plus de commerce* » 21 %, « *Acheter des animaux* » 10 %). Tandis que pour les pauvres et les extrêmement pauvres, les souhaits touchent surtout la satisfaction des besoins alimentaires et la possibilité de faire de l'épargne (« *Bonne nourriture* » 36 %, « *Acheter des animaux* » 28 %).

L'électrification, en particulier, a été mentionnée dans toute la zone de l'enquête. Elle permettrait en effet d'améliorer considérablement le cadre de vie des villageois et de fournir de possibilités de développement pour les activités économiques.

Dans le département de Tahoua, certains groupes focaux n'ont exprimé aucune attente envers la commune.

### 5.3.3 Interdépendances entre les dimensions

L'étude présentée dans les chapitres précédents a fait ressortir des tendances claires par rapport à la situation de référence en milieu rural.

#### **L'interdépendance des dimensions de la pauvreté**

On n'est ni pauvre ni riche par rapport à une seule dimension de la pauvreté (voir chapitre 4.3). Le statut du bien-être, voir de la pauvreté, est toujours influencé par une combinaison des facteurs provenant des quatre dimensions de la pauvreté. Il existe une tendance au renforcement mutuel entre les facteurs à l'intérieur d'une même dimension ainsi que des effets positifs ou négatifs des facteurs entre les quatre dimensions. En outre, une dimension ne peut être influencée sans répercussion sur les autres dimensions.

### **Le cercle vicieux de la pauvreté**

Pour lutter contre la pauvreté, il faut tout d'abord se rendre compte que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui touche différentes catégories du bien-être ou de la pauvreté (voir chapitre 5.3.1). Les limites entre ces catégories sont perméables. Dans les mauvaises années, la descente dans une catégorie inférieure s'effectue rapidement même pour une bonne partie des assez bien. Par contre, la montée à un niveau supérieur du bien-être ne se réalise pas aussi facilement. Surtout les pauvres et les extrêmement pauvres risquent de le rester de façon permanente: ils se trouvent dans le cercle vicieux de la pauvreté.

Surtout dans les années critiques, ces deux dernières catégories sont obligées de vendre ou de consommer leurs biens, c'est-à-dire les facteurs et moyens de production pour la subsistance future:

- vente de la main d'œuvre pour des travaux sur les champs d'autrui au détriment des travaux sur leurs propres champs,
- renoncement à l'entraide faute de nourriture et manque de moyens pour ravitailler les volontaires,
- consommation des semences,
- remboursement des crédits à la récolte,
- consommation des productions agricoles avant la maturation,
- vente de bétail,
- vente de leurs propres champs en situation extrême.

### **Les conséquences sur l'environnement**

Les conséquences de l'extrême pauvreté ne se limitent pas à l'homme mais influencent directement son entourage naturel. Ainsi, la pauvreté pousse les gens à détruire leur environnement (p. ex. à travers la coupe abusive d'arbres et la vente du bois). Il est possible d'affirmer que certaines stratégies de survie ont des effets négatifs sur les ressources naturelles et causent la perte des facteurs de production fondamentaux pour la subsistance future des groupes des pauvres et des extrêmement pauvres.

### **Appréciation des intervenants**

Du point de vue des villageois, la réduction de la pauvreté se traduit par une augmentation de revenus et de la sécurité alimentaire. C'est ainsi que, dans leur propre perception, les intervenants les plus appréciés dans la lutte contre la pauvreté sont ceux qui contribuent visiblement à une augmentation des revenus et à la sécurité alimentaire.

### **La collaboration entre les acteurs de développement**

Bien qu'il y ait beaucoup d'intervenants dans certains départements, notamment à Téra, la collaboration entre eux n'est pas encore satisfaisante et parfois même inexistante. Les différents intervenants ne couvrent ni tous les villages, ni tous les domaines ou secteurs de développement à l'échelle du département (atomisation des projets de développement). Il est donc erroné de supposer qu'un nombre élevé d'intervenants à lui seul suffit pour couvrir l'étendue du département en vue d'une diminution de la pauvreté.

### **Les communes**

Grâce au processus de décentralisation au Niger, les habitants des communes ont le droit et la possibilité d'assumer activement leur rôle de promoteurs du développement socio-économique de leur commune. Jusqu'à présent, les vraies limites de leurs responsabilités ne sont pas encore clairement définies pour tous les domaines et le transfert des compétences n'avance que tardivement (« Tout est transféré, rien n'est transféré. »). Cela laisse une marge de manœuvre pour les communes dans le choix de leurs priorités d'un côté mais contribue aussi à l'apparition de frictions avec des autorités étatiques quand l'interprétation des rôles et fonctions respectives est contradictoire.



## 6 Recommandations et perspectives

Le dernier chapitre du présent rapport présente les recommandations pour le système de suivi axé sur les résultats du programme LUCOP. Quelques réflexions concernant l'opérationnalisation de sa stratégie de lutte contre la pauvreté en milieu rural par rapport aux objectifs à atteindre sont résumées ci de suite.

### 6.1 Recommandations pour le système de suivi de LUCOP

Le système de suivi de LUCOP existant déjà, ce chapitre propose la façon dont il pourra être utilisé comme base afin de renforcer l'orientation vers les résultats des activités du programme. L'orientation du suivi axé sur les résultats permettra en effet au LUCOP d'observer de manière autonome les résultats du programme jusqu'au niveau des bénéficiaires directs, d'en tirer des conclusions pour son pilotage et, enfin, d'être capable, à tout moment, de fournir des renseignements actuels sur les résultats atteints.

#### 6.1.1 L'unité de suivi et évaluation

Afin qu'un système de suivi et évaluation puisse réellement être utile pour un programme, il doit réunir principalement les caractéristiques suivantes: être simple, facile à appliquer et fournir les informations recherchées. Un système trop complexe n'est en effet pas en mesure de se concentrer sur l'observation des changements les plus importants et risque de dissiper ses ressources dans la collecte d'un nombre d'informations non nécessaires. Il est donc indispensable de trouver un accord pour définir l'utilité et les objectifs d'un système de suivi axé sur les résultats dans un processus qui implique la participation de tous les conseillers du programme. Il est en outre nécessaire d'identifier de manière précise quelle est la nature des informations recherchées et quels sont leurs utilisateurs pour assurer un pilotage efficace du programme (GTZ, 2004). Ensuite, il est important de définir quelles sont les ressources financières et personnelles nécessaires pour le fonctionnement du système.

Le programme LUCOP dispose de deux unités de suivi et évaluation dans les deux antennes régionales (LUCOP-TI et LUCOP-TAN) qui seront entre autres désormais responsables de l'adaptation des chaînes de résultats aux changements qui, à l'avenir, pourront être apportés au programme ou se vérifier dans l'environnement (GTZ, 2004). La décision de LUCOP de créer une nouvelle fonction supérieure qui embrasse toutes ses unités apparaît comme logique et sensée. A ce niveau central, les informations des différentes antennes de LUCOP peuvent en effet non seulement être réunies et évaluées pour le pilotage du programme, mais aussi être utilisées pour répondre aux nouvelles exigences de rendre visible les contributions des projets ou programmes à la lutte contre la pauvreté et ainsi mieux en justifier l'existence.

En ce qui concerne les stratégies d'intervention de la Coopération allemande pour la lutte contre la pauvreté au Niger, il a toujours été dans les soucis du programme LUCOP d'assurer la cohérence de ses interventions avec les stratégies nationales SRP et SDR (voir chapitre 3). L'insertion de LUCOP dans ces stratégies, en particulier par rapport aux programmes de la SDR, pourrait cependant être renforcée; la Coopération allemande pourrait en effet envisager l'exécution d'un ou de plusieurs des programmes élaborés pour opérationnaliser la Stratégie de Développement Rural. Ceci en substitution à son propre programme et dans le souci de réaliser l'alignement de sa contribution dans la politique nationale du pays partenaire. L'exploitation des expériences de LUCOP à travers l'introduction de propositions auprès des instances appropriées (p. ex. SP-SRP, SE-SDR) devrait être en outre poursuivie.

Les efforts du programme LUCOP pour contribuer à une harmonisation des stratégies d'intervention de l'ensemble de la communauté internationale et à leur alignement aux stratégies nationales se poursuivent dans le domaine du suivi-évaluation. Il est recommandé que les informations relevées par le système de suivi du programme soient effectivement mises à la disposition des institutions nationales. Les bénéfices d'une telle démarche sont nombreux et concernent non seulement l'enrichissement des données relatives à la situation dans le pays, disponibles au niveau national et nécessaires au pilotage de la SRP et de la SDR, mais aussi l'amélioration du dialogue entre l'Etat et les partenaires de développement. Au niveau régional, une collaboration plus intensive dans le domaine du suivi avec d'autres projets et programmes de la coopération au développement permettrait également au LUCOP de disposer de données plus complètes relatives à la situation dans les domaines dans lesquels il opère. La



mesure des bénéfices directs en serait donc facilitée. C'est également à ce niveau qu'une plus grande participation des différents groupes de la société civile dans le suivi de la SRP devrait être soutenue et promue.

À la lumière de ces considérations, se clarifie l'importance du rôle du responsable central du système de suivi-évaluation de LUCOP dont la participation dans le cadre du suivi des stratégies nationales devrait servir à faciliter le dialogue avec les institutions nigériennes ainsi qu'à contribuer à l'amélioration des systèmes de S&E nationaux et régionaux.

### 6.1.2 Quelques outils pour le suivi axé sur les résultats

La présente étude met à la disposition de LUCOP trois nouveaux outils pour son système de suivi axé sur les résultats. Il s'agit des **chaînes de résultats** et de leurs **champs d'observation**, des **indicateurs** ainsi que des **fiches de suivi** comme instruments pour affronter les nouveaux défis du système.

En ce qui concerne les **chaînes de résultats** documentées dans ce rapport, elles sont relatives aux principaux produits des cinq composantes de LUCOP. Il est donc nécessaire de les compléter pour les autres produits du programme ainsi que pour les thèmes à caractère transversal. Il est utile de rappeler que celles-ci ne doivent pas être nécessairement complexes, comme la réalité à laquelle est confronté le programme, mais plutôt praticables. Il n'est en effet ni nécessaire ni réaliste de vouloir appréhender tous les changements qui se produisent dans l'environnement du programme et de les analyser (GTZ 2004). Il est suffisant de limiter l'observation aux domaines des résultats les plus importants (Valhaus/Kuby 2000).

En plus de la collecte des données liées aux indicateurs des bénéfices directs, il est nécessaire de surveiller les **champs d'observation** des chaînes de résultats. Ceux-ci permettent d'observer de près si les relations entre les causes et les effets entre les différents niveaux de la chaîne de résultats se produisent comme escompté. Les champs d'observation consentent aussi de tenir compte d'importantes informations additionnelles concernant l'environnement du programme et des risques qui peuvent conditionner l'atteinte des objectifs. Une collecte et une analyse des données relatives à ces champs d'observation est indispensable pour le pilotage du programme.

En deuxième lieu, ce sont les **indicateurs** situés au niveau des bénéficiaires directs qui permettront un suivi plus efficace des résultats obtenus par le programme. De nouveaux indicateurs, se trouvant de préférence également à ce niveau, devront être définis pour les branches manquantes des chaînes de résultats dans le cas où les indicateurs existants ne sont pas capables de mesurer de manière appropriée les changements produits (VALHAUS/ KUBY 2000). Ceux-ci doivent être simples et avant tout faciles à mesurer. Il est également recommandé de recourir à une combinaison de plusieurs indicateurs aussi bien d'ordre quantitatif que qualitatif (GTZ 2004). En plus, la vérification régulière et, éventuellement, l'amélioration des indicateurs font partie du suivi axé sur les résultats (GTZ 2004).

L'observation des résultats atteints par LUCOP englobe des informations d'ordre plutôt quantitatif, à relever avec un rythme annuel, et des informations qualitatives à relever à travers des enquêtes à fréquence pluriannuelle. Une partie des indicateurs annuels est déjà recueillie par la cellule de suivi-évaluation du programme (p. ex. surplus de rendement sur les sites aménagés; recours aux Commissions foncières; participation à la réalisation des PCDs). Les informations devront être cependant complétées avec les données fournies par les nouveaux indicateurs identifiés au cours de l'atelier du 3-4 octobre 2005 (p. ex. fréquentation des écoles; fréquentation des services de base; accès à l'eau potable).

Afin de permettre au système de suivi de fournir rapidement des informations relatives à l'état d'avancement du programme en direction des objectifs à atteindre, **huit indicateurs principaux** ont été sélectionnés. Ils se situent tous au niveau du bénéfice direct de la chaîne de résultats de leur composante, où se trouve également la limite de responsabilité du programme. Ces indicateurs sont présentés sous forme de **fiches de suivi** (voir annexe 13) qui regroupent les informations-clé suivantes: niveau de l'indicateur, valeur initiale, besoin en données et informations, méthode de collecte des données, date et fréquence de collecte, responsable, besoin en ressources, exploitation et utilisation des résultats (selon M. Schröder-Breitschuh).

### 6.1.3 Enquêtes approfondies sur l'impact des interventions de LUCOP sur la pauvreté

Comme pour les chaînes de résultats, l'équipe propose de compléter la situation de référence. Pour les autres régions d'intervention de LUCOP (Ingall, Aïr), il faut aussi créer une situation de base en vue de la grande diversité existante entre ces zones et celles qui ont déjà été enquêtées. Ici aussi, il est recommandé d'établir une situation de référence simple afin d'éviter de collecter des données non directement nécessaires et de réduire les coûts de l'enquête.

L'équipe recommande de garder les 14 villages de l'échantillon comme repère pour l'exécution d'enquêtes approfondies sur l'évolution de la pauvreté. Ces dernières permettront d'apprécier l'impact des interventions de LUCOP sur la pauvreté tel que perçu par les populations rurales, premiers bénéficiaires du programme. Ces enquêtes pourraient être menées à moyen terme, par exemple tous les 5 ans. Bien qu'elles aient un caractère plus approfondi que la collecte d'informations annuelles, elles ne nécessitent pas forcément de moyens financiers importants. Elles permettront d'analyser les changements éventuels du niveau de bien-être selon la perception des villageois. Les informations recherchées se réfèrent aux indicateurs des chaînes de résultats des composantes de LUCOP; elles seront classées selon les 4 dimensions de la pauvreté proposées dans cette étude (voir tableau 28 ci-dessous).

Dans ce cadre, l'équipe propose un éventail d'outils nécessaires pour effectuer les enquêtes (basé sur la méthode de MAPP « Method for Impact Assessment of Programs and Projects » développé à l'institut DIE<sup>36</sup>):

1. « **La ligne de vie** » utilisée dans le cadre de l'enquête de cette étude, permet de cerner l'évolution du bien-être au cours d'une période de temps choisie (par exemple tous les 5 ans). L'identification des critères influençant le bien-être, selon la perception des villageois, ainsi que des changements éventuels par rapport aux critères évoqués dans l'année de référence 2005 est rendue possible (voir chapitre 3).
2. « **L'analyse des tendances** »: celle-ci devra tenir compte des quatre dimensions de la pauvreté définies dans cette étude selon lesquelles sont classifiés les indicateurs de LUCOP. À chacun de ceux-ci sera attribuée

---

<sup>36</sup> Dr. Susanne Neubert, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik

une valeur comprise entre 1 et 5 qui reflète la tendance de son évolution. Pour l'analyse des résultats, LUCOP doit utiliser ses propres indicateurs existants pour montrer l'impact de ses activités dans la zone d'intervention du programme à travers ses 5 composantes (voir tableau ci-dessous).

**Tableau 28 : Analyse des tendances (exemple)**

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	Tendance
<b>Revenus</b>						
Rendements agricoles (comp. 4)	1	2	2	3	3	-
Sécurité alimentaire (comp. 4)	2	2	3	3	4	+
Évolution des investissements dans leur commune (comp. 1)	5	3	1	3	5	+
<b>Acquis</b>						
Accès à la terre (bassin) aménagée (comp. 4)	1	3	2	1	1	--
Évolution de la solidarité au niveau villageois / entraide (objectif global)	4	4	2	4	5	++
Nombre d'animaux par ménage et selon les catégories de bien-être (objectif global)	3	5	2	3	1	+/-
<b>Services de base</b>						
Évolution de l'état de la santé (comp. 2)	4	2	1	3	5	-/+
Fréquentation de l'école primaire (comp. 2)	2	2	3	3	4	-/+
Accès à l'eau potable (comp. 2)	4	3	5	2	4	+
Accès à une route praticable à tout moment (comp. 2)	3	4	5	4	5	++
<b>Empowerment</b>						
Information sur les affaires de la Commune (comp. 1)	4	5	3	4	4	+
Satisfaction par rapport à la prise en compte de leurs intérêts dans le dév. communal (comp. 3)	2	1	1	3	3	-/+
Evolution des conflits fonciers (comp. 4)	3	2	3	3	4	-/+
Evolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs (comp. 4)	1	2	1	2	2	-
<b>Légende : 5= très positive, 4=positive, 3=moyenne, 2=négative, 1=très négative</b>						

3. « **La matrice d'influence** »: Elle met en liaison les activités principales de LUCOP avec les critères de bien-être de la population rurale identifiés lors de l'étude sur la situation de référence. Ainsi l'influence des activités entreprises pour une diminution de la pauvreté peut être rendue visible d'une manière générale. Cette matrice mettra également en évidence d'une part les activités de LUCOP qui influencent le plus la réduction de la pauvreté et, d'autre part, les critères du bien-être des villageois affecté au maximum par les interventions de LUCOP.

**Tableau 29 : Matrice d'influence (exemple)**

Critères	Activités de LUCOP					
	Seuils d'épandage Aménagement des terres	Mise en place des COFO	Élaboration et mise en œuvre d'un PCD	Formation des élus locaux	Construction d'une case de santé	$\Sigma$ <b>Passive</b>
Rendements agricoles	3	0	0	0	2	<b>+5</b>
Sécurité alimentaire	3	0	0	0	0	<b>+3</b>
Nombre d'animaux	1	3	0	1	0	<b>+5</b>
Etat de la santé	0	0	0	0	3	<b>+3</b>
Participation	0	3	2	3	0	<b>+8</b>
<b><math>\Sigma</math> Active</b>	<b>+7</b>	<b>+6</b>	<b>+2</b>	<b>+4</b>	<b>+5</b>	
<p><b>Légende</b> : 0= pas d'influence, 1=peu d'influence, 2=moyenne influence positive, 3=forte influence positive, 4=très forte influence positive, '-' signifie une influence négative sur la même échelle</p>						

Dans le cadre d'une évaluation finale qui puisse donner une image représentative des impacts des activités de LUCOP, l'équipe propose l'utilisation répétitive des outils cités plus haut à tous les niveaux d'exécution du programme (local, communal, départemental).

Pour mener ce genre d'enquête, il faut toujours être conscient que les acteurs et les groupes cibles ont leurs propres intérêts et stratégies par rapport à leur bien-être, d'où l'importance d'avoir des groupes de travail hétérogènes qui permettront de comparer et de valider les différentes perceptions.

Ces outils permettront également de déceler des divergences possibles. Quand ces divergences ne peuvent pas être atténuées au niveau des groupes, il y a lieu de procéder à leur éclatement en sous-groupes de travail pour comparer ensuite les résultats de leurs discussions. Dans la région de Tillabéri par exemple, la difficulté d'associer les femmes et les hommes dans un même groupe est réelle et beaucoup plus importante par rapport à la région de Tahoua.

L'enquête approfondie proposée pourra être réalisée avec l'aide des prestataires de services ou par un groupe d'étudiants de CRESA encadrés par un consultant. Les résultats obtenus permettront de dégager des tendances par rapport à l'appréciation des interventions de LUCOP par les bénéficiaires et donc à l'atteinte des bénéfices directs. Une comparaison avec des données d'enquêtes d'ordre général et quantitatives (enquête PNUD, IDH, état de la santé de la population, sécurité alimentaire, production agricole) est toujours conseillée pour une triangulation des informations.

## 6.2 Réflexions et perspectives

Bien que cela ne fasse pas partie des objectifs de l'étude ni de la mission de l'équipe SLE, cette dernière désire adresser au programme LUCOP quelques réflexions nées au cours de la réalisation de l'enquête et de l'analyse des données relevées.

Il est en premier lieu à souligner que, comme décrit dans le chapitre 3, la stratégie du programme LUCOP s'inscrit de manière appropriée dans les stratégies nationales SRP et SDR. Si un programme orienté vers la lutte contre la pauvreté

se doit de tenir compte des groupes extrêmement vulnérables qui risquent de s'enfoncer davantage dans la pauvreté<sup>37</sup>, comme précisé dans le document de stratégie de partenariat Nigéro-Allemand, il serait à notre avis nécessaire d'identifier de manière plus précise quels sont les groupes cibles au niveau de la population rurale visés par LUCOP. La présente étude a apporté sa contribution dans l'identification des caractéristiques de trois catégories distinctes de pauvreté de la population rurale. Sur la base des résultats obtenus, le programme aura en conséquence la possibilité de reconsidérer la pertinence et l'efficacité de ses stratégies et des activités entreprises pour l'atteinte des objectifs escomptés.

Un des buts du programme concerne le développement socio-économique des populations en milieu rural. LUCOP pourrait considérer l'éventualité d'engager davantage ses ressources pour une augmentation des activités HIMO et SIL déjà prévues dans la conception du programme ou pour une amélioration de l'accès au micro-crédit des agriculteurs et éleveurs. Le pouvoir d'achat et les possibilités d'investissement des populations, par exemple dans l'intensification ou la diversification de la production agricole, sont en effet très limités dans les zones enquêtées.

De plus, le Niger est un pays caractérisé par une croissance démographique galopante (moyenne de 3,3 % par an). Les conséquences sur l'environnement, en raison de la nature des stratégies de survie des groupes les plus vulnérables de la population, sont importantes (voir chapitre 5). Les interrelations existantes entre la croissance démographique et la dégradation de l'environnement devraient donc être observées de manière objective par LUCOP afin d'éventuellement introduire dans ses activités des mesures d'accompagnement en matière de planning familial par le programme-même ou par d'autres acteurs à travers des accords de partenariat.

Un renforcement de la prise en compte des femmes comme groupe cible particulier dans les stratégies de LUCOP serait également à considérer. Il est recommandé d'améliorer leur accès à l'information et de les intégrer davantage dans le processus de décentralisation notamment en considération du nombre relativement élevé de femmes chefs de ménage en milieu rural.

---

<sup>37</sup> « La coopération allemande (...) vise clairement les groupes les plus défavorisés de la population rurale. » (Document de stratégie de partenariat Nigéro-Allemand Lutte contre la Pauvreté en milieu rural, juin 2002)

Par ailleurs, les remarquables résultats à long terme de l'approche participative telle que utilisée par le PDRT, ancien projet de la Coopération allemande dans le département de Tahoua, sont apparus de façon évidente. Ceux-ci concernent non seulement la protection des ressources naturelles par l'application durable de techniques culturelles et la récupération des terres, mais aussi le développement des capacités organisationnelles des populations rurales ainsi qu'un début de changement de mentalités. La possibilité d'une intégration de ces expériences de succès dans le nouveau programme pourrait éventuellement être envisagée.

Enfin, le programme LUCOP s'adresse essentiellement aux collectivités décentralisées, notamment les communes. Il y a lieu de souligner la positivité de cette approche qui contribue à la réussite du processus de décentralisation notamment à travers le renforcement des communes afin qu'elles assument leurs nouvelles responsabilités. La décentralisation représente entre autres une chance pour amplifier le sentiment d'appropriation du développement local des communes et des populations ainsi qu'une opportunité pour l'auto-développement.

Il reste enfin à encourager la poursuite des efforts de LUCOP, qui ont déjà produit des résultats considérables, pour une harmonisation de ses activités avec celles des autres porteurs de développement opérant dans les mêmes domaines et/ou dans sa même zone d'intervention.



## Références bibliographiques

### Références générales

BANQUE MONDIALE (2000) : Attacking Poverty. World Development Report 2000/01, Washington.

BANQUE MONDIALE (2000) : Voices of the Poor, Washington.

BANQUE MONDIALE (2002) : Monitoring & Evaluation. Some tools, methods & approaches, Washington.

BANQUE MONDIALE (2002) : Mission d'évaluation du Programme d'Actions Communautaires du Niger : Suivi & Evaluation de la Pauvreté, Washington.

BANQUE MONDIALE (2002) : Techniques fondamentales et questions intersectorielles Volume I, Washington.

BANQUE MONDIALE (2003) : Des politiques foncières pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté. Résumé analytique, Washington.

BANQUE MONDIALE (2003) : Document d'évaluation du projet concernant un don IDA, un don GEF et la République du Niger pour le soutien de la première phase du Programme d'Actions communautaires (PAC), Washington.

BANQUE MONDIALE (2004) : Nourrir, Eduquer et soigner tous les Nigériens : La démographie en perspective, Washington.

BANQUE MONDIALE (2005) : Annual progress report of the poverty reduction strategy, Republic of Niger, Washington.

BMZ (2001): Armutsbekämpfung – eine globale Aufgabe. Aktionsprogramm 2015, Bonn.

BMZ (2002): Niger – Document de Stratégie de Partenariat Nigéro-Allemand « Lutte Contre la Pauvreté en milieu rural », Bonn.

BMZ (2004): Die Millenniums-Entwicklungsziele. Herausforderungen für die deutsche Entwicklungspolitik, Bonn.

CADEG CONSEIL AFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EXPERTISE EN ECONOMIE ET EN GESTION (2001) : Situation de Référence du Programme Cadre de Lutte Contre la Pauvreté (PCLCP) Antenne Téra Nord.

CARE International (1999) : Evaluation de la Sécurité des Conditions de Vie dans le Département de Tillabéri.

CARE International (1999) : Evaluation de la Sécurité des Conditions de Vie dans le Département de Tahoua.

CENTRE DE FORMATION SUPERIEURE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL SLE-Berlin (2004) : Orientation vers les effets et contribution à la lutte contre la pauvreté du Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT) au Mali, Berlin.

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, PNUD NIGER, NATIONS UNIES (2004) : Mesure et suivi de pauvreté. Proposition d'une méthode pour le Niger – Document pour discussion, version finale.

DE MONTGOLFIER, M. (2003) : Rapport de mission pour la mise en place d'un observatoire de la pauvreté.

DFID (sans date) : Poverty elimination: DFID's aim, Departement for International Development.

DFID (2002): Tools for Development. A handbook for those engaged in development activity, Performance and Effectiveness Department. Department for International Development, Version 15, September 2002, [dfid\\_tool\\_for-development.pdf](#)

FAO (2001) : Systèmes d'exploitation agricole et pauvreté. Améliorer les moyens d'existences des agriculteurs dans un monde changeant.

FICOD (2004) : Rapport trimestriel n°8 du Fonds d'investissement pour les collectivités décentralisées FICOD, Niamey.

FIDA FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (sans date) : Pour une gestion orientée vers l'impact. Guide pratique de S&E des projets.

GOMM, A.; BARRY, S.; FISCHER, K. ET AL. (2002): Projekterfahrungen zum Wirkungsmonitoring in der Selbsthilfe- und Handwerksförderung.

GTZ (2002) : Wirkungsanalyse von ländlichen Finanzinstitutionen. Eine Untersuchung am Beispiel Niger, Eschborn.

GTZ / HAUSCHNIK/JACOBI (2002) : Wirkungsmonitoring: Beispielhafte Einführung eines Monitoring- und Evaulierungssystems (M+E) in Projekten der deutschen technischen Zusammenarbeit in Mexico, Eschborn.

GTZ (2003) : Leitfaden zur Orientierung der GTZ-Arbeit an Poverty Reduction Strategy Papers, MDGs und dem Aktionsprogramm 2015, Eschborn.

GTZ (2004) : Wirkungsorientiertes Monitoring. Leitfaden für Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit, Eschborn.

KFW; AFC CONSULTANTS INTERNATIONAL GMBH (2005): Financement des investissements en infrastructures et équipements des collectivités décentralisées du Niger, Bonn.

LACHANCE, P.; MAMADOU ABDOU GAOH SANI (2004) : Résultats de l'étude sur l'opérationnalisation du dispositif de suivi-évaluation de la DSEP.

LAVIGNE DELVILLE, P. (2001) : Quelle gouvernance pour les ressources renouvelables ? La gestion des ressources renouvelables dans le contexte de la décentralisation en Afrique de l'ouest.

LUCOP / GTZ NIGER (2005) : Rapport de la 1ère réunion annuelle du programme LUCOP, Niamey.

LUCOP-TAHOUA-NORD (2004) : Rapport de l'évaluation interne annuel 2004, Agadez.

LUCOP-TAHOUA-NORD; EGLI, P. (2004) : Appui à la mise en place d'un système de suivi-évaluation, Agadez.

LUCOP-TILLABER; KOBILKE, H. (2004) : Mission d'appui à la mise en place d'un système de S&E au programme LUCOP-TI, Niamey.

LUCOP-TILLABERI (2004) : Plan d'opération – Phase 1 du LUCOP-TI, Niamey.

LUCOP-TILLABERI (2004) : Le Plan Communal de développement. Définition, conception et démarches d'élaboration, Niamey.

LUCOP-TILLABÉRI (2005) : Rapport annuel LUCOP-Tillabéri, Niamey.

LUCOP-TILLABERI; ONG KARKARA (2004) : Plan Communal de Développement Tagazar 2005-2009, Balleyara.

LUCOP-TILLABERI; ONG KARKARA (2004) : Rapports provisoires diagnostic sous-zone communale.

LUCOP-TILLABERI; ONG APOR (2005) : Plan Communal de Développement (2005-2008), Gothèye.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE (2003): Revue nationale sur le droit foncier rural, Niamey.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (2002) : Recensement général de la population et de l'habitat. Résultats provisoires, Niamey.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (2004) : Résultats de l'étude sur l'opérationnalisation du dispositif de suivi-évaluation de la DSEP, Niamey.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (2005) : Rapport de synthèse de l'expérimentation du dispositif national de suivi et évaluation des projets et programmes de développement, Niamey.

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION (2005) : Consultation sectorielle sur l'environnement et la lutte contre la désertification. Document de synthèse, Niamey.

NATIONS UNIES (2003) : Matrice des résultats : Cadre de suivi-évaluation.

NEUBERT, S. (2000): Social Impact Analysis of Poverty Alleviation Programmes and Projects –a contribution to the debate on the methodology of evaluation in Development Cooperation. GDI Book Series N°. 14. London: Frank Cass.

NEUBERT, S. (2004): Akteurszentrierte Wirkungsanalyse – konzeptionelle Überlegungen und Scaling Up für die Verwaltungszusammenarbeit. In: Simon, Klaus (Hrsg.): Verwaltungen, Experten und Bürger im Reformprozess. Baden-Baden: Nomos.

NEUBERT, S. (2005) : Akteurszentrierte Wirkungsanalyse in der Entwicklungszusammenarbeit, Bonn.

NEUBERT, S. (2005) : Wirkungsanalyse von Entwicklungszusammenarbeit und Ermittlung von Beiträgen zu den Internationalen Entwicklungszielen (MDGs), Bonn.

OECD (2002) : DAC Guidelines on Poverty Reduction, Paris.

OCDE/CAD (2004) : Tenir les engagements de Rome en matière d'harmonisation et d'alignement afin de rehausser l'efficacité de l'aide progrès accomplis, problèmes à surmonter et possibilités à exploiter,

<http://www.oecd.org/dataoecd/40/33/31527823.pdf>, download, 16.11.05

ODI Overseas Development Institute (2002) : Good Practice in the Development of PRSP Indicators and Monitoring Systems, London.

ONU (2002) : Combattre la pauvreté : Le Défi du millénaire. Bilan Commun de Pays du Niger, New York.

PASP PROJET PROTECTION INTEGREE DES RESSOURCES AGRO-SYLVO-PASTORALES DANS LE DEPARTEMENT DE TILLABERI-NORD (2004) : Rapport global de suivi des réalisations du PASP (1991-2003), Niamey.

PASP PROJET PROTECTION INTEGREE DES RESSOURCES AGRO-SYLVO-PASTORALES DANS LE DEPARTEMENT DE TILLABERI-NORD (2004) : Rapport d'évaluation d'impact. Suivi Intense, Niamey.

PASP PROJET PROTECTION INTEGREE DES RESSOURCES AGRO-SYLVO-PASTORALES DANS LE DEPARTEMENT DE TILLABERI-NORD (2004) : Référentiel des mesures techniques de récupération, de protection et d'exploitation durable des terres, Niamey.

PNUD/REPUBLIQUE DU NIGER (2003): Rapport National sur le Progrès vers les objectifs du millénaire pour le développement, Niger 2003.

PROGRAMME D'APPUI CONSEIL A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (PAC-REP) (2005) : Document de synthèse sur la pauvreté au Niger. Volume 1 et 2.

Projet Micro Réalisations/BAD BANQUE ARFICAINE DE DEVELOPPEMENT (2002) : Analyse-Diagnostic de l'arrondissement de Téra.

PRP/BAD BANQUE ARFICAINE DE DEVELOPPEMENT (2002) : Enquête socio-économique de référence dans les régions de Dosso, Maradi et Tillabéri; Rapport d'analyse, Annexe et Rapport d'analyse.

RAVALLION, M.; BANQUE MONDIALE (1999) : The Mystery of the Vanishing benefits, Washington.

RENSE RESEAU NIGERIEN DE SUIVI EVALUATION (2002) : La Stratégie de Réduction de la Pauvreté au Niger. Mise en place d'un système de suivi, Niamey.

SAUTER, P. (sans date) : Note sur la Stratégie de Réduction de la pauvreté pour le Niger, Niamey.

SCHRÖDER-BREITSCHUH, S. (2005) : Dokumentation der Veranstaltung „Einführung Wirkungsorientiertes Monitoring“ für PuE Mitarbeiter, Eschborn.

SCHRÖDER-BREITSCHUH, S. (2005) : Umsetzungsempfehlungen. Erste Schritte zur Einrichtung eines wirkungsorientierten Monitorings, Eschborn.

SECRETARIAT EXECUTIF DE LA SDR (2003) : Stratégie de Développement Rural. Le secteur rural, principal moteur de la croissance économique, Niamey.

SECRETARIAT PERMANENT DU DSRP, CABINET DU PREMIER MINISTERE (2002) : La stratégie de réduction de la pauvreté au Niger, Niamey.

SECRETARIAT PERMANENT DU DSRP, CABINET DU PREMIER MINISTERE (2003) : Système d'information et de suivi-évaluation de la pauvreté au Niger, Niamey.

SECRETARIAT PERMANENT DE LA SRP, CABINET DU PREMIER MINISTRE (2004) : Rapport d'étude pour l'opérationnalisation du système de suivi et évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté au Niger, version provisoire, Niamey.

SECRETARIAT PERMANENT DE LA SRP, COMITE DE REDACTION DE LA SDR (2004) : Proposition d'un dispositif de suivi-évaluation de la stratégie de Développement Rural, Tome 1 et 2. Rapport provisoire, Niamey.

VALHAUS, M.; KUBY, T. (2000) : Orientierungsrahmen für das Wirkungsmonitoring in Projekten der Wirtschafts- und Beschäftigungsförderung unter besonderer Berücksichtigung armutsmindernder Wirkungen, Teil I: Wozu Wirkungsmonitoring? – Eine Orientierungshilfe, Abteilung 41: Wirtschafts- und Beschäftigungsförderung, Armutsminderung durch Wirtschafts- und Beschäftigungsförderung, Eschborn

VAHLHAUS, M. (2000) : Orientierungsrahmen für das Wirkungsmonitoring in Projekten der Wirtschafts- und Beschäftigungsförderung unter besonderer Berücksichtigung armutsmindernder Wirkungen, Teil II: Ein- und Durchführung eines Wirkungsmonitorings, Hinweise, Methoden und Instrumente, Abteilung 41: Wirtschafts- und Beschäftigungsförderung, Armutsminderung durch Wirtschafts- und Beschäftigungsförderung, Eschborn.

VENRO (2003) : Zwischenbilanz der Umsetzung des Monterrey Konsensus, Bonn.

VENRO (2003) : PRSP – Chancen und Grenzen zivilgesellschaftlicher Beteiligung, Bonn.

**Références bibliographiques**

BMZ (2004) : Die Millenniums- Entwicklungsziele- Herausforderungen für die deutsche Entwicklungspolitik, Stabsstelle Millenniums-Entwicklungsziele, Bonn.

BOULTON, S., DE HANN, A. ET AL (2001) : « Poverty : Bridging the Gap – Guidance Notes », Departement for International Development (DFID) 2001.

COMMUNE RURALE DE BAMBEYE (avril 2005) : Département de Tahoua, Région de Tahoua, République du Niger, Monographie de la commune rurale de Bambèye.

COMMUNE RURALE DE GOTHEYE (février 2005) : Plan communal de développement de la commune rurale de Gothèye.

COMMUNE RURALE DE KALFOU (septembre 2005) : Département de Tahoua, Région de Tahoua, République du Niger, Monographie de la commune rurale de Kalfou - Département de Tahoua.

COOPERATION NIGERO-ALLEMANDE (mars 2005) : Rapport Annuel LUCOP-Tillabéri, Exercice 2004, Niamey.

COOPERATION NIGERO-ALLEMANDE (avril 2005) : HCRA/D, KfW, préparée par AFC, Financement des investissements en infrastructures et équipement des collectivités décentralisées du Niger, Tome 1 rapport principal (rapport provisoire), Bonn.

DAC (2002) : Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats, OECD, DAC Working Party on Aid Evaluation, Evaluation and Aid Effectiveness, No.6, Paris, [www.oecd.org/dac/evaluation](http://www.oecd.org/dac/evaluation).

DFID (2001) : Poverty : Bridging the gap. Guidance notes. Boulton, S.; de Hann, A. et al. Departement for International Development.

GOUVERNANCE LOCALE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE AU NIGER (sans date) : Cinquième Forum sur la gouvernance en Afrique, Consultation Nationale.

GOUVERNEMENT DU NIGER (janvier 2002) : Cabinet du Premier Ministre, Secrétariat Permanent du DSRP, Stratégie de Réduction de la Pauvreté, version finale du 14 Janvier 2002, Niamey.

GTZ (2004) : Wirkungsorientiertes Monitoring, Leitfaden für Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit, Eschborn.

HCRA/D (2003) Haut Commissariat à la Réforme Administrative et à la Décentralisation, République du Niger, Cabinet du Premier Ministre, Brochure d'information sur la Décentralisation au Niger, Niamey.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE (30 juillet 2003) : Comité national du code rural, Revue nationale sur le foncier rural, Niamey.

MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE ET DE L'ALPHABETISATION (2005) : Statistiques de l'éducation de base 2004-2005. Direction des Etudes et de la Programmation.

MINISTERE DU PLAN (juin 2001) : Direction des Programmes du Plan, Cellule de liaison/ PCLCP/ DPP/ PNUD, CNESS-Bozari, Évaluation par les bénéficiaires appliquée à la pauvreté réalisée au niveau des deux antennes du PCLCP Mayahi et Bankilare, Niamey.

NATIONS UNIES (2000) : Déclaration du Millénaire, 55/ 2, Résolution adoptée par l'assemblée générale, New York, 2000, <http://www.un.org/french/millenaire/ares552f.htm>, download 15.10.05.

NATIONS UNIES (2005) : Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), <http://www.un.org/french/millenniumgoals/index.html>, New York, 2005, download 15.11.05.

NEUBERT, S. (1998): SWAP – ein neues System zur Wirkungsanalyse armutsorientierter Projekte in der Entwicklungszusammenarbeit, DIE, Bonn.

NEUBERT, S. (1999): Die soziale Wirkungsanalyse in armutsorientierten Projekten. Ein Beitrag zur Methodendiskussion in der Evaluationspraxis der Entwicklungszusammenarbeit, Bd. 116, Weltforum, Köln.

NIGER-DOCUMENT DE STRATEGIE DE PARTENARIAT NIGERO-ALLEMAND (2002) : « Lutte Contre la Pauvreté en milieu rural », Niamey.

OCDE/CAD (2003) : Déclaration de Rome sur l'harmonisation, Rome 2003, <http://www1.worldbank.org/harmonization/romehlf/Documents/RomeDeclaration.pdf>, download 15.11.05.

OCDE/CAD (2004) : Deuxième Table ronde internationale sur « La gestion axée sur les résultats » tenue à Marrakech les 4 et 5 février 2004, Marrakech, <http://www.oecd.org/dataoecd/40/32/31527903.pdf>, download 17.11.05.



OCDE/CAD (2005) : Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, Appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle, Paris 2005,

<http://www.oecd.org/dataoecd/53/38/34579826.pdf>, download 15.11.05.

PNUD (1997): Human Development Report 1997. Human Development to Eradicate Poverty, United Nations Development Programme. Oxford University Press, New York and Oxford, England.

PNUD (2005): Human Development Report 2005, New York.

PROJET MICRO REALISATIONS / BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD) (mars 2002) : Analyse-Diagnostic de l'Arrondissement de Téra.

RAPPORT ANNUEL DES SERVICES TECHNIQUES DEPARTEMENTAUX DE FILINGUE (2004).

REPUBLIQUE DU NIGER (novembre 2003) : Présidence de la République, Ministère des Ressources animales, Stratégie de Développement rural, Niamey.

REPUBLIQUE DU NIGER (août 2005) : Consultation sectorielle sur l'environnement et la lutte contre la désertification, document de synthèse, Niamey.

RPGH (2001), Recensement général de la population et de l'habitat.

SAUTER, P. (sans date) : DED, Note sur les Commissions Foncières, Niamey.

SECRETARIAT EXECUTIF DE LA SDR (octobre 2004 a) : Comité Interministériel de Pilotage de la SDR. Etude sur l'Approfondissement du Diagnostic et l'Analyse des Systèmes de Production Agro-Sylvo-Pastoraux dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Rural – Région de Tahoua.

SECRETARIAT EXECUTIF DE LA SDR (octobre 2004 b) : Comité Interministériel de Pilotage de la SDR. Etude sur l'Approfondissement du Diagnostic et l'Analyse des Systèmes de Production Agro-Sylvo-Pastoraux dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Rural – Région de Tillabéri.

SECRETARIAT PERMANENT DE LA STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE (version mars 2005) : République du Niger, Cabinet du Premier Ministre, Étude sur le dispositif de suivi-évaluation de la SRP, Niamey.

SECRETARIAT PERMANENT DE LA SRP (avril 2004) : Comité de Rédaction de la

SDR, République du Niger, Cabinet du Premier Ministre, Proposition d'un dispositif de suivi-évaluation de la Stratégie de Développement Rural, IRAM (A. Ali-dou, J.Coste, M. G. Boulama, S. Abdallah, Tome I, Rapport définitif).

THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT (2004): Niger, Country Profile 2004, London.

## Annexes

### 1) Entretiens chronologiques

#### 1 A Entretiens chronologiques à Niamey

Date / heure	Activité	Interlocuteurs
Ven, 22.07.05	vol Berlin-Paris-Niamey	Arrivée de Christine Werthmann et Elena Zanardi
Mar, 26.07.05	vol Berlin-Paris-Niamey	Arrivé de Melanie Djédjé, Jessica Frühwald et Silvia Martin Han
<b>Mercredi 27.07.05</b>		
10 h	Rdv avec Directeur du DED	M. Bernard Alberti et l'équipe SLE
14 h	Réunion interne	Equipe SLE
16 h	Rdv avec Directeur de la GTZ et du Programme LUCOP	M. Michael Lossner et l'équipe SLE
<b>Jeudi 28.07.05</b>		
9 h	Rdv au Secrétariat Permanent de la SRP	M. Ali Doungou Boubacar, Mme Aminata Bawreima, équipe SLE
10 h	Rdv avec l'équipe LUCOP-Tillabéri (Ti)	Rüdiger Wehr, Amadou Zada, Tahirou Sy, Jörg Witte, Sebastien Welsch, Mamadou Sani, 3 étudiants de CRES, équipe SLE
14 h	Rdv avec LUCOP Resp. du Code Rural	Jacques Chabbert, S. Martin Han, E. Zanardi
14 h	Préparation atelier cdr, s+e LUCOP et complètement de la liste des documents	Mamadou Sani, M. Djédjé, C. Werthmann
14 h	Rdv avec responsable infrastructures LUCOP-TI	Sebastien Welsch, J. Frühwald
16 h	Rdv avec cellule SE-SDR	Z.B. Maikorema, Dr. Saliboi Boulkassim, Elhadji Maman Saadou, E. Zanardi
17 h	Rdv DGEP	Soumaila, Soumana Seyni, Mme Housseini et l'équipe SLE
19.30 h	Rdv avec l'équipe LUCOP-TAN	Heiko Lütjen, Laure Cuntty, M. Habibou, M.Djédjé, C. Werthmann, E. Zanardi
<b>Vendredi 29.07.05</b>		
9 – 18 h	Réunion interne	Equipe SLE
15 h	Présentation finale de l'atelier HCRAD/KfW sur le finance-	Participants de l'atelier, Dorith von Behaim, Sebastien Welsch, Laure

	ment des communes	Cunty, J. Frühwald
18 h	Rdv avec resp. Planification communale de développement	Rüdiger Wehr, S. Martin Han, E. Zanardi
<b>Lundi 01.08.05</b>		
9 h	Rdv. PNUD	M. Théodore Mpatswenumugabo, M. Djédjé, C. Werthmann, E. Zanardi
14h	Rdv. Sélection des dép./communes Ti	M. Sani, M. Zada, M. Djédjé, S. Martin Han, J. Frühwald
16h	Rdv. PCLCP	M. Halidou Badje, M. Djédjé, S. Martin Han, J. Frühwald
<b>Mer 03.08.05</b> Fête de l'Indépendance		
16h	Rdv. Coordinateur LUCOP TAN	Carl Schwemer, équipe SLE
<b>Jeudi 04.08.05</b>		
15 h	Rdv. Comité de pilotage (+présentation)	Comité de pilotage LUCOP, équipe SLE
<b>Vendredi 05.08.05</b>		
9.30 – 18.30 h	Atelier « Chaînes de résultats »	Personnel LUCOP, équipe SLE
<b>Lundi 08.08.05</b>		
9 h	Introduction des traducteurs	Halimatou A. Abdou, Abdoulaye Adamou, Aichatou Abouzeidi, Magagi Abdou
9 – 17 h	Préparation instruments et test avec étudiants CRESA	Katoumi Abdou Sirfi, Kiari Barma, Adji Kaigama, équipe SLE
<b>Mardi 09.08.05</b>		
15 -17.30 h	Test des instruments à Komba	M. Sy, M. Djédjé, E. Zanardi, J. Frühwald, 3 étudiants CRESA, 4 traducteurs
<b>Mercredi 10.08.05</b>		
9 – 17h	Exploitation du test	Etudiants CRESA et l'équipe SLE
<b>Jeudi 11.08. – Vendredi 09.09.05 : Phase sur le terrain (voir annexe 1b)</b>		
<b>Lundi 12.09.05</b>	Réunion interne	Equipe SLE
<b>Mar 27.09.05</b>	Présentation finale	Personnel LUCOP
<b>Jeu 29.08.05</b>	Présentation PTF	Coop. Swiss, Francaise, Canadienne
<b>Lun 10.10.05</b>	Présentation Ambassade de l'Allemagne	L'ambassadrice Mme Thiele, personnel de l'ambassade
<b>Ven 14.10.05</b>	Remise de l'ébauche du rapport à LUCOP	

**1 B Entretiens chronologiques : Phase sur le terrain (11.08.05 - 09.09.05)**

<b>Tillabéri</b>		<b>Tahoua</b>
<b>Membres d'équipes :</b>	Katoumi Abdou Sirfi, Kiari Barma (CRESA), Jessica Frühwald, Silvia Martin Han (SLE), Abdou A. Halimatou, Adama Abdoulaye (traducteurs)	Adji Kaigama (CRESA), Christine Werthmann, Elena Zanardi (SLE), Abouzeidi Aichatou, Magaji Abdou (traducteurs)
<b>Jeu 11.08.05</b>	Rdv Gouverneur de Tillabéri (M. Iro Yahouza)	Rdv. Gouverneur de Tahoua (M. Zeti Maiga)
	Rdv. Préfet de Filingué (M. Mohamed Abdel Assadek)	-
	Rdv. DD Dév. Agricole (Moussa Diallo), DD de l'Aménagement du Territoire et du Dév. Communautaires (Mossi Noumouni)	-
<b>Ven 12.08.05</b>	Rdv. DD Ressource Animal (M. Ide Harouna)	Présentation concept de l'étude à LUCOP-TAN, DD, PMET, ANPIP
	Rdv. ONG ALBARKA (M. Moussa Mado, M. Mamane Sani)	Réunion interne LUCOP-Tahoua
	Prise de contact avec chefs de village de Chical et Itchiguine (avec ONG ALBARKA)	
<b>Dim 14.08.05</b>	Assemblée Villageoise à Chical (matin) et Itchiguine (soir)	-
<b>Lun 15.08.05</b>	Village de Chical	Maire de Bambèye (M. Ibro Dankssou) et conseil municipal
		Préfet de Tahoua
<b>Mar 16.08.05</b>	Village d'Itchiguine	Village de Bagga
<b>Mer 17.08.05</b>	Restitution à Filingué	Village de Bagga
<b>Jeu 18.08.05</b>	Village d'Akoukou	Village de Jaja
<b>Ven 19.08.05</b>	Village d'Akoukou	-
<b>Sam 20.08.05</b>	Village de Goudey	-
<b>Dim 21.08.05</b>	Village de Goudey	-
<b>Lun 22.08.05</b>	Retour à Filingué	Village de Sabon Kalgo
<b>Mar 23.08.05</b>	Rdv. Aide et Action (Filingué) Rdv. ONG KARKARA	-

<b>Mer 24.08.05</b>	Préparation du séjour à Tera (Niamey)	Village de Sansawatane
<b>Jeu 25.08.05</b>	Rencontre ONG APOR, Rdv. Goyazaada (Coop. Swiss, M. Urs Joseph Stüdeli)	-
<b>Ven 26.08.05</b>	Rdv. Préfet de Téra (M.Soumana Mossi)	-
	Rdv. DD Agricole, DD Génie Rural, DD ress. Animal, DD Hydraulique, DD Amén. et Dév. d.Terres Comm., DD Dév. Sociale/Prom. de la Femme, Service Civic National (Téra)	-
	Rdv. Maire de Gothèye, Retour à Niamey	-
<b>Sam 27.08.05</b>	Réunion équipe, M. Mamadou Abdu Sani, M. Tahirou Sy	-
<b>Lun 29.08.05</b>	Rdv. Conseil Municipal et Maire de Gothèye	-
	Rdv. Services Techniques de la Commune Gothèye	-
<b>Mar 30.08.05</b>	Village de Saya	Maire de Kalfou (M. Boubacar Ibrahim Alkou) et conseil municipal
<b>Mer 31.08.05</b>	Village de Saya	Village de Agoulmawa
<b>Jeu 01.09.05</b>	Village de Boulkagou	-
<b>Ven 02.09.05</b>	Village de Boulkagou	Village de Bagaye
<b>Lun 05.09.05</b>	Restitution à Niamey	Village de Toudouni
<b>Mar 06.09.05</b>	Village de Kossoramé	
<b>Mer 07.09.05</b>	Village de Kossoramé	Atelier de présentation des données relevées avec représentants DD Tahoua et équipe LUCOP-Tahoua
<b>Jeu 08.09.05</b>	Village de Kossoramé Rdv. PAFEN, (Téra) Rdv. Unité de Gestion des Eaux (UGE) Rdv. Radio Communautaire « Liptako FN »	-

<b>Ven 09.09.05</b>	Rdv. Vision Mondiale (Téra) Rdv. PADET (Téra) Rdv. CADELTA (Téra) Rdv. ANPIP (Téra)	-
---------------------	--	---

## 2) Liste des interlocuteurs

<b>LUCOP</b>	
Chabbert, Jacques	CT, Conseiller foncier et pastoralisme, LUCOP
Cunty, Laure	CT, Décentralisation, LUCOP-Tahoua
Habibou, Mahamadou	CT, Génie rural, LUCOP-Tahoua
Lossner, Michael	Directeur du Programme LUCOP et Directeur GTZ Niger
Lütjen, Heiko	CT GRN, LUCOP-Tahoua, chef d'antenne Tahoua
Mamadou Abdou, Sani	Resp. Suivi / Evaluation LUCOP
Mouhamed, Bachar	CT Suivi / Evaluation, LUCOP-Tahoua
Schwemer, Carl	Coordinateur LUCOP Tahoua (GOPA)
Soulé, Mamane	CT, Suivi/Evaluation, LUCOP-TI
Stumpf, Heike	CT, Décentralisation, LUCOP-TI
Sy, Tahirou	CT, Gestion Ressources Naturelles, LUCOP-TI
Von Behaim, Dorith	Coordinatrice LUCOP-Tillabéri
Wehr, Rüdiger	CT, Planification communale de développement, LUCOP-Tillabéri
Welsch, Sebastian	CT, Infrastructures, LUCOP-Tillabéri
Witte, Jörg	CT, Filières Porteuses, LUCOP-Tillabéri
Zada, Adamou	Coordinateur Adjoint, LUCOP-Tillabéri
<b>DED</b>	
Alberti, Bernard	Directeur du DED
Sauter, Patrick	Coordinateur Développement Rural
Thaly, Dominique	AT, IBA (Informations- und Bildungsarbeit)
<b>D'autres institutions:</b>	

Bawreima, Aminata	Secrétariat Permanent de la SRP
Boubacar, Ali Doungou	Secrétariat Permanent de la SRP
Boukassim, Dr. Saliboi	SE-SDR
Bourema, Ali	FICOD, Secrétaire Général
Mme Housseini	DGEP, Information stagiaire
Isiakou, Salifou	Sec. Général Adjoint du Gouverneur TI
M. Soumaila	DGEP, Directeur Adjoint
Maikorema, Z.B.	SE-SDR
Maman, Elhadji Saadou	SE-SDR
Mpatswenumugabo, Théodore	PNUD
Oudou, Noufou Adamou	FICOD, Projets Tillabéri
Seyni, Soumana	DGEP, Resp. de Base des Données
Yahouza, Iro	Gouverneur de Tillabéri
<b>Filingué</b>	
Alassane, Abdou	ONG ALBARKA (Filingué)
Assadek, Mohamed Abdel	Préfét de Filingué
Bissala, Yacouba Kaka	Receveur Municipal de la Commune Urbain Fillingué
Bori, Mahamadou	Coordinateur Aide & Action (Filingué)
Diallo, Moussa	DD Développement Agricole (Filingué)
Garba, Moussa	ONG KARKARA (Baleyara)
Guimba, Tahiou	Maire de Kourfey-Centre
Harouna, Ide	DD Ress. Animal (Filingué)
Mado, Moussa	ONG ALBARKA; Filingué
Maida, Ibro	Adjoint du Maire de Kourfey-Centre
Mamane, Sani	ONG ALBARKA (Filingué)
Noumouni, Mossi	DD de l'Aménagement du Territoire et du Dév. Communautaire (Filingué)
<b>Téra</b>	
Aboubacar, Beydou Yaye	Unité Gestion d'Eaux / PNUD



Baturé Souley	Cadelt (Coop. Swiss)
Birma, Loukoumane	ONG APOR (Téra)
Halisa, Nana	Padet
Hamidou, Issufu	ONG APOR (Téra)
Hamma, Hassane	PAFEN
Hinsa, Ibrahim	ONG APOR (Téra)
Issufu, Boubacar	Vision Mondiale
M. Adamou	DD Agricola (Téra)
M.Taoré	DD Génie Rural (Téra)
Mossi, Soumana	Préfet du Departement Téra
Radi, Linadi	Service Civic National
Sakaré, Salé	DD Amén. et Dév. Des Terres Comm (Téra)
Saley, Boubacar	PAFEN
Salifou, Sani	DD Ressource Animal (Téra)
Seifou, Haoua	ONG APOR (Téra)
Seyni, Amadou	Radio Communautaire de Téra
Somali, Fatima	DD Dév Sociale / Prom. De la Femme (Téra)
Soumaila Halidou	Maire de Gothèye
Stüdeli, Urs Joseph	Coordinateur Projet « Goyazaada » (Coop. Swiss)
Yacuba, Ramatou	Unité Gestion d'Eaux / PNUD
Yeda, Adam	DD Hydraulique (Téra)
<b>Tahoua</b>	
Alkou, Boubacar Ibrahim Alkou	Maire de la commune de Kalfou
Atta, Nouhou	DD Génie rural (Tahoua)
Badje, Halidou	PCLCP
Balla, Saidou	DD Ressources Animales (Tahoua)
Dan-Kssou, Ibro	Maire de la commune de Bambèye
Fassorema, Mamane	DD Aménagement Territoire/Développement Communautaire (Tahoua)

Mahama, Sani	DD Développement agricole (Tahoua)
Mahamadou, Issoufou	ANPIP
Mahamadou, Mariama Guéro	DDS/P/PF/PE/TA (Tahoua)
Maharo, Abdou	SDH/TA (Tahoua)
Mouarou Magaji, Issoufou	DD Environnement (Tahoua)
Samba, Ibrahim	Préfet du Département de Tahoua
Souley, Hamidou	Division S&E PMET
Yoro, Bourema	DD Aménagement Territoire/ Développement Communautaire (Tahoua)
Zeti, Maiga	Gouverneur de la Région de Tahoua

### 3) Termes de références (Niamey, 21/06/2005)

**Termes de références pour la réalisation d'un projet d'étude  
à travers le Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural  
de l'Université Humboldt de Berlin**

**Titre :**

Suivi-évaluation orienté vers les effets de la lutte contre la pauvreté en milieu rural dans le cadre du Programme de la Coopération Nigéro-Allemande LUCOP

**Contexte et justification :**

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) traduit dans le contexte du Niger par la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SDR), dans laquelle s'inscrit le Programme de la Coopération Nigéro-Allemande, oblige le LUCOP, aussi bien que d'autres programmes de développement en collaboration avec les décideurs au niveau national, d'assurer systématiquement le suivi et l'évaluation des résultats et effets des interventions dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et de les rendre visibles. Cette orientation vers les effets est également défini comme axe prioritaire dans le cadre d'actions stratégiques de la GTZ pour le développement de l'Afrique subsaharienne. Des efforts conjugués des différents partenaires sont nécessaires pour arriver à une mise à jour du cadrage méthodologique adapté aux importantes exigences dans ce contexte.

## **Description du Programme de la Coopération Nigéro-Allemande :**

Le Niger, pays partenaire, et l'Allemagne ont négocié une stratégie d'intervention prioritaire de lutte contre la pauvreté en milieu rural qui est rendue opérationnelle par le LUCOP qui se décompose en deux Programmes régionaux de Tillabéri et de Tahoua-Nord.

Dans une économie de survie, face à des ressources limitées et à une offre de service de la part de l'Etat insuffisante, la majorité de la population rurale est considérée comme pauvre selon les catégories en vigueur.

L'objectif global du Programme est : Les populations organisées, leurs organisations d'autopromotion, les collectivités décentralisées assument d'une façon efficace et efficiente leurs rôles en tant qu'acteurs dans le processus du développement socio-économique.

A cette fin, la Coopération allemande regroupe ses trois instruments (coopération financière, technique et personnelle). Des experts nationaux et internationaux (GTZ, DED) appuient, conseillent et forment les prestataires de services locaux (ONG, bureaux d'étude, services techniques déconcentrés). Les frais de logistiques et de fonctionnement pour les prestations sont à la charge de la coopération technique. Les infrastructures et mesures de la gestion des ressources naturelles sont cofinancées par la coopération financière (KfW).

Le Programme intervient à travers les cinq composantes suivantes :

- élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement,
- création et réhabilitation d'infrastructures socio-économiques,
- décentralisation / développement communal,
- gestion des ressources naturelles et
- dialogue politico-administratif.

## **Objectifs de l'étude :**

### Objectif global :

Le Programme LUCOP contribue visiblement à la réduction de la pauvreté dans les régions de Tillabéri et Tahoua-Nord.

Objectif supérieur :

Le Programme LUCOP conçoit son système de suivi-évaluation orienté vers les effets en intégrant les résultats de l'étude SLE.

Objectif de l'étude SLE :

L'étude SLE, notamment la situation de référence, constitue la base du système de suivi-évaluation orienté vers les effets du Programme LUCOP.

**Résultats attendus :**

1. Les chaînes d'effets de la réduction de la pauvreté qui créent les liens entre les interventions et activités du Programme et les indicateurs de la pauvreté au niveau régional et national, sont examinées, revues et, au besoin, complétées et corrigées, au minimum pour une de cinq composantes du Programme.
2. Une situation de référence est développée par rapport aux indicateurs d'impact retenus qui témoigne la pauvreté au niveau de communes rurales et ménages / exploitations agricoles de la zone d'intervention du. Cette description de la situation de référence se basera sur les données disponibles et résultats d'études réalisées par d'autres intervenants et des recherches quantitatives et qualitatives complémentaires réalisées par le groupe SLE.
3. Des propositions sont faites pour améliorer, adapter et compléter le système de suivi-évaluation tout en assurant les liens avec les dispositifs existants aux différents niveaux (local, régional, national) et notamment avec le système de suivi-évaluation des stratégies nationales (Stratégie de Réduction de la Pauvreté – SRP, Stratégie de Développement Rural - SDR).
4. L'étude contribue au bon positionnement de la Coopération allemande au Niger dans le contexte de la réduction de la pauvreté.

**Activités principales :**

- Revoir et - au besoin - compléter / corriger les chaînes des effets de la réduction de la pauvreté qui lient les niveaux d'interventions et d'activités du programme avec les indicateurs du développement socio-économique au niveau régional et national (IDH, indicateurs de la SRP) ainsi que les OMD et revoir (au besoin redéfinir) les indicateurs d'impact du LUCOP.
- Recherches des informations sur le dispositif actuel de suivi-évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté au niveau national, collecter des données disponibles à ce niveau et identifier les liens possibles entre le dispositif national et le système de suivi-évaluation de l'impact du Programme LUCOP.
- Rechercher des informations auprès de différents intervenants au Niger qui peuvent donner des renseignements sur les indicateurs et la situation de la pauvreté dans la zone d'intervention du Programme LUCOP, notamment dans les deux Régions de Tillabéri et Tahoua.
- Définir la méthodologie de recherches de données et d'informations complémentaires nécessaires pour établir une situation de référence sur les indicateurs de la pauvreté (paramètres à analyser, démarche et outils de recherche, échantillons nécessaires, outils de dépouillement et d'évaluation, etc.). – Les recherches devraient, en fonction des paramètres à étudier, se dérouler aux niveaux suivants: départements, communes rurales, villages, ménages / exploitations agricoles de la zone d'interventions du Programme. Des échantillons seront à définir pour les différents niveaux de recherche dans les régions de Tillabéri et Tahoua.
- Préparer, organiser et réaliser les recherches de données et d'informations complémentaires dans les zones d'intervention du Programme dans les Régions de Tillabéri et de Tahoua à fin d'établir une situation de référence sur les indicateurs de la pauvreté, en collaboration étroite avec les partenaires et personnes ressources identifiées au sein du Programme et d'autres structures ainsi que des collaborateurs engagés (interprètes, enquêteurs, etc.).
- Analyser les informations et données; décrire la situation de référence par rapport aux indicateurs d'impact analysés; identifier et décrire les liens avec les effets de la réduction de la pauvreté escomptés au niveau national.

- Développer des propositions méthodologiques pour améliorer / compléter le système de suivi-évaluation d'impact du Programme qui doit s'intégrer dans la logique d'un suivi-évaluation orienté vers les effets de la réduction de la pauvreté toute en assurant les liens avec les dispositifs existants aux différents niveaux (local, régional, national) et le système de suivi-évaluation des stratégies nationales (Stratégie de Réduction de la Pauvreté – SRP, Stratégie de Développement Rural - SDR).
- Réaliser un atelier de restitution et de discussion de résultats de l'étude en impliquant les partenaires important du Programme.
- Rédiger un rapport d'étude, présenter et diffuser ce rapport auprès des structures concernées.

#### **Calendrier de réalisation de l'étude :**

Phase préparatoire de/de la coordinateur/-trice de l'équipe SLE au Niger: 2 semaines, de préférence entre avril et mai 2005

Phase préparatoire de l'équipe SLE à Berlin: 6 semaines du mi-juin à fin juillet 2005, dont 2 semaines participation éventuelle des experts du Programme LUCOP

Réalisation de l'étude au Niger: fin juillet à fin octobre 2005

Phase de capitalisation à Berlin / Eschborn pour la présentation des résultats, la rédaction du rapport et la publication : 2 semaines, entre novembre 2005 et janvier 2006

#### **Mandataire :**

M. Michael Lossner, Directeur Bureau de la GTZ au Niger / Programme LUCOP

## 4) Tableau synoptique de planification de LUCOP

gtz

## Tableau Synoptique de Planification (TSP)

Deutsche Gesellschaft für  
Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH

Intitulé du Programme : Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua Nord (LUCOP) Durée présumée : 01.01.2004 – 31.05.2007 Page 1  
 Pays : Niger Date d'établissement : 22.10.2003  
 N° du programme : 2002.2572.2 Date d'actualisation : 07.04.2004

Stratégie	Indicateurs (perspective : 12/2015)	Risques
<b>Objectif global :</b> Les populations organisées, leurs organisations d'autopromotion, les collectivités décentralisées assument d'une façon efficace et efficiente leurs rôles en tant qu'acteurs dans le processus du développement socio-économique.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Amélioration de la situation socio-économique des populations (selon HDI) dans les communes et terroirs d'intervention.</li> <li>2. Les surplus des revenus générés par la gestion durable des ressources naturelles sont, aux delà des dépenses pour la consommation, investis dans des mesures de conservation des ressources naturelles et dans la modernisation des systèmes de production. (Les données de base sur les potentiels de rendement des mesures appuyées sont disponibles dans les projets en cours).</li> <li>3. La performance de l'autonomie administrative communale se reflète dans l'augmentation de la perception au niveau des communes (taux de recouvrement des taxes et des impôts). (La quantification aura lieu une année après les élections communales)</li> <li>4. 75 % des infrastructures financées par le Fonds d'investissement pour les Collectivités Décentralisées (FICOD) sont encore utilisées, gérées et entretenues correctement et conformément aux planifications trois ans après la mise en service.</li> <li>5. Les investissements d'entretien sont financés soit par les budgets réguliers soit par des réserves accumulées au niveau des organisations d'utilisateurs.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pas de forte sécheresse pour quelques années consécutives.</li> <li>2. Le processus de la décentralisation avance comme prévu.</li> <li>3. Les différences d'approches des intervenants multiples ne causent pas des blocages</li> <li>4. La stabilité politique reste assurée.</li> <li>5. Des prestataires de service privés qualifiés ou disposant d'une potentialité de perfectionnement acceptable sont disponibles à des prix raisonnables.</li> <li>6. Pas d'augmentation significative du taux d'infection de VIH/SIDA</li> </ol>

gtz

## Tableau Synoptique de Planification (TSP)

Deutsche Gesellschaft für  
Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH

Intitulé du Programme : Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua Nord (LUCOP) Durée présumée : 01.01.2004 – 31.05.2007 Page 2  
 Pays : Niger Date d'établissement : 22.10.2003  
 N° du programme : 2002.2572.2 Date d'actualisation : 07.04.2004

Stratégie	Indicateurs (perspective : 05/2007)	Risques
<b>Objectifs des Composantes :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les populations rurales, leurs organisations et les collectivités décentralisées planifient de manière autonome leur développement et mettent en œuvre leurs stratégies de développement.</li> <li>2. Les populations de la zone d'intervention du programme sont dotées en infrastructures sociales, publiques, marchandes et hydro-agricoles / mesures anti-érosives planifiées de façon participative.</li> <li>3. Les Collectivités décentralisées exécutent de manière efficiente les compétences qui leurs sont dévolues.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1.1. Les différents groupes d'intérêt de la population sont représentés et impliqués dans toutes les planifications. Les besoins et intérêts spécifiques des femmes et des jeunes sont pris en compte et se traduisent dans au moins 50% des plans à la réalisation des actions concrètes.</li> <li>1.2. La mobilisation de la contribution de la population aux investissements financés par le FICOD n'entraîne pas de retard dans au moins 70 % des chantiers.</li> <li>1.3. Des structures d'appui-conseil (entre autres les prestataires de service privés) disposent des stratégies pour appuyer la diversification et l'augmentation de la rentabilité des activités économiques (exemples : production et commercialisation de la gomme arabique, des peaux ; tourisme dans l'Air).</li> <li>2.1 80 % des requêtes formulées par des organisations d'autopromotion et des Collectivités décentralisées adressées au FICOD correspondent au manuel de procédures défini.</li> <li>2.2 (Prise en compte du schéma d'aménagement des vallées)</li> </ol> <p>D'autres indicateurs concernant la création des infrastructures sont à formuler dans le cadre de la mission d'instruction du FICOD.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3.1. Suite aux interventions ciblées, au moins 75 % des élus locaux, et au moins 50% des décideurs traditionnels et des responsables des organisations d'autopromotion connaissent les rôles et les compétences dévolus aux collectivités décentralisées d'ici mai 2007.</li> <li>3.2 Un an après l'installation des conseils municipaux, les procédures communales de prise de décision ont entraîné des décisions prioritaires d'investissement dans 75% des communes touchées en milieu rural.</li> </ol>	



Deutsche Gesellschaft für  
Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH

## Tableau Synoptique de Planification (TSP)

Intitulé du Programme : Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua Nord (LUCOP)  
Pays : Niger  
N° du programme : 2002.2572.2

Durée présumée : 01.01.2004 – 31.05.2007 Page 3  
Date d'établissement : 22.10.2003  
Date d'actualisation : 07.04.2004

Stratégie	Indicateurs (perspective : 05/2007)	Risques
4. Les agriculteurs et éleveurs mettent en valeur leurs ressources naturelles et gèrent leurs systèmes de production d'une manière durable.	<p>4.1 Au moins 12.000 ha de terres sylvo-pastorales et 18.000 ha de terres agricoles à Tillabéri sont aménagées et récupérées.</p> <p>4.2 Au moins 600 ha de terres de vallées sont réhabilitées et mises en valeur par la construction des seuils d'épandage et 3.000 ha de terres sylvo-pastorales sont aménagées et récupérées au niveau de ces bassins versants (Tahoua)</p> <p>4.3 Les surplus de rendements connus à travers des sites d'observation sont atteints sur au moins 60 % des sites aménagés (collecte de données par échantillon).</p> <p>4.4 Dans l'Air la mise en œuvre de plans d'aménagement de terroir d'une vallée avec maraîchage et d'une vallée sans maraîchage a commencé.</p> <p>4.5 Les populations et leurs organisations se servent des prestations de service offertes par les Commissions Foncières (COFO et COFOB) pour clarifier des questions foncières et pour prévenir et résoudre des conflits liés au foncier.</p> <p>Remarque : Un indicateur prenant en compte l'aspect pastoralisme sera à formuler.</p>	
5. Les décideurs politiques au Niger mettent en œuvre des stratégies et des politiques en prenant en compte des expériences sectorielles faites dans les zones du programme de la coopération allemande.	<p>5.1 Après leur capitalisation et documentation, les expériences du programme, sont prises en compte lors de l'adaptation du cadre réglementaire et des structures étatiques.</p> <p>5.2 Les informations précises sur la situation des aires pastorales et sur la sécurité alimentaire de la population au Nord du Niger sont diffusées par les bulletins mensuels de CILSS/Agrhymet et fews.net.</p> <p>5.3 Une position harmonisée des partenaires au développement concernant le développement des zones pastorale et agricole est prise en compte dans la mise en œuvre des politiques et stratégies.</p>	



Deutsche Gesellschaft für  
Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH

## Tableau Synoptique de Planification du Projet (TSP)

Intitulé du programme : Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua Nord (LUCOP)  
Pays : Niger  
N° du programme : 2002.2572.2

Durée présumée : 01.01.2004 – 31.05.2007 Page 4  
Date d'établissement : 22.10.2003  
Date d'actualisation : 07.04.2004

Résultats :		
<p>1.1. Les organisations d'autopromotion des populations et les collectivités décentralisées sont renforcées pour assumer leurs responsabilités et pour exercer leurs tâches dans le processus de planification et de mise en œuvre.</p> <p>1.2. Le processus de la planification participative du développement est appuyé dans les villages et dans la zone pastorale/Air jusqu'au niveau communal et intercommunal.</p> <p>1.3. Les prestataires de services privés et les services déconcentrés de l'Etat sont appuyés pour exercer leurs rôles respectifs dans le processus de la planification et de mise en œuvre.</p> <p>1.4. L'articulation entre la planification communale et les plans/programmes sectoriels, départementaux et régionaux est assurée.</p> <p>1.5. Des activités économiques au niveau local sont appuyées par un fonds de micro finance suivant les critères définis.</p> <p>1.6. Des systèmes d'information renforçant les capacités des populations et de leurs organisations pour exercer leurs rôles et pour faciliter leur communication avec les décideurs politiques sont appuyés.</p> <p>1.7. L'identification et la conception de stratégies de gestion de crises dans la zone pastorale sont appuyées.</p>	<p>2.1. Les modalités de fonctionnement et de gestion des différents guichets du FICOD sont établies, communiquées et le cas échéant actualisées.</p> <p>2.2. L'évaluation technique et financière des requêtes ainsi que l'octroi, l'exécution et la maîtrise d'ouvrages sont assurés.</p> <p>2.3. Les compétences techniques des PME, des bureaux d'études, des groupes de la population respectifs concernés et des gestionnaires des infrastructures sont suffisantes pour assurer la construction et l'entretien.</p> <p>2.4. Le financement des grands travaux d'entretien aux infrastructures financées est assuré.</p> <p>3.1. Des campagnes d'information de la population, des décideurs traditionnels et des responsables des organisations d'autopromotion sur la décentralisation et sur les rôles et compétences des différents acteurs et organes dans ce processus sont appuyées.</p> <p>3.2. Les campagnes de formation pour les élus locaux et pour le personnel des Collectivités décentralisées sont appuyées.</p> <p>3.3. Les communes sont accompagnées dans la réalisation des activités clé (p.ex. planification budgétaire, articulation avec la société civile).</p>	



**Tableau Synoptique de Planification du Projet  
(TSP)**

**Intitulé du programme : Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri et Tahoua Nord (LUCOP)**  
**Pays : Niger**  
**N° du programme : 2002.2572.2**

**Durée présumée :** 01.01.2004 – 31.05.2007 Page 5  
**Date d'établissement :** 22.10.2003  
**Date d'actualisation :** 07.04.2004

<p>4.1. Les plans d'aménagement pour les terroirs (Tahoua et Tillabéri) ainsi que pour des unités d'espace appropriées dans la zone pastorale et dans l'Air sont élaborés.</p> <p>4.2. Les travaux de récupération des terres (Tillabéri), les mesures d'aménagement des bassins versants à Tahoua et les mesures encore à identifier dans la zone pastorale et dans l'Air sont programmés et exécutés.</p> <p>4.3. Les méthodes et techniques de gestion et de valorisation des ressources naturelles sont améliorées et appliquées.</p> <p>4.4. L'exploitation des filières porteuses (à identifier) est appuyée selon les besoins aux différents niveaux.</p> <p>4.5. La capacité des populations organisées, des décideurs traditionnels, des collectivités décentralisées et des services déconcentrés de l'Etat d'établir et de mettre en vigueur des règles de gestion des ressources naturelles est renforcée.</p> <p>4.6. Les commissions foncières (COFO et COFOB) sont appuyées dans le processus de la sécurisation des droits fonciers et d'usage notamment des droits d'usage pastoral et concernant la mise en valeur des surfaces aménagées dans le cadre du programme.</p>	<p>5.1. Des mécanismes d'échange avec les autres partenaires et intervenants au niveau national sont utilisés et, au besoin, établis.</p> <p>5.2. Un appui est apporté à l'amélioration des systèmes nationaux de communication et de diffusion d'informations sur la situation et l'évolution des aires pastorales au Nord du Niger ainsi qu'au système permanent de prévention des crises (système d'alerte précoce) dans la zone pastorale.</p> <p>5.3. Les propositions faites sur la base des expériences du programme sont introduites aux instances appropriées au niveau national et suivies, notamment par rapport aux modifications du cadre réglementaire liées à une stratégie prenant en compte les systèmes pastoraux.</p> <p>5.4. Les expériences faites à travers l'intégration des thèmes transversaux tels que la prévention du VIH/SIDA, les systèmes de communication et la prévention et gestion des conflits dans les activités du programme sont capitalisées et introduites dans les stratégies nationales.</p>	
---	---	--

## 5) Tableau synoptique de planification de l'étude SLE

<b>Résultat 1: Les chaînes de résultats pour la réduction de la pauvreté qui créent les liens entre les interventions et activités du Programme et les indicateurs de la pauvreté, sont élaborées en collaboration avec les membres du personnel LUCOP pour les cinq composantes du Programme.</b>																			
Activités:	Juin			Juillet			Août			Septembre			Octobre			Novembre			
	Berlin						Niamey		Terrain			Niamey			Congé		Berlin		
1.1. Consulter la littérature et des experts de cdr	x	x	x	x	x	x	x												
1.2. Concevoir et préparer un atelier sur les cdr							x	x	x										
1.3. Élaborer les cdr au cours d'un atelier avec le personnel de LUCOP									x									x	
1.4. Utiliser les résultats de l'atelier pour documenter la situation de référence et les insérer dans le rapport final									x										x

<b>Résultat 2: Une situation de référence qui témoigne de la pauvreté au niveau des ménages / exploitations agricoles et des communes rurales dans les zones d'intervention du Programme est documentée. Celle-ci se réfère aux indicateurs des chaînes de résultat et complète les données disponibles avec des enquêtes quantitatives et qualitatives complémentaires.</b>																					
Activités:	Juin			Juillet			Août			Septembre			Octobre			Novembre					
	Berlin						Niamey		Terrain			Niamey			Congé		Berlin				
2.1. Consulter la littérature sur les méthodes pour l'analyse de la pauvreté							x	x	x	x	x										
2.2. Développer une méthode d'analyse de la pauvreté dans les régions objet de l'étude pour la situation de référence							x	x													
2.3. Présenter, évaluer et tester la méthode choisie pour l'enquête									x	x	x										
2.4. Analyser et exploiter les données disponibles du programme									x	x	x										
2.5. Relever et analyser les données sur le terrain											x	x	x	x	x						
2.6. Réunir et présenter les données relevées													x	x							
2.7. Écrire un rapport sur la situation de référence															x	x	x			x	x



## 6) SRP et SDR

## 6 A Vue d'ensemble de la SRP (d'après: Secrétariat Permanent du DSRP 2002)

Axes stratégiques	<b>Objectif principal</b> : Améliorer le niveau et les conditions de vie des populations pauvres en ramenant leur nombre à au moins 50% à l'horizon 2015		
	<b>Objectifs intermédiaires</b>	<b>Principes directeurs</b>	<b>Principes</b>
Une croissance économique durable et soutenue	Accélérer la croissance et préserver la stabilité économique à moyen et long terme	L'utilisation des approches participatives dans le processus d'identification, de programmation, d'exécution et d'évaluation des actions.	La prise en compte du genre
Un développement des secteurs productifs	Améliorer et le niveau de revenu et les conditions de vie des populations surtout en milieu rural	La décentralisation effective des interventions dans l'optique d'un renforcement des capacités de décision et de responsabilisation à l'échelle locale.	La redéfinition du rôle des différents intervenants
Un accès garanti des pauvres aux services sociaux de base	Assurer la sécurité alimentaire par le développement intégré des ressources naturelles	La recherche de synergie et de complémentarité dans la mise en œuvre des actions de l'ensemble des partenaires au développement.	La promotion de la bonne gouvernance
Renforcement des capacités humaines et institutionnelles, la promotion d'une bonne gouvernance et la décentralisation	Lutter contre la désertification et préserver l'environnement	La concentration géographique des actions	<b>Priorités nationales</b>
	Réduire les fluctuations et accroître les revenus des populations	L'adoption des techniques à Hautes Intensités de Main d'œuvre (HIMO).	<input type="checkbox"/> La désertification et l'environnement
	Améliorer le niveau global de l'éducation et l'état de santé de la population	L'intégration systématique des considérations du genre dans toutes les actions.	<input type="checkbox"/> La gestion des ressources hydrauliques
	Augmenter l'accès des populations surtout rurales à l'eau potable	L'intégration des aspects environnementaux dans toutes les actions.	<input type="checkbox"/> La décentralisation
	Améliorer le cadre de vie des populations aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural	La transparence dans la gestion du programme et la mise en place d'une stratégie d'information, de communication et de plaidoyer.	<input type="checkbox"/> La bonne gouvernance
	Améliorer la gestion des affaires publiques	La pérennisation des actions par leur prise en charge par les populations.	<input type="checkbox"/> Le désenclavement
	Lutter contre la corruption		
	Engager une véritable décentralisation locale à travers la communisation		

## 6 B Liste des indicateurs de la SRP (Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2005: 47)

Numéro	Indicateur par domaine/objectif	Type	Périodicité
<b>Revenus</b>			
1	Incidence de la pauvreté monétaire	Impact	Tous les 5 ans
2	Profondeur de la pauvreté	Impact	Tous les 5 ans
3	Sévérité de la pauvreté	Impact	Tous les 5 ans
4	Nombre de bénéficiaires de micro crédits	Résultat	annuelle
<b>CROISSANCE ACCELEREE DURABLE ET STABILITE</b>			
<b>Croissance accélérée soutenue réductrice de la pauvreté</b>			
5	Taux de croissance du PIB réel par tête	Effet	Annuelle
6	Part du budget de l'Etat alloué aux différents secteurs prioritaires de la SRP	Input	Annuelle
<b>Stabilité financière</b>			
7	Encours de la dette extérieure en % du PIB	Résultat	Annuelle
8	Taux d'inflation annuel moyen	Effet	Annuelle
9	Solde budgétaire en % du PIB	Effet	Annuelle
10	Solde courant de la balance des paiements	Résultat	Annuelle
11	Taux de pression fiscale	Résultat	Annuelle
<b>Promotion du secteur privé/compétitivité</b>			
12	Taux d'investissement	Résultat	Annuelle
13	Chiffre d'affaire généré par le tourisme	Résultat	Annuelle
14	Volume de crédit aux entreprises	Résultat	Annuelle
15	Nombre d'entreprises privées créées	Résultat	Annuelle
<b>DEVELOPPEMENT DES SECTEURS PRODUCTIFS</b>			
<b>Développement rural et gestion des ressources naturelles</b>			
16	Production des principales filières (élevage, mil, riz, sorgho, souchet, arachide, gomme arabique, pêche)	Résultat	Annuelle
17	Indice de vulnérabilité alimentaire	Effet	Annuelle
18	Superficie des aires protégées	Réalisations	Annuelle
19	Superficie des aires reboisées	Réalisations	Annuelle
20	Superficies récupérées des terres dégradées	Réalisations	Annuelle
21	Pourcentage de ménages utilisant le bois comme source d'énergie	Résultat	Tous les 10 ou tous les 5 ans

<b>Transport/communication/énergie/mine</b>			
22	Nombre d'abonnés en téléphonie	Résultat	Annuelle
23	Pourcentage des ménages disposant d'un poste radio	Résultat	Tous les 5 ans
24	Nombre de km de routes construites et entretenues	Réalisations	Annuelle
25	Pourcentage des villages desservis par une voie de communication praticable en toute saison	Résultat	Annuelle
26	Taux de croissance de la production minière	Résultat	Annuelle
<b>Emploi</b>			
27	Taux de chômage	Effet	Tous les 5 ans
28	Taux de placement des demandeurs d'emploi inscrits dans les services de travail et de l'emploi	Résultat	Annuelle
<b>GARANTIR L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE</b>			
<b>Education</b>			
29	Taux brut de scolarisation au niveau du primaire et du secondaire	Effet	Annuelle
30	Taux d'achèvement du cycle primaire	Effet	Annuelle
31	Taux d'alphabétisme	Effet	Tous les 5 ans
32	Taux brut d'admission en première année dans le cycle secondaire	Résultat	Annuelle
<b>Santé</b>			
33	Taux de séroprévalence	Effet	Tous les 5 ans
34	Taux de létalité lié au paludisme	Effet	Tous les 5 ans
35	Nombre de nouveaux consultants pour les soins primaires, ou taux d'utilisation en consultation curative	Résultat	Annuelle
36	Nombre de nouvelles inscrites en Consultation Périnatale (CPN)	Résultat	Annuelle
37	Taux de mortalité maternelle	Effet	Tous les 5 ans
38	Taux de mortalité infanto juvénile	Effet	Tous les 5 ans
39	Taux de couverture en infrastructures sanitaires	Réalisations	Annuelle
40	Taux de couverture vaccinale en DTCP3, rougeole...	Résultat	Annuelle
41	Taux de prévalence contraceptive	Résultat	Tous les 5 ans
42	Pourcentage des accouchements assistés	Effet	Tous les 5 ans
<b>Cadre de vie/ habitat</b>			
43	Taux de couverture en infrastructures d'assainissement de base	Résultat	Annuelle
44	Taux d'accès à l'électrification	Résultat	Annuelle

45	Taux de couverture des besoins en logement sociaux	Résultat	Annuelle
46	Taux de réhabilitation des anciens quartiers en milieu urbain	Réalisations	Annuelle
<b>Nutrition/ alimentation</b>			
47	Pourcentage des enfants dont le poids à la naissance est inférieur à 2,5kg	Effet	Annuelle
48	Taux de couverture des besoins céréaliers (disponibilité céréalière par rapport aux besoins)	Résultat	Annuelle
49	Taux de couverture des besoins en eau	Résultat	Annuelle
<b>PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES</b>			
50	Indice de Bonne Gouvernance	Effet	Tous les 3 ans
<b>Gouvernance politique</b>			
51	Nombre de prévenus jugés dans les délais	Résultat	Annuelle
52	Nombre d'arrêts rendus constatant la violation de la constitution par rapport au nombre de recours	Résultat	Annuelle
53	Nombre de juges par habitant	Input	Annuelle
<b>Gouvernance administrative et renforcement des capacités</b>			
54	Taux de satisfaction des usagers des services de l'Administration	Effet	Tous les 5 an
55	Pourcentage des conflits réglés (de travail et ruraux)	Résultat	Annuelle
56	Degré d'adéquation du profil poste/emploi	Résultat	Annuelle
<b>Gouvernance économique</b>			
57	Perception du degré de corruption de l'Administration	Effet	Tous les 3 ans
<b>Participation sociale / genre</b>			
58	Indice de participation	Résultat	Annuelle
59	Pourcentage des dépenses d'investissement réalisées par les collectivités par rapport aux recettes locales	Input	Annuelle
60	Indice de parité filles/garçons dans les 3 cycles d'enseignements	Résultat	Annuelle

6 C Schéma synoptique des orientations de la SDR (Rép. du Niger nov. 2003)



Schéma synoptique des orientations de la Stratégie de développement rural



## 6 D Programmes de la SDR (Rép. du Niger nov. 2003)

	Programmes	Sous-programmes (SP)
Programmes structurants	1. Programme « développement local et communautaire »	
	2. Programme « gouvernance locale des ressources naturelles (foncier, eau, végétation, faune) »	
	3. Programme « organisations professionnelles et structuration des filières »	SP « Cadres de concertation interprofessionnels » SP « Renforcement et structuration des organisations professionnelles » SP « Mise en marché des produits agro-sylvo-pastoraux » SP « Renforcement des capacités des agents économiques et développement du tissu économique rural »
	4. Programme « infrastructures rurales »	SP « Infrastructures de transport » SP « Infrastructures de communication » SP « Electrification rurale »
	5. Programme « systèmes financiers ruraux »	
	6. Programme « recherche – formation – vulgarisation »	
	7. Programme « Renforcement des institutions publiques du secteur rural »	SP « Restructuration des institutions publiques du secteur rural » SP « Systèmes d'information et connaissance du secteur rural »
	8. Programme « Eau potable et assainissement »	
	9. Programme « Réduction de la vulnérabilité des ménages »	SP « Prévention et gestion des crises et catastrophes naturelles » SP « Santé – nutrition » SP « Augmentation des revenus des plus vulnérables »
	10. Programme « Préservation de l'environnement »	
Programmes sectoriels prioritaires	11. Programme « Développement de l'irrigation »	
	12. Programme « Aménagement pastoral et sécurisation des systèmes pastoraux »	
	13. Programme « Restauration des terres et reboisement »	
	14. Programme « Kandadji : régénération des écosystèmes et de mise en valeur de la vallée du fleuve Niger »	

## 6 E Indicateurs d'impacts de la SDR (Secrétariat Permanent de la SRP avril 2004)

Axes stratégiques	Objectifs spécifiques	Indicateurs d'impact
N°1 – Favoriser l'accès des ruraux aux opportunités économiques pour créer les conditions d'une croissance économique durable en milieu rural	OS 1.a – Intensifier les productions agro-pastorales	1.a. – Rendements et volumes des productions agro-pastorales
	OS 1.b – Améliorer la valorisation des productions agro-sylvo-pastorales	1.b. – Valeur et taux de croissance du PIB agricole
	OS 1.c – Diversifier les sources de revenu des ménages	1.c. – Structure du revenu des ménages ruraux
N°2 – Prévenir les risques, améliorer la sécurité alimentaire et gérer durablement les ressources naturelles pour sécuriser les conditions de vie des populations	OS 2.a – Réduire l'instabilité qui pèse sur l'accès des ménages ruraux à l'alimentation	2.a. – Coefficient de variation de l'indice de vulnérabilité alimentaire
	OS 2.b - Améliorer la qualité nutritionnelle et sanitaire de l'alimentation des ménages ruraux	2.b. – Taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans
	OS 2.c – Créer les conditions d'une gestion durable des ressources naturelles	2.c. – Pourcentage de producteurs ruraux adoptant des pratiques préservant l'environnement
N°3 – Renforcer les capacités des institutions publiques et des organisations rurales pour améliorer la gestion du secteur rural.	OS 3.a – Renforcer les capacités des acteurs ruraux	3.a. – Pourcentage de ruraux appartenant à une organisation rurale fonctionnelle.
	OS 3.b – Améliorer la gestion du secteur rural	3.b. – Taux de satisfaction des usagers des administrations intervenant dans le secteur rural






**6 F Indicateurs d'effets de la SDR (Secrétariat Permanent de la SRP avril 2004)**

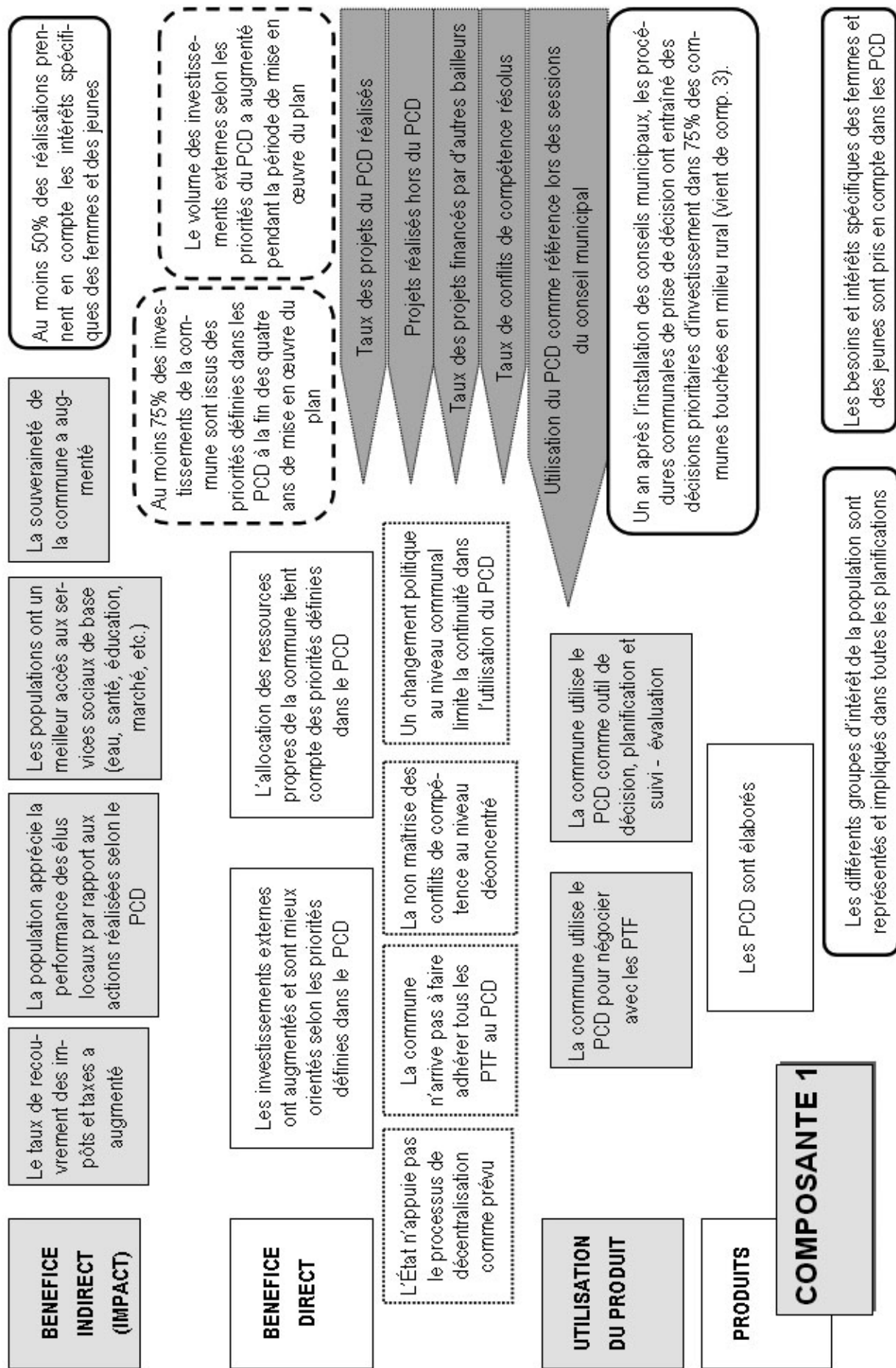
	<b>Ligne d'intervention prioritaire</b>	<b>Indicateur d'effet de la SDR</b>
1	LIP 1.3 Favoriser la mise au point et l'adoption de technologies performantes et adaptées aux besoins des producteurs ruraux	Degré d'appropriation par les producteurs ruraux des innovations
2	LIP 1.2 Favoriser l'accès aux services financiers	Pourcentage de la population rurale ayant accès à des systèmes financiers durables
3	LIP 1.1 Renforcer la structuration des filières	Nombre de décisions prises et appliquées par chaque cadre de concertation
4		Taux d'autofinancement de chaque cadre de concertation
5		Volume des intrants utilisés
6	LIP 1.4 Améliorer les conditions de rémunération des produits	Valeur ajoutée par ha (ou par UBT) pour les principales productions
7		Taux de croissance de la valeur ajoutée totale des principales filières
8	LIP 1.6 Réduire l'enclavement des zones rurales	Pourcentage des villages desservis par une voie de communication praticable en toute saison
9		Prix de transport par tonne / km
10	LIP 1.5 Promouvoir la diversification des activités éco non agricoles	Taux de croissance du PIB rural non agricole
11		Taux de branchement au réseau électrique en zone rurale pour usage industriel
12	LIP 2.1 Mobiliser les ressources en eau	Volume et valeur de la production agricole irriguée
13		Volume et valeur de la production halieutique
14		Qualité et durabilité de la gestion des investissements collectifs liés à la ressource eau
15	LIP 2.2 Poursuivre et approfondir les actions de prévention et de gestion des crises	Indice de vulnérabilité alimentaire
16		Pourcentage des productions agro-pastorales compromises par les calamités naturelles
17	LIP 2.3 Améliorer la qualité nutritionnelle et sanitaire de l'alimentation	Taux de couverture des zones rurales en eau potable
18		Taux de couverture des zones rurales en infrastructures d'assainissement

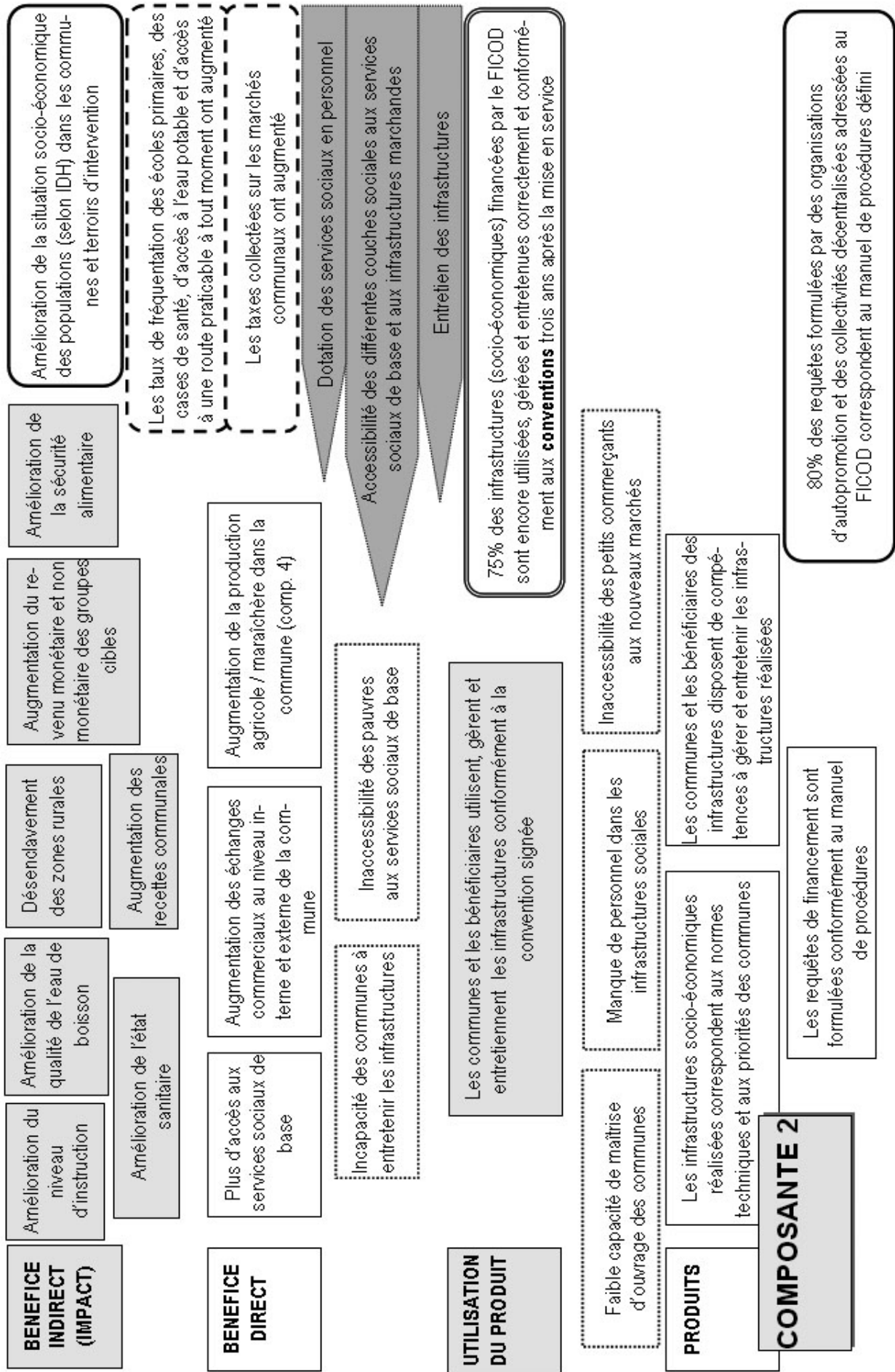
19		Incidence des maladies liées aux mauvaises pratiques d'hygiène alimentaire
20	IP 2.4 Faciliter un accès aux RN permettant une gestion durable	Proportion de producteurs ruraux détenant des titres de droit sur les ressources naturelles
21		Nombre de conflits recensés / réglés liés à l'exploitation des ressources naturelles (terre, eau, ...)
22	LIP 2.5 Sécuriser les systèmes d'exploitation du milieu et valoriser l'environnement	Proportion des terres récupérées et mises en valeur
23		Effectif de la population animale et végétale par catégorie d'espèces
24		Biomasse herbacée
25	LIP 3.1 Promouvoir le renforcement des O R	Degré de satisfaction des membres des organisations rurales vis-à-vis des services rendus par ces organisations
26	LIP 3.2 Développer l'accès des acteurs du secteur rural à l'information et à la formation	Taux de couverture des zones rurales en réseaux de télécommunications (téléphone, radio, TV)
27		Degré d'utilisation par les ruraux des formations et informations reçues
28	LIP 3.3 Renforcer les systèmes d'information sur le secteur rural	Degré de satisfaction des principaux utilisateurs à l'égard des informations diffusées
29		Fiabilité des informations collectées et diffusées
30	LIP 3.4 Renforcer la participation et la coordination entre tous les acteurs	Niveau de satisfaction des différentes catégories d'acteurs par rapport à leur implication dans le processus de coordination de la SDR
31		Conséquences des évaluations sur la politique de dvt rural (réorientations, abandon, poursuite..)
32	LIP 3.5 Améliorer les capacités des administrations impliquées dans la mise en œuvre de la SDR	Délais d'exécution des tâches incombant aux administrations dans la mise en œuvre de la SDR

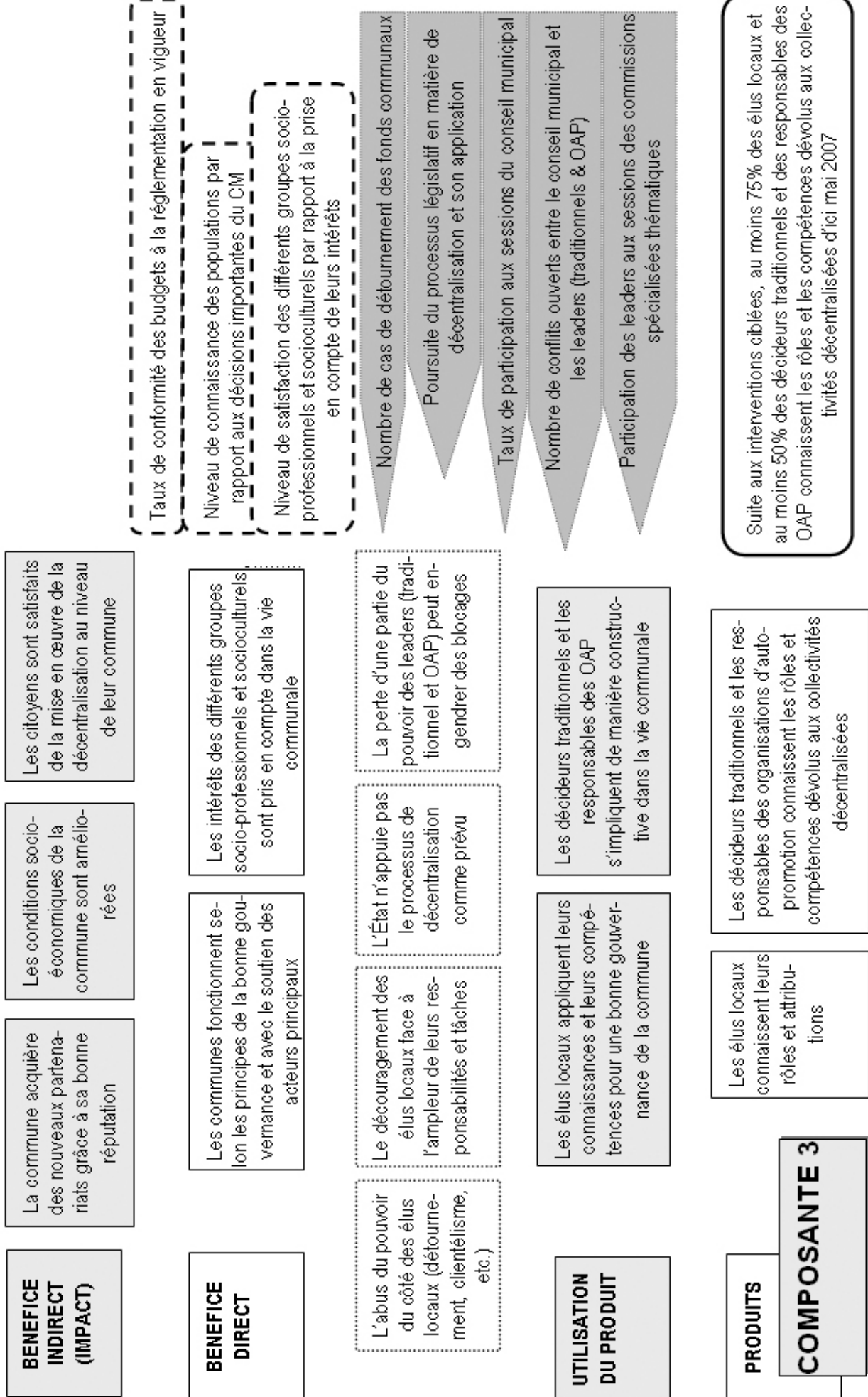
7) Chaînes de résultats pour les cinq composantes  
du programme LUCOP

**Légende**

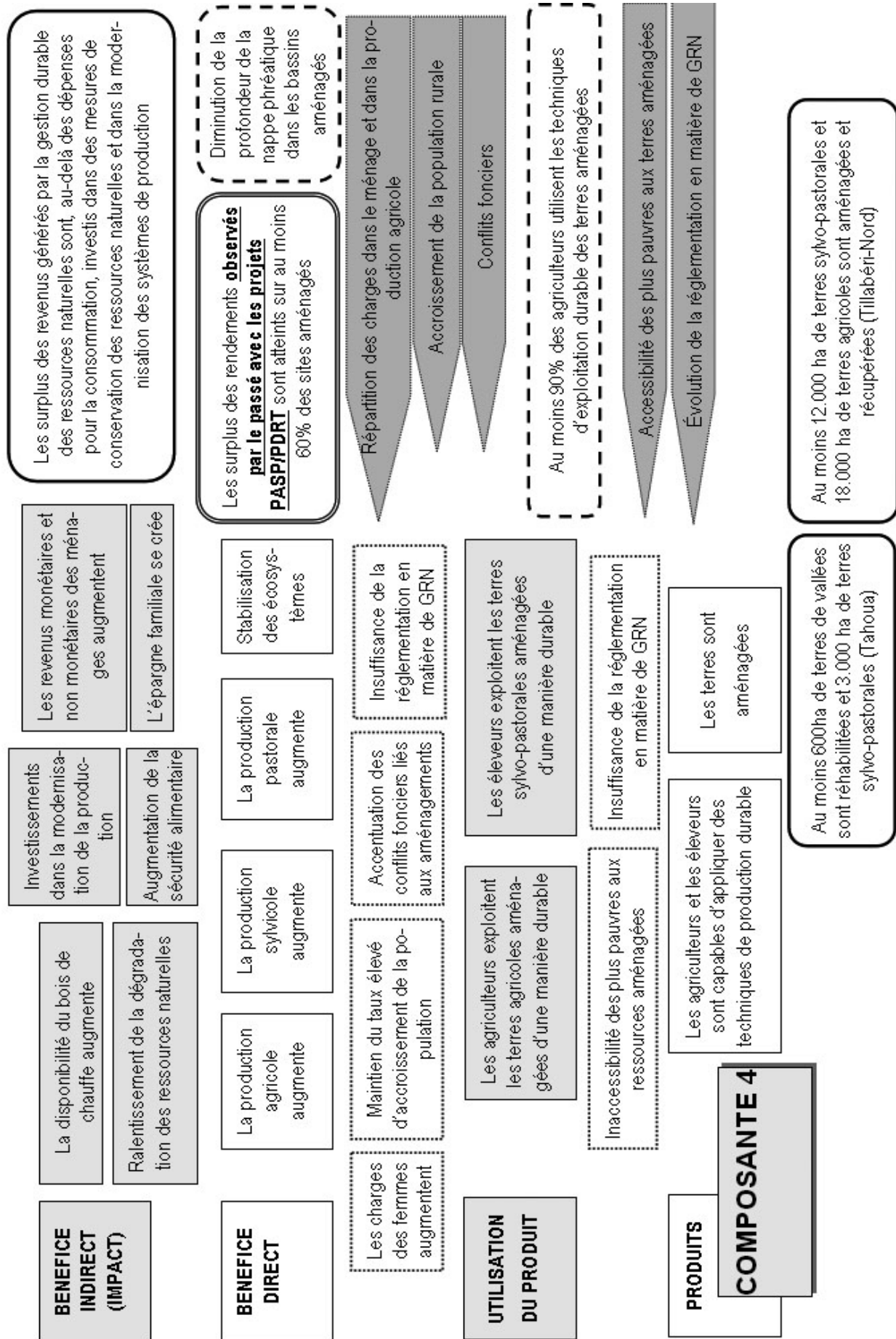
• Indicateurs du TSP de LUCOP	
• Indicateurs du TSP de LUCOP modifiés au cours de l'atelier du 03-04 octobre 2005	
• Indicateurs proposés au cours de l'atelier du 03-04 octobre 2005	
• Risques	
• Champs d'observations	











**BENEFICE INDIRECT (IMPACT)**

Meilleure acceptation des lois, règlements et stratégies par les populations, facilitant ainsi leur application

Meilleure efficacité des PTF et autres programmes de la CA dans la mise en œuvre des actions de développement

Meilleure allocation des ressources disponibles pour la mise en œuvre des actions de développement

Meilleure visibilité de la Coopération Allemande au Niger

**BENEFICE DIRECT**

Des stratégies et des politiques nationales sont plus cohérentes et répondent aux réalités du monde rural

Gain de moyens et de temps des partenaires techniques et financiers, et les programmes de la Coopération allemande dans la conception et la mise en œuvre d'actions de développement

Nombre de propositions faites par LUCOP qui sont prises en compte dans la modification du cadre réglementaire et/ou l'élaboration de stratégies et politiques nationales au Niger

L'Etat répond plus aux propositions des bailleurs les plus puissants

Non applicabilité des expériences du programme par les PTF faute de moyens



**UTILISATION DU PRODUIT**

Les décideurs politiques prennent en compte des propositions faites par le programme LUCOP pour l'élaboration des stratégies et politiques

Les partenaires techniques et financiers, et les programmes similaires de la Coopération allemande s'inspirent des expériences de LUCOP

Après leur capitalisation et documentation, les expériences du programme sont prises en compte lors de l'adaptation du cadre réglementaire **et des structures étatiques.**

**PRODUITS**

**COMPOSANTE 5**

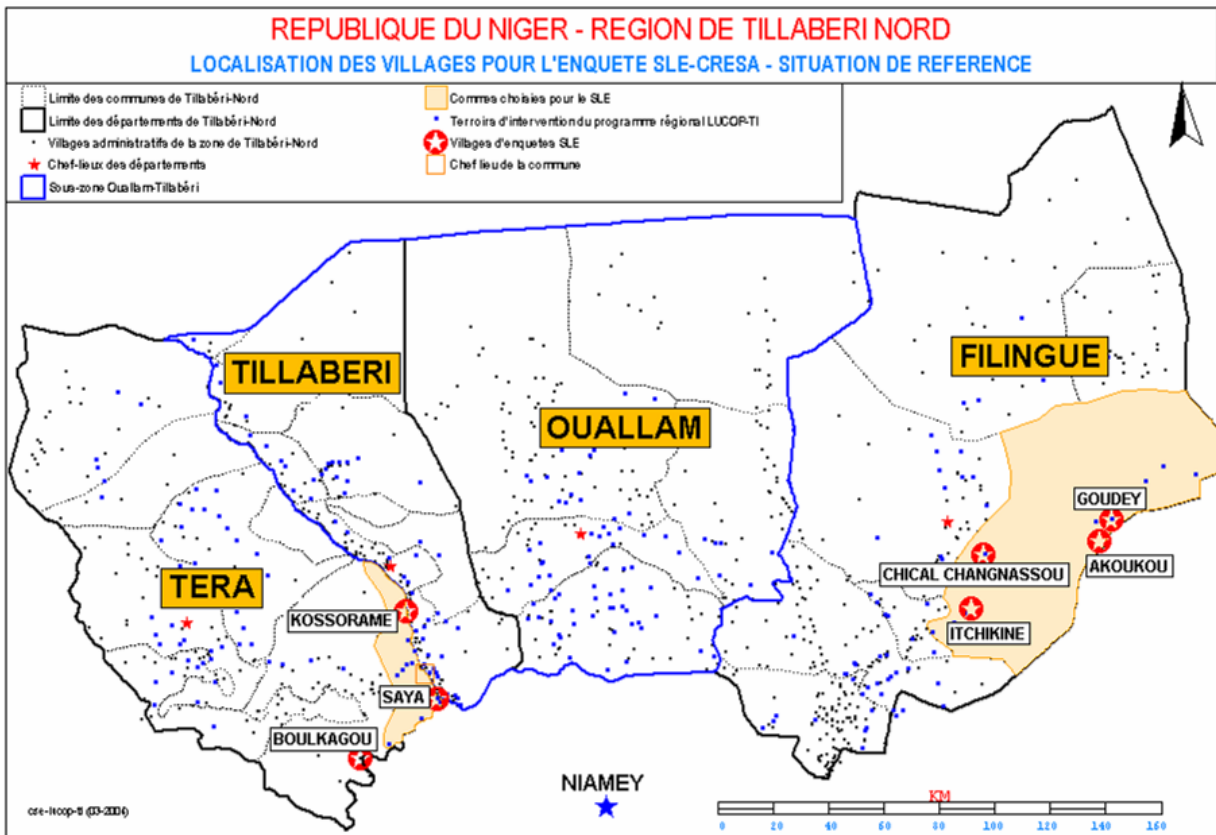
Manque de volonté pour un changement socio-politique au niveau de l'Etat

Les expériences des composantes et des thèmes transversaux du programme LUCOP sont capitalisées, documentées, diffusées et introduites sous forme de propositions auprès des acteurs au développement

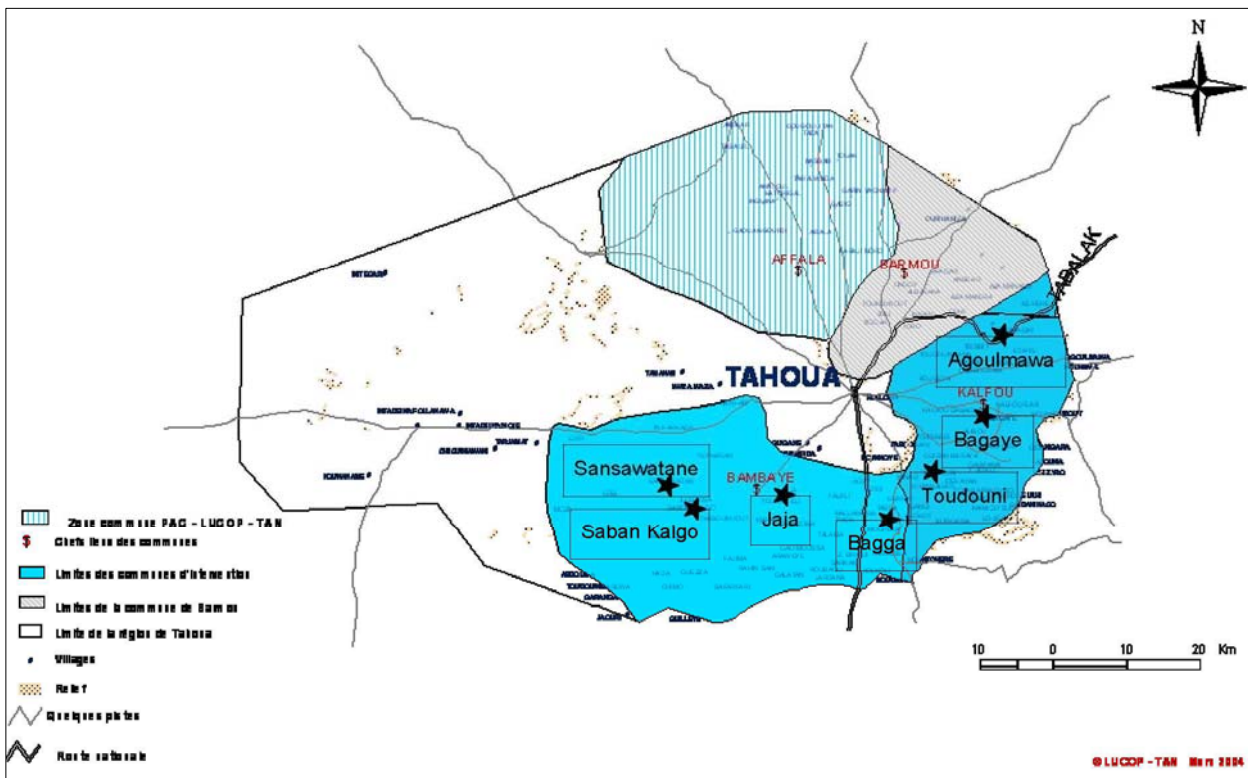
Les informations précises sur la situation des aires pastorales et sur la sécurité alimentaire de la population au Nord du Niger sont diffusées par les bulletins mensuels de CILSS-Agrhymet et fews.net



### 8 C Zone d'enquête dans la région de Tillabéri (dép. Filingué et Téra)



### 8 D Zone d'enquête dans la région de Tahoua (dép. Tahoua)



## 9) Les instruments de l'enquête

**9 A Guide d'entretien pour les groupes focaux**

Date : .....

Département :  
.....

Nom de la Commune : ..... Nom du village : .....

Nombre de participants : ..... (hommes) ..... (femmes)

Nom de l'animatrice de la réunion : .....

Groupe focal des : .....

Introduction

Explication de l'objectif de cette réunion (approfondissement de nos connaissances sur la pauvreté).

1) Priorisation des sous catégories de la pauvreté issues de l'assemblée villageoise

**Question clé : Selon vous quels sont les sous catégories influant le plus la pauvreté dans votre village / vos ménages ?**

(Pourquoi ? Comment se présente la situation dans une année normale ? dans une mauvaise année ? Quels sont les sous catégories les plus importantes pour améliorer le bien-être ? Et pourquoi ? )

2) Les causes de la pauvreté selon la perception des villageois

**Question clé : Pourquoi est-ce qu'on devient pauvre ?**

(Qu'est-ce que cela signifie pour votre vie quotidienne ? Pourquoi est-ce qu'on rester pauvre ? Comment peut on échapper à la pauvreté ? )

3) Les stratégies de survie

**Question clé : Comment faites-vous pour joindre les deux bouts ?**

(Quels sont les moments critiques ? Sur qui pouvez vous compter ? Est-ce que cela vous arrive assez / régulièrement ? )

4) L'accès aux services de base**Question clé : Pouvez vous fréquenter une case de santé si nécessaire ?**

(Si non, pourquoi ? Quelle importance joue la médecine traditionnelle pour vous ? Vos enfants peuvent ils tous fréquenter une école ? Si non, pourquoi ? Que voudriez vous apprendre ? )

5) L'accès aux facteurs de production**Question clé : Dans quelle mesure pouvez vous accéder aux champs selon vos besoins ?**

(Si non, pourquoi ? Existent-il suffisamment de terres ? Dans quel mesure pouvez vous accéder aux intrants agricoles selon vos besoins ? Dans quelle mesure pouvez vous accéder au crédit selon vos besoins ? A qui pouvez vous demander un crédit ?)

6) La participation**Question clé : Dans quelle mesure pouvez vous participer à la conception, la planification, la réalisation et à l'évaluation des projets de développement vous concernant ?**

(Si non, serait il souhaitable d'y participer ? Existe-t-il des projets de développement que vous avez planifiés de votre propre initiative ? Quelles sont vos attentes par rapport au développement de votre commune ? Avez-vous participé à l'élaboration du plan de développement communal ?)

« Merci de votre participation !!!!! »

## 9 B Guide d'entretien pour les élus locaux

Date : ..... Département : .....

Nom de la Commune : .....

Nombre de participants : ..... (hommes) ..... (femmes)

Nom de l'enquêteur/trice : .....

### INTRODUCTION

Explication de l'objectif de cet entretien, présentation de l'équipe.

#### 1) Connaissances sur la décentralisation

**Question clé : Depuis le début du processus de décentralisation, quel genre d'information vous est-il parvenu ?**

(Qu'avez-vous appris au cours de cette formation ? Et en ce qui concerne votre rôle et vos attributions en particulier ? En quoi votre rôle est-il différent par rapport à celui de vos prédécesseurs? )

#### 2) Perception de la pauvreté

**Question clé : Comment définissez-vous la pauvreté ?**

(Croyez vous que le gouvernement a une bonne compréhension de la pauvreté par rapport à la réalité dans votre commune ? Est-ce que vous avez l'occasion de rencontrer des autres représentants de l'Etat ? Quels thèmes sont abordés au cours de ces rencontres ?)

#### 3) Relations entre représentants et population

**Question clé : Quelles sont vos connaissances sur la situation dans les villages de votre commune ?**

(A quelles occasions êtes vous en contact avec la population ? De quelle manière la population contribue-t-elle aux actions de développement ? Avec quelle fréquence vous rendez-vous sur place et avec qui est-ce que vous parlez ? Qu'est-ce qui se passe avec les résultats de ces rencontres ? Croyez-vous que ces ren-

contres sont nécessaires ? Pourquoi ? Quel rôle jouez-vous dans le dialogue entre la population et le gouvernement ? Qu'est ce qui pourrait être changé dans le dialogue entre les communes, la population et le gouvernement pour améliorer la situation dans votre commune?)

#### 4) Collaboration avec d'autres acteurs de développement et communes

**Question clé : Quels sont vos partenaires dans le développement de votre commune ?**

(Quels sont les projets, ONG, institution étatiques et autres qui interviennent dans votre commune ? Avez-vous l'impression qu'ils sont bien informés sur les activités des uns et des autres ? Quelle est leur importance par rapport à la réduction de la pauvreté ? Dans quel mesure participez vous à la prise de décision dans la planification, la réalisation et l'évaluation de leurs activités ? Existe-t-il une collaboration avec des communes voisines ? Avec lesquelles et dans quels domaines ? Dans quelle mesure une harmonisation des activités des communes voisines entre elles est importante ? Pourquoi ? Comment advient la coordination des activités de développement avec la région et le département ? Croyez-vous qu'elle est importante ? Pourquoi ? Une harmonisation des activités des différents bailleurs de fonds est-elle à votre avis importante ? Pourquoi ? A-t-elle lieu dans cette région ? Quelles conséquences a-t-elle ?)

#### 5) Accès aux services de base

**Question clé : Quels sont les services de base disponibles dans votre commune?**

(Dans quel mesure sont ils fréquentés? Est-ce que les bénéficiaires doivent payer pour ces services? Combien pour lequel? Qui s'occupe de la construction et de l'entretien des infrastructures? Des écoles/CEG, des écoles primaires et maternelles, des CSI, des marchés, des pistes, des gares routières ...?)

#### 6) Ressources financières et humaines

**Question clé : De quelles ressources financières et humaines dispose la commune ?**

(Quelles sont les différentes sources pour les moyens financiers de la commune ? De quelle manière peuvent-elles être mobilisées ? Quelles sont les



perspectives pour les années à venir?

Quelles sont vos ressources humaines ? Dans quelle mesure peuvent-ils assumer leurs tâches ?)

7) La gestion des conflits

**Question clé : Quel importance ont des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans votre commune ?**

(Est-ce qu'il y a d'autres conflits liés au foncier ? Lesquels ? Comment s'effectue la gestion des conflits ? Est-ce que vous êtes satisfaits de ce mécanisme pour résoudre les conflits ?)

« Merci de votre participation !!!!! »

## 9 C Guide d'entretien pour le maire

1) La Planification du développement de la commune

**Question clé : Sur quelles données se base la planification (PCD) des activités de la commune ?**

(Qui s'occupe de la collecte de ces données ? Comment la planification communale (PCD) est-elle harmonisée avec celle des terroirs ? De quels groupes spécifiques la commune prend-elle compte les intérêts dans la planification (PCD) ? De quelle manière ? Les Femmes et jeunes sont-ils pris en considération ? De quelle manière ?)

2) La gestion durable des ressources naturelles

**Question clé : Quel rôle joue la gestion des ressources naturelles dans la planification (PCD) ?**

(Comment voulez-vous exploiter les ressources communales ? Comment jugez-vous l'importance des mesures pour sauvegarder les ressources naturelles dans votre commune ? Quelles mesures anti-érosives sont prévues au niveau de la commune ? Qui les a choisi ?)

- 3) La participation des concernés dans la planification du développement communal

**Question clé : Quel est le degré de participation de la population dans la planification ?**

Et celui des différents groupes d'intérêt en particulier ? La situation présente est-elle différente par rapport à celle des années précédentes ? Dans quelle mesure ? Qui s'occupe de l'**élaboration** des données pour la planification de vos activités/ du PCD ? De quelle manière advient-elle ? Quelles difficultés rencontrez-vous ? Avec quels critères sont déterminées les priorités pour la **réalisation** des activités planifiées/ PCD ? Qui est chargé officiellement de la réalisation ?

- 4) Les activités économiques

**Question clé : Quelles sont les activités économiques traditionnelles de la région ?**

(Quelle est leur efficacité et rentabilité ? De quelle manière peut-on les augmenter ? (exemple)

Existe-t-il d'autres activités innovatrices qui pourraient s'imposer sur le marché ? Lesquelles ? Comment ? Recevez-vous un appui pour le développement de stratégies pour appuyer la diversification et l'augmentation de la rentabilité des activités économiques ? Par qui ?)

- 5) Ressources communales

**Question clé : De quelles ressources dispose la commune pour la réalisation des projets de développement ?**

(ressources financières: instruments de financement du développement, appréciation des ressources des collectivités territoriales (budget, taux de recouvrement); ressources humaines : prestataires de service (ONG, entreprises privées), services techniques (aussi de la région, du département); ressources naturelles, potentialités pour le développement (maraîchages, carrières, zone aptes à l'irrigation...)

« Merci de votre participation !!!!! »

## 9 D Questionnaires sur les ménages

<b>Enquête sur les ménages</b>			
1. Région .....	2. Département .....		
3. Commune Rural ou Poste Administratif .....	4. Village .....		
5. Date de l'enquête .....	6. Nom de l'enquêteur.....		
7. Nom du chef de ménage .....			
8. Statut socio-économique déclaré (1=extrême pauvre, 2= pauvre, 3=assez bien)	CODE.....		
9. Niveau d'instruction (1=pas instruit 2=primaire, 3=secondaire, 4=coranique, 5=alphabétisé)	CODE.....		
10. Fonction sociale .....			
11. Religion du chef de ménage (1=musulman, 2=chrétien, 3= animiste)	CODE.....		
12. Activité principale (1=agriculture, 2=élevage, 3=pêche, 4=commerce, 5=artisanat, 6=autres)	CODE.....		
13. Type d'habitation (1=paille, 2=banco, 3=semi dur, 4=dur, 5=tente, 6=autre)	CODE.....		
14. Observations de l'enquêteur .....			
.....			
.....			
Enquête « Situation de référence ». LUCOP-Niger / SLE-Université Humboldt de Berlin / CRESA – Août 2005			

15. Est-ce que le chef de ménage est aussi chef d'exploitation agricole? Oui  Non

16. Caractéristiques démographiques (en excluant les membres qui sont absents pour plus de 12 mois)

<b>Ethnie</b>	1=haoussa, 2=zarma, 3=sonrai, 4=touareg, 5=peulh, 6=gourmantché, 7=arabe, 8= kanuri, 9=autres
<b>Sexe</b>	1=masculin, 2= féminin
<b>Instruction</b>	0=aucune, 1=primaire incomplet, 2=primaire complet, 3=secondaire, 4=supérieur, 5=coran, 6=alphabétisé
<b>Emigration/ Exode</b>	1=oui, 2=non
<b>Occupation princ. + sec.</b>	0=aucune, 1=agriculture, 2=élevage, 3=commerce, 4=artisanat, 5=petit commerce, 6=chasse, 7=bûcheron, 8=élève, 9=travaux ménagers et domestiques, 10=marabout, 11=griot, 12=féticheur (boka), 13=autres, 14=maraichage, 15=pêche, 16=apiculture, 17=soins des animaux du ménage, 99=non applicable

ID	Sexe	Ethnie	Instruction	Emigration saisonnaire (12 derniers mois)	Occupation	
					Principale	Secondaire
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

Enquête « Situation de référence ». LUCOP-Niger / SLE-Université Humboldt de Berlin / CRESA – Août 2005

### RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITES AGRICOLES DU MENAGE/ EXPLOITATION AGRICOLE

17. Quels types de champs avez-vous ? .....  
 1=champ pluvial 2=contre saison 3=Verger 4=AHA 5=autres
18. Estimez la superficie de vos champs: .....
19. Quel est votre type de tenure ? .....  
 1=hérité, 2=acheté, 3= pris en métayage, 4=acheté et cédé, 5=hérité et cédé, 6=jouissance, 7=indivis, 8=hypothèque ou prêt, 9=droit de la hache, 10=aménagement hydro agricole, 11=terres récupérées, 12=location
20. Quelles sont les cultures principales ? .....  
 10=mil, 11=sorgho, 12=maïs, 13=blé,  
 20=niébé 21=arachide 22=riz 23=sésame 24=wandzou 25=tabac 26=coton 27=dolique 28=souchet 29=henné  
 30=patate 31=pommes de terre 32=fonio 33=manioc  
 40=oignon 41=piment 42=oseille 43=gombo 44=calebassier, 45=courge, 46=aubergine, 47=tomate, 48=choux, 49=salade  
 50=carotte 51=canne à sucre 52=moninga 53=poivron  
 60=mangue 61=goyave 62=banane 63=papaye 64=melon 65=pastèque 66=autre
21. Quelle est la quantité récoltée pour chaque culture ? .....
22. Comment est la fertilité du sol ? 1<sup>er</sup> champ..... 2<sup>ème</sup> champ..... 3<sup>ème</sup> champ.....  
 1=pauvre 2=moyen 3=riche
23. Avez-vous la main d'œuvre ? .....  
 main d'œuvre familiale suffisante (1=oui/2=non), main d'œuvre vendue (3=oui/4=non), main d'œuvre supplémentaire employée (5=oui/6=non)
24. Avez-vous l'habitude de participer aux travaux d'entraide ? Oui  Non
25. Quel type d'intrants utilisez-vous ? .....  
 1=semences améliorées 2=pesticides 3=herbicides 4=engrais 5=fumure org. 6=autres

Enquête « Situation de référence ». LUCOP-Niger / SLE-Université Humboldt de Berlin / CRESA – Août 2005

26. Est-ce que vous avez accès au crédit ? .....  
 1=non, 2=oui: mutuel, 3=oui: ONG/projet 4=oui: ami/parent 5=oui: commerçant 6=banque céréalière, 7=autres
- si NON, pourquoi pas? .....
- si OUI, à qui est-il octroyé? .....
27. Appliquez-vous des techniques/mesures anti-érosives ? Oui  Non   
 si OUI, lesquelles? .....

### ELEVAGE / AGR

28. Faites-vous l'élevage ? .....  
 1=non ; si OUI : 2=volaille (combien) 3=caprins (combien) 4=ovins (combien) 5=bovins (combien) 6=camelins (combien)
29. Pratiquez-vous la pêche ? Oui  Non   
 si OUI, vente et/ou consommation? .....
30. Exploitez-vous des ressources forestières ? Oui  Non   
 si OUI, lesquelles? .....
31. Quelles autres activités génératrices de revenus pratiquez-vous?  
 .....  
 et d'autres membres de votre famille ? .....

Enquête « Situation de référence ». LUCOP-Niger / SLE-Université Humboldt de Berlin / CRESA – Août 2005

## REVENUS / DEPENSES / SEC. ALIMENTAIRE

## 32. De quoi se composent vos revenus?

.....  
 1=prod. agricole 2=élevage 3=pêche 4=expl. forestière 5=AGR 6=contribution du membres en exode 7=dons d'ONG ou autres projets  
 8=autres

→ Classez vos sources par ordre d'importance (+ estimation de la quantité):  
 .....

33. Actuellement, combien de fois mangez-vous par jour ? 1 fois  2 fois  3 fois 34. Normalement, produisez-vous suffisamment pour les besoins alimentaires de votre ménage jusqu'à la prochaine récolte? Oui  Non 

si non, combien de mois votre production va-t-elle vous nourrir d'habitude? .....

35. Prenez-vous des céréales avec la banque céréalière? Oui  Non 

si oui, quelle quantité A quelle fréquence? .....

De quelle modalité? (1=achat 2=emprunt).....

## 36. Comment se composent vos dépenses?

→ Classez vos dépenses par ordre d'importance:  
 .....

## 37. Comment faites-vous pour joindre les deux bouts dans les années difficiles?

.....

## 38. Si vous serez bien un jour, que changera pour vous et votre famille ?

.....

## 10) Liste des intervenants recensés dans les départements

**Information clés**

1. Domaines d'intervention
2. Zone d'intervention actuel / extension
3. Durée
4. Approche
5. Collaboration avec d'autres projets, ONG
6. Suivi / Evaluation / Concertation

**Département de Téra**

<b>ANPIP (Association Nigérienne Pour la Promotion de l'Irrigation Privée)</b>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'irrigation des cultures maraîchages, et des arbres cultures; intermédiation/gestion des crédits entre gouvernement (Banque Mondiale) et groupement local; sensibilisation, information, formation et échange inter site et intercommunal</li> <li>2. Partout au Niger, avec 8 antennes : Diffa, Zinder, Maradi, Tahoua, Agadez, Dosso, Niamey, Tillabéri (dont les communes Diagourou, Téra, Dargol, Gothèye, Koukourou, Bankilaré, Gorouel, Mehanna)</li> <li>3. Phase pilote : 1998 – 2002, 2<sup>ième</sup> phase : vulgarisation (2002-2007), financée par la Banque Mondiale (38 Mio. US \$ !)</li> <li>4. Approche intermédiaire à travers le gouvernement / bailleurs de fonds : pour crédit de 35.000 - 2 Mio FCFA 10 % apport personnel/du groupement, 90 % subvention, pour 2 – 10 Moi FCFA : 15 % / 85 %, pour 10-35 Moi FCFA : 20 % / 80 %.</li> <li>5. Pas de coopération ou appui par d'autres projets</li> <li>6. Par des contrôleurs de la Banque Mondiale</li> </ol>
<b>CADELT (Cellule d'Appui au Développement Locale à Tillabéri), Coopération Suisse</b>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Transfert de technologie en CES (conservation des eaux et sols) / DRN (dégradation des ressources naturelles), 4 volets : programme appui à la production agrosylvo-pastorale, HIMO / infrastructure, piste, hydraulique (avec Goyazaada), alphabétisation de base (avec ONG VIE) et cellule PAM/DDC (Direction du Dév. de la Coop.) pour la scolarisation des jeunes filles</li> </ol>

2. Commune de Gorouel, Bankilaré et Téra (270 villages/tribus et hameaux)
3. Deux phases de trois ans, phase pilote déc. 1998 à mai 2004, maintenant phase de restructuration sept. 2004 à août 2006, financement complète par la Coop. Suisse
4. Faire-faire à travers des assemblées villageoises, associations locales de développement (bureau précommunal)
5. Coopération avec tous les intervenants et services techniques dans le même domaine de la zone d'intervention dans le cadre de concertation au niveau départemental, COS (comité d'orientation stratégique au niveau de la Coop. Suisse), fora de concertation au niveau du PCD est à élaborer
6. Le projet ne dispose pas d'une cellule s&e, une auto-évaluation se fait au sein de l'équipe, évaluation externe et bilan annuel

#### **PADET (Prévention des conflits avec ONG EIRENE / Allemagne)**

1. Deux volets : gestion des conflits (agriculteur-éleveur) et vulgarisation du droit (prévention des conflits); gestion des ressources naturelles, le foncier, défense des droits humains, défense des mineurs
2. Commune Bankilaré et Gorouel, prévu : Diagourou et Dargol pour la mise en place de COFOB
3. Avant : 1999-2002 avec la Coop. Suisse, depuis novembre 2003 jusqu'à décembre 2006 avec la Coopération allemande, financement par EIRENE
4. A la demande des acteurs locaux et de la population, actions de sensibilisation et formation
5. Partenariat avec RIDD (Réseau d'Intégration et de diffusion du droit au milieu rural), FITILA et Eirene, coopération avec la commission foncière de Téra, services techniques et le maire
6. Suivi trimestriel par l'ONG FITILA

#### **PAFEN (Programme d'aménagement des forêts naturelles avec BAD (Banque Africaine de Développement))**

1. Protection de l'environnement : plantation d'arbres forestiers, récupération des terres (MAE), élaboration des plans d'aménagement (11), installation des marchés ruraux (15) formation des paysans, des services techniques, des élus locaux; appui aux intrants (semences, engrais, matériels)
2. Commune Téra (zone d'Onsolo – forêt de 9000 ha), commune de Kokorou, commune Dargol (Komabangou – forêt galerie), commune Gothèye (zone Sirba – grand

forêt de 3.000 ha)

3. 1<sup>ière</sup> phase : Avril 2001 – Dec 2005 (8 Mrd. FCFA), 2<sup>ème</sup> phase en négociation pour 5 ans (16 Mrd. FCFA)
4. Approche participative pour une gestion durable: les décisions amènent de la base, parce que les ressources leurs appartient
5. Le projet est lié avec le service technique d'environnement (en coopération avec tous les autres services techniques), ONG ONDERNA (Organisation Nigérien pour la Défense de l'Environnement et des Ressources Naturelles), d'autres prestataires de services (p. ex. ABC Ecologie)
6. Suivi-évaluation se fait avant, pendant et après l'exécution; au niveau du village par un comité de gestion, au niveau départemental, national et du côté du bailleur de fonds (BAD)

#### **PASA (Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire)**

1. L'intensification de la production agricole (intrants, encadrement), maîtrise de l'eau et d'irrigation (crédit pour moto pompes, caniveau d'irrigation), diversification de la Production (crédit pour petit élevage), appui au niveau de l'agriculture et de la pêche
2. Dans les communes de Téra, Dargol, Gothèye.
3. De 1995 jusqu'à Décembre 2005
4. Mis à exécution par la Direction Départemental de l'Agriculture
5. Royaume de Monaco, Libye, BID (Banque International de Développement)

#### **PSSA (Projet Spécial pour la Sécurité Alimentaire)**

1. Aménagement des mares et barrages (des « travaux spécifiques dans des endroits ponctuels »)
2. Dargol, Béborou Tondo, Gorol (Yumban)
3. Mis à exécution par la Direction Départemental Génie Rurale

#### **Projet Goyazaada (Coopération Swiss), Cellule de Tera**

1. Infrastructures agricoles (aménagement des pistes, bas-fonds, puits, forages), Collaboration avec la radio communautaire (information)
2. Téra-Nord, Commune Gorouel, Commune Bankilaré
3. Depuis mars 2005, 1<sup>ière</sup> phase jusqu'à mi-août 2008 (3,5 ans)
4. HIMO; appuyer les communes (les maîtres d'ouvrage / travail à la base); Durabilité :



la population doit s'identifier avec le projet dès le commencement (création d'un comité de gestion représentatif)

5. Projet CADELTA / Coopération Suisse : agriculture et diversification, formation / alphabétisation
6. Réunion de concertation avec LUCOP, PADET, PAC – Concertation du suivi au niveau régional (SRP)

#### **Radio Communautaire « Liptako FN »**

1. Information, éducation, communication, distraction, animation
2. Communes Gorouol, Bankilaré, Mehanna
3. Depuis 14 février 2005, Lundi – Dimanche, 6-14h et 18.30-23h, financée par des recettes pour des notifications: 300 FCFA pour annoncer des choses tristes, 500 FCFA pour celles joyeux et 2.000 FCFA pour des communiqués des projets, de l'Etat, de l'hôpital
4. Emissions en 6 langues (sonrai, peulh, tamashek, haoussa, gourmantché, française)
5. Appui de la Coopération Suisse /CADELTA (formation, crédits pour le matériel/équipement)
6. Comité de gestion avec 7 membres contrôle chaque 15 jours (finances, gestion, recrutement)

#### **Unité gestion d'eau (UGE) / PNUD**

1. Information, éducation, formation des comités de gestion de l'eau (puits, forages, mares, barrage etc.), vulgarisation de la loi et des droits concernant l'eau
2. Dans tout le Niger (7 zones de gestions), l'expérimentation dans la zone Liptako/Tillabéri : la commune de Gothèye, à Téra, Tillabéri, Saya et Kollo (en total 100 villages centres et 753 villages satellites), Commissions Régional : Douchi
3. 1<sup>ière</sup> phase août 1999 – 2002, 2<sup>ième</sup> phase : 2003-2007, financée par PNUD
4. Approche participative : 3 participants par village, « avec chaque couche sociale autour de la table », l'intégration des femmes
5. Coopération avec Vision Mondiale, CADELTA, les Services Techniques Hydrauliques et Génie Rural
6. Pas de suivi, « autoévaluation à leur niveau »»

### Vision Mondiale

1. Parrainages des enfants avec l'Angleterre (l'antenne à Ouallam : avec Canada), éducation : construction des classes, formation des enseignants, fourniture scolaire, alphabétisation, droits des jeunes filles; santé : eau potable, construction des forages, réhabilitation des puits, appui des CSI); agriculture : banque céréalière, semences améliorées, récupération des terres
2. 23.000 enfants dans 13 Programmes de Développement Intégré, dans la zone de Tillabéri en total 9.000: à Gothèye 1000 enfants, à Téra et Isamé 3.000 et à Ouallam 2.000 enfants, 15 villages (8 à Téra, 7 à Diagourou);
3. 1996 : relief de faim, 1997 : parrainage (1<sup>ière</sup> phase de 15 ans), financé par donateurs (médicaments, t-shirts etc.) et sponsors (16 \$ par mois par enfant) en l'Angleterre
4. P. ex. au niveau de la santé : Les propres parents d'un enfant contribuent 800 FCFA pour la première consultation, après Vision Mondiale s'en occupe, 1 superviseur est responsable pour 150 enfants
5. Pas de coopération avec d'autres projets (Plan Niger fait parrainages dans d'autres zones)
6. Fiche de suivi par chaque enfant pour chaque mois (« on enlève l'enfant après 3 mois si ça ne marche pas »)

### Département de Filingué

#### Aide et Action

1. Dans la domaine de l'éducation : construction de classe, appui à la mise en œuvre des activités pratiques et productives (APP), la création artistique et le sport dans les écoles, appui pour mettre en place les COGES (Comité de Gestion des Etablissements Scolaires)
2. Dans 16 pays avec le siège à Paris. La Direction Africain se trouve à Dakar. Au Niger ils interviennent dans 5 départements : Loga (1989), Ouallam (1991), Filingué (1992), Douthi (1994), Mirriah (2000)
3. Voir ci-dessus, financée par le parrainage de 20€ /13.000 FCFA par enfants par mois (avec la France et Suisse)
4. « Lutter contre la pauvreté à travers l'éducation » avec une approche communale : par commune 1 agent s'engage dans 28 CAPED (Cellule d'Animation Pédagogique) qui représentent plusieurs COGES des villages
5. Mirriah est en partenariat avec ADEN, Zinder avec la DREBA

## Département de Tahoua

### Projet d'Aménagement des Forêts Naturelle (PAFN)

→ Financement FAD, Etat, bénéficiaires

1. Secteur développement rural; gestion durable des ressources sylvo-pastorales en sécurisant les revenus des populations rurales dépendant des forêts (reboisement, gestion des forêts naturelles, lutte contre la pauvreté pour les populations riveraines des formations forestières)
2. Région de Diffa (Diffa et Maïné), Région de Zinder (Magaria et Tanout), Région de Maradi (Mayahi, Madarounfa, Guidan Roundji), Région de Tahoua (Tahoua et Illé-la), Région d'Agadez
3. 2001-2005
4. Cible : Structures locales de Gestion Forestière, Villages

### Projet de Déplacement Station et Réhabilitation Climatologie (PDSRC)

→ financement de l'Etat

1. Secteur transport et communication
3. 2 ans

### Projet Mobilisation des Eaux de Tahoua (PMET)

→ financement du FAD

1. Lutte contre la pauvreté grâce à une amélioration de la sécurité des conditions de vie des populations (augmenter les productions agricoles et animales, protéger et restaurer l'environnement); 4 composantes : Aménagement, mise en valeur, Actions d'accompagnement, cellule du projet
3. 5 ans
4. Stratégie de faire faire

### NIGETECH (Phase II)

→ financement FED

1. Multisectoriel; apporter une contribution conséquente à l'offre nationale de formation professionnelle continue, Formation et/ou renforcement des formateurs (montage de modules de perfectionnement et de spécialisation en formation continue, formation initiale professionnalisant sur des activités génératrices de revenus, session de renforcement des compétences des apprentis du secteur artisanal, organisation des journées d'information)

<b>Programme de soutien à l'Education de Base (SOUTEBA)</b>
→ financement FED 1. Education de base, écoles normales, éducation bilingue 2. Dosso, Tahoua et Tillabéri 3. Fin 2003-2008 4. Cible : Écoles normales d'Instituteurs, Cellules d'Animation Pédagogiques 5. Union Européenne en collaboration avec le FNUAP
<b>Programme régional d'utilisation de l'énergie solaire photovoltaïque dans les pays du Sahel (PRS)</b>
→ financement FED 1. Approvisionnement en eau potable durable et amélioration de la desserte et de la qualité de l'eau potable 2. Départements de Dosso, Tahoua et Tillabéri 3. 2 <sup>ème</sup> phase : 2002-2007 4. Populations des zones rurales et semi-urbaines
<b>Projet de mobilisation des ressources des femmes « Mata Masu Dubara »</b>
→ financement de Care International 1. Secteur social; amélioration des conditions socio-économiques des femmes à accroître leur capacité à se garantir une meilleure existence (mise en place de groupement villageois d'épargne et de crédit, appuyer l'adhésion des femmes au sein de ces groupements et leur assurer l'accès à un mécanisme d'épargne et de crédit permanent adapté à leurs besoins spécifiques)
<b>Projet d'identification Gypsifère et calcaire Maggia</b>
→ financement du Trésor 1. Secteur mines et énergie 3. 5 ans
<b>Projet Micro-réalisation (PMR/BAD)</b>
→ financement BAD 1. Multisectoriel; amélioration des conditions de vie des populations travers l'autosuffisance alimentaire et l'auto formation (développement de productions agricoles et halieutiques, protection de l'environnement, eau potable, allègement du travail de la femme) 3. 5 ans

**SNV**

1. Appui aux structures de systèmes financiers ruraux, appui conseil – renforcement des capacités (communes, organisations de producteurs), analyse organisationnelle, analyse institutionnelle, intégration de l'aspect genre
2. Région de Tahoua
3. En continu depuis 2003
4. Appui conseil, cible : communes, structures de niveau méso ou régional

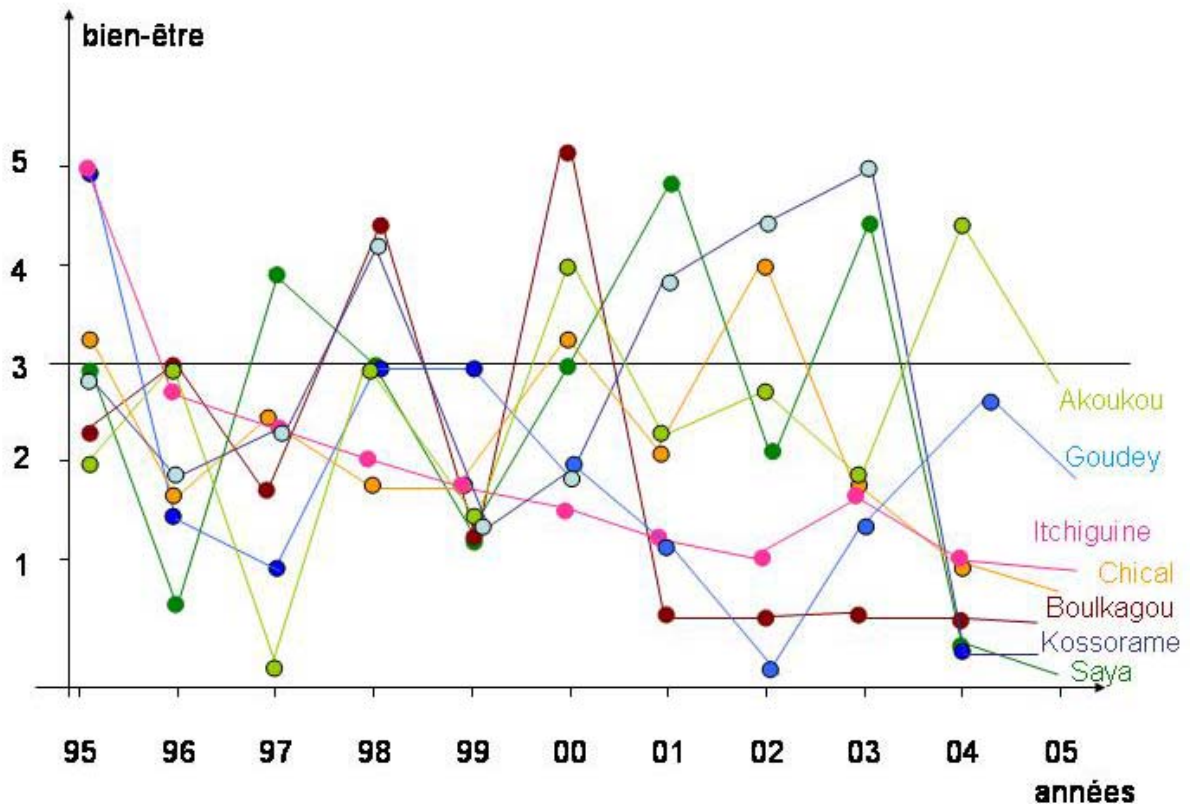
**Programme Hydraulique Villageoise et Pastorale**

BADEA-Niger

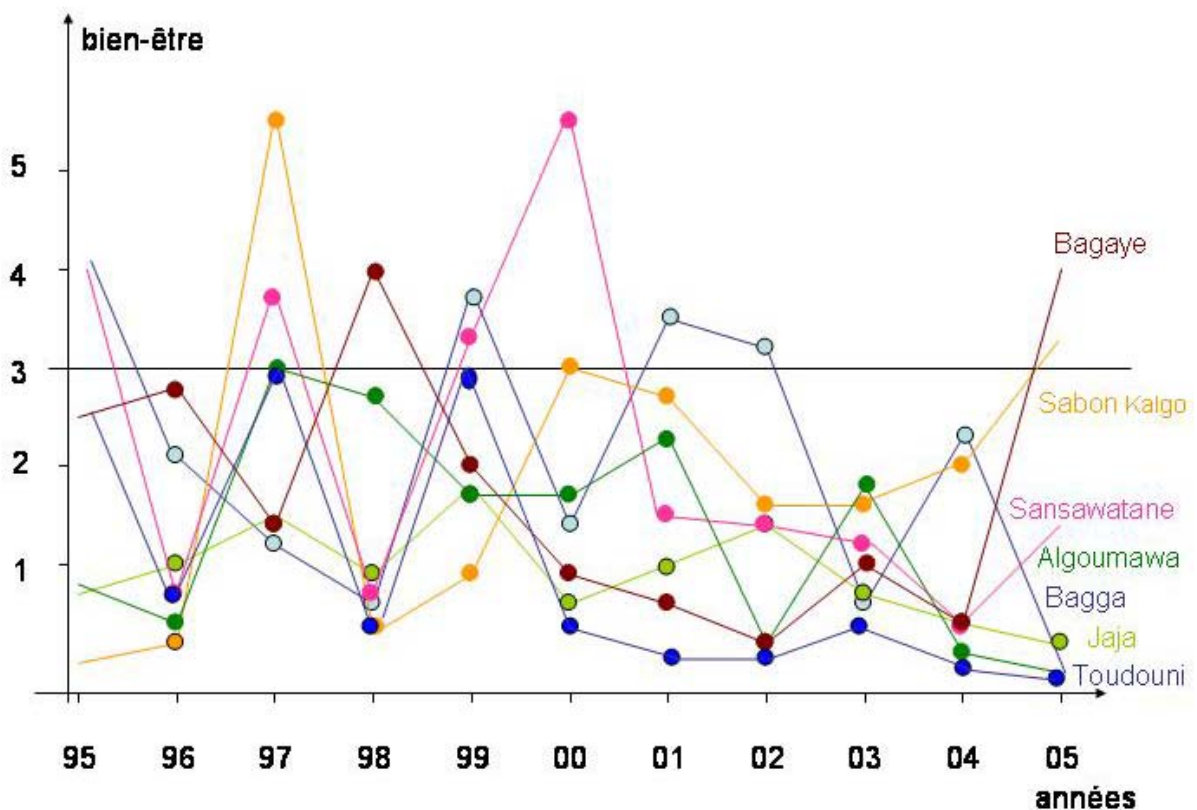
1. Adduction d'eau potable
2. Région de Tahoua et Maradi
3. 2003-2006
4. Villages/tribus comité de gestion

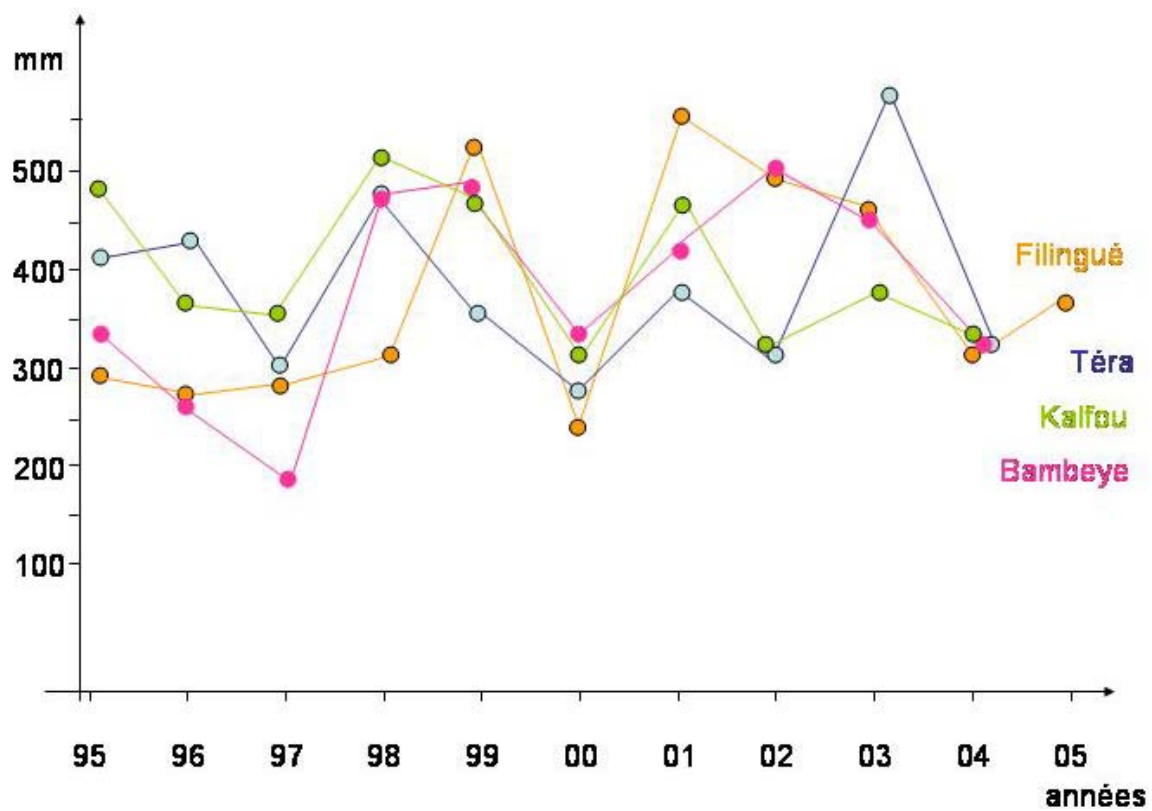
11) Figures supplémentaires de la situation de référence

11 A Ligne de vie des villages enquêtés dans la région de Tillabéri



11 B Ligne de vie des villages enquêtés dans la région de Tahoua



**11 C Pluviométrie dans les régions de Tillabéri et deTahoua**

## 12) Tableaux supplémentaires de la situation de référence

**12 A Les caractéristiques des trois catégories du bien-être**

Cumul résultat des assemblées générales et des groupes focaux

<b>Assez bien</b>	<b>Pauvre</b>	<b>Extrêmement pauvre</b>
Manger 3 fois par jour	Manger 2 fois par jour	Manger 1 fois par jour
La production suffit jusqu'à la prochaine récolte.	La production suffit jusqu'à janvier / mars.	La production suffit pour quelques semaines / jusqu'à décembre.
Plus de 10 bovins, plusieurs ovins et caprins	Avoir quelques chèvres, moutons et de la volaille	« Même pas un poulet » / quelques volailles
Employer la main d'œuvre agricole	Vente de la main d'œuvre agricole	Vente de la main d'œuvre agricole
Avoir au moins un enfant en exode	Avoir un enfant en exode	Pas d'enfant en exode
Plusieurs AGR (commerce et petit commerce, élevage, embouche)	Quelques AGR (vente de bois, petit commerce, fabrication de briques)	Peu d'AGR (collecte et vente des herbacées et du bois, vente de leur main d'œuvre)
Faire la culture de contre-saison, le jardinage avec les intrants	Accès restreint aux champs des cultures de contre-saison	Pas d'accès aux champs des cultures de contre-saison
Avoir une bonne santé, avoir la peau lisse	Pas d'argent pour acheter des médicaments	Avoir beaucoup de maladies, pas de santé
Etre joyeux, avoir l'esprit tranquille, pas de soucis	Enfants mal éduqués, celui qui ne quémande pas	Avoir honte de sortir, avoir des soucis, pas de tranquillité



### 12 B Les activités principales dans les régions de Tillabéri et de Tahoua (selon l'enquête sur les ménages)

	Agriculture	Artisanat	Commerce	Elevage	Autre occupation
Tillabéri	93,54 %	0,68 %	4,58 %	-	0,83 %
Tahoua	94 %	2 %	2 %	1 %	1 /

### 12 C Les sources de revenus dans les régions de Tillabéri et de Tahoua (selon l'enquête sur les ménages)

	Ordre	Assez bien	Pauvres	Extr. pauvres
Tillabéri	1	Agriculture 100 %	Agriculture 97,6 %	Agriculture 96,8 %
	2	AGR 90,4 %	AGR 61,5 %	Exode 69,4 %
	3	Elevage 67,3 %	Exode 48 %	AGR 59,7 %
	4	Exode 61,5 %	Exploit. forest. 8,3 %	Exploit. forest. 30,6 %
	5	Exploit. forest.	Pêche 8,3 %	Elevage 16,1 %
	6	Don 3,3 %	Don 7,1 %	Pêche 9,67 %
Tahoua	1	Agriculture 100 %	Agriculture 100 %	Agriculture 88 %
	2	Elevage 75 %	Elevage 58 %	Exode 46 %
	3	AGR 62 %	Exode 58 %	AGR 40 %
	4	Exode 37,5 %	Vente de la main d'œuvre 54 %	Elevage 36 %
	5	Exploit. forest. 19 %	AGR 42 %	Vente de la main d'œuvre 34 %
	6	Don ONG 6,2 %	Exploit. forest. 15,3 %	Exploit. forest. 32 %
	7		Don ONG 4 %	Don ONG 2 %

## 12 D La pratique de l'élevage dans les régions de Tillabéri et de Tahoua (selon l'enquête sur les ménages)

Dép.	Assez bien				Pauvres					Extr. pauvres				
	Volaille	Ca- prin	Ovin	Bo- vin	Vo- laille	Ca- prin	Ovin	Bo- vin	Pas d'éle- vage	Vo- laille	Ca- prin	Ovin	Bo- vin	Pas d'éle- vage
Fillingué	73 %	87 %	67 %	93 %	62%	52 %	86%	71%	-	56%	24 %	35%	9%	29 %
Téra	75 %	62 %	87 %	100%	75%	43 %	75%	50%	11%	76%	47 %	58%	59%	50 %
Tahoua	50 %	75 %	75 %	63 %	38%	58 %	46%	27%	42 %	22%	26 %	28%	16%	52 %

## 12 E Les dépenses des ménages par ordre d'importance dans les régions de Tillabéri et de Tahoua (selon l'enquête sur les ménages)

	Ordre	Assez bien	Pauvres	Extr. pauvres
Tillabéri	1	Nourriture 51 %	Habillement 44 %	Nourriture 54 %
	2	Habillement 30 %	Nourriture 34 %	Habillement 34 %
	3	Achat d'animaux 17 %	Contribution aux cérémonies 14 %	Condiments 12 %
	4	Santé 18 %	Achat d'animaux 12 %	Contribution aux cérémonies 6 %
	5	Travaux champêtres 6 %	Condiments 6 %	Santé 7 %
	6		Impôts 4 %	Achat d'animaux
Tahoua	1	Nourriture 100 %	Nourriture 90 %	Nourriture 100%
	2	Habillement 93 %	Remboursement crédit 8 %	Habillement 51 %
	3	Condiments 93 %	Contribution aux cérémonies 3 %	Condiments 16 %
	4	Contribution aux cérémonies 28 %		Santé 2 %

**12 F Les stratégies de survie dans les régions de Tillabéri et de Tahoua (selon l'enquête sur les ménages)**

	Ordre	Assez bien	Pauvres	Extr. pauvres
Tillabéri	1	Exode 38 %	Vente d'animaux 42 %	Vente de main d'œuvre 35 %
	2	Vente d'animaux 36 %	Prêt 30 %	Cueillette 32 %
	3	Prêt 27 %	Exode 28 %	Exode 30 %
	4	Cueillette 7 %	Cueillette 24 %	Aide des parents 22 %
	5	Aide des parents 6 %	Aide des parents 19 %	Prêt 13 %
	6	Petit commerce 6%	Vente de bois 17 %	Vente de bois 13 %
	7	Commerce 5 %	Petit commerce 16 %	Vente d'animaux 9 %
	8	Vente de main d'œuvre 3 %	Vente de main d'œuvre 11 %	Petit commerce 8 %
	9	Maraîchage 3 %		Fouille de termitière 3 %
	10	%		Vente de paille 3 %
Tahoua	1	Vente d'animaux 43 %	Vente de main d'œuvre 32 %	Vente de main d'œuvre 20 %
	2	Crédit 18 %	Vente de bois 27 %	Crédit 16 %
	3	Commerce 12 %	Manger des herbacées 17 %	Manger des herbacées 13 %
	4	Dieu nous nourrit 10 %	Aide des parents 15 %	Dieu nous nourrit 11 %
	5	Exode 7 %	Dieu nous nourrit 9 %	Vente d'animaux 8 %
	6	Manger des herbacées 5 %	Exode 7 %	AGR 7 %
	7	Aide des parents 5 %	Crédit 6 %	Aide des projets 5 %
	8	Vente de main d'œuvre 4 %	Contre saison 3 %	Vente de bois 4 %
	9		Vente de paille 3 %	Exode 2 %
	10		Aide des projets 3 %	

**12 G Les proportions des types de champs dans les régions de Tillabéri et de Tahoua (selon l'enquête sur les ménages)**

	Type de champ	Filingué	Téra	Tahoua
Assez bien	Pluvial	92 %	75 %	77 %
	Contre-saison	8 %	4 %	23%
	Verger	-	-	-
	AHA/rizière	-	21 %	-
Pauvres	Pluvial	98 %	77 %	90 %
	Contre-saison	2 %	9 %	10%
	Verger	-	1 %	-
	AHA/rizière	-	13 %	-
Extr. pauvres	Pluvial	92 %	68 %	94 %
	Contre-saison	8 %	16 %	6%
	Verger	-	6 %	-
	AHA/rizière	-	10 %	-

**12 H Le niveau d'instruction des chefs d'exploitations/ménages enquêtés dans les régions de Tillabéri et de Tahoua (selon l'enquête sur les ménages)**

	Pas instruit	Primaire	Secondaire	Coranique	Alphabétisé
Tillabéri	64 %	5 %	1 %	25 %	5 %
Tahoua	46 %	8 %	4 %	35 %	5 %

## 13) Fiches synthétiques des indicateurs principaux

<b>Composante 1</b>		
<i>Les populations rurales, leurs organisations et les collectivités décentralisées planifient de manière autonome leur développement et mettent en œuvre leurs stratégies de développement.</i>		
<b>Indicateur de résultat quantifié n° 1 :</b>		
<b>« Au moins 75% des investissements de la commune sont issus des priorités définies dans les PCD à la fin des quatre ans de mise en œuvre du plan »</b>		
Niveau de l'indicateur	Indicateur de Bénéfice direct	
Valeur initiale	Tillabéri	Tahoua-Nord
	1 <sup>ière</sup> année : %	%
	2 <sup>ième</sup> année : %	%
	3 <sup>ième</sup> année : %	%
	4 <sup>ième</sup> année : %	%
Besoin en données et informations	- le PCD établi pour la commune - le nombre et le type d'investissements réalisés dans la commune au cours de l'année	
Méthodes de collecte des données	Le conseil municipal transmet l'information requise à travers le prestataire de service respectif au programme LUCOP lors de l'évaluation annuelle des PCD par les communes.	
Date et fréquence de collecte	Une fois par an lors de l'évaluation des réalisations du PCD	
Responsable	Responsables de programme pour la composante 1	
Besoin en ressources	Pas de ressources financières supplémentaires nécessaires puisque l'analyse peut se réaliser dans le contexte de l'évaluation du PCD	
Exploitation et utilisation des résultats	Apprécier l'utilité des PCD et la capacité de sa mise en œuvre par les conseils municipaux	

### Composante 1

*Les populations rurales, leurs organisations et les collectivités décentralisées planifient de manière autonome leur développement et mettent en œuvre leurs stratégies de développement.*

#### Indicateur de résultat quantifié n° 2 :

**« Le volume des investissements externes selon les priorités du PCD a augmenté pendant la période de mise en œuvre du plan »**

Niveau de l'indicateur	Indicateur de Bénéfice direct		
Valeur initiale		Tillabéri	Tahoua-Nord
	1 <sup>ère</sup> année :	FCFA	FCFA
	2 <sup>ème</sup> année :	FCFA	FCFA
	3 <sup>ème</sup> année :	FCFA	FCFA
	4 <sup>ème</sup> année :	FCFA	FCFA
Besoin en données et informations	- Volumes et types d'investissements externes annuels - Investissements annuels réalisés sur la base des priorités des PCD		
Méthodes de collecte des données	A collecter lors des séances d'auto-évaluation des PCD et à travers les rapports spéciaux des communes permettant la collecte des données dans le cadre de l'exécution des budgets des municipalités. A collecter pour quelques communes par régions.		
Date et fréquence de collecte	Fin d'année à travers les auto-évaluations et les rapports spéciaux des communes		
Responsable	Prestataires de services Responsables de programme pour la composante 1		
Besoin en ressources	Ressources internes		
Exploitation et utilisation des résultats	Apprécier le volume des investissements des porteurs de développement dans la commune du fait de l'existence d'un PCD et dans le cadre des priorités qui y sont définies par la commune.  Les volumes des investissements annuels doivent être comparés entre eux.		

## Composante 2

*Les populations de la zone d'intervention du programme sont dotées en infrastructures sociales, publiques, marchandes et hydro agricoles / mesures anti-érosives planifiées de façon participative.*

### Indicateur de résultat quantifié n° 3 :

**« Les taux de fréquentation des écoles primaires, des cases de santé, d'accès à l'eau potable et d'accès à une route praticable à tout moment ont augmenté »**

Niveau de l'indicateur	Indicateurs de Bénéfice direct															
Valeur initiale	<p>A collecter au niveau des communes avec PCD ayant bénéficié d'infrastructures</p> <table style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th></th> <th style="text-align: center;">Tillabéri</th> <th style="text-align: center;">Tahoua-Nord</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Fréquentation scolaire:</td> <td style="text-align: center;">%</td> <td style="text-align: center;">%</td> </tr> <tr> <td>Fréquentation case santé:</td> <td style="text-align: center;">%</td> <td style="text-align: center;">%</td> </tr> <tr> <td>Accès à l'eau potable:</td> <td style="text-align: center;">%</td> <td style="text-align: center;">%</td> </tr> <tr> <td>Accès à une route praticable:</td> <td style="text-align: center;">%</td> <td style="text-align: center;">%</td> </tr> </tbody> </table>		Tillabéri	Tahoua-Nord	Fréquentation scolaire:	%	%	Fréquentation case santé:	%	%	Accès à l'eau potable:	%	%	Accès à une route praticable:	%	%
	Tillabéri	Tahoua-Nord														
Fréquentation scolaire:	%	%														
Fréquentation case santé:	%	%														
Accès à l'eau potable:	%	%														
Accès à une route praticable:	%	%														
Besoin en données et informations	<p>Nombre d'élèves dans les établissements scolaires</p> <p>Nombre de malades ayant fait recourt aux services de santé</p> <p>Nombre de personnes ayant accès à l'eau potable</p> <p>Nombre de villages ayant accès à une route praticable à tout moment</p>															
Méthodes de collecte des données	Échantillonnage de quelques villages et collecte des données auprès des responsables des écoles et des cases de santé/CSI. Analyse de la taille de la population et la localisation des points d'eau pour l'accès à l'eau potable. Identification des villages situés à moins de 5 km d'une route praticable à tout moment															
Date et fréquence de collecte	Fin d'année et chaque année															
Responsable	<p>Prestataires de services</p> <p>Chargés des projets particuliers du programme</p>															
Besoin en ressources	Ressources internes															
Exploitation et utilisation des résultats	Appréciation du niveau d'utilisation des infrastructures scolaires/sanitaires/hydrauliques du fait de leur reconstruction en matériaux de qualité ou de la mise à disposition de nouvelles constructions ainsi que du niveau de désenclavement du fait de la construction de pistes															

## Composante 2

*Les populations de la zone d'intervention du programme sont dotées en infrastructures sociales, publiques, marchandes et hydro agricoles / mesures anti-érosives planifiées de façon participative.*

### Indicateur de résultat quantifié n° 4 :

**« Les taxes collectées sur les marchés communaux ont augmenté »**

Niveau de l'indicateur	Indicateur de Bénéfice Direct																		
Valeur initiale	<p>Montant des taxes globales collectées sur les marchés la dernière année avant les aménagements pour quelques communes choisies.</p> <table style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th></th> <th style="text-align: center;">Tillabéri</th> <th style="text-align: center;">Tahoua-Nord</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Commune 1 :</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> </tr> <tr> <td>Commune 2 :</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> </tr> <tr> <td>Commune 3 :</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> </tr> <tr> <td>Commune 4 :</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> </tr> <tr> <td>Commune 5 :</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> <td style="text-align: center;">FCFA</td> </tr> </tbody> </table>		Tillabéri	Tahoua-Nord	Commune 1 :	FCFA	FCFA	Commune 2 :	FCFA	FCFA	Commune 3 :	FCFA	FCFA	Commune 4 :	FCFA	FCFA	Commune 5 :	FCFA	FCFA
	Tillabéri	Tahoua-Nord																	
Commune 1 :	FCFA	FCFA																	
Commune 2 :	FCFA	FCFA																	
Commune 3 :	FCFA	FCFA																	
Commune 4 :	FCFA	FCFA																	
Commune 5 :	FCFA	FCFA																	
Besoin en données et informations	Montant des taxes globales annuelles des marchés aménagés																		
Méthodes de collecte des données	Collecte des données auprès des communes à travers leurs rapports spéciaux																		
Date et fréquence de collecte	Fin d'année et chaque année																		
Responsable	Prestataires de services Chargés des projets particuliers du programme																		
Besoin en ressources	Ressources humaines internes																		
Exploitation et utilisation des résultats	Appréciation de l'amélioration des revenus des collectivités décentralisées provenant de la collecte de taxes diverses du fait de la construction de marchés																		



<b>Composante 3</b>	
<i>Les Collectivités décentralisées exécutent de manière efficiente les compétences qui leurs sont dévolues.</i>	
<b>Indicateur de résultat quantifié n° 5 :</b>	
<b>« Niveau de satisfaction des différents groupes socio - professionnel et socioculturels par rapport à la prise en compte de leurs intérêts »</b>	
Niveau de l'indicateur	Indicateur de Bénéfice direct
Valeur initiale	Non quantifiée. Le premier sondage permettra de collecter le niveau de satisfaction des différents groupes avant l'avènement de la décentralisation
Besoin en données et informations	Catégorisation du niveau de satisfaction des différents groupes socioprofessionnels et socioculturels des communes appuyées
Méthodes de collecte des données	Sondages légers
Date et fréquence de collecte	Fin d'années et une (1) fois tous les deux ans
Responsable	Prestataires de service externes Responsables du S&E des programmes régionaux Responsables de programme pour la composante 3
Besoin en ressources	Ressources externes : 4 personnes pour 4 jours soit 16 H/J
Exploitation et utilisation des résultats	Appréciation du niveau de satisfaction des différents groupes quant à l'articulation de leurs intérêts et leur prise en compte dans les décisions des conseils municipaux

<b>Composante 4</b>													
<i>Les agriculteurs et éleveurs mettent en valeur leurs ressources naturelles et gèrent leurs systèmes de production d'une manière durable.</i>													
<b>Indicateur de résultat quantifié n° 6 :</b>													
<b>« Les surplus des rendements (observés par le passé avec les projets PASP/PDRT) sont atteints sur au moins 60% des sites aménagés »</b>													
Niveau de l'indicateur	Indicateur de Bénéfice direct												
Valeur initiale	<p>Niveaux de rendement connus par le passé sur sites aménagés par les anciens projets de la CAD</p> <table style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th></th> <th style="text-align: center;">Tillabéri</th> <th style="text-align: center;">Tahoua-Nord</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Surplus agricole :</td> <td style="text-align: center;">kg/ha</td> <td style="text-align: center;">kg/ha</td> </tr> <tr> <td>Surplus matière sèche :</td> <td style="text-align: center;">kg/ha</td> <td style="text-align: center;">kg/ha</td> </tr> <tr> <td>Surplus sylvicole :</td> <td style="text-align: center;">stères/ha</td> <td style="text-align: center;">stères/ha</td> </tr> </tbody> </table>		Tillabéri	Tahoua-Nord	Surplus agricole :	kg/ha	kg/ha	Surplus matière sèche :	kg/ha	kg/ha	Surplus sylvicole :	stères/ha	stères/ha
	Tillabéri	Tahoua-Nord											
Surplus agricole :	kg/ha	kg/ha											
Surplus matière sèche :	kg/ha	kg/ha											
Surplus sylvicole :	stères/ha	stères/ha											
Besoin en données et informations	<p>Niveau de rendement annuel sur terres agricoles aménagées et sur témoins</p> <p>Niveau de rendement annuel sur terres pastorales aménagées et sur témoins</p> <p>Niveau de rendement sur sites sylvicoles et sur témoins</p>												
Méthodes de collecte des données	Installation d'un simple dispositif d'évaluation de rendements à travers la même méthode d'évaluation utilisée dans le cadre du suivi intense jusqu'à présent utilisé par LUCOP (PASP)												
Date et fréquence de collecte	<p>Fin de campagne hivernale et chaque année pour le rendement agricole et pastoral y compris l'évaluation de la densité d'arbres à l'hectare</p> <p>Fin de campagne hivernale et chaque deux ans pour le rendement sylvicole</p>												
Responsable	<p>Prestataires de service externes</p> <p>Responsables du S&amp;E des programmes régionaux</p>												
Besoin en ressources	2 personnes pour deux semaines soit 28 H/J par an												
Exploitation et utilisation des résultats	Appréciation du niveau et du surplus de rendement généré du fait de l'aménagement des terres												

<b>Composante 4</b> <i>Les agriculteurs et éleveurs mettent en valeur leurs ressources naturelles et gèrent leurs systèmes de production d'une manière durable.</i> <b>Indicateur de résultat quantifié n° 7 :</b> <b>« Diminution de la profondeur de la nappe phréatique dans les bassins aménagés »</b>	
Niveau de l'indicateur	Indicateur de Bénéfice direct
Valeur initiale	A évaluer à une période bien définie avant l'aménagement des bassins versant et la construction des seuils d'épandage
Besoin en données et informations	Profondeur de la nappe phréatique
Méthodes de collecte des données	Simple mesurage de la profondeur de quelques puits se trouvant sous influence de la nappe phréatique du bassin versant concerné à une période bien.
Date et fréquence de collecte	Une date fixe au cours du mois de décembre et une au cours du mois de mai de chaque année
Responsable	Responsables de programme pour les seuils d'épandage Responsable du S&E LUCOP-TAN
Besoin en ressources	Ressources internes
Exploitation et utilisation des résultats	Permettra d'apprécier la capacité d'infiltration et de rétention d'eau des sols pour le rehaussement de la nappe phréatique au niveau d'un bassin versant sous l'influence des seuils d'épandages

<b>Composante 5</b>	
<i>Les décideurs politiques au Niger mettent en œuvre des stratégies et des politiques en prenant en compte des expériences sectorielles faites dans les zones du programme de la coopération allemande.</i>	
<b>Indicateur de résultat quantifié n° 8 :</b>	
<b>« Nombre de propositions faites par LUCOP qui sont prises en compte dans la modification du cadre réglementaire et/ou l'élaboration de stratégies et politiques nationales au Niger »</b>	
Niveau de l'indicateur	Indicateur de Bénéfice Direct
Valeur initiale	Néant
Besoin en données et informations	Nombre de propositions faites par LUCOP Nombre de propositions prises en compte dans la modification du cadre réglementaire et/ou l'élaboration de stratégies et politiques
Méthodes de collecte des données	Comptage des propositions faites par LUCOP Comptage des propositions prise en compte
Date et fréquence de collecte	Fin d'année et chaque année
Responsable	Directeur du programme Responsable Unité S&E et communication Responsables des composantes techniques des programmes régionaux
Besoin en ressources	Ressources internes
Exploitation et utilisation des résultats	Appréciation de la pertinence des propositions faites par le programme dans le cadre de la modification du cadre réglementaire et/ou l'élaboration de stratégies et politiques

## Liste des publications du SLE

	No.
<b>Klemens Hubert</b> , Georg Dürr, Henrik Einfeld, Sigismund Hadelich, Heinz Haug, Irene Haug, Adolf Kraus, Ludwig Löschner, Claus-Rudolf Spranger, <b>Agricultural Production in Kisii District/Kenya and Proposals for its Development</b> . Berlin, 1972	IV/1*
<b>Manfred Schulz</b> , Ursula Bauhoff, Henning Bosüner, Heinrich Ehlers, Helmut Heumos, Franz Ring, Peter Schimann, Jean-P. Stauss, <b>Rapports du stage 1972 à Madagascar - Aspects du développement</b> . Berlin, 1972	IV/2*
<b>Ramesh Chandra Agrawal</b> , Wilfried Blaschnek, Hellmut Fischer, Andreas Frey, Eberhard Göhsing, Willi Nesselrath, Franz Rauch, <b>A Study of the Working and Impact of Indo-German Agricultural Project, Kangra</b> . (India). Berlin, 1973	IV/3*
<b>Herbert Ströbel</b> , Angelika Schneider, Dietrich Stotz, Engelbert Veelbehr, Annemarie Wäschle, Josef Weber, <b>An Economic Analysis of Smallholder Agriculture in the Kericho District</b> , (Kenya). Berlin, 1973	IV/4*
<b>Hans Gsänger</b> , Michael v. Gemmingen, Bernd Lassen, Bernhard Meier, Manfred Metz, Gloria Petrocivis, Wichard Ziebell, <b>The Marketing System for Fruit and Vegetables in Ibadan - A Case Study</b> -, (Nigeria). Berlin, 1973	IV/5*
<b>Ramesh Chandra Agrawal</b> , Gerhard Anger, Franz Brandner, Günter Dresrüsse, Ilse Fritz, Johannes Kotschi, <b>A Study of the Role of Nationalized Banks in Financing Agriculture in the District of South Kanara</b> , (India). Berlin, 1974	IV/6
<b>Peter Neunhäuser</b> , Christian Döbel, Ingrid Foik, Hans Häusler, Norbert Jost, Bernhard Labus, Hans Pfister, <b>Survey on Smallholder Agriculture in West Sumatra</b> , (Indonesia). Berlin, 1974	IV/7*
<b>Ursula Hadelich-Bauhoff</b> , Wolfgang Bayer, Hans-G. Danninger, Ludwig Hoffmanns, Reinhild Schepers, Gerhard Schnepel, <b>Aspects of Cotton Production in Ulanga District</b> , (Tanzania). Berlin, 1974	IV/8*
<b>Thomas Teuscher</b> , Elisabeth Hässler, Elmar Locher, Barbara Meyer, Konrad Sandhofer, Reinhold Swoboda, Mona Tammer, <b>Feasibility Study on the Establishment of Smallholder Dairy Colonies in Connection with Cattle Multiplication Units in West Malaysia</b> . Berlin, 1975	IV/9
<b>Eberhard Grosser</b> , Wolfram Brünger, Christoph Diewald, Niels Hansen, Wulf Killmann, César Maldonado, Maria-Theresia Maldonado, <b>Problemática y perspectivas de desarrollo en la agricultura migratoria de una subregión de la Selva Lacandona</b> , (Chiapas, México). Berlin, 1975	IV/10*
<b>Hans Gsänger</b> , Dorothea Altes, Jürgen Hörner, Friedolf Lau, Günter Raad, Gerhard Vollmer, Karl-Ludwig Zils, <b>How to Make Co-Operative Marketing Viable - The Case of Sweet Orange Marketing in Thailand</b> . Berlin, 1975	IV/11*
<b>Ramesh Chandra Agrawal</b> , Peter Englberger, Peter Munzinger, Norbert Rossler, Ludwig Schatz, <b>A Study of Hill Agriculture in Almora (India) - Present Status and Future Strategy for Development</b> . Berlin, 1976	IV/13

- Bernd Schubert**, Wolf Dieter Hartmann, Wolfgang Kunze, Klaus Pilgram, Norbert Walter, Richard Zink, **Study and Experiment on Marketing of Fazal-I-Manani Plums in Peshawar/Pakistan**. Berlin, 1976 IV/14
- Hans-Jürgen Daunicht**, Annette Bernd, Herbert Jenrich, Rainer Struck, Doris Werner, **Capacidad de uso y de manejo de los suelos del Valle Matehuala-Huizache, San Luis Potosí, México**. Berlin, 1976 IV/15
- Hans-Jürgen Daunicht**, Annette Bernd, Herbert Jenrich, Rainer Struck, Doris Werner, **Nutzungskapazität und Bewirtschaftung der Böden des Tales Matehuala-Huizache, San Luis Potosí, México**. Berlin, 1977 IV/16  
(Deutsche Fassung von Nr. IV/15)
- Peter Neunhäuser**, Claus Auer, Gerhard Brandt, Gerhard Fischer, Claus Wagner, Anton Wirth. **Possibilities of the Introduction of Draught Animals in the North-West Province of the United Republic of Cameroon**. Berlin, 1977 IV/18
- Thomas Teuscher**, Richard Baptist, Dedo Geinitz, Karimul Md. Huq, Rolf Peter Mack, Ernst-Axel Momber, Christiane Rehse, **Further Development of Milk Collecting Centre Jasin, Malaysia, for Smallholder Dairying**. Berlin, 1977 IV/19
- Eberhard Grosser, Jochen Pfeiffer**, Günter Baumann, Frank Bremer, Alhoussène Condé, Michael Götze, Walter Hauth, Delphine Onwumere, **Etude agro-socio-économique de base sur les conditions de développement de la Sous-Préfecture de Paoua, Ouham-Pende, (Empire Centrafricain)**. Tome I, Berlin, 1977 IV/20\*
- Eberhard Grosser, Jochen Pfeiffer**, Günter Baumann, Frank Bremer, Alhoussène Condé, Michael Götze, Walter Hauth, Delphine Onwumere, **Etude agro-socio-économique de base sur les conditions de développement de la Sous-Préfecture de Paoua, Ouham-Pende, (Empire Centrafricain)**. Tome II (Deutsche Zusammenfassung, Annexes). Berlin, 1977 IV/20a
- Peter Munzinger**, Cornelia Deubler, Ralph Jätzold, Detlev Leitner, Renate Melcher, Ulrich Mey, Gerald Rathert, **The Hindi-Magogoni Settlement Scheme in Lamu District, Coastal Province of Kenya**. Berlin, 1978 IV/22
- Ramesh Chandra Agrawal**, Horst Ammann, Hannelore Gelmroth, S.M. Kaikobad, Eberhard Nau, Ursula Nölle, **A Study of Fertilizer Use in Gandaki Zone of Nepal**. Berlin, 1978 IV/23
- Thomas Teuscher**, Gerd Addicks, Gerd Bleckmann, Hans-Jürgen Bösel, Michael Holzheimer, Erich Klinger, Josef Niedermayer, **Livestock Development in West Sumatra (Indonesia)**. Berlin, 1978 IV/24
- Detlev Böttcher**, Hans Diederichsen, Hans-Joachim Esderts, Monika Herz, Hubert Schillinger, Wolfgang Schipprack, **Etude sur le développement de la demande et de la commercialisation de la production maraîchère au périmètre public irrigué de Bou Heurtma, Jendouba, Tunisie**. Berlin, 1979 IV/25

- Eberhard Grosser, Aliou Ibra Ba, Klaus Berger, Curt von Gossler, Matthias Grunewald, Bernd Kadura, Helga Neumann, Analyse de situation de la région du Tagant (République Islamique de Mauritanie) avec attention particulière aux aspects socio-économiques.** Berlin 1979/80 IV/26
- Kurt J. Peters, Georg Deichert, Edeltraud Drewes Günter Fichtner, Sabine Moll, Fernando Chavarria, Bréhima Diakité, Goat production in low income economic units of selected areas of West-Malaysia.** Berlin, 1979 IV/27\*
- Hannelore Börgel, Barbara Arend, Carola Jacobi, Samuel Kanyarukiga, Alois Kullaya, Berga Lemaga, Sulemann Mogaeka, Wolfgang Prante, Production, Marketing and Consumption of Potatoes in the Ethiopian Highlands (Holetta, Awassa, Alemaya).** Berlin, 1980 IV/29\*
- Ramesh Chandra Agrawal, Eberhard Bauer, Manfred Beier, Julia Böcker, Gerd Juntermanns, Theda Kirchner, Reinhard Woytek, A Study of Agriculture Credit for Small Farmers in Uttar Pradesh/India.** Berlin, 1980 IV/30
- Thomas Teuscher, et.al., Possibilités d'intensification et d'intégration de l'élevage dans les exploitations agricoles des régions Plateaux et Centrale au Togo.** Berlin, 1980 IV/31\*
- Klaus Baumgarten, Norma Bethke, Jutta Lehmann, Hans-Ludwig Mayer, Joachim Schröder, Roland Weckend, Present Situation and Development Possibilities for Smallholder Settlements in the Newly Reclaimed Mariut Area in Egypt.** Berlin, 1982 IV/34
- Bernd Schubert, Herbert Butscher, Christopher Kellner, Oskar Linn, Margot Thomsen, Bernd Wolf, Vegetables in East Kalimantan. Agro-Economic Nutritional and Ecological Aspects of Promoting Vegetable Production and Marketing in Three Districts of East Kalimantan - Indonesia.** Berlin, 1982 IV/35\*
- Jürgen Hopp, Gerald Rathert, Regula Egli-Frey, Maria Fiedler, Martin Harder, Stephan Jansen, John Kasonta, Karl-Peter Kirsch, Reiner Radermacher, Melanie Tigges-Ismael, Base Line Survey in Coconut Growing Areas of Tanzania.** Berlin 1983 IV/36
- Peter Schröder, Sylvia Brunold, Günther Mühlbauer, Martin Orth, Angela Petersen, Richard Preißler, Kai Rehfeldt, Andreas Schumacher, Investigation on Current Yield Potentials on Tax Allotments on the Islands of Ha'apia and Vava'u, Kingdom of Tonga (South Pacific).** Berlin, 1983 IV/38
- Peter Neunhäuser, Herbert Bayreuther, Albert Engel, Michael Friesenegger, Aziz Magelassa, Antonio Monteiro Neves, Verena Renneke, Walter Salzer, Appropriate Land Use Systems for Smallholder Farms - A Survey of Ecological and Socio-Economic Conditions in the Machakos District (Kenya).** Berlin, 1983 IV/39\*
- Günter Kleemann, Eberhard Krain, Renate Kuchenreuther, Alfonso Otero Moreno, Heinrich Sauter, Johannes Thaysen, Andrea Warner, Situación actual y Potencial de la Producción Lechera en Explotaciones de Doble Propósito en el Pie de Monte Llanero (Meta, Colombia).** Berlin, 1983 IV/40

- Hessameddin Tabatabai**, Karl Friedrich Glombitza, Peter Kowoll, Leon Macioszek, Rupert Othmer, Wilhelm Simons, **Production and Marketing of Milk in the Smallholder Sector of the Western Region/Jamaica**. Berlin, 1984 IV/41
- Khosrow Saidi**, Heike Kross, Hans-Martin Lorenzen, Peter Pfaumann, Joachim Schwanck, Susanne Welz, Jutta Werdes, **Baseline Survey of Agriculture and Living Conditions in Semonkong Region/Lesotho**. Berlin, 1984 IV/42
- Uwe Jens Nagel**, Bernd Bültemeier, Andrew B. Dua, Veronika Gruber, Thomas Krimmel, Uwe Prien, Sigfrid Schröder, Andreas Springer-Heinze, **The Modified Training and Visit System in the Philippines - A Study on the Extension Delivery System in Region III**. Berlin, 1984 IV/43
- Gerd Ramm**, Geert Balzer, Manfred van Eckert, Regina Hugo, Barbara Massler, Rolf Müller, Jürgen Richter, **Integration of Animal Husbandry into Transmigrant Farming Systems in the Middle Mahakam Area, East Kalimantan, Indonesia**. Berlin, 1985 84
- Ramesh Chandra Agrawal**, Elisabeth Brandt-Gerbeth, Irmgard Hettich, Joachim Jeltsch, Thomas Karasch, Elisabeth Mildeberger, Kadir Mwadin, August Visser, **Possibilities of Increasing Rural Incomes in Dhading District, Nepal**. Berlin, 1985 85
- Albert Engel**, Miguel Calderón-Hagemann, Wolfgang Herbinger, Waltraud Keipp, Jochen Knoth, Gesa Schoop, Henning Weise, **Promoting Smallholder Cropping Systems in Bo-Pujehun/Sierra Leone - An Assessment of Traditional Cropping Development Project**. Berlin, 1985 86
- Frank Bremer**, Dietrich Busacker, Alpha Diallo, Hauke Fehlberg, Christine Meyer, Willi Monigatti, Karl-Heinz Spiegel, **Les possibilités de promotion des petites exploitations agricoles dans la Province Atlantique, Bénin**. Berlin, 1986 94\*
- Anne Valle-Zárate**, Georg-Friedrich Heymell, Manfred Jeebe, Klaus Lengefeld, Hergung Sandhagen, Manfred Szyszka, **Condiciones Actuales y Potencial de la Producción Porcina para Mejorar la Situación del Pequeño Productor en la Provincia Gran Chaco - Bolivia**. Berlin, 1986 95
- Peter Neunhäuser**, Dorothee Aehling, Rainer Droste, Christian Graefen, Hassan Kaya, Rainer Schmidt, Helga Stamm, Kurt Wagner, **Demand for Major Fruit Tree Seedlings including Coconut by Village Farms and Farmers in the Lowland Areas of Tanga Region (Tanzania)**. Berlin, 1986 96
- Bernd Schubert**, Christoph Backhaus, Jochen Humann, Lothar Kleipaß, Klaus Michel, Anne Seyfferth, Petra Windisch, Klaus Zoumer, **Proposals for Farming Systems-Oriented Crop Research of Wawi Highland Agricultural Research Station in Northern Thailand**. Berlin, 1986 101
- Geert Balzer**, Norbert Deipenbrock, Regina Ecker, Martin Eisenbeis, Ulfert Focken, Klaus Gühr, Brigitte Reichelt, Peter Saile, **Shifting Cultivation in West Pasaman, Sumatra (Indonesia)**. Berlin, 1987 102
- César Maldonado**, Richard Bitsch, Ulrich Doms, Herwig Hahn, Gustavo Mejía Yepes, Sabine Preuß, Michael Schucht, **Sistemas de Producción Agropecuaria en dos Zonas del Sur del Ecuador**. Berlin, 1987 103



- Ute Westphal**, Martina Clemens, Karin Gaesing, Uwe Grossmann, Dagmar Kunze, Beate Weiskopf, **Baseline Survey on Smallholders in Nimba County, Liberia - To Facilitate Decision Taking in Project Planning.** Berlin, 1988 109
- Ramesh Chandra Agrawal**, Vera Boerger, Felix Feneberg, Tomas Heintz, Georg Janze, Heike Martin, Pejman Mohseni, **Impact of Cattle Distribution from Governmental Livestock Farms on Smallholders in Sri Lanka.** Berlin, 1988 110
- Reinhard Woytek**, Anette Bähring, Dorothee Dersch, Jutta Habermehl, Peter Kaufmann, Trudy Könemund, Maria Weitz, **Soil Erosion Control and Agroforestry in the West Usambara Mountains - Evaluation of an Extension Approach, Tanzania.** Berlin, 1988 111\*
- Heinz-Wilhelm Strubenhoff**, Michael Abel, Ursula Fitzau, Angelika Kemmler, Heidi Mann, Monika Reule, Christel Weller, **Etude socio-économique sur l'élevage traditionnel au Togo.** Berlin, 1988 115
- Theo Rauch**, Karin Janz, Anne Lengemann, Siegfried Mayer, Susanne Michalik, Michael Siebert, Dietrich Suhlrie, **The Sustainability of the Impact of the Integrated Rural Development Programme (IRDP) Zambia/NW-Province.** Berlin, 1988 116
- Frigga Wirth**, Hildegard Brosi, Günther Feiler-Jessensky, Peter Glasauer, Gudrun Krause, Andreas Kunert, Marina Mdaihi, **A Baseline Survey for the Identification of Farming Systems in Zanzibar.** Berlin, 1988 117
- Uwe Jens Nagel**, Karen Ehlers, Ralf Engelhardt, Burkhard Gnass, Christine Martins, Bernd Schwenk, Ronald Siegmund, Gerold Wyrwal, **Focussing Formal Surveys - The Use of Rapid Rural Appraisal for Designing a Survey in Nam Lang (Thailand).** Berlin, 1989 123\*
- Ulrike Breitschuh**, Gabriele Bargel, Ingeborg Grimm, Jörg Haas, Iris Harder, Manfred Noll, Rainer Schwarzmeier, Georg Strunden, **Situation socio-économique et agro-écologique: Etudes de cas dans six villages au Département Tillabéri - Niger.** Berlin, 1989 124\*
- Hartmut Müller**, Rubén Vinueza, Ivonne Antezana, Andrea Brechelt, Juan Ceballos-Müller, Ruth Kleefisch, Andreas Kress, Maria Stuckenberg, **El Sistema de Comercialización de Ganado Bovino en tres Cantones del Ecuador: Análisis y Recomendaciones.** Berlin, 1989 125
- Thomas Krimmel**, Thomas Duve, Gerd Fleischer, Gazali Ismal, Maimunah Madjid, Hans-Peter Piepho, Anke Schnoor, Mathias Sommer, Sondra Wentzel, **Towards an Institutionalization of Monitoring and Evaluation of Project Impact - The Example of Projects in the Small-Scale Irrigation Sector in West Sumatra, Indonesia.** Berlin, 1990 130
- Theo Rauch**, Lorenz Bachmann, Sibylle Braune, Bastian Ehrhardt, Gertraud Faltermeier, Rolf Speit, Manfred Störmer, **Small-Scale Processing at Rural Centres in Malawi - Possibilities of Development and Promotion.** Berlin, 1990 131

- Dietrich Busacker**, Volker Bode, Sabine Dorlöchter, Angelika Fleddermann, René Förster, Doris Popp, Birgit Schmook, Khaly Sylla, Horst Wattenbach, **L'analyse socio-économique des systèmes d'exploitation agricole et de la gestion de terroir dans le Bas-Saloum, Sénégal**. Berlin, 1990 132\*
- Gabriele Bargel**, Inge Grimm, Jörg Haas, Iris Harder, Manfred Noll, Rainer Schwarzmeier, Georg Strunden, **Desertifikationsbekämpfung und soziale Organisation - Möglichkeiten und Grenzen der Implementierung technischer Maßnahmen zum Erosionsschutz im Niger**. Berlin, 1990 133\*
- Peter Neunhäuser**, Ursula Danzer, Hubert Deubler, Andreas Groetschel, Gesa Grundmann, Ricky Alisky Martin, Frank Axel Mayer, Petrus Saigol, Abdul Salam Akup, Beate Scherf, Susanne Schmall, Jeflus Sinajin, **Appropriate Land Use Systems for Shifting Cultivators - Technical and Institutional Proposals for a Rural Community Development Programme Based on a Participatory Approach in Kota Marudu District/Sabah (Malaysia)**. Berlin, 1991 138
- Shifting Cultivation - an Evil Thing? How to Plan a Project for Improving Development Chances of Shifting Cultivators in Sabah/Malaysia (A Manual for the Video)**. Kota Marudu District/Sabah (Malaysia). Berlin, 1991. Beiheft zur SLE-Studie Nr. 138
- Bernhard Hoeper**, Wilfried Gebhardt, Thomas Koenig, Ellen Kramer, Bettina Luise Ruerup, Susanne Thieke, **Crop Diversification and Food Security on Household Level with Special Reference to the Cultivation of Vegetables and Fruit Trees - The Case of Ufipa Plateau, Rukwa, Tanzania**. Berlin, 1991 139
- Dagmar Kunze**, Mathilde von Bergen, Lena Blaudez, Martina Haslwimmer, Juliana Hinterberger, Stefanie Schaefer, Cordula Schmüdderich, **Différenciation de la population-cible du Projet Kabare à la base d'une analyse socio-économique dans la région du Kivu, Zaire**. Berlin, 1990 140
- Uwe Jens Nagel**, Stephan Baas, Patrick Chiyanika, Silke Eckert, Jörg Edsen, Martin Geiger, Reiner Laue, Gertrud Lübke, Holger Marbach, **Developing a Participatory Extension Approach - A Design for Siavonga District, Zambia**. Berlin, 1992 149\*
- Barbara Massler**, Heiko Bammann, Franz Haller, Friederike Hansmann, Matthias Hitzel, Andreas Hoffmann, Heiko Luetjen, Sabine Speiser, **El Fomento de Cultivos No-Tradicionales de Exportación: ¿Una Estrategia Viable para Baja Verapaz? (Guatemala)**. Berlin, 1992 150\*
- Beate Lohnert**, Martin Armbruster, Elisabeth Fetsch, Claudia Freudigmann, Hansjörg Lanz, Fritz Roskopf, Rainer Johannes Schierhorst, **Les Interventions Céréalières comme Partie Intégrante de la Sécurisation Alimentaire dans des Régions Déficitaires - Exemple du Cercle de Bandiagara/Mali**. Berlin, 1992 151\*
- Ramesh Chandra Agrawal**, Anette Emrich, Ulrich Fechter-Escamilla, Christoph Goormann, Norbert Kleineidam, Jutta Will, **Economic Analysis for Project Sustainability. Study of Selected Drinking Water and Soil and Water Conservation Projects in the Integrated Food Security Programme Shandong, People's Republic of China**. Berlin, 1993 S160

- Ute Westphal**, Uwe Bergmeier, Gottfried von Gemmingen-G., Martina Hanke, Angela Hinrichs, Beate Holthusen, Monika Schneider, Veronika Schwanz, **Participatory Methods for Situation Analysis and Planning of Project Activities - Experiences with Women and Youth in the Communal Areas of Namibia**. Berlin, 1993 S161\*
- Günther Feiler**, Markus Ascher, Susanne Dollmann, Richard Haep, Petra Jacobi, Christiane Jansen, Iris Paulus, Petra Schnadt, **Crop-Livestock Integration in Uva Province, Sri Lanka - Present Role and Potential**. Berlin, 1993 S162
- Bernd Schubert**, Abenaa Addai, Stefan Kachelriess, Josef Kienzle, Martin Kitz, Elisabeth Mausolf, Hanna Schädlich, **Facilitating the Introduction of a Participatory and Integrated Development Approach (PIDA) in Kilifi District, Kenya. Volume I: Recommendations for the Institutionalisation of PIDA Based on Four Pilot Projects**. Berlin, 1994 S164 Vol. I
- Bernd Schubert**, Abenaa Addai, Stefan Kachelriess, Josef Kienzle, Martin Kitz, Elisabeth Mausolf, Hanna Schädlich, **Facilitating the Introduction of a Participatory and Integrated Development Approach (PIDA) in Kilifi District, Kenya. Volume II: From Concept to Action. A Manual for Trainers and Users of PIDA**. Berlin, 1994 S164 Vol.II
- Juan Ceballos-Müller**, Norbert Eulering, Heidrun Gilde, Ricarda Gregori, Bernhard Leemhuis, Ulrich Storck, Rita Weidinger, **Sostenibilidad Institucional en el Desarrollo Rural Regional: "Reduciendo la Brecha entre Organizaciones y el Grupo Meta". Elaboración de Propuestas para COHASA II, Proyecto Integrado de Seguridad Alimentaria en Lempira, Honduras**. Berlin, 1994 S165\*
- Iris Paulus**, Marleine Boueiz, Manfred Fischer, Barbara Kuhn, Jan Papendieck, Silke Stöber, Heike Stumpf, Gerd Ullmann, **Le fonctionnement du marché ovin au Maroc - Approche méthodologique et résultats de l'étude pilote au Moyen Atlas**. Berlin, 1994 S166\*
- Walter Engelberg**, Kulan Amin, Frank Böning, Anselm Duchrow, Anja Gomm, Georg Heidenreich, Markus Radday, Astrid Walker, **Promoting Self-help Activities of Albanian Farmers - Situation Analysis and Assessment of Potentials**. Berlin, 1995 S168
- Gesa Grundmann**, Miguel Expósito, Ilse Fürnkranz, Carola Kiesel, Claudia Lange, Sabine Lutz, Andreas Weitzel, **De peones a propietarios - Hacia un mejor aprovechamiento de los recursos y potenciales por grupos campesinos en Guamate, Provincia de Chimborazo, Ecuador**. Berlin, 1995 S169
- Karin Fiege**, Gunter Englisch, Regina Frey, Hans-Jörg Kräuter, Anna Kreuzer, Andrea Kutter, Ulrike Weinspach, Axel Weiser, **L'autopromotion paysanne dans la gestion des ressources naturelles dans la zone Mali-Sud. Possibilités d'appui institutionnel dans les Cercles de Tominian et de Bla**. Berlin, 1995 S170

- Peter Neunhäuser**, Barbara Abbentheren, Christian Berg, Djekshen Djamgyrchiev, Samira Kalmakova, Maria Lützenkirchen, Sven von der Ohe, Jeannette Weller, **Möglichkeiten partizipativer Landnutzungsplanung - untersucht im Rahmen des geplanten Biosphärenreservats 'Tengir Too'/ Kirgistan.** Berlin, 1996 S171
- Iris Paulus**, Léonie Bonnéhin, Elise Amelan Yao, Marcelle Goli, Claus Kogelheide, Elke Proell, Birgit Schäfer, Christine Schäfer, Gerald Schmitt, Monika Soddemann, Adèle Tozegba, Susanne Willner, **La gestion des ressources naturelles dans la périphérie du Parc National de Taï, Côte d'Ivoire. Possibilités d'appui au développement des capacités locales.** San-Pédro/Berlin, 1996 S172
- Eberhard Bauer**, Boris Balkarov, Dominikus Collenberg, Renate Kirsch, Kirsten Probst, Sepp Steinbrecher, Ulrike Süsser, Steffen Weidner, **Qualitative Impact Monitoring of Agricultural Structural Adjustment in Jordan. An Approach based on Rapid Rural Appraisal.** Berlin, 1996 S173\*
- Christine Martins**, Monika Fischer, Eva García-Castañer, Maren Lieberum, Frank Löwen, Bernd Seiffert, **Indonesian Agricultural Extension Planning at a Crossroads (Indonesia).** Berlin, 1997 S174
- Ingrid Spiller**, Stephan Bock, Annette Kübler, Anja Kühn, Liselotte Lenz, Marc Sporleder, **L'intégration des approches participative et gender dans un projet du développement rural régional - le cas de l'ODAI, Madagascar.** Berlin, 1997 S175
- Christian Berg**, Christiane Beck, Gabriele Beckmann, Cecilia Chimbala, Chala Erko Arganea, Anja-Katrin Fleig, Matthias Kuhlmann, Heike Pander, **Introduction of a Participatory and Integrated Development Process (PIDEP) in Kalomo District, Zambia, Volume I: Main Report.** Berlin, 1997 S176  
Vol. I
- Christian Berg**, Christiane Beck, Gabriele Beckmann, Cecilia Chimbala, Chala Erko Arganea, Anja-Katrin Fleig, Matthias Kuhlmann, Heike Pander, **Introduction of a Participatory and Integrated Development Process (PIDEP) in Kalomo District, Zambia, Volume II: Manual for Trainers and Users of PIDEP.** Berlin, 1997 S176  
Vol.II
- Andreas Groetschel**, Uta Feiler, Ingrid Jacobsen, Petra Ruth, Jens Schröder, **From Relief to Rehabilitation: Towards Food Security in Northern Tajikistan.** Berlin, 1997 S177
- Frank Rietz**, **Bedeutung ländlicher Innovationssysteme in der Konzeption von GTZ-Projekten.** Berlin, 1997 S178\*
- Lothar Kinzelmann**, Jochen Dürr, Dirk Heinrichs, Ruth Irlen, Jan Wendt, **Potentials for Self-Directed Rural Development - Community-Based Organizations and their Networks in Thailand.** Berlin, 1998 S179
- Christian Berg**, Kirsten Bredenbeck, Anke Schürmann, Julia Stanzick, Christiane Vaneker, **NGO-Based Participatory Impact Monitoring of an Integrated Rural Development Project in Holalkere Taluk, Karnataka State, India.** Berlin, 1998 S180

- Jochen Currie**, Bernardine Dixon Carlos, Maike Potthast, Rita Reinhardt, Stefan Schukat, Anna Steinschen, **Posibilidades de protección sostenible de áreas protegidas con la participación de etnias indígenas - un estudio de caso de la Reserva de Biosfera BOSAWAS, Nicaragua.** Berlin, 1998 S181
- Ulrich Alff**, Anka Derichs, Ezekiel O. Kute, Claudia Mayer, Halka Otto, **Decentralised and Participatory Development Planning in Nkomazi-Region and Willowvale-Area, South Africa.** Berlin, 1998 S182
- Eberhard Bauer**, Christine Bigdon, Antonia Engel, Benedikt Korf, Giang Nam Ha, Kerstin Schäfer, Esra Terzioglu, **Food Security and Conflict - A Participatory Development Concept for the Integrated Food Security Programme, Trincomalee, Sri Lanka.** Berlin, 1999 S183
- Edwin Wennink**, Ulrike Bickel, Reinhild Bode, Wolfgang Demenus, Ute Pauer, Norbert Rösch, **Cofinanciamiento en Sistemas de Riego Autogestionados - Análisis de la Capacidad y Voluntad de Pago de los Regantes en el Sistema 'Avisado' (Alto Mayo, Perú).** Berlin, 1999 S184
- Dominikus Collenberg**, Sandra Dierig, Nikola Küsters, Claudia Roos-Mensah, Eric Vaccaro, Anke Weissenborn, **Service Provision for Smallholder Commercial Farmers in Zimbabwe - Analysis of an Agricultural Service System and Participatory Organisational Analysis of the Farmers Development Trust.** Berlin, 1999 S185
- Ulrich Kipper**, Enkhtseteg Bat-ochir, Wolfgang Hesse, Britta Jell, Ulf Maaßen, Gaby Müller, **Development of a Concept for Collaborative Management of Khar Us Nuur National Park, Mongolia.** Berlin, 1999 S186
- Entwicklungspolitisches Forum 3.3. – 10.3. 2000. Dokumentation der Beiträge** \*
- Andreas Groetschel**, Ingrid Müller-Neuhof, Ines Rathmann, Hermann Rupp, Ximena Santillana, Anja Söger, Jutta Werner, **Watershed Development in Gujarat - A Problem-Oriented Survey for the Indo-German Watershed Development Programme (India).** Berlin, 2000. S187
- Ekkehard Kürschner**, Irene Arnold, Heino Güllemann, Gesa Kupfer, Oliver Wils, **Incorporating HIV/AIDS Concerns into Participatory Rural Extension. A Multi-Sectoral Approach for Southern Province, Zambia.** Berlin, 2000. S188
- Gabriele Struck**, Fernando Silveira Franco, Natalie Bartelt, Bianca Bövers, Tarik Marc Kubach, Arno Mattes, Magnus Schmid, Silke Schwedes, Christian Smida, **Monitoramento Qualitativo de Impacto - Desenvolvimento de Indicadores para a Extensão Rural no Nordeste do Brasil.** Berlin, 2000. S189
- Arne Cierjacks**, Tobias Flämig, Miriam Hein, Alexandra Rüth, Annette Wulf (Hrsg.), **Entwicklungspolitische Diskussionstage 2001.** Berlin 2001. S190
- Ivonne Antezana**, Arne Cierjacks, Miriam Hein, Gerardo Jiménez, Alexandra Rüth, **Diseño y Verificación de un Marco Metodológico para la Evaluación de Proyectos del Programa de Voluntarios de las Naciones Unidas – Evaluación del Proyecto Randi-Randi en Ecuador -.** Berlin, 2001. S191

- Harald Braun**, Peter Till Baumann, Natascha Vogt, Doris Weidemann, S192  
**HIV/AIDS Prevention in the Agricultural Sector in Malawi. A Study on Awareness Activities and Theatre.** Berlin, 2001.
- Andreas Groetschel**, Reynaldo R. Aquino, Inga Buchholz, Anja Ibkendanz, S193  
Tellita G. Mazo, Novie A. Sales, Jan Seven, Karen C. Vicentuan, **Natural Resource Management Strategies on Leyte Island, Philippines.** Berlin, 2001.
- Inge Remmert Fontes**, **Ulrich Alff (Editor)**, Regine Kopplow, Marion S194  
Miketta, Helge Rieper, Annette Wulf, **Review of the GTZ Reintegration Programme in War-Affected Rural Communities in Sierra Leone.** Berlin, 2001.
- Benedikt Korf**, Tobias Flämig, Christine Schenk, Monika Ziebell, Julia S195  
Ziegler, **Conflict - Threat or Opportunity? Land Use and Coping Strategies of War-Affected Communities in Trincomalee, Sri Lanka.** Berlin, 2001.
- Seminar für Ländliche Entwicklung (Hrsg.), Entwicklungspolitische S196  
Diskussionstage. Dokumentation zur Veranstaltung vom 16.-19. April 2002 in Berlin.** Berlin, 2002.
- Oliver Wils**, Erik Engel, Caroline von Gayl, Marion Immel, Dirk Reber, S197  
Debabrata Satapathy, **Exploring New Directions in Social Marketing. An Assessment of Training Health Providers in Rajasthan/India.** Berlin, 2002
- Beate Holthusen**, Nike Durczak, Claudia Gottmann, Britta Krüger, Ulrich S198  
Häussermann, Bela Pyrkosch, **Managing Conflict – Building Peace. Strengthening Capacities of InWEnt Scholars – A Pilot Study in the Philippines.** Berlin, 2002.
- Thomas Hartmanshenn**, Komi Egle, Marc-Arthur Georges, Katrin Kessels, S199\*  
Anne Nathalie Manga, Andrea von Rauch, Juliane Wiesenhütter, **Integration of Food and Nutrition Security in Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs). A Case Study of Ethiopia, Mozambique, Rwanda and Uganda.** Berlin, 2002
- Karin Fiege**, Corinna Bothe, Frank Breitenbach, Gerhard Kienast, Sonja S200  
Meister, Elgin Steup, António Reina, Ute Zurmühl, **Turismo e Gestão de Zonas Costeiras. Contribuições para Redução da Pobreza, Transformação de Conflitos e Protecção do Meio Ambiente em Inhambane /Moçambique.** Berlin, 2002
- Karin Fiege**, Corinna Bothe, Frank Breitenbach, Gerhard Kienast, Sonja S201  
Meister, Elgin Steup, António Reina, Ute Zurmühl, **Tourism and Coastal Zone Management. Steps towards Poverty Reduction, Conflict Transformation and Environmental Protection in Inhambane/Mozambique.** Berlin, 2002
- Seminar für Ländliche Entwicklung (Hrsg.), Entwicklungspolitische 202  
Diskussionstage. Dokumentation zur Veranstaltung vom 7.-11. April 2003 in Berlin.** Berlin, 2003

- Christian Berg**, Saskia Haardt, Kathleen Thieme, Ralf Willinger, Jörg Yoder, **Between Yaks and Yurts. Perspectives for a Sustainable Regional Economic Development in Mongolia.** Berlin, 2003 S205
- Shirley Wouters**, Thekla Hohmann, Kirsten Lautenschläger, Matthias Lichtenberger, Daniela Schwarz, **Development of a Peace and Conflict Impact Assessment for Communities in the South Caucasus.** Berlin, 2003 S206
- Beate Holthusen**, Clemens Koblbauer, Iris Onipede, Georg Schwanz, Julia Weinand, **Mainstreaming Measures against HIV/AIDS. Implementing a new Strategy within the Provincial Government of Mpumalanga / RSA.** Berlin, 2003 S207
- Gabriele Zdunnek**, Christian Cray, Britta Lambertz, Nathalie Licht, Eva Rux, **Reduction of Youth Poverty in Cape Town, South Africa.** Berlin, 2003 S208
- Iris Paulus**, Albert Ewodo Ekani, Jenni Heise, Véronique Hirner, Beate Kiefer, Claude Metou'ou, Ibrahim Peghouma, Sabine Schliephake, **Réorientation des prestations de services en milieu rural – recommandations pour le choix et le suivi des organismes d'appui. Etude pilote au Cameroun.** Berlin, 2003 S209
- Seminar für Ländliche Entwicklung (Hrsg.): Entwicklungspolitische Diskussionstage. Dokumentation zur Veranstaltung vom 29. März bis 1. April 2004 in Berlin.** Berlin, 2004 S210
- Christian Berg**, Mirco Gaul, Romy Lehns, Astrid Meyer, Franziska Mohaupt, Miriam Schröder, **Self-Assessing Good Practices and Scaling-up Strategies in Sustainable Agriculture – Guidelines for Facilitators.** Berlin, 2004 S211
- Birgit Kundermann**, Mamadou Diarrassouba, Diego Garrido, Dorothe Nett, Sabine Triemer de Cruzate, Andrea Ulbrich, **Orientation vers les effets et contribution à la lutte contre la pauvreté du Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT) au Mali.** Berlin, 2004 S212
- Pascal Lopez**, Ulrike Bergmann, Philippe Dresrüsse, Michael Hoppe, Alexander Fröde, Sandra Rotzinger, **VIH/SIDA: Un nouveau défi pour la gestion des aires protégées à Madagascar – l'intégration des mesures contre le VIH/SIDA dans le travail du Parc National Ankarafantsika.** Berlin, 2004 S213
- Karin Fiege**, Gesa Grundmann, Michael Hagedorn, Monika Bayr, Dorothee Heidhues, Florian Landorff, Waltraud Novak, Michael Scholze, **Zusammen bewerten – gemeinsam verändern. Instrumentarium zur Selbstevaluierung von Projekten in der Internationalen Zusammenarbeit (SEPIZ).** Berlin, 2004 S214
- Seminar für Ländliche Entwicklung (Hrsg.): Entwicklungspolitische Diskussionstage 2005. Dokumentation zur Veranstaltung vom 14.-17. März 2005 in Berlin.** Berlin, 2005 (nur als CD erhältlich) S215
- Lioba Weingärtner**, Markus Fiebiger, Kristin Höltge, Anke Schulmeister, Martin Strele, Jacqueline Were, **Poverty and Food Security Monitoring in Cambodia - Linking Programmes and Poor People's Interests to Policies.** Berlin, 2005 S216

- Gesa Grundmann**, Nathalie Demel, Eva Prediger, Harald Sterly, Azani Tschabo, Luzie Verbeek, **Wirkungen im Fokus – Konzeptionelle und methodische Ansätze zur Wirkungsorientierung der Arbeit des Deutschen Entwicklungsdienst im Kontext von Armutsminderung und Konflikttransformation.** Berlin, 2005 S217
- Melanie Djédjé**, Jessica Frühwald, Silvia Martin Han, Christine Werthmann, Elena Zanardi, **Situation de référence pour le suivi axé sur les résultats – Etude réalisée pour le Programme de Lutte Contre la Pauvreté (LUCOP) de la Coopération Nigéro-Allemande.** Berlin, 2005 S218
- Ivonne Antezana**, André Fabian, Simon Freund, Eileen Gehrke, Gisela Glimmann, Simone Seher, **Poverty in Potato Producing Communities in the Central Highlands of Peru.** Berlin, 2005 S219

**Publications disponibles auprès de:**

SLE, Mme Sabine Doerr

Hessische Str. 1-2

10099 Berlin

[Sabine.doerr@agrar.hu-berlin.de](mailto:Sabine.doerr@agrar.hu-berlin.de)

**Prix:**

Euro 12,- pour petit format / DIN A5

Euro 14,- pour grand format / DIN A4